

Sondage : les Français et leurs vacances

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
INTERNATIONALE

7, rue des Beaux-Arts, 75421 Paris Cedex 09

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE N° 12895 - 4,50 F

SAMEDI 30 SEPTEMBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Moins d'impôts pour les Américains

La fiscalité aura servi de prétexte à quelques-unes des plus belles batailles politiques de l'année. En Allemagne fédérale, le ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg, a été remercié en avril, pour avoir imposé un éphémère prélèvement à la source sur les revenus des obligations. Au Japon, la démission du gouvernement Takeshita n'est pas due seulement à divers scandales politico-financiers, mais aussi à l'impopularité de la nouvelle taxe de 3 % sur la valeur ajoutée. En France, M. Bérégovoy s'apprête à affronter des discussions serrées avec ses camarades socialistes, pour défendre son projet de budget 1990.

Aux États-Unis, cependant, le président Bush vient de réussir un coup de maître. Il est parvenu à faire voter par la Chambre des représentants, à majorité démocrate, un projet de diminution de l'impôt sur les plus-values en capital, malgré les réticences des parlementaires et, à en croire les sondages, celles d'une majorité d'Américains.

ALORS que la plupart des économistes réclament à cor et à cri des augmentations d'impôts aux États-Unis afin de contenir l'énorme déficit budgétaire, c'est donc une diminution d'impôt que George Bush vient de faire accepter par le Congrès. On ne lui donnait pourtant pas plus d'un an pour rompre sa promesse électorale de « no tax » (pas d'impôt supplémentaire).

L'argument-choc du président consiste à dire que loin d'amoindrir les recettes fiscales, cette disposition va les accroître, car elle inciterait les Américains, moins imposés, à faire plus d'affaires, créant ainsi davantage de richesses. Ce discours ressemble à celui de M. Reagan, clement, au début de sa présidence et quelques mois avant la célèbre récession de 1981-1982, que la baisse des impôts allait donner un coup de fouet à l'économie ?

S'il a réussi un beau coup politique, le président se place pourtant en position délicate. Car rien ne prouve qu'il pourra longtemps éviter d'instaurer un impôt supplémentaire sur des produits de grande consommation, comme l'essence, pour recueillir les recettes fiscales. L'électorat américain accueillerait pour le moins froidement une telle mesure alors que le chef de la majorité démocrate à la Chambre, M. Richard Gephardt, leur affirme que l'allègement d'impôt qui vient d'être adopté constitue « un cadeau de 25 000 dollars par an en moyenne aux plus riches familles d'Amérique ».

La croissance économique soutenue qu'ont connue cette année l'ensemble des pays industrialisés a quelque peu occulté l'immense problème que représente pour l'économie mondiale un déficit budgétaire de plus de 100 milliards de dollars, financés en grande partie par des étrangers. Même si aucune récession ne survient, la conjoncture économique sera certainement moins brillante au début des années 90. Les Japonais achèteront-ils toujours autant de bons du Trésor des États-Unis ? La Bourse américaine supportera-t-elle la surcote de placements qui devrait découler d'une moindre imposition sur les plus-values ? M. Bush pourrait alors regretter d'avoir été moins prudent, en matière fiscale, que les dirigeants allemands ou japonais.

Lire nos informations page 3

M 0147 - 0930 0 - 4,50 F



3790147004500 09300

Un entretien avec M. Andreï Sakharov

« Gorbatchev doit choisir entre la direction de la perestroïka et celle de la nomenklatura »

De passage à Paris après avoir été, à Lyon, l'hôte de la Société française de physique à l'occasion de son congrès, M. Andreï Sakharov a répondu à nos questions sur la situation actuelle en URSS, déclarant notamment que M. Gorbatchev « doit choisir entre la direction de la perestroïka et celle de la nomenklatura ».

« Que pensez-vous de la situation dans votre pays en ce qui concerne les luttes entre nationalités ? »

— Je suis d'accord avec les Baltes : il faut conclure un nouveau pacte fédéral, remplaçant celui de 1922. Nous devons renoncer également à avoir des entités de plusieurs sortes : républiques fédérées, autonomes, régions autonomes, etc. Il faut trouver une structure territoriale excluant l'exploitation et les inégalités.

« Mais la situation la plus tragique est celle du Haut-Karabakh. Le problème a commencé quand cette région a été donnée à l'Azerbaïdjan, en vertu d'un arrangement cynique visant à flatter le poids

politique des musulmans, avec l'Iran et la Turquie dans le voisinage. Dès le lendemain de la révolution, Moscou a mis l'accent sur les musulmans, considérés comme un tremplin pour l'extension de la révolution vers l'Orient. On a soutenu le régime d'Atatürk en Turquie, et dans le pays on favorisait les musulmans. Le nom de « chrétien » n'a pas été prononcé pendant des dizaines d'années. Gorbatchev lui-même est pro-Azerbaïdjanais.

Propos recueillis par
JACQUES AMALRIC
et MICHEL TATU

Lire la suite page 4

Prisons : fermeté du gouvernement

« L'Etat n'a pas le droit de laisser s'installer la pagaille »

Alors qu'une soixantaine d'établissements pénitentiaires, sur cent quatre-vingts, sont touchés par le mouvement des surveillants, M. Rocard a déclaré, vendredi matin 29 septembre, que « l'Etat n'a pas le droit moral de laisser s'installer la pagaille dans les prisons ». Cinquante-neuf arrêtés de révocation visant des surveillants de la Santé ont déjà été signés.

Contre la porte de la Santé, des hommes cognaient avec leurs poings : ils scandent « Libérez nos camarades ! ». Ce sont des surveillants. Contre les portes des cellules qui, par endroit, ont failli céder, ce sont les pieds des détenus qui frappent. Dans le bureau du directeur de la prison, entouré de son état-major, il y a le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Pierre Dintilhac et le procureur général près la cour d'appel de Paris, M. Pierre Truche. A ce moment, les 1 860 détenus de la maison d'arrêt sont sous la surveillance d'une quarantaine d'agents contre quatre-vingts en temps

normal. Parmi eux, trente ont déjà travaillé la nuit précédente. Les autres ont refusé de prendre leur service.

Cette fois, jeudi 28 septembre, le tabou est brisé : les surveillants font véritablement grève. Une grève illégale, interdite par leur statut. Après le tabou des parloirs avec les familles, auquel jusqu'ici ils avaient refusé de toucher, c'est celui du « dépôt des clés », comme on dit dans le jargon pénitentiaire qui est tombé.

AGATHE LOGEART

Lire la suite page 15 - section B

Quarante ans d'espoirs déçus en Chine

Violence, lutte pour le pouvoir, changements de cap marquent l'histoire du régime communiste

par André Fontaine

Le 1^{er} octobre 1949, la victoire de ceux que Staline appelait dédaigneusement les « communistes de margarine » mettait fin à une guerre civile d'un quart de siècle. La République de Chine devint « populaire », avec pour premier président Mao Zedong, dont on écrivait alors le nom Mao Tse-toung. Quarante années se sont écoulées depuis, fertiles en rebondissements de toutes sortes. L'ambition du numéro spécial de « Dossier et documents » que nous publions à l'occasion de cet anniversaire (1) est, à partir d'une série d'articles parus dans le Monde, de les faire revivre dans le climat de l'époque, d'en restituer la trame et d'en dresser le bilan.

Dès la première minute, l'avènement du communisme dans

l'empire du Milieu fut ressenti comme une sorte de tremblement de terre. Envoyé spécial du Monde, Robert Guillemin avait décrit, quelques mois plus tôt, dans une série de huit articles, que personne n'aurait eu l'idée de trouver trop longue, l'entrée à Shanghai de ceux qu'il appelait les « Martiens » : « des soldats chinois qui savent combattre, qui, après la victoire, ne pillent pas la ville conquise, qui couchent sur le trottoir au lieu d'envahir les logis et de prendre les filles... ». Il concluait que « le désordre et la corruption que le monde extérieur avait pris pour un état normal de la Chine et des Chinois (...)

avaient engendré en réalité un besoin passionné de discipline sociale et de propriété ».

La Révolution voulait, précisément, répondre à ce besoin. Comme elle avait mis de surcroît à sa tête un personnage hors série, poète à ses heures, auréolé du prestige de la « Longue marche » où il avait entraîné sur 10 000 kilomètres quelque 300 000 combattants rouges, tout ce que la planète comptait de croyants dans le marxisme marxiste y vit un pas décisif vers le triomphe de la révolution mondiale. Pour les États-Unis, allés des nationalistes de Tchiang Kai-chek, l'échec était énorme.

Lire la suite page 10

(1) Un numéro hors-série du Monde, 48 pages, 28 francs.



Une exposition sur les carnets de croquis de Picasso

Lire l'article de Catherine Breteille page 16 - section B

L'afflux des réfugiés est-allemands

L'ambassade de RFA à Prague submergée
page 5 - section A

Remue-ménage dans les assurances

La Compagnie de navigation mixte ferait une place au Crédit agricole
page 35 - section D

Les conflits sociaux

Peugeot et fonctionnaires des impôts : le dialogue social en grève ?
page 35 - section D

Nouvelle donne pour Framatome

L'Etat et la CGE se répartissent les rôles chez le constructeur de centrales nucléaires
page 35 - section D

Saint-Domingue

en cessation de paiements
La République dominicaine a annoncé qu'elle ne rembourserait plus ses banquiers
page 42 - section D

La circulation à Paris

Les élus de la capitale vont examiner le projet d'autoroutes souterraines
page 17 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44

Ouverture des Assises européennes de l'audiovisuel

Vieux Continent cherche nouvelles images

Les Assises européennes de l'audiovisuel s'ouvrent à Paris samedi 30 septembre. Elles réuniront pendant trois jours tout ce que le continent compte d'experts et de professionnels de l'image. Organisée par la France et la Commission de Bruxelles, et inaugurée par M. Mitterrand, cette manifestation constitue le coup d'envoi de « l'Eureka de l'audiovisuel »,

un projet annoncé il y a un an par le président de la République pour tenter de relancer en Europe une véritable industrie de l'image.

Comment alimenter en œuvres européennes les chaînes de télévision qui se multiplient ? Comment susciter plus de production et plus d'échanges entre les pays du continent ?

Les débats sur ces questions conduiront à une déclaration des ministres des vingt-sept pays représentés, et devraient déboucher sur des projets concrets soumis au sommet des Douze de Strasbourg, en décembre.

Lire nos informations page 13 section B

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 50 fr. ; Canada, 1,25 \$; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 200 dr. ; Inde, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Liban, 0,400 LD ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Singapour, 300 S. ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (other), 2 \$.

سكاي من الفضل

DÉBATS

Le « laboratoire » sud-africain

par Pierre Mayer

UNE page est tournée en Afrique du Sud après les élections générales de septembre. M. Botha a cédé la présidence de la République à M. De Klerk, au moment où le pays s'ouvre sur des horizons inédits.

Le fait majeur est que l'Afrique australe sort maintenant du champ des affrontements Est-Ouest qui paralysaient les chances d'évolutions positives en Afrique du Sud et dans son voisinage. L'affaire anglo-namibienne va consacrer la nature primordialement régionale et africaine du conflit dont elle est l'enjeu : à bien des égards une querelle de famille entre l'Afrique noire décolonisée et l'Afrique du Sud, ou plus exactement avec la tribu blanche des Afrikaners.

La fin de partie entre les États-Unis et l'URSS et la clarification des antagonismes ouvrent une « fenêtre d'opportunité » sans précédent pour l'Afrique du Sud et l'Afrique noire.

La première conséquence sera de rendre les pays noirs plus ouverts et plus souples, à commencer par les plus modérés, face à une Afrique du Sud en regain de force et de respectabilité. À l'inverse, dans les pays les plus « engagés », souvent d'ailleurs en proie à des catastrophes abyssales, les fantasmes du socialisme tiers-mondiste s'envoleront en fumée. Il n'est même plus exclu que l'Afrique du Sud soit un jour invitée à rejoindre la famille de l'Organisation de l'unité africaine. Après une douzaine d'années de blocages et d'immobilisme, le pragmatisme semble devoir l'emporter sur l'idéologie.

Constante, jamais démentie au cours de sa longue histoire, l'Afrique du Sud possède le don prodigieux d'acheter du temps à bon compte. Se contentera-t-elle de jouer encore une fois d'un répit ? Ou bien saura-t-elle riposter au défi qui lui est lancé : passer de l'ethnocratie des Blancs à la démocratie pour tous ?

Quant aux grandes puissances, elles vont rivaliser d'initiative autour de l'Afrique du Sud. Les canaux de communication n'avaient pas été rompus entre l'URSS et l'Afrique du Sud, notamment pour ce qui touche à l'or et au diamant. Mais la rupture des relations diplomatiques officielles depuis trente ans avait brouillé l'exacte perception des réalités de part et d'autre. Or les Soviétiques découvrent tout à coup un pays insoupçonné et surprenant pour eux.

Après le remarquable succès diplomatique de Chester Crocker en Angola et Namibie, les Américains semblent décidés à jouer un rôle actif de catalyseurs, en entente plus ou moins poussée avec les Soviétiques. Ceux-ci « conseillent » à l'ANC et au Parti communiste

sud-africain de renoncer à la violence, d'autant que leur manque de cohésion et leur incapacité militaire leur dénie l'espoir de renverser le régime de Pretoria par la force.

En dépit du fait que le sort de l'Afrique du Sud redevient une querelle de famille entre Afrikaners, l'Afrique du Sud met à l'épreuve l'Afrique tout entière. Trente années après la décolonisation, l'Afrique noire est aujourd'hui plus pauvre que jamais et compte 24 des 37 nations classées par la Banque mondiale comme les moins développées. Tôt ou tard, et mieux vaut plus tôt que trop tard, s'imposera la conviction que l'Afrique du Sud, loin d'être une provocation pour le Continent noir, est la clé des problèmes dramatiques qui l'étreignent. Qu'elle le veuille ou non, l'Afrique du Sud ne peut éluder la nécessité, pour une simple raison vitale de sécurité, de venir au secours des pays de l'Afrique subsaharienne. Telle est, à portée de main, la chance de survie et de progrès pour ces malheureux pays.

Un mystère pour l'Europe

Pour l'Europe, l'avenir et l'intérêt propres de l'Afrique noire sont un mystère. Que représente une zone qui réalise 1 % seulement des échanges commerciaux du monde ? Si l'Afrique disparaissait, l'événement, vu d'ailleurs, resterait imperçu, si l'on peut dire. On peut surtout s'interroger sur l'épreuve qui se prépare, pour l'Afrique, du fait de l'Europe de 1993, autrement dit de la compétition généralisée.

L'engagement de la France dans un tel contexte risque de s'avérer incompatible, sinon insupportable, et de loin (10 fois plus que la Grande-Bretagne), sa contribution est à la fois comparativement trop lourde et économiquement comme politiquement trop peu cohérente : les échanges de la France avec le Nigeria excèdent à eux seuls ceux qu'elle entretient avec toute l'Afrique francophone. Puisque les faits sont têtus et qu'ils le seront imparablement après 1993, une « communautarisation » du sur-engagement français en Afrique est inéluctable.

L'Afrique australe demeure, aux yeux des Français, sur la « face cachée » de la Terre. La France, fort active jusqu'à l'équateur, est absente au sud, par éloignement et plus encore par occultité. Si son avenir ne devait se mesurer là-bas qu'à l'aune de sa diplomatie récente ou plutôt de ses contorsions et de ses impérities, alors la conclusion serait sombre. Comparativement à la RFA, au Portugal et à la Grande-Bretagne, dont la présence est multiple et ramifiée, il lui faudra mettre moins de préjugés idéologiques et

plus de cœur à son ouvrage si elle veut vraiment retrouver voix au chapitre. Heureusement cependant, l'Afrique du Sud africain — qui conserve quelques souvenirs cuisants de son passé sous la colonisation britannique, voire de ses liens obligés avec le monde anglo-saxon — conserve en faveur de notre pays un capital de sympathie apparemment intact.

Au-delà de l'Afrique et de l'Europe, l'Afrique du Sud est l'ultime épreuve qui guette l'ensemble du monde avancé de l'hémisphère nord. De cela, l'on n'est guère conscient quoique l'évidence crève les yeux. Parmi tous les pays industrialisés, c'est le seul qui soit composite, le seul où le monde avancé, séparé géographiquement du tiers-monde par les océans dans l'hémisphère nord, se trouve à la fois inextricablement imbriqué avec lui. Le seul, en conséquence, où coexistent le même territoire des cultures hétérogènes que tout distingue : leur histoire, leurs traditions, leurs niveaux de développement, leurs aspirations, leurs forces respectives.

Le seul qui doit donc faire l'apprentissage de leur vie en commun, autrement dit en face par prétention de riposter avec promp-

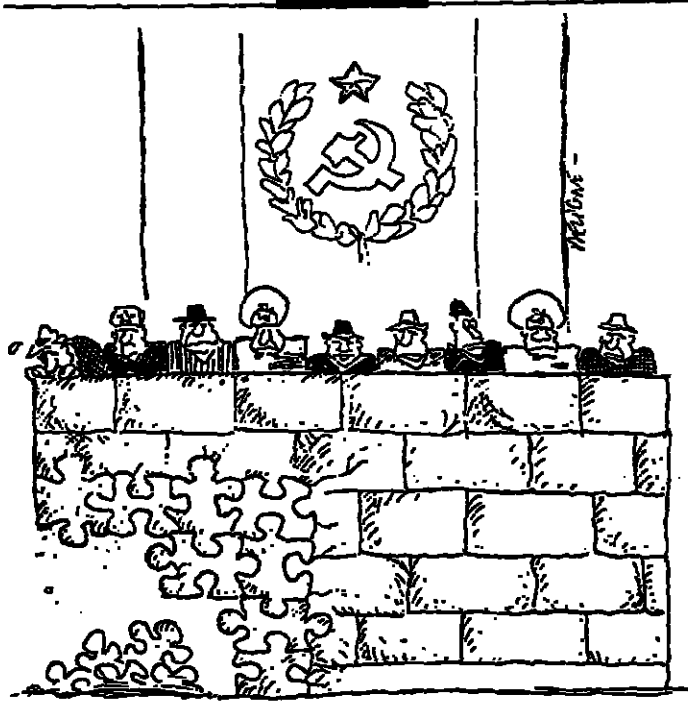
titude aux défis qui seront tôt ou tard les nôtres : les proportions relatives entre Blancs et hommes de couleur, entre nantis et déshérités n'y sont guère différentes de ce qu'elles sont à l'échelle de toute la planète, c'est-à-dire pour nous-mêmes. Ni nos océans ni nos frontières ne nous immuniseraient contre ceux des faméloques et des « damnés de la terre » ou plus simplement des « autres ».

Vu de loin, le problème sud-africain n'est une énigme indéchiffrable que pour ceux qui répugnent à regarder les choses en face. C'est bel et bien un enjeu universel, sans doute l'enjeu majeur du siècle à venir. « Laboratoire » du prochain monde, l'Afrique du Sud, pays si étrange et si atypique, a intérêt à s'acheminer sans drame vers l'idéal de la démocratie pluraliste, quinziesme de l'Europe et de l'Amérique, peut-être espérance des masses soviétiques et chinoises.

L'Afrique du Sud est forcée, comme l'Union soviétique, comme la Chine, comme tous les systèmes clos, si endurants soient-ils, de sortir de sa solitude et de s'ouvrir sur le monde, qui est un, sauf à imploser. Tel est son destin.

► Pierre Mayer est inspecteur général des finances.

TRAIT LIBRE



BIBLIOGRAPHIE : « Les héritiers », de Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhomet

Portraits d'hommes politiques en expérimentateurs

LA victoire de Charles Millon sur François Léotard pour la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale n'a pas surpris les lecteurs des *Héritiers*, de Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhomet : pas plus que la nomination de Jean-Michel Guillard à la direction générale d'Antenne 2 ne les a pas pris de court. Ces trois représentants de la nouvelle génération sont en effet au nombre des vingt-quatre personnalités dont les auteurs scrutent avec attention l'itinéraire politique.

Ainsi de François Léotard, ce sociologue d'un homme passé au mode, ils nous disent qu'il a accumulé, en si peu d'années, tant d'erreurs politiques, de faux pas et de reculs spectaculaires qu'il devrait s'être depuis longtemps écrasé au centre de la piste : « voilà qui est fait, on ne peut plus s'il est plus facile aux politiques qu'aux acrobates de se relever de pareille chute. Charles Millon est plus discret, mais il paraît plus solide, peut-être parce qu'il « reste arc-bouté à la fois sur son instinct et sur son sens de responsabilité », en tout cas, est apte de la décolonisation, lecteur de Proudhon et de Péguy, va son chemin d'un pas sûr.

Idées, tactique pour

Quant à Jean-Michel Guillard, l'un des quatre monarcaires des « transcurants » du PS, on comprend mieux qu'il ait accepté la mission impossible que lui proposait Philippe Guillaume quand on connaît sa crainte d'une « crise d'identité » franco-francaise, en cette période de transition, « entre l'État nation et l'idéal européen ».

Si cette instructive galerie de portraits offre ainsi des clés pour comprendre quelques étonnements récents, la politique politicienne, dont il traite quotidiennement dans *Le Monde*, n'est pourtant pas ici la préoccupation majeure de nos deux auteurs. Leur démarche est à

la fois plus simple et plus ambitieuse : considérant que la politique est ou devrait être avant tout affaire d'idées plus que de tactique ou de jeux de pouvoir, ils ont demandé à nos futurs dirigeants de leur exposer les leurs. Et on découvre, avec surprise quelquefois, avec intérêt toujours, qu'ils en ont, des idées, et même qu'elles sont souvent justifiées leur parcours, leurs luttes, leur vie publique tout entière.

Il suffisait de les interroger sur autre chose que sur les sempiternels combats des chefs ou les traditionnelles échanges de « petites phrases » pour s'apercevoir qu'ils avaient aussi une pensée, des convictions. Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhomet l'ont donc fait, avec un peu d'ironie — c'est dans leur nature — et beaucoup de sérieux.

Contrairement à leurs prédécesseurs, qui puisaient à l'envi dans le stock idéologique fourni par les grandes doctrines aujourd'hui moribondes, ces hommes politiques, héritiers sans héritage, sont obligés d'inventer une nouvelle philosophie de la politique. Car les vieilles idéologies leur sont d'un faible secours : le « gaullisme » et le « mitterrandisme » ont également échoué, le premier « sous le choc de la révolution étudiante », le second « sous le poids de la crise économique ». Résultat : un paysage politique qui ressemble, sous la plume alerte des deux auteurs, à un champ de ruines. La société française se fissure, l'école se délabre, la civisme s'effondre : faute d'une réponse appropriée, « l'ère du vide » se profile à l'horizon de 1993. Il faut désormais reconnaître.

Nos jeunes loupes s'y emploient, avec persévérance, en relevant aux réalités dont les anciennes croyances avaient trop souvent déformé leurs aînés. Et chacun d'apporter sa pierre : Claude Allègre, le bras droit de Lionel Jospin, a trouvé aux États-Unis la théorie

SOCIAL
Le lion, le renard et la poule

par Max Gallo

M. JEAN-PIERRE SOISSON, ministre du travail, vient d'entrer dans l'histoire. Et avec lui tout le gouvernement dont il est, faute de démenti, l'interprète autorisé. On le sait, il s'agit de cinq lettres parfois pour devenir une référence historique. M. Soisson a utilisé quelques mots de plus, mais sa phrase, à propos du conflit Peugeot, est admirable : « Je n'ai aucun pouvoir pour imposer que ce soit la négociation » (*Le Monde*, 28 septembre).

Louons l'humilité du ministre et du gouvernement. Erus sans aucun doute. M. Soisson a du cœur, il est social et n'est pas socialiste. Et ses collègues sont pour la plupart membres du Parti socialiste. Comment seraient-ils insensibles à ces situations (4 800 francs par mois pour une famille de cinq personnes), à ces mots (dignité, justice), à ces refus d'être traités en « esclaves », à cette volonté d'être écoutés qui porte toute la séculaire protestation ouvrière ?

Mais le ministre reste à son banc. Celui du gouvernement. Il ne peut rien. Il incarne pourtant en principe l'intérêt national. Il fut un temps où, au nom de cet impératif, le gouvernement aidait financièrement Peugeot. Mais tout a changé. Les ministres n'ont plus de pouvoir. Ils observent. Ils attendent. Quoi ? Que les rapports de forces à vif désignent un vainqueur et un vaincu ? M. Soisson ne le veut pas, dit-il. On le croit. Mais il se contente de « se tenir à la disposition des deux parties dès lors que celles-ci voudraient renouer efficacement les fils du dialogue ». Et si la direction maintient son refus ? A quoi servent les bonnes intentions de M. Soisson ?

On n'a que peu d'inquiétudes pour le destin personnel de M. Calvet ou celui des membres de la famille Peugeot. Mais on se soucie de l'avenir d'une industrie nationale et de ceux qui y travaillent. Ils reçoivent déjà des lettres de licenciement. Qui seront, dit encore M. Soisson, examinées au « cas par cas ». Tiers ? La grève n'est plus un conflit col-

lectif mais une affaire entre des « individus » et une « entreprise ».

Décidément, M. Soisson, au nom du gouvernement, accomplit une révolution copernicienne. Il inverse une nouvelle manière d'être social-démocrate : le gouvernement regarde d'affronter les renards libres et les poules libres dans le poulailler libre. Et que le meilleur gagne, l'examinera, objectivement, la situation des victimes, quelles qu'elles soient. Il relève les infractions de la direction, c'est bien, mais il n'interviendra pas dans le conflit — affaire privée s'il en est — qui oppose M. Dupont, P1 (4 800 F par mois), et 3 000 F de crédit mensuel à rembourser) et la Société des automobiles Peugeot (8, 9, 13 ? on ne sait plus, milliards de francs de profit).

Qui prétendait que les socialistes, à la veille de leur congrès, recherchaient un socialisme pour l'an 2000 ? M. Soisson en dessine les perspectives novatrices. Pratiques et théoriques.

On voit d'ailleurs ces principes mis en œuvre, avec efficacité, dans le conflit des agents des impôts.

On avait cru cependant que la « méthode » du gouvernement consistait à désigner des médiateurs, à parler avec toutes les parties en présence jusqu'à ce que la solution surgisse. On avait vanté l'efficacité des « accords de Matignon ». Faut-il attendre un « Ouvrier social », la tragédie en moins, pour s'asseoir autour d'une table gouvernementale ?

On imaginait qu'un gouvernement socialiste, social-démocrate, etc., saurait entendre le voix des Canaques d'Ici, avant conflit.

Mais peut-être M. Soisson et le gouvernement se veulent-ils pédagogues. Ils nous rappellent que le capital reste le capital. Le salariat le salariat.

En somme, comme disait Pierre Mauroy, il n'y a que les socialistes qui aient changé.

► Max Gallo, écrivain, ancien ministre, est secrétaire national du Parti socialiste.

LA FONDATION TOTAL POUR LA MUSIQUE
LE THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(co-production)
présentent
L'ENSEMBLE MOSAÏQUES
Direction Christophe Coin
JOSEPH HAYDN
Symphonie n° 82 en ut majeur « L'Ours »
Concerto pour violon et orchestre en ut majeur
SOLISTE : ERICH HOBARTH
Symphonie n° 83 en sol mineur « La Poule »
LUNDI 9 OCTOBRE 1989, 20H30
THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
RESERVATIONS :
47.20.36.37 (DE 14H00 A 18H00)

Le Monde
Édité par le SARL le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bourde-Méry (1944-1969),
Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Correspondant en chef : Claude Salas
Administrateur général : Bernard Weuts
7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08
Tél. : (1) 42-47-87-27
Tél. MONDOPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-06-51

ÉTRANGER

... Le Monde • Samedi 30 septembre 1989 3

ANGOLA : la fin du congrès extraordinaire de l'UNITA

La paix introuvable ?

La poignée de mains « historique » qu'ont échangée, le 22 juin, à Gbadolite, au Zaïre, devant un aréopage de chefs d'Etat africains à la mine réjouie, M. José Eduardo Dos Santos, le président angolais, et M. Jonas Savimbi, le chef de l'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), aura des suites même si, depuis lors, de violations du cessez-le-feu en invectives, qui aurait eu la naïveté de penser qu'un conflit vieux de quatorze ans puisse se régler en un tournemain ?

Devant le congrès extraordinaire de son mouvement, qui vient d'achever ses travaux à Jamba, en « zone libérée », M. Savimbi a pris ses distances vis-à-vis de tous ceux qui se sont portés au chevet de l'Angola malade, et singulièrement du maréchal Moutua, le chef de l'Etat zaïrois, jugeant que ces médiateurs avaient poussé un peu trop loin le bouchon en exigeant notamment de lui qu'il s'abstienne, un temps, de la scène politique. Invoquant sur le terrain, le chef rebelle propose, aujourd'hui, de négocier « directement » avec Luanda.

Le plan en cinq points que le congrès extraordinaire de l'UNITA a adopté et dans lequel il est question de « gouvernement de transition » et d'« élections libres » n'a aucune chance d'être entériné par le régime marxiste de Luanda. Politicien avisé et retors, M. Savimbi ne l'ignore pas. Il s'empêche que le chef rebelle ne puisse pas indéfiniment jouer les divas et qu'il lui faudra bien, tôt ou tard, faire des concessions.

Soucieux de se retirer du boudoir angolais, l'Afrique du Sud, sans le soutien de laquelle l'aventure militaire de M. Savimbi aurait tourné court, n'est plus à même de lui porter secours. La Namibie par laquelle transitait son aide est appelée, dans les prochains mois, à devenir indépendante sous la probable houlette de la SWAPO, qui ne nourrit aucune sympathie à l'égard des maquisards de l'UNITA, qu'elle a même combattus en Angola.

Les Etats-Unis qui, à dessein, ont récemment renouvelé leur appui à M. Savimbi, ne sont pas prêts à l'abandonner sans contreparties. Ils veulent obtenir, à la faveur des futures négociations, un remode-

lage du régime angolais qui aille, au-delà des mots, dans le sens d'une véritable ouverture politique. M. Dos Santos est d'autant moins en position d'ignorer les desiderata de la Maison Blanche, avec laquelle il souhaite nouer des relations diplomatiques, que le Kremlin, aussi, le pousse à la modération.

Des négociations longues et laborieuses

A n'en point douter, les négociations de paix seront longues et laborieuses. D'aucuns pensent, notamment du côté du Portugal, l'ancienne puissance coloniale, qui a une excellente connaissance du terrain et des hommes et où l'on suit de près le dossier angolais, que ces discussions ne commenceront pas sérieusement avant le début de 1990 et qu'elles pourraient durer au moins un an.

MM. Dos Santos et Savimbi devront composer. Ni l'un ni l'autre ne sont maîtres du jeu pour la simple raison que les Etats-Unis et l'Union soviétique veulent en finir avec ce conflit régional, quitte à faire payer un juste prix à leurs alliés respectifs.

Une fois scellée la réconciliation nationale, « il ne faudra pas plus de dix ans, avec le concours de la communauté internationale, pour remettre complètement sur pied l'Angola », assure M. João Deus Pinheiro, ministre portugais des affaires étrangères. Il n'est peut-être pas insensé d'imaginer que ce pays ravagé par plusieurs décennies de guerre mais riche notamment de son pétrole et de ses mines, puisse revenir à la vie même si, aujourd'hui, ceux qui parlent en son nom rechignent à faire cause commune.

JACQUES DE BARRIN

ALGERIE : devant le comité central

Le président Chadli invite le FLN à « s'ouvrir à la jeunesse »

Le congrès extraordinaire du Front de libération nationale (FLN) se tiendra du 28 au 30 novembre et non plus fin octobre. Ainsi en a décidé le Comité central du parti réuni jeudi 28 septembre au Club des Pins, près d'Alger.

ALGER

de notre correspondant

Le report du congrès du FLN avait été exigé la semaine dernière par plusieurs anciens dirigeants du FLN réunis à l'occasion de la conférence nationale des cadres de la révolution (le Monde du 20 septembre). Officiellement, cette décision a été prise afin de permettre une « meilleure préparation matérielle ».

A l'ouverture des travaux, M. Chadli Bendjedid, président du FLN et chef de l'Etat, a rappelé d'un ton ferme, parfois vif, qu'il avait été élu sur un « programme de réformes clairement exposées », rendues nécessaires par la situation dans laquelle se trouve le pays. « J'agis donc au nom du FLN, mais, en tant que président de la République, j'ai des responsabilités à assumer, des engagements à honorer envers l'ensemble des Algériens qui ont majoritairement adopté la nouvelle Constitution », a-t-il indiqué.

« Un nouveau gouvernement a été formé, dirigé par un fils du FLN, son programme est celui du FLN », a dit le président en invitant son auditoire à « bien comprendre les difficultés économiques et financières du pays », car « l'intérêt national doit l'emporter sur toute autre considération ». M. Chadli a aussi insisté sur la nécessité de pratiquer « la démo-

cratie à l'intérieur du Front, qui doit s'ouvrir à la jeunesse ».

Considérant que « l'expression est désormais libre chez nous », le président du FLN a exprimé le souhait que « les formations politiques donnent leur avis, leur opinion, librement, sur les réformes ». Le chef de l'Etat a demandé aux parlementaires (tous élus du FLN) de « ne pas se contenter d'adopter des lois mais de suivre aussi leur application sur le terrain ».

Premier meeting du PAPS

Le jour où le comité central du FLN était convoqué pour plancher sur les résolutions qui seront soumises au prochain congrès du Front, le Parti d'avant-garde socialiste (PAPS), héritier du Parti communiste algérien (PCA), reconnu officiellement il y a deux semaines, tenait son premier meeting pour célébrer son « passage à la légalité ». Après trente-quatre ans de clandestinité, M. Sadek Hadjeres, premier secrétaire du PAPS, a fait, jeudi après-midi, salle Ibn-Khaldoun, au pied du siège du FLN, une rentrée politique émue. Un millier de personnes, invitées et militantes, lui ont fait un triomphe.

Sous les vœux et les applaudissements, le docteur Sadek Hadjeres, une heure et demie durant, s'est adressé à un public acquis d'avance. Après une minute de silence dédiée aux « martyrs de la révolution algérienne et de la démocratie », et « Qassaman », l'hymne national, le premier secrétaire du PAPS a prononcé un discours au terme duquel il a appelé à la création d'un « Front national démocratique, groupant tous les partis, pour sortir le pays de la crise ».

FREDERIC FRITSCHER

□ TUNISIE : nouveau ministre de la justice. — Le général Mustapha Bouaziz a été nommé, jeudi 28 septembre, ministre de la justice, en remplacement de M. Karoui, devenu chef du gouvernement. Servant dans l'armée tunisienne depuis 1956, le général Bouaziz a effectué une partie de sa carrière au tribunal militaire. Depuis un an, il était chef de cabinet du ministre de la justice.

D'autre part, la cour d'appel de Tunis a confirmé, le mardi 26 septembre, la condamnation à un an de prison de M. Jelloun Azouza, chef du groupe dissident du Parti de l'Unité populaire, non reconnu officiellement. M. Azouza avait été condamné en première instance le mois dernier pour diffusion d'un tract « portant atteinte à la dignité du président de la République ». Les intellectuels s'étaient mobilisés en faveur de M. Azouza, comme l'avait déjà fait la Ligue des droits de l'homme craignant que cette condamnation ne marque le retour aux procès d'opinion. — (Corresp.)

ETATS-UNIS : victoire sur l'opposition démocrate

Le président Bush obtient de la Chambre des représentants une réduction de l'impôt

Le président Bush a remporté, jeudi 28 septembre, la première victoire purement politique de son mandat. Il a obtenu de la Chambre des représentants, pourtant à très forte majorité démocrate, un vote en faveur d'une réduction de l'impôt sur les plus-values.

WASHINGTON

de notre correspondant

L'approbation du Sénat sur cette réduction d'impôt devant suivre, l'administration républicaine est donc en passe de tenir l'une des promesses pourtant les moins crédibles de la campagne présidentielle. Non seulement il n'y aura pas d'impôts nouveaux, mais l'un de ces impôts sera réduit. A l'heure où les démocrates déplorent à grands cris le manque de moyens de l'Etat, et où le déficit budgétaire n'est contenu que grâce à d'acrobatiques opérations d'écritures, l'exploit n'est pas mince, d'autant que la réduction d'impôt en question favorisera avant tout les Américains les plus fortunés.

Certes, l'administration a pu se prévaloir d'un argument de poids. La réduction de 28 à 19,6 % de l'impôt prélevé sur l'appréciation des biens constatée au moment de leur revente va se traduire, paradoxalement, par des rentrées fiscales supplémentaires, naturellement bienvenues. Pour les trois premières années, on s'attend à une augmentation de recettes d'environ 10 milliards de dollars au total — un grand nombre de propriétaires profitant de la nouvelle loi pour vendre. Par la suite, c'est-à-dire en 1992, le taux d'imposition serait réduit à 28 %, mais l'assiette de l'impôt serait indexée sur l'inflation : on s'attend alors à des pertes de recettes atteignant 5 milliards de dollars par an.

Une contre-attaque et un contre-projet des démocrates prévoyant une exonération d'impôts pour les comptes de retraite individuels, assortie d'une hausse du taux maximal d'imposition pour les plus hauts revenus, n'ont pas suffi à empêcher la défaite; elle est d'autant plus cuisante pour les démocrates qu'elle intervient après une série de scandales : démission quasi forcée de l'ancien speaker de la Chambre, Jim Wright, révélations concernant les relations entre un représentant homosexuel, Barney Frank, et un prostitué qui organisait ses activités à partir de l'appartement de l'élu.

Les démocrates avaient pourtant de solides arguments à faire valoir, et une occasion en or de présenter leurs adversaires comme les membres du « parti des riches », toujours en mal d'accorder des cadeaux aux nantis : l'adoption du nouveau taux ne reviendrait-elle pas, selon les adversaires du projet, à offrir 25 000 dol-

lars en moyenne à quelques centaines de milliers d'Américains parmi les plus fortunés ?

Certains ont même essayé de protester au nom de l'héritage de... Ronald Reagan. L'un des inconvénients du projet de l'administration était en effet de réintroduire des cas et des taux particuliers, alors que la grande réforme fiscale passée en 1986 sous l'égide de l'ancien président avait en un résultat unanimement apprécié : réduire le nombre d'abris fiscaux, rendre plus difficiles les activités des « lobbyistes » acharnés à obtenir des élus des dégrèvements supplémentaires pour leurs clients.

Rien n'y a fait : les pressions de la Maison Blanche, et aussi celles de nombre d'électeurs désireux de profiter de l'aubaine, ont été les plus fortes. C'est une dure leçon pour le nouveau speaker de la Chambre, Tom Foley, et d'une manière générale pour les démocrates, une fois de plus renvoyés à leur péché originel, la division, et incapables de se regrouper à l'occasion d'un combat idéologique pourtant assez simple et clair. Si certains élus ne cachent pas leur amertume, d'autres se réconfortent à l'idée que les républicains regretteront peut-être bientôt d'être apparus en pleine lumière comme le parti des riches.

La lutte, en effet, ne fait que commencer, et le vote des divers articles du budget encore en suspens donnera lieu à de nombreuses escarmouches qui pourraient elles se terminer moins favorablement pour l'administration. Mais pour l'instant, les choses se présentent plutôt bien pour M. Bush, plus que jamais en état de grâce.

Même dans les domaines où l'administration devra inévitablement faire des concessions, de bonnes surprises sont parfois au rendez-vous. Ainsi, deux jours après avoir rogné de 900 millions de dollars les sommes réclamées par la Maison Blanche pour la poursuite du programme de l'initiative de défense stratégique (IDS), le Sénat a rétabli les deux tiers des crédits qu'il venait de supprimer — ce qui porterait à 4,3 milliards de dollars le budget de l'IDS en 1990.

En fait, l'administration devra se contenter de moins. La Chambre des représentants ayant déjà réolu de tailler très sévèrement dans ce programme — dit de la « guerre des étoiles » — qu'elle souhaite limiter à 3,1 milliards de dollars. La volte-face du Sénat, opérée à l'instigation du président de la commission des forces armées, le sénateur Sam Nunn, s'explique par la volonté de trouver avec la Chambre un accord autour d'une somme qui évite de compromettre trop gravement l'avenir de l'IDS (le Monde du 26 septembre).

JAN KRAJCE

AFRIQUE DU SUD : malgré de nombreux appels à la clémence

Un militant nationaliste noir a été exécuté à Pretoria

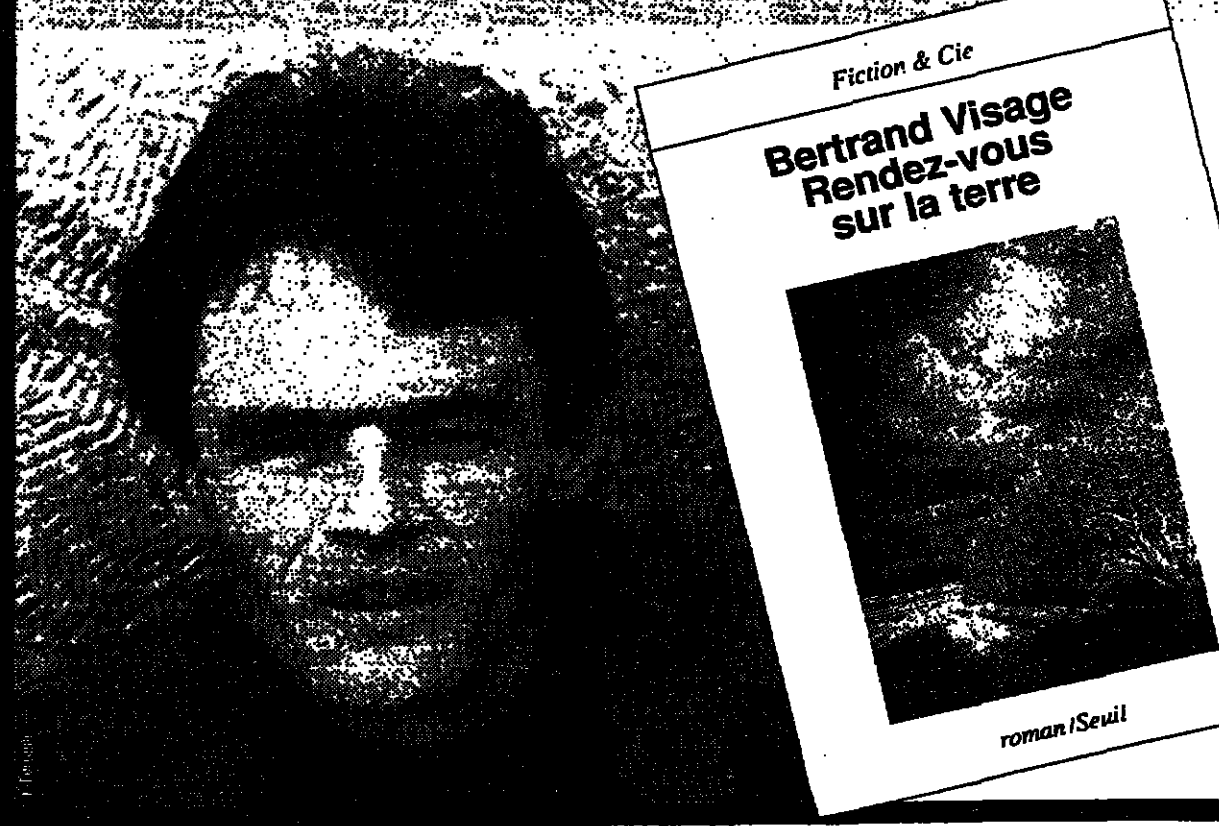
Comme on le sait, un militant du Congrès national africain (ANC), M. Mangena Jeffrey Boesman, trente-six ans, a été pendu, vendredi 29 septembre, à l'aube, à la prison centrale de Pretoria, malgré un appel à la clémence lancé par les Nations unies. Un porte-parole du ministère sud-africain de la justice a précisé qu'un autre condamné, Jacobus Freeman, un métis de trente ans, avait aussi été exécuté pour le meurtre d'un vieillard lors d'une attaque à main armée en 1986.

M. Boesman avait été reconnu coupable de l'assassinat par le « supplice du collier » d'une es-

cluse, en 1985, à un boycottage des magasins, dans le cadre d'une grève nationale contre l'apartheid. Ces deux exécutions sont les premières depuis l'accession à la présidence de M. Frederik De Klerk. Ce dernier a gracié onze condamnés à mort depuis son entrée en fonctions, le mois dernier.

Jeudi, l'Assemblée générale des Nations unies avait exhorté Pretoria à commuer en prison à vie la peine capitale de M. Boesman. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne se sont abstenus lors du vote de cette résolution, approuvée par cent quarante-huit voix contre zéro. — (Reuters.)

BERTRAND VISAGE



Bertrand Visage a quitté la Sicile de ses deux derniers romans pour le Quercy. Il nous invite à une voluptueuse et angoissante plongée.

Michèle Gazier / Télérama

Une histoire sur fond d'inceste.

Christian Giudicelli / Lire

Bertrand Visage retient son lecteur par une espèce de grâce rustique, de pureté de plein air, de vigoureuse et gaie vitalité.

Dominique Fernandez / Le Nouvel Observateur

Son livre atteint à une sorte de perfection formelle. Gérard-Humbert Goury / Le Magazine littéraire

Collection Fiction & Cie dirigée par Denis Roche. 85F

Editions du Seuil

EUROPE

UNION SOVIÉTIQUE : relève en Ukraine

M. Gorbatchev demande au parti de dialoguer avec les informels

Président, jeudi 28 septembre à Kiev, à une relève attendue à la tête du parti ukrainien. M. Gorbatchev a enjoint le nouveau premier secrétaire, M. Vladimir Ivachko, de mettre sa République à l'heure du dialogue et des réformes.

MOSCOU

de notre correspondant

« Ou bien nous recommandons aux autres de déclarer le numéro un soviétique en s'adressant, à travers le comité central ukrainien, le droit à l'indépendance de pensée et d'action et commençons ainsi à vigoureusement travailler à nous gagner l'opinion et les sympathies publiques (...) ou bien nous tournons à l'organisation fermée sur elle-même et prétendant au leadership ».

Même en juillet dernier, dans ses mises en garde les plus tranchées, contre les dangers d'isolement que le parti courrait, M. Gorbatchev n'avait jamais été jusqu'à agiter le spectre d'une giscardisation du PCUS. Malgré les attaques

contre les radicaux, contre tous ceux qui voudraient « enfoncer un coin entre le parti et les travailleurs » et ceux qui posent la « question de son autoliquidation », malgré l'affirmation — cela ne va décidément plus sans dire — de la nécessité de maintenir le parti et malgré la réaffirmation que la « perestroïka n'est pas la restauration du capitalisme », M. Gorbatchev a donc presque trouvé à la fois les accents des dirigeants communistes hongrois et polonais.

Eux disent déjà que leur parti est menacé dans son existence politique et qu'il faut lui donner un nouveau nom et nouveau visage. M. Gorbatchev, lui, n'en est qu'à dire que sans de profonds changements le PCUS ne tiendra pas le choc du temps. La différence est de taille mais sur le fond le constat est le même.

Cela est particulièrement évident en Ukraine, la plus peuplée des Républiques après la Fédération de Russie. Dans ce grenier de l'URSS, dont elle est un maillon-clé, un vieux premier secrétaire qui vient juste d'être éliminé, la semaine dernière, du bureau politique avait en effet construit, en dix-

sept ans de règne, un appareil si totalement dévoué au statu quo que la perestroïka y avait été, jusqu'à présent, superbement ignorée. Artificiellement contenue, la pression n'en a pas moins fini par faire sauter les verrous.

En juillet, les mineurs du Donbass en grève formaient ce qu'on peut considérer comme la première véritable organisation ouvrière indépendante d'URSS. Elle se ramifie aujourd'hui et son apparition a donné plus de courage encore aux unités, ces catholiques ukrainiens intégrés de force par Staline à l'Eglise orthodoxe et qui sont devenus, au début du mois, à cent mille dans les rues de Kiev.

La reconnaissance de leur Eglise est désormais à l'ordre du jour. Avant la visite, en novembre, de M. Gorbatchev, au Vatican, des négociations devaient s'engager, à Moscou, entre le Saint-Siège et le patriarche et si rien n'aboutit, le Soviet suprême devrait définitivement réviser, au printemps, l'une des grandes injustices stalinienne. En attendant, pourtant, les unités ne sont pas disposées à se reposer sur de bonnes paroles. Craignant autant les fausses promesses qu'une attitude trop conciliante du

Vatican, ils se préparent à multiplier les manifestations.

Un courant sécessionniste

Et à ces pôles syndicalo-politiques et religieux, il faut ajouter enfin un puissant mouvement national, Roukh, dont le congrès de fondation, début septembre aussi, a laissé voir un fort courant sécessionniste. Il était plus que temps pour Moscou de créer l'appel d'air à la direction ukrainienne, mais c'est en fait aux quatre coins de l'Union qu'il faut, sous peine de mort, donner des bases nouvelles au parti — dans les pays Baltes comme en Russie, où une extrême droite fascisante s'organise avec l'appui bienveillant de l'appareil, en Asie centrale où les signes de révolte se multiplient comme en Moldavie et dans une légion de territoires et régions autonomes.

C'est cette urgence qui a décidé M. Gorbatchev à précipiter le processus d'élimination des conservateurs et à avancer de six mois la date du prochain congrès du parti, qui devra adopter de nouveaux statuts et un nouveau programme.

Remettant à M. Ivachko son ordre de mission, M. Gorbatchev a donc directement polémique avec M. Ligatchev, qui lui avait reproché, au cours du dernier plénum, de « jouer à la démocratie » avec les forces nationalistes et anticomunistes. « Ceux qui expriment ouvertement, a-t-il dit, leur mécontentement envers le nouveau du parti (...), du fait qu'il se place lui-même sous le contrôle du peuple (...), qu'il joue à la démocratie et perd, soi-disant, son rôle d'avant-garde (veulent créer), l'impression que la perestroïka est un abandon de la pensée marxiste-léniniste et plonge ainsi le pays dans le chaos. » Il n'y a rien là que calomnie », a-t-il ajouté avant de se prononcer pour l'établissement d'un dialogue réel et permanent des structures du parti avec les organisations sociales et les mouvements non officiels.

Après avoir fait toute sa carrière dans l'appareil ukrainien, M. Ivachko en était devenu numéro deux en décembre dernier. Le Kremlin le gardait au chaud, mais cela ne signifie nullement qu'il ait assez de talent et d'audace pour canaliser la radicalisation accélérée de sa République.

La tâche est herculéenne — mais moins toujours que celle de M. Gorbatchev, qui doit faire face, viennent de révéler les *Investia*, à un total de répression des chemins de fer. En plus du sabotage et du blocus des voies dans le Caucase, où la situation ne se normalise qu'à moitié, les grèves de Moldavie ont en effet provoqué deux semaines en effet provoqué deux semaines d'arrêt du trafic entre cette République et le port d'Odessa. Vingt-quatre convois de mazout à destination de l'étranger ont ainsi été retardés tandis que soixante mille wagons n'ont pas atteint leur lieu de destination.

Outre l'aggravation des pénuries et le dégrèvement des exportations, cette situation pourrait conduire, pendant l'hiver, à un manque de combustibles, « il se peut que sans nous en apercevoir nous allions gaspiller par le chauffage économique [la chance de la démocratie], nous déclarer la guerre à nous-mêmes et nous retrouver en état d'exception », conclut le quotidien, tandis que la Russie soviétique parle de menaces (manque d'essence) sur les lignes aériennes intérieures et de possibilités de grève dans le métro de Moscou.

BERNARD GUETTA

Un entretien avec M. Andreï Sakharov

Suite de la première page

Au début, le problème pouvait être réglé dans le cadre administratif et constitutionnel, sur la base du droit à l'autodétermination. On a dit que le transfert à l'Arménie était contraire à la Constitution, qui prévoit l'indivisibilité des frontières. Mais ce principe, dans la Constitution, est en fait secondaire au regard du principe d'autodétermination. Il aurait fallu cantonner, dès le début, des troupes du ministère de l'Intérieur, ce qui aurait permis de décider dans le calme.

Mais on a laissé passer l'occasion. De même, le régime d'administration spéciale par Moscou du Haut-Karabakh — une mesure raisonnable — a été institué au début de 1989, alors qu'il aurait fallu le mettre en place dès l'été 1988. Depuis, il y a eu les pogroms, des provocations contre les Arméniens. Et les passions ont monté avec les énormes meetings de Bakou. Le « front populaire » qui vient de se créer en Azerbaïdjan est extrême.

Il y a eu symétrie de la violence, mais, pour moi, ce n'est pas un problème entre deux républiques, c'est un problème d'autodétermination de la population du Haut-Karabakh. Le reste n'est qu'intrigues politiques et provocations. Aujourd'hui, la confrontation est extrêmement dangereuse. Lorsque je suis allé dans la région après le tremblement de terre d'Arménie, j'ai entendu des Azeris dire : « Allah les a punis ». Aujourd'hui, il y a blocus de l'Arménie, arrêt des transports ; on coupe même l'eau aux Arméniens du Karabakh. Il y a aussi une menace toute particulière qui pèse sur deux enclaves arméniennes situées en Azerbaïdjan hors du Karabakh : le village de Khmalak et le canton Chakoumianski. Et à Bakou, les quelques Arméniens qui restent ont vu leurs maisons incendiées ; on refuse même de les soigner dans les hôpitaux.

Indécision

Quel jugement portez-vous sur Mikhaïl Gorbatchev ?

J'ai dit au Congrès, avant son élection comme président, que je ne voyais pas d'alternative à sa direction, mais qu'on devait discuter d'abord son programme et que le poste qu'il occupait devait être pourvu par des élections directes.

N'ayant pas été entendu, je n'ai pas participé au vote. La question de son rôle est complexe. D'un côté, je comprends qu'il est l'initiateur de la perestroïka, et que c'était une nécessité historique. De l'autre, je vois qu'il se conduit avec beaucoup d'indécision. Pas seulement à propos de la politique des nationalités (lors du dernier plénum consacré à ce sujet, ce mois-ci, il s'est allié sur la droite conservatrice), mais aussi sur le reste. On a l'impression que le vrai changement, ça a été son arrivée à lui à la direction. L'exagère un peu, mais



c'est ainsi. Est-ce provisoire, est-ce une manœuvre, ou quelque chose de permanent ? Je ne le sais pas.

Que veut-il faire maintenant ? Sa popularité est tombée de manière importante. Beaucoup s'opposent à lui, mais personne ne voit quelqu'un d'autre à sa place. L'opinion que j'ai de lui s'est également dégradée ces derniers temps. Comme le dit Iouri Afanassiev : « Il doit choisir : être le leader de la perestroïka, ou le leader de la nomenklatura ». S'il choisit la première option, son prestige monterait à mes yeux.

Si la droite revient au pouvoir et si Gorbatchev renonce à la perestroïka, les conservateurs ne le croiront pas, et ils ne lui pardonneront pas ce qu'il a fait. Donc il ne peut pas changer de cours. Mais ses hésitations sont inquiétantes.

De toute façon, pour moi, le danger n'est pas que Gorbatchev soit destitué, mais qu'il fasse une

politique telle qu'il nous sera indifférent de savoir s'il est ou non. C'est un peu comme le syndrome de Kossyguine : il n'était pas important de savoir s'il était ou non, mais sa politique n'avait rien à voir avec les idées réformatrices qu'on lui prêtait.

Quel tableau du pays, de l'état des réformes, pouvez-vous dresser après quatre ans de perestroïka ? Notre pays traverse une phase difficile et même critique. Le Congrès des députés, en mai-juin de cette année, a tiré un trait sur la première étape de la perestroïka. Il a été une grande école politique : pratiquement tout le pays y a assisté, grâce à la télévision. Des gens ont même pris des congés spéciaux pour quelques jours afin de ne rien perdre.

Pour nous ce fut un événement historique. Nous avons beaucoup de choses, mais souvent une partie seulement de la vérité, sans soupçonner à quel degré nous nous trouvons. Le Congrès a permis d'avoir un tableau complet. Il a marqué la chute des illusions sur la voie suivie pendant des dizaines d'années.

Nous avons compris par exemple que le système officiel de pleine justice sociale était un mensonge : 40 millions de personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté, avec un revenu inférieur à 70 roubles par mois. Nous avons compris aussi que nous étions au niveau maximum d'exploitation, au sens classique du terme : 35 % seulement du revenu national va à la rémunération de la force de travail. Nous avons appris que plus de la moitié des hôpitaux ruraux n'ont pas l'eau courante, et que nous ne sommes pas en mesure de faire quoi que ce soit pour améliorer la situation. Nous avons découvert aussi le désastre écologique, la tragédie de la mer d'Aral, les méfaits de la monoculture du coton, la haute mortalité infantile en Asie centrale etc.

En fait, les administrations centrales ne s'occupent que de leurs intérêts propres. Chacune est extra-territoriale et les autorités locales sont totalement impuissantes. Prenez l'exemple du Minvostok, le ministère chargé de l'économie des eaux, dont le budget est de 15 milliards de roubles : 2 % à 3 % de ce budget seulement va à l'irrigation ; le reste sert à financer des châteaux qui lui sont nécessaires, parce que coûteux, et qui justifient une structure comportant, rien que dans ses bureaux d'études, 60 000 personnes.

Stalinisme

N'y a-t-il pas eu changement dans ces structures administratives depuis la constitution du nouveau gouvernement est-ce ?

Il n'y a pas eu changement. Notre système est constitué d'administrations, avec la structure parallèle du parti. Il ne veut pas changer, et le nouveau gouvernement n'a rien changé. Récemment Abalkine (vice-président du gouvernement chargé de la réforme économique) a écrit que cela ne peut changer que lorsque l'état de crise aura été surmonté. C'est-à-dire pas avant 1991...

Le Soviet suprême est saisi aujourd'hui de plusieurs projets de

loi : sur la propriété, sur la réforme agraire, sur les coopératives, sur l'entreprise socialiste. Je n'ai pas eu le temps de les étudier en détail mais à première vue, ces projets contiennent des éléments progressistes. Mais cela est dilué dans des formulations vagues, des réserves et des nuances. Les spécialistes du groupe intergroupe dont je fais partie disent qu'elles ne sont pas satisfaisantes. Même si elles l'étaient d'ailleurs, elles seraient inefficaces, car elles impliquent un changement de Constitution qui n'a pas encore eu lieu. Pour le moment donc, on parle surtout. Les actions, nous dit-on, viendront ensuite.

De la même manière, le budget pour 1990 a été établi selon les anciennes pratiques. Accepter ce budget signifie qu'il n'y aura pas de changement en 1990. Ajoutez-y la dette extérieure, la dévalorisation du rouble... On nous dit que tous ces problèmes économiques nous menacent d'une crise politique, d'un retour au stalinisme. En fait, nous avons déjà le stalinisme.

Ni journal

ni compte en banque

Pourriez-vous nous parler de ce groupe intergroupe de députés réformateurs dont vous faites partie ?

Il est encore fragile, il essaie de se constituer. Il a fait son apparition dans les derniers jours du Congrès des députés. Lorsqu'il a été mentionné pour la première fois à la tribune, Gorbatchev fut

furieux de cet événement inattendu ; on a même coupé les micros pour nous empêcher de parler.

Le groupe s'est réuni sans moi, car j'étais aux Etats-Unis à cette époque. Ses membres ont été cinq coprésidents : Gavril, Popov, l'économiste, Iouri Afanassiev, responsable des archives, le député balte Viktor Palm, Boris Eltsine et Sakharov. Puis s'est tenu, en ma présence, une réunion d'organisation qui nous a chargés de rencontrer Loukianov (1) pour obtenir son soutien. Nous avons demandé à avoir notre journal et un compte en banque. Cela a été refusé.

Combien de députés compte ce groupe ?

Environ 400 (2), mais nous ne savons pas combien seront de membres actifs et à quel point. Ce n'est pas un parti, seulement un groupe de gens qui veulent de libres débats au Congrès. Ce qui le distingue encore d'un parti, c'est qu'il ne s'agit que d'un groupe de députés : il n'y a pas de structure, de statut ou de programme. Et ce n'est d'ailleurs pas forcément nécessaire ni utile. En outre, les membres sont d'accord sur certaines choses importantes, mais pas sur tout. C'est une force politique et intellectuelle, et nous ne savons pas comment elle va évoluer. Le groupe a d'ailleurs refusé d'avoir un président, ce qui est stupide, mais cela s'est fait sans moi. Il y a donc cinq coprésidents à pouvoir égal.

Que pensez-vous de l'évolution en Europe de l'Est ?

A TRAVERS LE MONDE

NICARAGUA

Les deux principaux dirigeants miskitos rentrent d'exil

Après huit ans d'exil, les deux plus influents dirigeants de la communauté indienne miskito, M.M. Brooklyn Rivera et Steadman Fagoth, sont rentrés au Nicaragua le jeudi 28 septembre. « Je ne reviens pas que nous surmonte le temps avant les élections du 25 février 1990 de former un parti qui défendrait les intérêts de la côte atlantique », nous a déclaré M. Rivera (environ cent mille Indiens miskitos et autant de Noirs anglophones et de métis vivent sur la bordure caribbe du Nicaragua).

M. Rivera et son organisation Yatanon ont combattu, les armes à la main, le régime sandiniste qui, dès le début des années 80, avait cherché à s'imposer par la force aux Miskitos, sans tenir compte de leurs traditions culturelles et religieuses. Pris de dix mille d'entre eux vivent encore en exil au Honduras voisin, et de petits foyers de guérilla subsistent dans les jungles nicaraguayennes.

Le retour de M. Rivera avait dû être reporté à plusieurs reprises du fait de l'interdiction par Managua de former un parti indien. Cette

interdiction a finalement été levée à la suite de l'intervention de l'ancien président américain Jimmy Carter lors d'une visite au Nicaragua la semaine dernière. — (Corresp.)

Washington demande à ses alliés d'aider l'opposition nicaraguayenne. — Le secrétaire d'Etat américain M. James Baker a, mercredi 27 septembre, lors d'un petit-déjeuner qu'il offrait à ses collègues français, britannique, ouest-allemand et autrichien, demandé d'aider l'opposition au régime de Managua dans sa campagne pour les élections du 25 février prochain. M. Baker a suggéré que les partis politiques des pays considérés comme amis de l'Union nationale de l'opposition (Union nationale de l'opposition) contre M. Daniel Ortega, le président sortant, qui vient d'être à nouveau proposé comme porte-drapeau par le Front sandiniste. Le secrétaire d'Etat avait déjà demandé à son collègue japonais, M. Taro Nakayama, que le Parti libéral démocrate, dont il est membre, fournisse une telle assistance à l'UNO. Le Congrès américain a récemment refusé de financer la campagne de l'opposition nicaraguayenne par l'intermédiaire de la Fondation nationale pour la démocratie, organisme privé soutenu par le gouvernement fédéral, estimant qu'une telle action serait contraire à ses statuts. — (AFP.)

SALVADOR

La guérilla a mis fin à la trêve

Le Front Farabundo Martí (FMLN) a repris ses attaques contre les positions des gouvernements militaires après la trêve de dix jours qu'il avait annoncée à la veille de sa rencontre à Mexico avec les émissaires du gouvernement salvadorien. Les affrontements entre les deux camps, depuis le 26 septembre, ont fait une quarantaine de morts, de sources concordantes. Les deux parties doivent se rencontrer à nouveau les 18 et 17 octobre au Costa-Rica, pour commencer à discuter de la possibilité d'un cessez-le-feu lié à une démocratisation des rouages de l'Etat. Revendiquant l'attaque de 25 positions militaires, le FMLN est, en outre, tenu responsable, par les officiels, de plusieurs attentats à la bombe dans la capitale, lesquels ont fait d'importantes dégâts matériels, mais pas de victimes. Des personnalités de l'opposition civile au gouvernement de M. Alfredo Cristiani (extrême droite) ont cependant estimé que la reprise des combats ne saurait compromettre le processus de paix démarré à Mexico. — (AFP.)

PIANOS ANDERS

GRANDE VENTE AU PUBLIC

PIANOS NEUFS ET OCCASION

dimanche 1^{er} octobre 1989

PRIX EXCEPTIONNELS

L'après-midi :
PARIS (75008) 17, rue Monge
43-25-91-84

Toute la journée
GRÉTEL (94000) 109, r. Gal-Lesclap
42-07-55-55

EUROPE

TCHÉCOSLOVAQUIE : L'affaire de réfugiés est-allemands L'ambassade de RFA à Prague est submergée

Envahie par les réfugiés est-allemands qui y arrivent maintenant au rythme de plusieurs centaines par jour, l'ambassade de la République fédérale d'Allemagne en Tchécoslovaquie était vendredi 29 septembre archicomble. Deux mille cinq cents personnes s'y entassaient jeudi soir sans que rien ne paraisse devoir arrêter le flot.

La petite rue en pente qui mène au périmètre de l'ambassade est un véritable cimetière de voitures Trabant, abandonnées en tous sens. A l'intérieur, les pluies d'automne ont transformé les jardins en bourbier. Les bureaux, les escaliers, servent de dortoirs.

Le dispositif policier a été renforcé mais n'empêche pas les arrivants d'escalader la grille du parc. Les autorités tchécoslovaques refusent, en revanche, de donner au gouvernement ouest-allemand l'autorisation de loger les réfugiés ailleurs. Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. D. Genscher, s'en est entretenu jeudi avec son homologue tchécoslovaque en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New-York.

Le nombre de réfugiés augmente également à Varnovic, où ils arrivent de plus en plus illégalement. Ils seraient actuellement six cents. Selon des informations parvenues à Berlin-Est de la région frontalière, il semble que plusieurs dizaines de personnes aient été interceptées par la police est-allemande en tentant de franchir la frontière.

YUGOSLAVIE Manifestations anti-allemandes en Serbie et au Monténégro

Au lendemain de l'adoption par le Parlement de la Slovaquie d'une série d'amendements constitutionnels jugés « menaçant pour l'intégrité du pays », plusieurs manifestations anti-allemandes se sont déroulées jeudi 28 septembre dans le sud de la Yougoslavie. En Serbie, quinze mille personnes se sont réunies à Lazarovic, où le maire a déclaré que le vote de ces modifications élargissant l'autonomie de la Slovaquie et lui accordant le droit de sécession ne pouvait qu'accroître les divisions de la Fédération.

Protestations également à Novi-Sad, capitale de la province autonome de Vojvodine (rattachée à la Serbie), où des manifestants ont réclamé l'intervention des forces de l'ordre en Slovaquie contre ce qu'un orateur a qualifié d'« acte de haute trahison ». Au Monténégro, une foule évaluée à cinquante mille personnes avait défilé mercredi soir dans les rues de Titograd pour exiger des sanctions contre Ljubljana.

Par ailleurs, le chef de l'Etat yougoslave, M. Jovanovic, qui est lui-même slovaque, a été violemment pris à partie dans la presse de Serbie. Certains journaux lui reprochent d'avoir abrégé son séjour à New-York, où il participait à des travaux de l'Assemblée générale des Nations unies, en qualité de président du mouvement des non-alignés, pour se rendre à Ljubljana et « applaudir » le vote des amendements de la Constitution de Slovaquie, « un acte [qui s'apparente] à la haute trahison ». A Belgrade, l'Organisation des anciens combattants a demandé à la direction de l'Etat de « prendre toutes les mesures qui s'imposent pour sauvegarder l'intégrité du pays » et a estimé que « dans les circonstances actuelles », M. Jovanovic ne pouvait plus « exercer les fonctions de chef de l'Etat ».

En outre, le Parlement fédéral a voté, jeudi, la Cour constitutionnelle pour exiger la condamnation de ces amendements. Mais un avis émis par la Cour suprême de cette instance ne devrait pas faire revenir en arrière la Slovaquie. Les dirigeants de Ljubljana ont accueilli plutôt avec sérénité toutes ces manifestations hostiles. Ils continuent de dire que leur intention n'est pas de quitter la Fédération yougoslave et qu'ils n'ont fait qu'inscrire dans leur propre Constitution un article — le droit à la sécession — qui figure déjà dans la Constitution fédérale. — (AFP.)

POLOGNE

Le gouvernement a présenté son programme d'austérité

Présentant aux parlementaires de Solidarité les grandes lignes du plan d'austérité préparé par le gouvernement de M. Mazowiecki, le vice-ministre des finances, M. Marek Dabrowski, n'a pas caché, jeudi 28 septembre, que les Polonais doivent être prêts à se serrer encore la ceinture. Il a prévenu que le pouvoir d'achat baisserait sensiblement dans les mois à venir et qu'il ne fallait pas attendre les premiers signes de reprise avant au moins un an.

Le programme du gouvernement, qui doit faire face à une inflation de 200 %, prévoit la fin des subventions alimentaires, le démantèlement de plusieurs monopoles d'Etat, la privatisation d'une partie de l'appareil industriel et des réformes fiscales. Certains prix doivent être libérés dès la semaine prochaine. Jeudi, le ministre des finances, qui s'est fixé pour objectif

de rétablir un certain ordre dans le système monétaire polonais, a annoncé une dévaluation du zloty officiel de 20 %, la plus importante des dévaluations intervenues cette année. Cette mesure permet de réduire l'écart entre le cours officiel et celui du marché parallèle.

A l'annonce de ces mesures, M. Lech Walesa a invité le gouvernement à « accélérer » la mise en place des réformes et demandé aux Polonais de « retrouver leurs nerfs ». Il a néanmoins estimé que des hausses de prix incessantes comportaient un risque de déstabilisation. « Si les hausses de prix se poursuivent, il est très vraisemblable que nous n'arriverons pas à calmer les esprits des travailleurs », a-t-il dit, en n'excitant pas le développement d'une situation de « guerre civile ». — (AFP, Reuters.)

RFA : la visite de M. Hans Modrow

Les prudences d'un réformateur est-allemand

STUTTGART

de notre envoyé spécial

Qu'est-ce qui distingue M. Hans Modrow, premier secrétaire du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED) pour la région de Dresde, des autres dirigeants du Parti communiste est-allemand ? Cet homme, que l'on présente souvent comme le chef de file des réformateurs au sein du SED, le porteur d'espoir des « gorbatchévistes » de la RDA, a eu pendant quatre jours l'occasion de faire entendre sa différence en République fédérale.

Venu à l'invitation de la fédération social-démocrate du Bade-Wurtemberg, il a longuement été reçu par le ministre-président du Land, le chrétien-démocrate Lothar Späth. « Si l'on s'en tient au discours public tenu à Stuttgart par M. Modrow, on pourrait être tenté de conclure que ce dernier ne méritait en rien la réputation qui lui est faite par les médias ouest-allemands. Sur la question des réfugiés, comme sur celle de l'avenir de la RDA, M. Modrow ne s'est pas écarté d'un pouce de la position officielle telle qu'elle est exprimée à Berlin-Est. Les causes des départs massifs ? « J'en discuterai en RDA, pas ici », a-t-il affirmé avant de faire le leçon, la presse ouest-allemande, qui « fait de l'argent avec le destin d'hommes et de femmes ». La liberté de circulation et d'établissement reconnue par les accords d'Helsinki ? « La RDA n'a de leçon à recevoir de personne dans ce domaine. »

Et pourtant, les signaux émis par ce petit homme aux cheveux gris, qui s'exprime avec la sècheresse et la mono-

tonie du prussien rigoriste, passaient à travers la langue de bois. Le maintien de cette visite en dépit du refroidissement brusque entre les deux Allemagnes est déjà à lui seul significatif : il relativise l'annulation, au début de ce mois, de la visite à Berlin-Est d'une délégation de parlementaires du SPD par le président de la Chambre du peuple, M. Horst Sindermann. On pouvait également percevoir, au ton de sa voix, combien la poursuite du dialogue avec le SPD, qu'il soutient passionnément, lui tenait à cœur.

Au cours de la visite, M. Modrow et ses hôtes se sont rendus à la maison natale du poète allemand Friedrich Wolf. Là, l'homme de Dresde n'a pas manqué l'occasion de faire allusion à « son ami Michael Wolf », fils de l'écrivain, et ancien chef de l'espionnage. Une déclaration d'amitié qui n'est pas innocente, alors que ce dernier ne manque pas une occasion de prêter l'appellation à la RDA de la parastatisme gorbatchévien. Sans donner la moindre prise à ceux qui, à Berlin-Est, pourraient l'accuser de déloyauté à l'égard de la direction, M. Modrow est parvenu à émettre, après un rendez-vous de la RDA, Scanie, au début de l'année, dans son fief de Dresde, à une « inspection générale » de la direction nationale du parti, qui l'a blâmé pour « mollesse dans la lutte idéologique ». Hans Modrow a réussi à conserver son poste, fait exceptionnel au regard des usages du SED. Il s'était même permis de faire valoir à ses contrôleurs qu'il n'était « pas seulement là pour le parti, mais aussi pour la population ».

LUC ROSENZWEIG

GRÈCE : estimant sa mission de « cathartisme » accomplie

Le gouvernement transitoire de M. Tzannetakis démissionnera le 6 octobre

ATHÈNES

de notre correspondant

Après la décision de la majorité parlementaire, composée des conservateurs et des communistes, de traduire devant une cour spéciale l'ancien premier ministre socialiste grec, M. Andreas Papandréou, pour son rôle dans le scandale Kerkiras, (le Monde du 29 septembre), le porte-parole du gouvernement a annoncé jeudi que le cabinet démissionnera le vendredi 6 octobre et le président du parti conservateur (Nouvelle Démocratie), M. Konstantin Mitsotakis, a précisé que les élections législatives anticipées auront lieu le 5 novembre.

M. Mitsotakis a estimé que la mission de « cathartisme » confiée le 2 juillet dernier au gouvernement transitoire de M. Tzannetakis, a été « remplie ». Au cours de ces trois mois, le Parlement a mis en place une cour spéciale pour juger les anciens responsables socialistes impliqués dans les scandales du mais yougoslave, des

écoutes téléphoniques illégales et de l'affaire Kerkiras.

Dès la démission du gouvernement, le président de la République, M. Christos Sartzetakis confiera tour à tour une « mission exploratoire » de trois jours aux chefs des trois principaux partis grecs, MM. Mitsotakis (Nouvelle Démocratie), Andreas Papandréou (PASOK, socialiste) et Harilaos Florakis (Coalition de gauche et du progrès) pour tenter de former un gouvernement.

D'ores et déjà, MM. Mitsotakis et Florakis ont décidé de renoncer à leur mission, et la Coalition a fait savoir qu'elle ne soutiendrait pas M. Papandréou.

Le président grec nommera alors un gouvernement de service dirigé par le président du Conseil d'Etat, de la Cour suprême ou de la Cour des comptes, et prononcera la dissolution du Parlement. Les élections doivent se dérouler un mois, au plus tard, après la décision du chef de l'Etat.

D. K.



OUVERTURE DIMANCHE 1^{er} OCTOBRE 10 h à 19 h

C'est la fièvre
des affaires.
8 JOURS



HAUSSMANN

Nous proposons un challenge aux jeunes talents qui veulent se consacrer demain, en Europe, aux divers métiers de la télévision : hommes et femmes de marketing d'étude et de publicité, juristes, producteurs, programmeurs, managers, scénaristes, compositeurs. Tous les métiers d'encadrement et d'accompagnement de l'activité télévisuelle sont concernés. Nous lançons ce challenge aux animateurs de toutes les sensations, aux cadreur de toutes les évasions, aux ingénieurs de toutes les créations.

Si vous avez moins de 30 ans, vous êtes concerné. Si pendant un an vous étiez en contact avec les meilleurs professionnels du monde entier, si vous disposiez des banques de données les plus performantes, si vous aviez la possibilité d'aller voir partout dans le monde les expériences et les méthodes les plus efficaces, si, en plus, vous receviez chaque mois une rémunération de 20.000 F, vous seriez, bien sûr, mieux armés pour imaginer la télévision de demain.

Si vous vous sentez prête ou prêt à accepter ce challenge, poursuivez votre lecture, car 1990 pourrait bien être l'année la plus créative de votre vie.

L'Académie Carat Espace : la pépinière des téléacteurs de demain

Au cas où vous ne le sauriez pas, Carat Espace est la plus grande société de service média et particulièrement d'achat d'espaces publicitaires indépendante en Europe. Tous les ans, au nom de nos clients annonceurs, nous achetons pour environ 20 milliards de francs d'espace et de temps publicitaires dans tous les médias d'Europe.

Aujourd'hui nous voulons accroître notre contribution à la construction du nouvel espace télévisuel européen. La télévision manque de jeunes professionnels talentueux et imaginatifs. Vous appartenez à la première génération "post-télévision". Vous avez grandi dans le monde de l'image et du son tandis que la génération précédente avait été formée à l'école de l'écrit. Vous appartenez à cette nouvelle vague de talents à laquelle nous voulons donner une chance supplémentaire de réussir.

Pour la promotion 1990 nous recherchons les 25 à 30 téléacteurs les plus talentueux d'Europe

Chaque année un jury composé de grands praticiens de la télévision sélectionnera 25 à 30 Lauréats qui viendront travailler pendant un an à l'Académie Carat Espace. Être Lauréat ne sera pas facile : vous devrez convaincre de vos mérites, expliquer comment vous utiliserez cette année exceptionnelle, et quelles avancées la télévision pourrait en espérer.

La seule limite sera celle de votre imagination et non pas celle du système audiovisuel actuel.

L'année la plus créative de votre vie

Pour chaque Lauréat, l'Académie Carat Espace concevra un programme sur mesure, composé de stages actifs dans les sociétés les plus performantes de la spécialité concernée (et cela n'importe où dans le monde), de recherches personnelles, de conférences du plus haut niveau. Naturellement, les Lauréats travailleront aussi ensemble, réunissant toutes leurs compétences pour des études de cas et des exercices de simulation. Au terme de cette année vous devrez remettre un "Projet" de vie professionnelle, qui constituera en quelque sorte votre contrat intime avec la télévision de demain. Et dans les années qui suivront vous serez régulièrement invité aux nombreuses manifestations de l'Académie Carat Espace, pour continuer, avec tous les Lauréats des futures promotions à progresser et à enrichir encore la télévision.

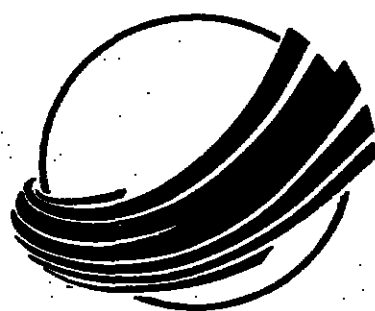
Nous ne sommes pas seulement des mécènes

Ce que vous venez de lire vous semble trop beau pour être vrai ? Laissez-nous vous expliquer notre motivation.

Les activités de Carat Espace dépendent pour beaucoup du développement de la télévision, donc de sa qualité. Notre objectif est donc de révéler à tous les professionnels actuels ceux, parmi leurs cadets, qui peuvent le mieux servir la télévision. En investissant chaque année un budget important, nous espérons contribuer à l'épanouissement de l'activité télévisuelle, pour que le public se sente encore plus proche de la télévision qu'il regarde.

Etes-vous prêt à relever ce challenge ?

Vous avez poursuivi votre lecture jusqu'ici. Vous vous sentez concerné(e). Pourquoi ne pas demander un dossier de candidature ? Ecrivez à : Académie Carat Espace - 26, rue Jacques Dulud 92200 Neuilly-sur-Seine.



**ACADEMIE
CARAT
ESPACE**



حصتنا من العمل

DIPLOMATIE

L'Assemblée générale de l'ONU

Les débats sur la drogue et l'environnement mettent en lumière les clivages Nord-Sud

Après avoir entendu les grands témoins de la diplomatie mondiale, l'Assemblée générale de l'ONU poursuit ses débats sur des thèmes moins politiques, tels que la lutte contre le trafic de drogue et les problèmes de l'environnement.

NEW-YORK

de notre envoyée spéciale

L'arrivée, vendredi 22 septembre, à l'ONU du président colombien Virgilio Barco, dans un déplacement de forces de sécurité égal à celui qui entourait le président américain lui-même, mettra peut-être quelque piment dans une Assemblée jusqu'ici plutôt atone. La drogue, dont l'organisation s'occupe pourtant, comme de l'environnement, depuis des dizaines d'années dans ses instances spécialisées, est cette année le sujet chaud.

M^{re} Thatcher avait lancé la charge contre le trafic illicite des stupéfiants en juillet dernier, lors du sommet des Sept. La vaillante offensive des autorités colombiennes contre le cartel de Medellín et son retentissement international ont fait le reste. De nombreux orateurs à la tribune évoquent le problème comme l'une des plus nouvelles de l'humanité, même si ce n'est souvent que pour saluer le courage du président Barco ou mentionner — quand c'est le cas — l'assistance qu'il lui ont fournie. Le thème est surtout très présent dans les rencontres tenues en marge du débat général : il a été, mercredi, au centre des entretiens qu'ont eus les représentants de la Communauté européenne, présidés par M. Roland Dumas, avec ceux de sept pays d'Amérique latine. Il donne surtout lieu à une discussion dans diverses instances de l'ONU, dont le Conseil de sécurité.

Ni la lutte contre la drogue ni la préservation de l'environnement ne sont, en effet, des thèmes consensuels à l'ONU. Ce sont, en premier lieu, des thèmes « culpabilisants » pour les pays en voie de développement. Tous insistent sur la nécessité de coordonner l'action entre

pays producteurs, pays de trafic et pays consommateurs. Ils font valoir, en termes plus ou moins amables, qu'ils sont confrontés à un problème économique grave qui ne saurait être séparé de la lutte contre la drogue. Ainsi M. Carlos Andres Peres, le président vénézuélien, a-t-il dénoncé à la tribune une solidarité « souvent plus verbale qu'active ». « Devant les événements de Colombie, par exemple, les États-Unis ont été indiscutablement en pointe en offrant leur aide matérielle. Mais, plutôt que cette aide de circonstance, n'eût-il pas été préférable de soutenir l'économie colombienne en favorisant un accord international sur le café ? » C'est à propos de cet accord, autant que pour la lutte anti-drogue, que le président colombien a réclamé l'aide de la Communauté européenne.

Une autre inquiétude de ces pays est qu'il ne soit pas porté atteinte à leur souveraineté. La Grande-Bretagne, qui se veut en pointe sur le sujet (beaucoup plus que les États-Unis, qui, dans le cadre de l'ONU, ne sont pas les plus actifs), a demandé que le Conseil de sécurité se saisisse lui-même de la question, en faisant valoir que le trafic des stupéfiants était assimilable à une de ces « menaces pour la paix et la sécurité internationales » qui seules sont de sa compétence. Le secrétaire général de l'ONU aurait lui-même souhaité que l'organisation prit une initiative spectaculaire et se rangeât parmi les partisans d'une intervention marquée de l'ONU pouvant aller, dans l'esprit de certains, jusqu'à l'envoi de « casques bleus » en Colombie ou à la création d'un tribunal international spécialisé.

Pas de « directoire »

Mais l'idée britannique a été heurtée à tous ceux qui, dans le tiers-monde, considéraient que le Conseil de sécurité n'est déjà que trop le « directoire » des affaires de la planète ; à quoi s'est ajouté le scepticisme de certains des membres permanents, qui redoutent une

dilatation des responsabilités du Conseil s'il commence à se mêler de tout. Le Brésil a mené la contre-offensive en demandant la convocation d'une session spéciale de l'Assemblée générale sur le sujet, ce qui est une façon d'en garder le contrôle. Cette session aura lieu cet automne.

On retrouve à peu près la même problématique à propos des questions d'environnement, qui restent pour bon nombre de pays en voie de développement une coquette de riches. Même refus de se voir culpabilisés, même défiance envers tout interventionnisme contraignant patronné par les Nations unies. Le président Sarney, du Brésil, exprimait lundi la crainte que l'environnement soit considéré comme un problème Nord-Sud, et que les pays les moins développés apparaissent comme « ceux qui, par leur conduite irresponsable, endommagent l'équilibre écologique du monde ». « La vérité, a-t-il ajouté, c'est que les pays industrialisés portent la plus lourde responsabilité de la pollution. (...) Si le monde peut actuellement se préoccuper de la forêt amazonienne, c'est parce que nous l'avons, par le passé, préservée de l'exploitation coloniale. » « Nous sommes prêts à coopérer, conclut-il, mais nous n'accepterons jamais de restriction à notre souveraineté. »

La Grande-Bretagne, relayée par l'URSS, avait aussi lancé l'idée de saisir le Conseil de sécurité du problème global de l'environnement. Elle a encore moins de chances d'aboutir qu'à propos de la drogue. Les pays en voie de développement font front. Le France, comme d'autres pays européens, prône au contraire une politique d'adhésion volontaire à des conventions internationales, c'est-à-dire un autocontrôle des comportements.

L'aspect financier est en ce domaine le plus difficile, les pays en voie de développement redoutant fortement de voir l'environnement prendre le pas, dans l'esprit des décideurs, sur le problème du développement. Tous les pays qui ont participé à la conférence de La Haye il y a quelques mois défendent — et espèrent avoir imposé dans le camp occidental —

l'idée que tout effort demandé aux pays en voie de développement pour la préservation de l'environnement doit être relayé par la communauté internationale. Il la défend, il est vrai, avec plus ou moins d'enthousiasme.

La Grande-Bretagne est très active au plan médiatique, mais traîne un peu les pieds dans les débats. Les Américains ne font que suivre. Le Japon promet beaucoup (M. Nakayama a affirmé lundi que son pays consacrerait à ce problème 300 milliards de yens au cours des trois prochaines années), mais semble prendre conscience avec une certaine inquiétude, dans les débats spécialisés, de ce qui l'attend en matière de contributions (au prorata du PNB) et de modification de ses habitudes de consommation. L'URSS avance un concept très abstrait et très flou de « sécurité écologique », auquel ne paraissent devoir adhérer ni les Occidentaux ni les pays en développement, parce qu'il a l'air très centralisateur.

Une conférence au Brésil en 1992

Ces débats se déroulent dans le cadre des travaux préparatoires à la conférence environnement-développement, qui doit avoir lieu en 1992. Le Brésil, malgré les réserves exprimées par M. Sarney, conscient sans doute qu'il ne pourra échapper au mouvement de l'intérêt que suscite la forêt amazonienne, a pris les devants en proposant d'organiser en 1992 cette conférence, qui doit définir les objectifs et les termes de la coopération internationale en matière d'environnement. Parallèlement à la mise en œuvre de projets concrets (lutte contre les inondations au Bangladesh, création d'un observatoire au Sahel, etc.), c'est dans la préparation de cette conférence que se joue la partie politique de la lutte pour l'environnement. Le risque étant, si le message des Occidentaux ne passe pas, qu'elle se transforme en une nouvelle conférence sur le développement tout court, ou en un simple affrontement Nord-Sud.

CLAIRE TRÉAN

Pour le secrétaire d'État américain

Les plans Shamir et Moubarak « ne sont pas concurrents »

NEW-YORK

de notre envoyée spéciale

Les plans Shamir et Moubarak sur l'organisation d'élections dans les territoires occupés « ne sont pas concurrents ». La réunion d'une heure et demie qu'ont eue jeudi à New-York, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU, les chefs des diplomatie américaine, égyptienne et israélienne aura essentiellement servi, selon le compte rendu qu'en fait le secrétaire d'État américain, M. James Baker, à dissiper ce « malentendu ». « J'ai toujours dit que l'initiative israélienne offrait une possibilité d'aller de l'avant. La réponse qui est venue des Égyptiens, dans la mesure où ils admettent eux-mêmes qu'elle constitue une acceptation du principe des élections, est positive. Elle n'est pas concurrente. »

« Le plan Moubarak en dix points, a encore dit M. Baker, représente la position qu'adopteraient les Palestiniens au début d'un dialogue sur les modalités des élections. Israël n'a donc pas à l'accepter ou pas. L'essentiel, selon le secrétaire d'État, est pour l'instant d'amener les Palestiniens aux négociations que proposent eux-mêmes les Israéliens, et c'est sur quoi s'est concentrée la discussion à trois de jeudi. Qui seraient ces Palestiniens ? M. Baker répond que la question est effectivement importante, mais qu'elle n'a pas encore été tranchée.

M. Chevardnadze, qui s'est entretenu pendant plus d'une heure dans la matinée avec le ministre israélien, a rappelé que, pour M. Baker, la priorité reste l'organisation d'une conférence internationale ; il a demandé à nouveau que s'ouvrent des consultations préalables entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. « Mais nous n'excluons pas l'idée d'élections », a-t-il déclaré, ajoutant qu'il y avait dans les propositions israéliennes et égyptiennes des « éléments intéressants ». « Il y aura au moins progrès si l'O.L.P. est ignorée », a-t-il dit, et il a appelé de ses vœux une rencontre directe entre l'organisation palestinienne et les responsables israéliens. « Et je vais vous révéler un secret », a-t-il conclu en souriant comme s'il n'y

croyait pas : « J'ai proposé mes bons offices à M. Arent pour organiser une telle rencontre en URSS. »

De son côté, M. Roland Dumas s'est entretenu jeudi avec les ministres syrien et iranien des affaires étrangères. Avec le premier, M. Charah, le ministre français a parlé essentiellement du Liban et soulevé la question de la présence des troupes syriennes dans ce pays et de leur retrait. M. Charah a répondu que la Syrie « était prête à discuter de sa présence militaire sous ses divers aspects avec le gouvernement de réconciliation nationale qui devrait être formé conformément aux recommandations du comité tripartite ». « La Syrie, a-t-il ajouté, est décidée à aider ce gouvernement à établir son autorité et à l'étendre à l'ensemble du territoire libanais. » Il a souhaité que s'établisse avec la France « un dialogue continu » et a adressé une invitation à se rendre à Damas à M. Dumas, qui en a accepté le principe.

Avec M. Velayati, l'entretien a surtout porté sur les négociations financières, dont le ministre iranien a estimé qu'elles avaient commencé « dans de bonnes conditions ». Des contacts reprendront à Paris en octobre entre le Quai d'Orsay et l'ambassade du ministre iranien des affaires étrangères sur cette question.

C. T.

□ M. Mitterrand appelle l'initiative de paix de M. Moubarak. — Le président François Mitterrand a donné, jeudi 28 septembre, son appui à l'initiative de paix du chef de l'État égyptien Hosni Moubarak, qu'il a reçu pendant plus de quatre-vingt minutes au palais de l'Élysée, estimant cette démarche pour l'établissement d'un dialogue israélo-palestinien « judicieuse et réaliste ». « Le président Mitterrand a jugé les propositions de M. Moubarak solides et utiles et a qualifié cette démarche de judicieuse et réaliste parce qu'elle évite de poser des problèmes et des principes incompatibles », a déclaré, à l'issue de l'entretien, M. Hubert Védrin, porte-parole du chef de l'État.

Nouvelle avancée vers l'adoption d'une charte sociale communautaire

Le dilemme Delors : faut-il affronter M^{re} Thatcher ou tenter de l'amadouer ?

Sir Leon Britton, le représentant de M^{re} Thatcher à la Commission européenne, a été le seul des dix-sept commissaires européens à voter contre la proposition de charte communautaire des droits sociaux adoptée mercredi 27 septembre. Pour le premier ministre britannique, le projet de charte sociale est « inspiré par les valeurs du marxisme et de la lutte des classes ».

BRUXELLES

de notre correspondant

La Commission européenne vient d'adopter la version définitive d'un projet de charte communautaire des droits sociaux fondamentaux. Il s'agit d'une déclaration solennelle, dépourvue de caractère juridique contraignant, qui illustre les valeurs sociales des démocraties de la CEE.

La Commission annonce en outre qu'elle présentera avant le 31 décembre un programme de travail décrivant les mesures à prendre, y compris au niveau communautaire (directives, règlements), pour assurer la mise en œuvre effective de la charte. Les propositions de la Commission sont attendues avec impatience par le Parlement européen, très motivé sur ce dossier, comme par les syndicats. Ils espèrent que, faisant une interprétation moins restrictive que jadis du traité de Rome, elle aura l'audace de proposer une réglementation communautaire donnant des garanties convaincantes aux salariés.

Mme Vassos Papandréou, le commissaire compétent, a indiqué, mercredi 27 septembre, que le projet de programme pourrait être soumis avant le 31 décembre, peut-être même avant les 8 et 9 décem-

bre, date du conseil européen de Strasbourg, afin que les chefs d'État et de gouvernement, dont on espère qu'ils approuveront la charte, puissent se prononcer en connaissance de cause.

Pour éviter de braquer le premier ministre britannique, M. Delors aurait apparemment préféré que la Commission adopte la charte sans annoncer ce brûlot qui représente le programme d'action. C'est là un point de vue qu'il n'était assurément pas facile de proclamer et encore moins d'imposer. D'autant que le Parlement européen veille, en insistant pour que la Commission légifère sur le plan social, et que, début septembre à Strasbourg, M. Delors, infléchissant soudain sa position, a pris à son égard des engagements dans ce sens.

Début septembre, l'assemblée nouvellement élue avait eu l'impression légitime de marquer un point. « La Commission admet désormais avec nous qu'il existe un objectif de politique sociale fixée par l'acte unique et qu'il faut trouver les moyens juridiques permettant de l'atteindre », constatait Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste.

Les problèmes de tactique qui se posent à M. Delors interpellent également la présidence française. Changer la barque sociale, c'est accepter l'idée d'une cassure avec les Britanniques, moins divisés sur ce terrain que sur celui de l'union économique et monétaire. Faut-il prendre un profil bas, avec un effet négatif assuré à l'égard de la gauche, pour amadouer Mme Thatcher et l'amener à signer la charte ? Ou bien, si l'on considère la crise avec Londres comme inévitable — pour cause de divergences politiques sur les objectifs de la construction européenne — faut-il en prendre son parti : signer la charte à oze, et favoriser alors sans complexes un

débat sur la nature des droits sociaux qui pourraient utilement être garantis par une réglementation communautaire ?

PHILIPPE LEMAITRE

afrique
asie
REPARAIT

- SÉNÉGAL-MALTAISE : Les Gènes du mal.
- CAMEROUN : Bell, le chat du vignoble.
- TCHAD-LIBYE : Aouzou et après ?
- BURKINA-FASO : Senglant en voyage.
- ALGERIE : 48 Heures dramatiques.
- PALESTINE : L'intifada au quotidien.
- IRAN : Le commissaire remplace le souf.
- LIBAN : Les Parains de la guerre.
- ANGOLA : Les Mensonges de Savimbi.
- CÔTE-D'IVOIRE : Amer cacao, etc.
- NICARAGUA : Le double défi de Teal.
- CAMBODGE : La veillée d'armes.

Une trentaine d'articles, de reportages et de rubriques dans le périodique tiers-mondiste le mieux informé et le plus influent.

le nouvel
afrique
asie

EN VENTE DÈS AUJOURD'HUI
DANS TOUTES LES LIBRAIRIES
3, RUE DE METZ, 75016 PARIS
Tél. : 49-22-66-72

Le conseil exécutif de l'UNESCO

M. Federico Mayor souhaite accroître les moyens budgétaires de l'Organisation

Le conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), composé des représentants de cinquante et un des cent cinquante-huit États membres, a ouvert, jeudi 28 septembre, à Paris, sa cent trente-deuxième session, au cours de laquelle il préparera la conférence générale de l'Organisation, prévue également à Paris du 17 octobre au 16 novembre, et qui a lieu tous les deux ans.

Au cours des deux semaines que vont durer ses travaux, le conseil exécutif doit examiner une demande du directeur général, M. Federico Mayor, en vue d'un accroissement des moyens budgétaires de l'UNESCO, notamment pour ses activités dans les domaines de la science et de l'éducation.

A l'ordre du jour des travaux figure aussi la question de l'admission de l'O.L.P. à l'UNESCO : le conseil va étudier la demande palestinienne et présentera à la conférence générale une « recommandation » sur l'attitude à adopter, n'impliquant pas forcément une décision favorable ou défavorable.

(Publicité)

AVIS AUX ESPAGNOLS

Le 29 octobre prochain auront lieu, en Espagne, les élections générales.

Les électeurs espagnols inscrits sur les listes définitives au 1^{er} janvier 1989 recevront l'attestation d'inscription électorale ainsi que le matériel nécessaire pour le vote par correspondance.

Le vote devra être adressé, par lettre recommandée, à la « Junta Electoral Provincial », correspondante aussitôt que l'enveloppe avec le matériel sera reçu. Ceux qui n'ont pas encore demandé leur inscription sur les listes électorales peuvent le faire, à tout moment de l'année, dans ce Consulat général d'Espagne.

Cette demande d'inscription n'est pas valable pour voter le 29 octobre prochain, mais elle sera indispensable pour des futures élections.

Malgré des « changements importants » en URSS

Les dépenses militaires soviétiques n'ont pas diminué affirme le Pentagone

Washington (AFP). — « Les États-Unis font face à un arsenal stratégique offensif soviétique plus formidable aujourd'hui qu'il y a quatre ans, lors de l'arrivée au pouvoir de M. (Mikhaïl) Gorbatchev », a affirmé, mercredi 27 septembre, le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney. M. Cheney, qui présentait le huitième rapport annuel du Pentagone sur « la puissance militaire soviétique », a reconnu que l'URSS « promet d'être moins menaçante ». Le rapport estime à cet égard que « la probabilité d'un conflit entre l'Union soviétique et les États-Unis est probablement plus basse aujourd'hui qu'à aucun moment de l'après-guerre ». « Il n'y a aucun doute que des changements importants, parfois dramatiques, se produisent en URSS », a-t-il ajouté.

M. Cheney a insisté sur le renforcement de l'arsenal stratégique de l'URSS qui a déployé, a-t-il dit, quelque deux cents missiles intercontinentaux SS-24 et SS-25, modernisés SS-18, et dispose de nouveaux missiles lancés de sous-marins, a modifié son bombardier Blackhawk de manière qu'il puisse transporter des missiles de croisière nucléaires.

Le ministre américain a encore affirmé qu'il n'y avait aucun ralentissement des dépenses de recherche et de développement de l'Union soviétique dans le domaine

militaire et que, « en dépit de toute la rhétorique sur la réduction de leur budget militaire, les dépenses de défense des Soviétiques ont en réalité augmenté de 3 % par an en termes réels depuis 1985 », alors qu'elles ont diminué de 11 % aux États-Unis pendant la même période. Enfin, a-t-il conclu « même si les Soviétiques respectent leur promesse de réduire unilatéralement leurs forces en Europe, l'Union soviétique restera la puissance militaire la plus vaste du monde ».

La perestroïka à la conquête du public français

Une délégation de plus de trois cents personnalités soviétiques, qualifiées par les organisateurs d'« acteurs de la perestroïka », est attendue du 1^{er} au 8 octobre en France. Cette délégation comprendra vingt députés, des économistes, des syndicalistes, des enseignants, des artistes, des religieux, des médecins, des spécialistes de la langue et de la culture françaises et même des responsables de mouvements autonomistes, selon les organisateurs soviétiques. En l'absence de M. Primakov, président d'une des chambres du Soviet suprême, qui devait présider la délégation mais a été retenu à Moscou, le groupe est conduit par M. Vadim Zagladine, conseiller de M. Mikhaïl Gorbatchev, et qui est porteur d'un message de ce dernier au président de la République.

Ses membres seront reçus le 2 octobre par M. François Mitterrand, puis par diverses autres personnalités politiques. Ils se répartiront ensuite en plusieurs groupes qui se rendront dans des communes de la banlieue parisienne et dans neuf grandes villes de province où l'hébergement des visiteurs soviétiques sera assuré dans des familles françaises.

Ce voyage en France est organisé par l'association France-URSS et répond à celui qu'une délégation française d'importance identique avait fait il y a deux ans en URSS.

LA PREMIÈRE BANQUE ÉTRANGÈRE ÉLUE SPÉCIALISTE EN OPTIONS DOLLAR/MARK À LA BOURSE DE PHILADELPHIE EST FRANÇAISE. CHAMPAGNE !



La Société Générale, devenue l'une des premières banques mondiales dans le domaine des options, franchit aujourd'hui une nouvelle étape. Elle est maintenant un des acteurs principaux du marché organisé d'Options de Change de Philadelphie.

Premier groupe bancaire privé français, la Société Générale a été choisie par le Federal Reserve Board pour devenir le spécialiste sur options USD/DEM. Elle est chargée de l'animation et de la liquidité de ce marché, le plus actif de la Bourse de Philadelphie.

Cette compétence supplémentaire lui permet de répondre de façon encore plus performante aux besoins de sa clientèle sur les marchés de gré à gré.

La Société Générale offre à ses clients de nouvelles opportunités pour couvrir leurs risques comme pour améliorer le rendement de leurs transactions.

Pour plus d'information, vous pouvez contacter :

Mme I. Seillier ou M. M. Haize, tél. : (1) 40.98.56.19 - 40.98.50.82

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
CONJUGUONS NOS TALENTS.

TEL. : LONDRES (441) 929 52 71 • TOKYO (813) 597 94 97 • FRANCFORT (49 69) 71 74 6 • GENEVE (41 22) 798 13 33 • SYDNEY (612) 225 75 90 • NEW YORK (212) 830 68 20.

ASIE

CHINE

Quarante ans d'espoirs déçus

Suite de la première page

Et si se trouvait aggravé par le fait qu'il se produisait en pleine guerre froide : la superficie du « monolithisme communiste » dont on parlait alors s'accroissait du coup de quelque 9 millions de kilomètres carrés.

Un an plus tard, le monolithisme avait résisté à la dure épreuve de la guerre de Corée. Comment douter de la bonne entente entre Staline et Mao, quand, après l'intervention américaine et le rapide reflux des troupes nordistes, Pékin jetait massivement ses « volontaires » dans la bataille, obligeant ainsi les GI's à reculer jusqu'à la ligne de démarcation ? Il faudra l'élection de Richard Nixon, en 1968, son désir de se dégager du Vietnam et de sérieux appels du pied de Mao dans sa direction, pour que Washington revienne sur l'opinion exprimée de manière péremptoire par Dean Rusk, secrétaire d'Etat de John Kennedy puis de Lyndon Johnson : « Il n'y a pas de gouvernement de la Chine populaire. La Chine est gouvernée de Moscou ».

Des ambitions incompatibles

D'autres avaient été plus perspicaces, dont de Gaulle, qui, dans une conférence de presse de novembre 1959, décrivait avec son habituel génie des images l'incompréhension des ambitions de « la Russie, nation blanche d'une partie de l'Asie, en somme fort bien dotée en terres, usines et richesses » et de « la multitude jeune qu'est la Chine, inamovible et misérable, indestructible et ambitieuse, bâillonnée à force d'épreuves une puissance qu'on ne peut mesurer et regarder autour d'elle les étendues sur lesquelles il lui faudra se répandre un jour ».

Dès cette époque, les signes se multipliaient du divorce croissant entre les deux capitales rouges. A vrai dire, le méfiant Staline n'avait pas fait grand effort pour aider Mao à s'emparer du pouvoir. Il s'était heurté avec lui dans les années 30 sur la meilleure stratégie révolutionnaire et redoutait de perdre le contrôle d'une direction communiste installée sur un territoire où n'avait pas pénétré l'armée rouge. Et c'est bien pourquoi il avait longtemps soutenu Tchiang et encouragé les velléités séparatistes de certaines provinces périphériques de la Chine. Mais c'est le refus de Moscou de courir le risque d'une guerre avec les Etats-Unis pour permettre à Pékin de récupérer les îles demeurées aux mains des nationalistes qui devait entraîner la rupture : l'Amérique, disait Mao, est un « tigre de papier ». A quoi Khrouchchev répondait que le tigre en question avait des « dents atomiques ».

La tension, par moments extrême, devait aller jusqu'à des incidents armés et à des rumeurs d'attaques aériennes soviétiques sur les installations des forces chinoises du Xinjiang. Elle contribua largement à expliquer la très grande faveur qu'a connue la

à partir de cette époque, il est clair que pour la Chine le danger principal vient de l'URSS. Du coup elle cesse, à l'intérieur comme à l'extérieur, de donner dans la surenchère révolutionnaire, entre aux Nations unies et, d'une manière générale, s'ouvre au monde, y compris au capitalisme japonais, américain et européen.

Deng et la bande des quatre

Les « révisionnistes » n'ont pas cependant encore complètement gagné. Conduit par l'épouse de Mao, Jiang Qing, le groupe dit de la « bande des quatre » se déchaine contre le premier ministre Zhou Enlai, habile pragmatique auquel Mao laisse de plus en plus la bride sur le cou, et contre son lieutenant Deng Xiaoping, ex-novo, ex-novo, ex-novo, réduit par la révolution culturelle à la condition d'ouvrier tourneur.

La mort de Zhou, le 8 janvier 1976, est suivie de graves incidents sur la place Tiananmen. Deng, destitué, choisit la clandestinité. Mais la victoire de la « bande des quatre » est de courte durée. Le 9 septembre, Mao disparaît à son tour. Entre les « deux lignes » qui se heurtent, selon la tradition, au sein du PC chinois, l'armée arbitre en faveur des modérés. Jiang Qing est arrêtée et condamnée à mort. Mais, en attendant, pour avoir fait un coup d'Etat contre Hua Guofeng, lequel assure avoir été désigné par le Grand Timonier pour lui succéder. Le retour de Deng n'est plus qu'une question de temps.

Aujourd'hui, à quatre-vingt-cinq ans, il est le maître absolu de la Chine. Mais l'homme à qui ses compatriotes avaient tant fait confiance, celui qui, pour l'opinion étrangère, incarnait l'accès progressif de la Chine à la démocratie et à la modernité, s'est mué, face aux étudiants de Tiananmen, qui réclamaient pourtant précisément la démocratie et la modernité, en autocrate jaloux de son pouvoir. Et pas seulement du sien : de celui d'une nomenclature aussi corrompue qu'au bon vieux temps, incapable de s'arracher aux vieilles règles du machiavélisme en plus cynique.

Une nouvelle fois, en tout cas, un grand espoir s'est éteint en Chine, alors qu'il semblait que, perestroïka aidant, le monde entier était en train de passer, pour le bicentenaire de 1789, les couleurs de la liberté. Est-ce pour toujours ? Certainement pas. Ces quarante ans auront été marqués de tant de changements de cap qu'on peut s'attendre encore à d'autres. Aucune gérontocratie n'a jamais pu arrêter durablement le cours de l'histoire.

Reste à savoir à quels développements conduira la suite de cette histoire incroyablement mouvementée. Lors de la victoire de Mao sur Tchiang, en 1949, les affaires de Chine étaient traitées au Monde par un ancien du Temps, André Dubouché, qui avait ramené de ses nombreux séjours en Asie les yeux bridés d'un vieux Bouddha. Il se vantait de connaître la Chine mieux que personne et s'en autorisait pour prédire que la victoire du communisme y serait nécessairement éphémère.

Les jeunes rédacteurs qui parlaient avec lui à l'époque souriaient à ces propos d'antardé. A voir la manière dont ont été liquidés les « communes populaires » dont Mao était si fier, à voir comment prospère — aujourd'hui encore, malgré la répression — le capitalisme dans les « zones économiques spéciales » qui lui sont réservées, à voir enfin l'explosion populaire qui s'est produite au printemps 1989 à Pékin, avec l'édification sur la place Tiananmen d'une réplique de la statue de la Liberté, on peut se demander s'il n'avait pas raison.

Il est clair en tout cas que le régime actuel ne subsiste que par la répression. Or, il y a déjà longtemps que Clemenceau a fait remarquer qu'« on peut tout faire avec des bâtonnets, sauf s'asseoir dessus ».

ANDRÉ FONTAINE

□ Appel au boycottage des cérémonies du quarantième anniversaire de la République populaire. — Quatre organisations opposées au régime de Pékin, la Fédération pour la démocratie en Chine, la Coordination des Chinois pour la démocratie, Assistance aux victimes de la répression en Chine et le Parti démocratique chinois, ont lancé un appel aux ambassadeurs étrangers en poste à Paris ainsi qu'au président de la République, au premier ministre et au ministre des affaires étrangères leur demandant de boycotter les cérémonies du quarantième anniversaire de la République populaire de Chine, le 1^{er} octobre prochain.

PHILIPPINES : après l'annonce de la mort de Ferdinand Marcos

Etat d'alerte maximale dans le pays

Dès l'annonce de la mort de l'ancien président Marcos à Hawaï, jeudi 28 septembre (voir nos dernières éditions), les forces armées et la police philippines ont été placées en état d'alerte maximale et la sécurité a été renforcée autour des installations vitales. Les autorités s'attendent à des manifestations organisées par les partisans de l'ancien président. Ceux-ci continuent d'exiger que le corps de leur héros puisse être rapatrié dans son pays. Ils ont entamé à cet effet des « veillées de prières ».

M^{re} Corason Aquino, qui a succédé à Marcos à la tête de l'Etat, a ordonné, vendredi 29 septembre, que les drapeaux soient en berne sur tous les bâtiments officiels jusqu'au 1^{er} octobre. Mais elle s'est une fois de plus opposée au rapatriement du corps de l'homme qui était soupçonné d'avoir fait tuer son mari. « Dans l'intérêt de la sécurité de

ceux pour qui la mort de M. Marcos susciterait passions et conflits, pour la tranquillité de l'Etat et de la société, le rapatriement dans le pays des restes de Ferdinand Marcos ne sera pas autorisé jusqu'à ce que le gouvernement, sous cette administration ou sous la suivante, en décide autrement. Un chapitre de l'histoire de notre nation, un chapitre unique, se ferme en ce jour avec la mort de Ferdinand Marcos, a-t-elle ajouté, appelant à prier pour son repos et présentant à son épouse et à ses enfants ses condoléances et celles du peuple philippin ».

Aux Etats-Unis, le président Bush s'est dit « attristé » par la mort de Marcos, soulignant que son départ en 1986 avait permis une « transition pacifique vers un régime populaire et démocratique ». L'ancien président Reagan s'est lui aussi dit « profondément attristé ». — (AFP, Reuters.)

Le grand manipulateur

Déchu, discrédité, rongé par la maladie et rattrapé par la justice, Ferdinand Marcos ne s'était jamais vraiment remis du coup de grâce politique et de l'humiliation personnelle qui lui furent portés le 25 février 1986. Ce jour-là, l'été par son ardeur après avoir été dévot par les urnes, le président tout-puissant n'avait pas seulement été contraint d'abandonner un pouvoir monopolisé depuis vingt ans ; le macho impérial qu'il était avait aussi dû passer la main à une femme. Et quelle femme ! Quel symbole ! A travers la victoire de Corason Aquino, veuve d'un adversaire qu'il avait longtemps persécuté et que ses proches avaient fait assassiner en 1983, c'était Benigno Aquino, ce rival de toujours, qui prenait sa revanche du fond du tombeau. Et, corollaire d'humiliation, alors que Manille tout entière célébrait la venue victorieuse et le héros défunct, Marcos n'avait dû son salut qu'à une évacuation précipitée, organisée par ses alliés américains, vers une terre d'exil qu'il ne devait plus quitter.

Mais Hawaï, « exil doré », c'était aussi une terre d'asile piégée pour un couple que le nouveau gouvernement philippin accusait d'embellir, entre autres crimes, de détournements massifs de fonds publics et d'aides financières américaines ; par centaines de millions, voire par milliards de dollars. Cependant, l'asile ne trouva pas Corason, non, l'ancien président, ailleurs pour cet ami devenu encombrant, les Etats-Unis n'avaient eu d'autre choix que de le garder.

La justice était en marche

Certes, Marcos n'aura pas connu les tribulations dégradantes du chah d'Iran, cet autre allié de Washington contraint de traîner comme un pestiféré sa grandeur déchu et son corps ravagé d'un pays à l'autre. Mais ni ses amis haut placés (à commencer par celle du président Reagan), ni les milliards accumulés (en Suisse, dans les œuvres d'art et dans l'immobilier new-yorkais) ne l'auront protégé. Au contraire. Alors que les amis prenaient prudemment leurs distances, les milliards échoués remontaient à la surface et venaient l'assiéger. Face aux avocats, aux journalistes et aux huissiers, l'élégante résidence des hauteurs de Honolulu s'était peu à peu transformée en camp retranché.

Articles de presse, révélations, comptes bloqués, actions en justice, comparution et libération sous caution de Mme Marcos ; enfin sommation à comparaître pour l'ex-président accusé par un juge américain d'extorsion de fonds ; trois années de démentis, mais aussi de mensonges, de complots avortés et de velléités de retour auront à peine fait diversion. La justice était en marche et la cause entendue. C'est et ce fut, l'ancien dictateur avait beau pestiférer, il ne faisait plus peur. Il avait peur. Privé du pouvoir, il ne pouvait plus empêcher ses crimes de le rattraper, ni sa vie et celle de sa femme — véritables illustrations de l'adage qui veut que le pouvoir absolu corrompe absolument — d'être évalés périodiquement et scandaleusement à la une. Seule la maladie lui permettait, encore, ces derniers temps, de se soustraire à la justice des hommes.

Né en 1917 dans une famille patricienne du nord de l'archipel, Ferdinand Marcos a vite appris à tirer les ficelles du jeu politique philippin, corrompu et violent. Accusé d'avoir abattu un adversaire de son père à coups de revolver, il se retrouve très jeune en prison. Il en profite pour étudier le droit, assure lui-même sa défense et se faire acquitter. Toute sa vie, il combinera en virtuose sans scrupules la force et le droit pour gouverner, soumettre, éliminer.

La lutte contre l'occupation japonaise va bientôt ajouter aux atouts de cet avocat ambitieux le titre de héros de la résistance. Ses hagiographes et lui-même ne cessent d'en rajouter sur ses faits d'armes légendaires. De 1949 à 1955, Marcos est élu et réélu, député puis sénateur. En 1954, il épouse Imelda Romualdez. Ils auront trois enfants. Doué, intrigant, il se tait et tout lui réussit. En 1961, au Parti libéral, Marcos orchestre la campagne qui portera Diosdado Macapagal à la présidence. Quatre ans plus tard, après être passé au Parti nationaliste, il le remplace au palais de Malacanang. Les élections ont fait des dizaines de morts. D. Macapagal a accusé son adversaire de fraude massive. La consultation de 1969, qui aboutira à la réélection de Marcos, sera jugée la plus violente et la plus « corrompue » depuis 1946, année de l'indépendance.

Un lien étroit avec les Etats-Unis

Marcos a hérité d'un pays étroitement lié aux Etats-Unis, l'ancienne puissance coloniale. La démocratie s'y résume, pour l'essentiel, aux rivalités ou conjonctions d'intérêts d'une oligarchie traditionnelle qui contrôle les richesses de l'archipel. La révolution paysanne communiste des Huis est moribonde, l'Eglise catholique puissante et unie, l'armée modeste et apolitique. Mais le volcan social gronde.

F. Marcos estime que « la nation a perdu son âme ». Il promet de restaurer sa grandeur effondrée dans le milieu, la violence et la vénalité. Quatre années plus tard, lors de sa réélection, bien peu de choses auront changé. A l'extérieur, L. Johnson (qui dit de M. Marcos : « C'est mon bras droit musclé en Asie ») et Nixon confirment les « relations spéciales » avec un régime qui abrite des bases militaires américaines et qui soutient Washington au Vietnam du Sud. A partir de 1970, l'opposition s'affirme, les manifestations se multiplient. En 1971, un attentat contre le Parti libéral fait huit morts et une centaine de blessés. Benigno Aquino, adversaire déclaré du régime, est assassiné. Tout indique qu'il va bientôt accéder à la présidence. En effet, la Constitution ne permet pas à Marcos de briser un troisième mandat en 1973.

Cependant, tirant prétexte de ces affaires et d'autres violences dont il rend les communistes responsables, le président va garantir sa position au sommet de l'Etat en décrétant la loi martiale, en septembre 1972. La mesure durera formellement jusqu'en 1981 et, pratiquement, tant que Marcos gardera le pouvoir.

Pour le président, il s'agit de « sauver le gouvernement menacé de renversement par la violence » : celle de la guérilla communiste ; celle des séparatistes musulmans qui ont pris les armes dans le Sud ; celle des milices privées, qui sont légion.

L'opposition, elle, dénonce la volonté de maintenir au pouvoir par la force, avec l'approbation tacite des Etats-Unis. Pendant vingt ans, à la seule exception de M. Carter, les présidents américains assisteront à la transformation de la démocratie « à l'américaine » en dictature, sans broncher. Mais peuvent-ils rêver meilleur allié, meilleur protecteur de leurs intérêts, que Ferdinand Marcos ?

En septembre 1972, la « vitrine » démocratique que les Etats-Unis opposent à la progression des communistes en Asie n'en a pas moins volé en éclats. Purges, arrestations politiques — dont le sénateur Aquino sera la première victime —, suppression des institutions, contrôle de la presse, militarisation progressive, prébendes en

tout genre et projets dispendieux vont vite caractériser la « nouvelle société », bien plus que les timides réformes. Après une certaine amélioration, tant sur le plan intérieur qu'à l'extérieur (concordes avec les séparatistes musulmans, relations diplomatiques avec Pékin), les effets négatifs de la loi martiale, et surtout de la militarisation des campagnes, vont à nouveau se faire sentir. Confrontés à une médiocre gestion, ils favorisent les frustrations et aussi les progrès de la guérilla communiste face à une armée brutale et corrompue.

Au début des années 80, Marcos s'essouffait un peu. Il souffrait déjà de la maladie rénale qui va gravement l'affecter, mais qui pourrait le menacer ? L'opposition, décimée par huit années de loi martiale, est toujours divisée ; Aquino est en exil ; le gouvernement, l'économie, l'armée, la justice, sont aux mains des hommes de son clan ; Reagan est un ami. Golfeur impérial, « Ferdinand de Manille » porte encore beau ; son duo avec Imelda fait toujours recette, l'Etat — celui qui éponge les faillites de ses amis ou laisse maner jangler avec les milliards — c'est lui.

Seul est celle du clan, du sang, du profit. Sa place dans l'histoire l'obéit. Dans la roche, à l'insu de montagne, il fait graver secrètement son portrait.

Ce train-train du pourrissement, un événement dramatique va lui donner, le 21 août 1983, une accélération formidable, mortelle à terme pour le régime. Ce jour-là, Benigno Aquino, que Marcos avait dû laisser partir aux Etats-Unis après l'avoir fait condamner à mort, est assassiné à son retour d'exil. Les soupçons se portent sur les militaires de l'escorte, sur le général Ver, chef d'état-major, bras droit et parent du président. La situation est d'autant plus alarmante que Marcos est gravement souffrant. Il s'en sortira. Ses militaires, après une parodie de justice, assassinent le président et son régime ne se relèvera vraiment ni du meurtre ni de la maladie.

Le désastre s'amplifie

Réurgence d'un large front d'opposition, manifestations incessantes, morts violentes, crise économique, fuite de capitaux, émeutes militaires, progression des communistes de la fin 1983 à la fin 1985, le désastre s'amplifie. Marcos, retranché dans son palais, protégé par l'armée, s'accroche. Cependant, après de longues tergiversations, les politiciens, militaires et hommes d'affaires américains ont compris : Marcos risque de coûter bien plus qu'il ne peut encore rapporter. Pour protéger les bases, préserver l'influence américaine et combattre les communistes, il faut, ici aussi, repulquer la façade par une élection « démocratique » et purger l'armée.

Confrontés aux Américains et surtout à la veuve d'Aquino, qui justifie retour des choses, s'oppose à lui dans la course à la présidence, forte du martyre et de la popularité de son mari, Marcos va faire front.

Placé sur la défensive, affaibli, il se battra une dernière fois par tous les moyens, à commencer par ceux qui l'ont toujours servi en pareilles circonstances : mensonges, promesses démagogiques, trahisons, actes de violence. Mais les foules, les milieux d'affaires et l'Eglise vont à M^{re} Cory Aquino. Des Etats-Unis, soudain distants, filtrent des informations dévastatrices. Inévitablement la carrière du grand manipulateur touche à sa fin. La suite est connue. Et l'épilogue de cette vie pourrait s'écrire ainsi : il eût dû entrer dans l'histoire en héros. Il occupa une place de choix dans la galerie des despotes qui ont fait fortune en ruinant leur pays.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

CORRESPONDANCE

Accusations chinoises contre la police française, suite...

A la suite de la publication dans le Monde du 21 septembre d'un article sur les mauvais traitements que des policiers français auraient fait subir à des Chinois en transit à Paris, nous avons reçu de M. Chen Qiyuan, attaché de presse auprès de l'ambassade de Chine en France, une lettre dont nous publions ci-dessous les principaux passages :

Les passagers chinois qui étaient en transit le 8 septembre dernier dans l'aéroport de Roissy étaient tous munis de passeports de service délivrés par le ministère des affaires étrangères de la RPC et de visas de transit valables accordés par l'ambassade de France en Chine, la partie française l'a par la suite confirmé. La police de l'aéroport de Paris n'avait donc aucune raison de leur interdire d'entrer en territoire français et encore moins de les retenir. Il est à souligner que, pendant leur détention, des agents de police les ont privés de liberté de déplacement. Les agissements de ces policiers sont-ils conformes aux usages internationaux, conformes

aux principes de l'humanisme et des droits de l'homme préconisés avec tant de vigueur par le gouvernement français et par certaines personnalités françaises ?

Dans le commentaire qui est inséré à la fin de cet article, il est fait mention du problème de l'immigration clandestine. Je crois qu'il s'agit là d'une question qui n'a rien à voir avec les passagers en transit. Et d'ailleurs, la position du gouvernement chinois sur ce problème est claire et nette : nous sommes depuis toujours contre l'immigration clandestine, et avons toujours pris une attitude coopérative avec la partie française. Le commentaire dit : « Elle (l'immigration clandestine) touche des milliers de personnes dont beaucoup originaires de Penzhov (Zhejiang), et qui ont souvent bénéficié de la complicité d'autorités chinoises qui leur ont fourni des passeports, et même de faux visas français ». Cette accusation est dénuée de tout fondement, c'est une falsification de la juste position du gouvernement chinois.

POLITIQUE

Les journées parlementaires et les débats internes du PS

M. Rocard souligne qu'il applique les orientations du président de la République

Interrogé, vendredi matin 29 septembre, sur France-Inter, M. Michel Rocard a affirmé qu'il faut « garder le calme » face à la situation sociale. « Ne nous emballons pas », a ajouté le premier ministre qui a observé qu'il n'y a que « deux mouvements de grande signification dans la fonction publique » et que Peugeot est « le seul conflit important du secteur privé ». M. Rocard a observé qu'une rentrée sociale avec seulement deux mouvements de fonctionnaires, « c'est plutôt rare ».

M. Rocard s'est montré ferme vis-à-vis des gardiens de prison (lire page 10) comme des fonctionnaires des impôts. Il a observé que ces derniers ne sont pas « les plus mal payés » de la fonction publique et

qu'ils « ne tolèrent pas » de voir révaluée la « situation relative », par rapport à eux, des infirmières et du personnel de l'éducation nationale.

Le premier ministre a encore observé que le projet de budget pour 1990 est « bon » et « équilibré », puisqu'on « a crié » contre lui à droite et à gauche. A propos de la problématique du « partage », M. Rocard a jugé qu'en proposant un pacte de croissance, « le gouvernement applique exactement les orientations sur lesquelles le président de la République a insisté ».

Le premier ministre a encore jugé que la « cohésion » du gouvernement « marche très bien » et que l'opposition offre un spectacle « réconfor-

tant » pour lui. « Tous les soirs, a affirmé M. Rocard, je me dis : encore une journée gagnée avant que l'opposition n'ait retrouvé son souffle ».

A propos du débat sur l'annulation des dettes liées au financement de la vie politique, le premier ministre a affirmé : « Le Parlement en fera ce qu'il voudra. Je ne vois pas le gouvernement engager sa responsabilité là-dessus ».

La veille, devant les parlementaires socialistes réunis à Chartres, M. Rocard avait jugé « singuliers » certaines déclarations d'élus socialistes à propos du conflit Peugeot, qui sous-entendent que le gouvernement est « impliqué dans une situation à laquelle il est totalement étranger ». Cela précisé, le premier ministre

s'était prononcé une nouvelle fois pour l'ouverture de négociations chez Peugeot, soulignant qu'il n'était « pas mécontent qu'on ait utilisé son nom pour qualifier une méthode qui se trouve être à l'opposé exact de celle de M. Jacques Calvet, président de PSA ».

Mais certains députés socialistes attendaient autre chose de leur premier ministre qu'un simple appel à la négociation et au respect du droit du travail chez PSA. M. André Sainjon, ancien patron de la fédération CGT de la métallurgie, élu parlementaire européen sur la liste du PS en juin dernier, ne décolérait pas contre les « silences » de M. Rocard sur ce conflit alors que, selon lui, le gouvernement dispose de « réels moyens de

pression » sur M. Calvet. « Pas assez offensifs » estimait pour sa part M. Christian Pierret, député des Vosges proche de M. Fabius, « tout juste suffisant », jugeait M. Jean-Marie Le Guen, élu de Paris, proche de M. Jospin, tandis que M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste, confiait que son « inquiétude restait vive ».

Largement partagée, enfin, semblait être la « déception » avouée par M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances à l'issue de ces journées parlementaires. M. Rocard lui-même avait perçu « ce sentiment un peu trouble » ressenti par les députés socialistes « qui conduisent certains à l'invective et à la frustration ».

« Le compromis est un moteur plus puissant que les coups de menton »

Aux journées parlementaires du PS, M. Rocard s'est exprimé sur le conflit Peugeot, la fonction publique, la discussion budgétaire et sur le malaise qui règne chez les socialistes.

CHARTRES

de nos envoyés spéciaux

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a déclaré jeudi 28 septembre devant neuf parlementaires socialistes, à propos de l'entretien donné récemment au Figaro par M. Jacques Chirac : « Il faut n'avoir pas compris grand chose aux aspirations et aux besoins des Français pour dire que « ce n'est pas avec des compromis que l'on gouverne un pays et que l'on assure son avenir ». Si bien sûr ! Le compromis est pour l'histoire un moteur autrement plus puissant que les coups de menton. Taper du poing sur la table est parfois nécessaire, mais si on ne sait faire que ça, on a bien vite une table endommagée et une main endolorie ».

A propos du conflit Peugeot, M. Rocard a estimé que le gouvernement ne pouvait pas négocier « pour le compte d'autrui ». « On peut le déplorer, on ne peut pas le déplorer et l'ignorer et il serait tout de même singulier que les déclarations des uns ou des autres aboutissent à faire regarder le gouvernement comme impliqué dans une situation à laquelle il est totalement étranger ».

M. Rocard a insisté sur le fait que la méthode Calvet était à l'inverse de la sienne. « Il existe un droit et le gouvernement et l'inspection du travail n'ont pas attendu telle ou telle obligation pour s'en préoccuper. L'inspection du travail est sur les lieux depuis le début du conflit mais elle n'a pas l'habitude de signaler sa présence par des calcos et des banderoles. Elle a déjà dressé des procès-verbaux. Il est bien clair que Jean-Pierre Soisson et moi-même sommes très vigilants (...) ».

« En ce qui concerne maintenant la fonction publique, vous savez que les rencontres ont commencé et qu'elles se déroulent dans un climat qui n'est pas mauvais, malgré les tensions vives dans quelques secteurs. L'exemple du conflit des impôts est significatif. Si un mouvement exprime le besoin d'une amélioration d'ensemble du revenu de la fonction publique — dans les personnels des impôts ne se distinguant pas — cela passe par les négociations en cours sous la responsabilité de Michel Durafour. Si ce mouvement exprime au contraire la volonté d'un alignement sur les récentes revalorisations essentiellement au profit de l'enseignement et de la recherche, naturellement, nous ne pouvons pas y souscrire car ce serait renverser nos priorités ».

D'autre part, M. Rocard a apporté son soutien à M. Bérégovoy pour la prochaine discussion budgétaire. Il a précisé que ceux qui s'attaquent au ministre de l'Économie et des Finances s'attaquent au gouvernement et au premier ministre. « Je tiens à ce qu'on sache qu'entre Pierre Bérégovoy et moi sur ces questions, il n'y a pas assez de distance pour qu'on puisse y glisser l'épaisseur d'une motion de censure ».

S'agissant du malaise qui règne actuellement dans les rangs socialistes, le premier ministre a expliqué qu'il le comprendrait : « Vous savez que ce que nous faisons va dans le bon sens, mais il faut bien du temps et, au même moment, toutes vos fibres se révoltent contre le spectacle, pour vous quotidien, d'injustices plus ou moins grandes, d'absurdités plus ou moins graves ou de détresses plus ou moins profondes. Quand notre cœur dit : vite, notre raison nous dit : grandissez ! De là ce sentiment un peu trouble qui conduit pour certains à l'invective et pour d'autres, les plus nombreux, au doute et à la frustration ».

Si au moins subsistaient ces grandes empoignées des quinze dernières années, où les certitudes de l'adversaire dispensaient de s'interroger sur soi-même ; mais

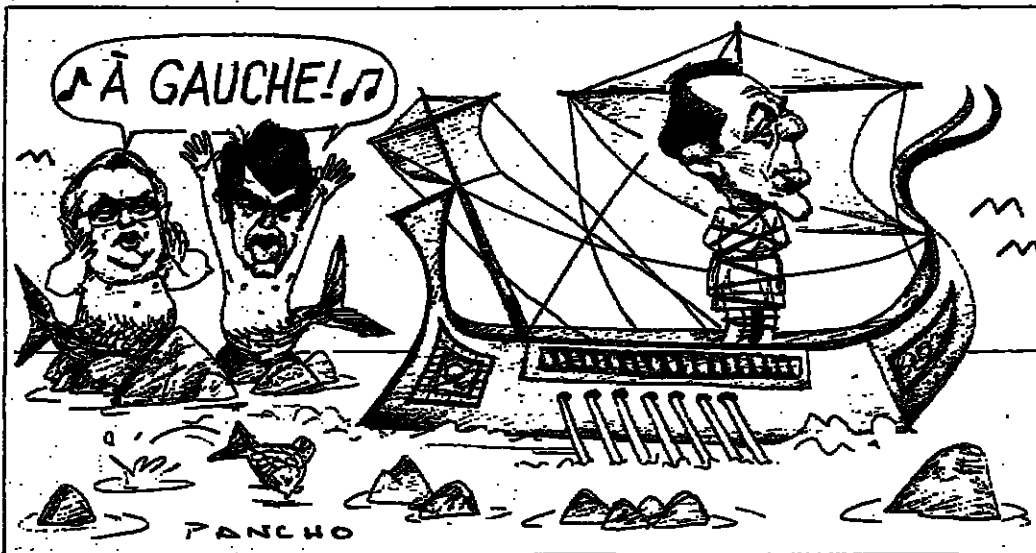
même pas ! La guerre civile froide a laissé place à la détente. Oui, je comprends que dans une période comme celle-ci, avec un fonctionnement comme celui-là, on puisse être parlementaire socialiste et vaguement déboussolé ».

M. Delors : phlébotome pour la Grande Europe

M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, s'est également adressé jeudi après-midi aux parlementaires socialistes, pour

propositions de transformation sociale. « Le socialisme est en réveil partout », a affirmé M. Delors. « Est-ce que vous allez passer à côté de cela ? Est-ce que vous allez céder au fatalisme que j'ai observé dans les propos que j'ai entendus ce matin ? ».

M. Delors a défendu l'Europe sociale, l'union économique et monétaire et l'union audiovisuelle, en appelant les socialistes à soutenir ces entreprises. Il a évoqué, ensuite, l'évolution des pays de l'Est, en soulignant qu'elle avait été en grande



leur demander, d'abord, de ne pas faire de l'Europe un épouvantail. « Quand l'état est en réveil, pour ne faire avaler de l'huile de foin de morue », a-t-il dit, « si tu ne l'avalas pas, la Lune te mangera ». Ne faisons pas la même chose avec l'Europe ! (...) La France a, à tout moment, la possibilité de dire « non » à certains aspects du processus européen ».

Le président de la Communauté européenne a plaidé pour la gauche européenne, en soulignant que, en Scandinavie et en Allemagne fédérale, les socialistes élaborent des

partie déterminée par « le modèle ouest-européen ». Il a affirmé que seul le cadre communautaire peut rendre possible un rapprochement entre les deux Allemagnes. « Ce n'est pas la fin du communisme », a-t-il dit, « mais en appelant ses auditeurs à être attentifs au besoin d'idéal commun que ressentent toujours les peuples de ces pays ».

M. Mauroy :

« La crise n'est pas finie »

M. Pierre Mauroy a conclu les journées de Chartres en déclarant que « la crise n'est pas finie » étant donné le nombre des chômeurs dans la CEE, les inégalités de revenus, les atteintes à l'environnement. Selon le premier secrétaire, « le sentiment d'injustice qui se développe face à ce qu'il faut bien appeler un déficit social, qui n'est pas le fait du gouvernement mais de la situation du pays et de son environnement libéral, est directement issu de [la] période [du] châtiment triomphant ».

Pour M. Mauroy, « la micro-politique, celle de la démocratie du quotidien (...) ne suffit pas ». « Le regard des Français, a-t-il dit, ne s'arrête pas à leur seule cage d'escalier. Dans le mouvement du monde, ils aspirent à croire à un projet ambitieux ». Ce projet, c'est, aux yeux des socialistes, « le projet de la gauche ». « Ceux qui, pour des raisons personnelles, même tout à fait légitimes, prendraient le risque de nous le débat du congrès à partir de clichés artificiels, joueraient à l'encontre de l'action collective du parti et de l'efficacité, à l'encontre de leur propre démarche ».

M. Mauroy a appelé de ses vœux un « deuxième souffle » de la décentralisation et une réforme des modes de scrutin pour les élections locales. Il a invité le gouvernement à se montrer « ambitieux pour le secteur public ».

P. S. et P. L.

Tapis vert

par Patrick Jarreau

APRÈS l'agitation, le décan- tion. La fin de l'été avait vu fleurir, dans les rangs socialistes, et jusque parmi les ministres, les critiques contre le gouvernement, au point que M. Michel Rocard avait dû rappeler ses camarades au respect de la solidarité gouvernementale. Le tumulte s'est apaisé.

Le socialiste, d'abord secoué à la perspective du congrès de mars prochain, offre à présent le spectacle, rasséréné pour le premier ministre, de ces bibelots

La phase de formation des grandes compagnies étant achevée, l'heure est venue pour elles de manœuvrer. M. Lionel Jospin, qui réunit la sienne le 30 septembre à Epinay — la ville qui avait abrité, en 1971, le congrès de refondation du PS — brandit le drapeau de l'unité des mitterrandistes. Son argument principal vis-à-vis de M. Laurent Fabius est fort : si les mitterrandistes se divisent, ils ouvrent un boulevard à M. Rocard. Ne serait-il pas paradoxal que la défection de M. François Mitterrand, l'an dernier, aboutisse à donner aux rocardiens, après Mitterrand, la maîtrise du parti, grâce à la majorité relative dont ils y disposeraient face aux mitterrandistes désemparés ?

L'unité

mitterrandiste

Pour M. Jospin et ses amis, le mitterrandisme a une cohérence historique, qui le différencie toujours du rocardisme. Ils revendiquent pour ce courant l'ancrage à gauche, une certaine conception du rôle de l'État et la volonté du « partage », qu'ils ont mise au centre de leurs réflexions. Il est, à leurs yeux impensable que cet axe politique qui a fait gagner la gauche, en 1981 et en 1988, et qui associe les socialistes et le président de la République pour la durée du septennat, puisse s'effacer.

M. Fabius s'étant affirmé et ayant depuis deux mois, montré qu'il existe et réunit des forces dans le parti, son objectif, selon les jospinistes, est atteint. Il convient maintenant, disent-ils, de se préparer à faire l'unité et à se présenter ensemble au congrès.

Fort des 1 500 signatures de responsables qu'il a réunies sur son texte — dont 6 membres du gouvernement, 100 parlementaires, 7 présidents de conseil général, 3 présidents de conseil régional et 29 premiers secrétaires de fédération, — M. Fabius ne l'entend pas de cette oreille. L'unité mitterrandiste, il est pour, bien entendu. Le président de l'Assemblée nationale prévoit, d'ailleurs, de participer à la réunion du courant dirigeant du parti qui précéderait, le 6 octobre, celle du comité directeur du PS.

Le souci de l'unité ne doit pas, cependant, selon lui, empêcher le débat, y compris jusqu'au congrès lui-même. Rien n'empêche, en effet, estime M. Fabius, de se rassembler à Rennes, après s'être comptés dans le vote des militants, et de former, ainsi, dès l'ouverture des assises, une majorité face aux rocardiens.

L'ancien premier ministre ne dit pas quelles conditions il mettra à cet accord. Bien qu'il n'exclue pas de solliciter le vote des militants sur ses propres orientations et qu'il avance pour thème principal la modernisation du parti, M. Fabius se garde, aujourd'hui, de mettre en cause explicitement la direction du PS. Il ne reste qu'à se demander à quel moment sera dressée la table au tapis vert. Les jospinistes l'envisagent pour décembre.

Face-à-face Soisson-Bockel

Le ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, a démenti jeudi 28 septembre avoir eu dans l'après-midi un incident avec M. Jean-Marie Bockel, maire de Mulhouse, lors des journées parlementaires du PS à Chartres. Il précise qu'il a « réagi avec vigueur » aux questions d'une journaliste portant sur l'action du gouvernement à l'égard du conflit Peugeot.

M. Soisson avait été convoqué par les journalistes dans la salle de presse, où se trouvait M. Bockel, président de la commission de la production et des échanges à l'Assemblée nationale et député du Haut-Rhin, qui lui a posé une question sur le « pouvoir politique » dont il disposait pour convoquer les parties en conflit. Peu après, M. Soisson avait lancé aux journalistes : « Vous n'y connaissez rien. Qu'est-ce que vous croyez que je fais depuis quinze jours ? » avant de quitter la salle de presse.

Dans un entretien à « Libération »

M. Jospin affirme que le prochain congrès ne sera pas décisif

M. Lionel Jospin explique, dans un entretien que publie Libération vendredi 29 septembre, sa démarche en vue du congrès que le PS réunira à Rennes en mars prochain. « Nous voulons, déclare le ministre de l'Éducation nationale, préparer le maintien et la rénovation du courant majoritaire du PS ».

A propos de ce courant, dit « A-B » (mitterrandiste et mauroyiste), M. Jospin déclare : « Même s'il était devenu une fiction, je pense que ce serait une fiction utile (...) parce que le parti socialiste a besoin, pour garder sa cohérence, d'un courant majoritaire. Même si cela exige un effort, même si l'effort n'est pas aussi homogène, aussi uni, aussi évident qu'autrefois, il reste, chez chacun de nous, la référence commune à François Mitterrand et à un fonds d'idées et de réactions qui correspondent à la sensibilité dominante chez les socialistes ».

Selon M. Jospin, le courant A-B « peut et doit se reconnaître

avant le comité directeur du « de synthèse » de janvier », autour d'un texte commun. Quant à une éventuelle synthèse, avec les autres courants, le ministre de l'Éducation nationale précise : « Ou tous les responsables du courant A-B feront la synthèse avec les autres courants, et je la ferai aussi, ou ils ne la feront pas, et je ne la ferai pas seul ».

En d'autres termes, M. Jospin exclut un accord entre lui-même et M. Michel Rocard contre M. Laurent Fabius. M. Jospin « espère que ce congrès sera utile ». « Je ne crois pas qu'il sera décisif », dit-il. Il ajoute : « On ne fait pas Epinay, ni Metz, tous les deux ans. Je pense que la suite du socialisme français se jouera plus tard ». Il rappelle que, à ses yeux, la question de la direction du parti « n'est pas posée ». « Si certains la posent, dit-il, il serait honorable qu'ils le fassent ouvertement et politiquement, pour qu'on puisse en parler ».

POLITIQUE

Les journées parlementaires du Parti socialiste

La lancinante question de l'amnistie

CHARTRES

de notre envoyé spécial

Le sujet n'en finit pas de traverser les élus socialistes : faut-il ou non assortir d'une disposition d'amnistie le projet de loi sur le financement des activités politiques et la limitation des dépenses électorales ?

Les conversations sur ce sujet sont allées bon train durant les deux jours que les parlementaires socialistes ont passés à Chartres, même si la note qui leur avait été remise sur le projet de M. Pierre Joxe ne comportait pas une ligne sur l'amnistie. Ils ont eu l'occasion d'en discuter, notamment au sein d'un petit groupe réuni, jeudi matin 28 septembre, autour du président de la commission des lois, M. Marcel Sapin, et du rapporteur du projet, M. Robert Savy.

La plupart des députés sont d'accord sur un constat que ne démentirait pas non plus les élus de l'opposition : la précédente loi n'a pas réglé le problème du financement de la vie politique. Pour l'essentiel, le système reste pervers et contraint les hommes politiques à jongler avec leurs finances. Si tout le monde est bien d'accord pour sanctionner avec la plus grande sévérité l'enrichissement personnel frauduleux, les positions sont partagées quant à la nécessité d'amnistier des faits hier répréhensibles à cause de l'absence de règles mais qui, demain, seront rendus licites du fait de la transparence instaurée. Deux thèses s'opposent alors que le débat en séance publique doit avoir lieu à l'Assemblée nationale le 4 octobre. Nombre de députés estiment, comme M. Raymond Forni, ancien président de la commission des lois, que l'amnistie s'impose. La tradition veut que, lorsqu'on définit de

nouvelles règles - a fortiori quand elles sont drastiques comme celles contenues dans le projet de M. Joxe - on efface les séquelles du passé. C'est le point de vue défendu par MM. Sapin et Savy.

Ce dernier s'en est expliqué à la tribune le 28 septembre en développant brièvement une argumentation à laquelle beaucoup d'élus sont sensibles : si l'on n'amnistie pas certains faits qui auront été dépechés par la nouvelle loi, on risque d'être confronté, dès les mois à venir, à une situation absurde, a-t-il expliqué en substance. Alors qu'on aura expliqué aux Français que la « loi Joxe » impose des règles très strictes, la chronique sera à nouveau déformée, dans l'avenir, par des affaires liées pourtant aux pratiques du passé. Il faudrait donc apurer les comptes et démanteler sur des bases saines, étant entendu que l'enrichissement personnel ne pourrait être amnistié.

Ceux qui sont hostiles à l'amnistie estiment qu'en l'état actuel de l'opinion publique, il ne peut en être question, l'amnistie apparaissant comme une « auto-amnistie de la classe politique ». On risque de porter atteinte au crédit de la nouvelle loi en la « polluant » par ces « amnisties », estiment les députés socialistes, comme par exemple MM. Jean-Pierre Worms, Bernard Pognant et François Londe. L'amnistie est jugée d'autant moins adéquate qu'elle est appelée, l'été dernier, un peu trop comme une mesure d'urgence destinée à sortir de l'impasse certains élus inculpés, tandis que le projet de transparence prenait l'allure d'un solide alibi. L'ordre des facteurs ayant été malencontreusement inversé, certains élus socialistes estiment que l'amnistie doit être mise au placard en attendant des jours meilleurs ou une attitude plus responsable de l'opposition.

A l'hôtel Matignon, comme au ministère de l'Intérieur, on estime que c'est au Parlement de se prononcer maintenant, le projet qui lui a été transmis l'ayant été avec un article portant amnistie. « C'est à lui de prendre maintenant ses responsabilités », explique-t-on. L'essentiel, pour le premier ministre, M. Michel Rocard, c'est le vote d'une loi de transparence qui placera la France en tête de tous les pays européens en matière de moralisation de la vie politique.

Toutefois, au cours d'une réunion tenue à Matignon, mardi 26 septembre, le sujet de l'amnistie a été de nouveau abordé. Rien n'est encore définitivement tranché, et l'urgence n'ayant pas été déclarée sur ce texte, les positions pourront évoluer, les amendements s'affiner au cours des différentes navettes entre l'Assemblée nationale et le Sénat. Des amendements pourraient être envisagés, par exemple pour amnistier seulement les chefs d'entreprise ou les intermédiaires.

Cette idée est celle qui est le plus souvent agitée, mais elle pose un problème d'égalité devant la loi. Les partisans du « tout amnistie » n'ont toutefois pas désarmé : « Quitte à brasser l'opinion publique, autant la faire une bonne fois pour toutes plutôt que de traîner encore pendant des mois des affaires qui viennent empoisonner l'atmosphère », explique l'un d'entre eux. Encore faudrait-il trouver à l'Assemblée une majorité pour la voter : celle-ci n'existe pas pour l'instant, la droite et le PC y étant hostiles. Les élus socialistes seront donc sans doute contraints d'utiliser l'homéopathie plutôt qu'un traitement de choc. Il n'est pas impensable, alors, que certains députés de l'opposition viennent à leur secours pour établir une si discrète ordonnance.

PIERRE SERVANT

Les journées parlementaires du RPR

L'union de l'opposition ne fait pas l'unanimité

Les journées d'études parlementaires du RPR se sont ouvertes vendredi matin 29 septembre à Arcachon. Contrairement à l'habitude c'est M. Jacques Chirac qui devait, dans l'après-midi, entamer le débat de politique générale qui sera conclu dimanche par les discours des deux présidents de groupe, MM. Bernard Pons et Charles Pasqua.

Le président du mouvement a ainsi l'occasion de définir son analyse de la situation politique actuelle et surtout les moyens et les objectifs qu'il assigne non seulement au RPR mais à l'opposition (le Monde du 28 septembre).

Lors des dernières journées parlementaires à Nice, le 1^{er} avril 1989, M. Pasqua avait occupé la vedette en intervenant le premier pour mettre ses collègues en garde contre les pièges de l'union où il craignait que le RPR ne dissolve sa personnalité et ne perde sa vigueur.

Au lendemain des élections municipales, cette réunion avait fait apparaître au grand jour les aspirations contradictoires de diverses sensibilités - on n'osait dire « courants » - au sein du mouvement. Depuis lors, le RPR a connu quelques turbulences mais l'habileté des uns, la sagesse des autres, la prudence de certains ont évité les effets ravageurs d'un cyclone annoncé.

Si les impatientes ont été ainsi canalisées, elles n'en persistent pas moins, bien que le « compagnon-

nage » ait de nouveau rempli son office de ciment. On l'a vu avec l'entreprise des « rénovateurs » qui, lancée à grand fracas au printemps, semble intégrée dans la vie du RPR. Les six députés gaullistes de la « bande des douze » du début ne sont plus que cinq, après la démission de M. Carignon de son mandat parlementaire. Ces survivants continuent de se voir régulièrement, d'entretenir des relations avec leurs amis des autres groupes mais ils ne sont plus au bord de la rébellion. Ils s'exprimeront à Arcachon comme ils l'ont fait à Saint-Cyprien, début septembre, pour souligner leur spécificité, mais sans mettre en cause M. Chirac.

« Sommes-nous fascinés par M. Mitterrand ? »

Ils espèrent que le renouvellement, voire la rénovation du RPR, pourra être réalisé de la fois une certaine rénovation mais aussi des manifestations plus nettes d'opposition et l'affirmation plus marquée de l'originalité de leur mouvement. C'est ce que devait exprimer l'un d'eux, M. Charles de Brémont (Côte-d'Or) qui attend un « credo de l'opposition pour l'alternance » afin que « le pays ne s'endorme pas dans un consensus anesthésiant ». Car beaucoup de parlementaires RPR redoutent que l'union des formations de l'opposition s'accompagne de compromis, d'affaiblissement et de paralysie, bien qu'ils ressentent cette coopération avec leurs partenaires comme indispensable. Cependant la volonté d'action à nouveau affirmée par M. Chirac pourrait leur redonner confiance. De même, les députés RPR fustigent affligés par les dissensions de l'UDF, toujours attentifs et circonspects à l'égard des centristes, sont tentés par la vanité qui les pousserait à bien souligner que leur parti est redevenu le plus solide et le moins troublé de l'opposition.

Reste le « marais » du groupe RPR constitué par les députés de base qui souhaitent tout à la fois une certaine rénovation mais aussi des manifestations plus nettes d'opposition et l'affirmation plus marquée de l'originalité de leur mouvement. C'est ce que devait exprimer l'un d'eux, M. Charles de Brémont (Côte-d'Or) qui attend un « credo de l'opposition pour l'alternance » afin que « le pays ne s'endorme pas dans un consensus anesthésiant ». Car beaucoup de parlementaires RPR redoutent que l'union des formations de l'opposition s'accompagne de compromis, d'affaiblissement et de paralysie, bien qu'ils ressentent cette coopération avec leurs partenaires comme indispensable. Cependant la volonté d'action à nouveau affirmée par M. Chirac pourrait leur redonner confiance. De même, les députés RPR fustigent affligés par les dissensions de l'UDF, toujours attentifs et circonspects à l'égard des centristes, sont tentés par la vanité qui les pousserait à bien souligner que leur parti est redevenu le plus solide et le moins troublé de l'opposition.

Plus sévères pourraient être le porte-parole de l'association, Présence et action du gaullisme. Ainsi, M. Kasperk (Paris) est sceptique

ANDRÉ PASSERON

Les réflexions du PS sur le scrutin sénatorial

Les sénateurs socialistes n'avaient pas attendu l'issue du scrutin du 24 septembre pour réfléchir à une réforme du mode d'élection à la seconde chambre du Parlement. Au lendemain de la conférence de presse de M. Pierre Joxe qui, à lundi 25 septembre, fait part de sa volonté de réformer le mode de scrutin sénatorial, le groupe socialiste du Sénat vient, à son tour, de diffuser le rapport réalisé avant l'été à ce sujet par M. Guy Allouche.

Le sénateur du Nord avance ainsi trois propositions afin de faire disparaître « le caractère inégalitaire du système électoral sénatorial ». Car, affirme M. Allouche, le Sénat « ne reflète aucunement l'évolution urbaine de la France et la population rurale y est sur-représentée ». Il préconise d'abord l'élargissement du collège électoral issu des municipalités de plus de 3 500 habitants qui représentent 6,3 % du nombre total des communes et 65,5 % de la population globale.

Ayant, de surcroît, constaté qu'un sénateur, seul élu dans un département, « pèse » en moyenne 113 843 habitants alors qu'un élu à la proportionnelle en représente 210 320, M. Allouche propose également de réviser le nombre de sénateurs désignés dans chaque département sur la base du recensement prévu en mars 1990. Une décision du Conseil constitutionnel avait ainsi permis, en 1986, de rééquilibrer « le poids démographique » de chaque député. Le dépôt d'une loi organique est toutefois obligatoire en cas d'augmentation du nombre des sièges au palais du Luxembourg. Enfin, si M. Allouche se déclare favorable au maintien d'un mode de scrutin mixte, il souhaite que la représentation proportionnelle soit appliquée aux départements désignant trois sénateurs ou plus (au lieu de cinq ou plus, comme actuellement).

Autre suggestion du sénateur du Nord, l'abaissement de l'âge d'éligibilité des sénateurs à trente ans au lieu de trente-cinq comme aujourd'hui. Cette mesure nécessiterait également le dépôt d'un projet de loi organique.

M. Le Pen face à ses « horlogers »...

M. Jean-Marie Le Pen est-il capable de faire de la politique autrement qu'en réduisant régulièrement son message à des diatribes contre les juifs, les immigrés ou les franc-maçons ? Non, répondent ses détracteurs, car sa clientèle n'aime que ce fond de commerce. Oui, rétorquent ses partisans qui voient dans le Front national la force d'avenir de l'opposition face aux socialistes.

Force est de constater que le président du mouvement d'extrême droite a construit l'essentiel de sa notoriété des années 80, d'abord sur le rejet des immigrés maghrébins, ensuite sur la mise en cause des juifs - pas sans les juifs, prend-il toujours soin de préciser - et des loges maçonniques. Et tous les ans, M. Le Pen s'applique à tirer sur les ficelles du même processus « politico-médiatique », ce qui lui permet de dénoncer « la diabolisation » ou « le procès en sorcellerie » dont il se dit victime alors qu'il en a fait lui-même méthodiquement l'instrument.

M. Bruno Mégret, délégué général du FN, résume - à sa manière - les étapes de ce scénario répétitif : « Événement prétexte, campagne médiatique d'anathèmes, exploitation politique sur les thèmes de l'affaiblissement ou de l'éclatement du Front national ».

L'année 1989 n'aura pas fait exception à la règle. En plein mois d'août, M. Le Pen a dénoncé le rôle joué par « l'Internationale juive » dans la création de l'esprit antinational, en sachant pertinemment qu'il allait provoquer un tollé, puisque c'était le but de l'opération.

Mais cette fois-ci, le président du groupe « technique » des droites européennes s'est fait voler la vedette par M. Claude Autant-Lara qui a laissé libre cours à son antisémitisme. M. Le Pen est bien revenu à la charge contre l'« Internationale juive » sur Europe 1, mercredi 27 septembre, mais le remake est tombé à plat. A la veille de la fête annuelle du mouvement, samedi 30 septembre et dimanche 1^{er} octobre sur l'hippodrome d'Anteuil, le président du FN devait se donner une troisième chance sur RTL.

Cette insistance à attirer les projecteurs sur sa personne, alors même qu'il est l'objet d'une action en justice pour ses propos de l'été, montre que M. Le Pen se lance délibérément dans l'élargissement du champ de ce qu'il considère comme sa propre « liberté d'expression ». Depuis plusieurs semaines, la presse d'extrême droite a fait de cette notion un cheval de bataille, ce qui a conduit non seulement à légitimement condamner l'agression contre M. Robert Faurisson mais encore à revendiquer implicitement une identité de vue avec ce chantre du

« révisionnisme », négateur des chambres à gaz et de l'Holocauste.

A l'évidence, l'extrême droite française n'arrive pas vraiment à se départir de ses deux démons qui provoquent, avec la même régularité, des vagues plus ou moins importantes de démissions, de départs ou d'exclusions. Les dirigeants du Front national expliquent que ces « remous » sont logiques dans les rangs d'un « mouvement jeune » dont tout les cadres n'ont pas « une maturité politique suffisante », en oubliant probablement que ce cartel électoral est né le 5 octobre 1972, il y a dix-sept ans ! Il a donc un certain âge, à moins de considérer que sa naissance réelle remonte à l'époque du ralliement des transfuges RPR et UDF-PR, c'est-à-dire au début des années 80.

L'héritage de Jean-Pierre Stirbois

Les « solidaristes » - tendance opposée au communisme soviétique et à l'impérialisme américain - dont le chef de file le plus connu était Jean-Pierre Stirbois, ne partagent évidemment pas cette appréciation. Cette divergence n'est qu'un des aspects des enjeux stratégiques du huitième congrès du Front, en avril prochain, qui sera précédé par un conseil national, le 28 octobre, pour en faire le cadre institutionnel.

Ceux que M. Jean-Claude Martinez, remplaçant au Parlement européen de M. Autant-Lara, démissionnaire, appelle les « horlogers », en référence au Club de l'Horloge, qui est leur moule commun, espèrent faire sortir le mouvement d'extrême droite de son ghetto, en faisant de lui une « force de recours » car ils estiment que le RPR et l'UDF se sont irrémédiablement fourvoyés.

« L'héritage de Stirbois n'est pas la place publique des critiques contre le parti ». Il oppose à cette attitude celle du conseiller régional haut-rhinois Gérard Freudet, démissionnaire également, mais officiellement « pour raisons professionnelles ».

Dans cette affaire, les bas-rhinois, il n'est facile de juger si la fracture casse en deux le parti : les démissionnaires sont certainement les plus connus des militants du Front national départemental. M. Spielier, surtout, incarne depuis plu-

OLIVIER BIFFAUD

Confusion en Alsace

La crise qui affecte depuis plusieurs semaines les fédérations du Front national dans les deux départements alsaciens est loin d'être résolue. Elle est significative des accès de contestation chronique qui minent le mouvement lepéniste en opposant de plus en plus les dirigeants parisiens aux responsables provinciaux.

STRASBOURG

de nos correspondants

Une assemblée générale, fin octobre, autour de M. Le Pen décidera des nouvelles structures de la fédération du Bas-Rhin du Front national. Le secrétaire aux fédérations, M. Dominique Cheboche, a mis en place provisoirement une direction collégiale autour des deux conseillers régionaux restés « dans la ligne » du parti, M^{me} France Douard et M. Walter Krieger. Il a solennellement demandé aux anciens responsables de la fédération, qui avaient en bloc démissionné de leurs postes, (le Monde du 16 septembre), de « rendre leurs mandats au parti » : parmi eux, figurent en effet deux conseillers régionaux, MM. Robert Spielier et Michel Feuilles, et six conseillers municipaux. Ceux-ci avaient déjà refusé : M. Spielier, ancien député bas-rhinois, explique que « le mouvement [lui] doit autant qu'il doit au mouvement » ; « nous sommes quittes », a-t-il ajouté ; M. Cheboche a promis le conseil de discipline aux dissidents. Leur grande faute, estime-t-il, est d'avoir « mis sur la place publique des critiques contre le parti ». Il oppose à cette attitude celle du conseiller régional haut-rhinois Gérard Freudet, démissionnaire également, mais officiellement « pour raisons professionnelles ».

Dans cette affaire, les bas-rhinois, il n'est facile de juger si la fracture casse en deux le parti : les démissionnaires sont certainement les plus connus des militants du Front national départemental. M. Spielier, surtout, incarne depuis plu-

sieurs années l'image du Front national dans le Bas-Rhin. Présent au second tour des municipales à Strasbourg, il a gagné trois sièges, et surtout imposé un discours ciblé sur son électeur régional : l'argumentaire traditionnel du Front national mais aussi la défense de la langue et de la culture régionales. A deux reprises au moins, il s'était avoué gêné par les excès de langage des amis de M. Le Pen, dans l'affaire du « détail » et dans les récentes déclarations de M. Claude Autant-Lara.

Pour autant, le vote alsacien en faveur de M. Le Pen, qui a culminé à 22 % au premier tour de la présidentielle, est assez composite. Les « fidèles » du Front tablent sur l'image de leur président national, tandis que les dissidents veulent continuer à jouer une carte « alsacienne, nationale, européenne » en gardant les coudees franches par rapport à Paris. L'absence de scrutin proche ne permettra pas de vérifier l'impact de cette situation. De leur côté, les démissionnaires, qui dénoncent le « bureau bidois » mis en place par M. Cheboche, se refusent à construire un parti bas-rhinois ou régional ; ils réclament actuellement à une structure associative qui leur permette non seulement d'accueillir leurs militants en ville, déjà actifs au sein du groupe Strasbourg d'abord, constitué pour les dernières municipales, mais aussi leurs adhérents et sympathisants dans les campagnes alsaciennes. Là aussi une assemblée générale doit avoir lieu courant octobre.

Le secrétaire régional démissionnaire du Haut-Rhin, M. Freudet, confirme volontiers, pour sa part, que sa décision a été motivée par des raisons strictement personnelles, mais après avoir clairement exprimé son mécontentement lors de l'intervention de M. Claude Autant-Lara le 4 octobre-vingt-huit ans on n'est pas avenir d'espérer...), il ne nie pas qu'en Alsace, plus qu'ailleurs peut-être, les dissidents parisiens « commencent à bien faire ».

JACQUES FORTIER et BERNARD LEDERER

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES FEMMES EN MARCHÉ

Avec notamment des articles de : Yvette ROUDY, Sébastien ROYAL, Benoît GROLLET, Elisabeth GANDINIER, Colette AUDIT.

Envoyer 80 F (tarif de 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en joignant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

[François Musso, né en 1935, est agriculteur. L'ancien président de la FRSEA de l'Alpe-Méditerranée est aussi conseiller municipal RPR d'Alpaccio (Corse-du-Sud) et député européen sortant.]

18 « Le Journal d'un européen », par Philippe Bouchet
20 « L'abstraction européenne des années 50 »
22 Théâtre : de Robertos Almaguera
24 Football : les ambages britanniques des Canaries

Un continent en quête d'un océan d'images

Les Assises européennes de l'audiovisuel seront ouvertes samedi matin 30 septembre à Paris par M. François Mitterrand et permettront à trois cents experts indépendants venus de vingt-sept pays d'Europe - de l'Est comme de l'Ouest - de dresser l'état des lieux de l'audiovisuel européen.

Les conclusions des débats feront l'objet, lundi 2 octobre, d'une déclaration politique des ministres des pays représentés, et seront soumises au prochain sommet des Douze de la CEE.

La directive « Télévision sans frontières », qui doit régir la circulation des images dans l'Europe des Douze, sera au centre des préoccupations, puisque le conseil des ministres européen doit en discuter le 2 octobre. Créateurs et producteurs, en tout cas, ont pris date en formulant leur propre catalogue de revendications (lire page 14). Quant aux télévisions privées, l'exemple néerlandais est là pour nous montrer que, réglementations nationales ou pas, les satellites, par nature, ne s'embarrassent pas de frontières.

Il y avait sans doute quelque chose de bon, d'optimiste - à douter du nom « dynamique » de « Euréka » - en plus aux coteries européennes. « Euréka » (« j'ai trouvé » en grec) sonne en effet d'ensemble comme une promesse de solutions efficaces aux questions les plus ardues, alors que les Européens, souvent accablés sur les fruits d'une collaboration dans le domaine culturel, en sont encore à dresser l'inventaire de leurs problèmes communs. Mais ce défi n'est pas pour déplaire à M. Mitterrand, auteur du projet et père de la famille.

Fort des succès remportés par les industriels européens réunis dans l'« Euréka » de la technologie, le président de la République française avait en effet profité de la réunion du conseil européen à Rhodes, les 2 et 3 décembre 1988, pour lancer solennellement le projet - en lui donnant une résonance résolument politique - et proposer aux Douze une stratégie de coopération de leurs petits écrans. Tout le monde - y compris M. Thatcher - avait alors applaudi.

Car la démarche s'appuyait sur quelques chiffres éloquentes et un constat effrayant : l'Europe ne produit pas assez d'images. Tandis que se multiplient les chaînes, l'approvisionnement en programmes se fait de plus en plus dépendant à l'étranger, et la dépendance à l'égard des États-Unis ne fait qu'augmenter. Le besoin total de programmes de fiction et de documentaires en Europe atteindra prochainement 125 000 heures annuelles. Or la capacité de production actuelle de l'Europe occidentale (télévision et cinéma confondus) est inférieure à 20 000 heures. L'urgence est là, que soulignent encore les prévisions réalisées par l'industrie audiovisuelle

américaine misant sur un triplement de ses exportations de programmes en Europe d'ici à 1993.

Certes, dans chaque pays de la Communauté, les fournisseurs audiovisuels gardent une place essentielle, et les programmes sont à plus de 50 % d'origine européenne (le Monde du 14 septembre). Mais les situations varient largement selon la nature de chaque chaîne (les chaînes privées étant beaucoup plus ouvertes au vent du large), et à l'échelle de l'Europe, la principale source de programmes est... américaine.

Les enjeux culturels

D'où la nécessité d'un sens des pays européens. Pour produire bien sûr, et même coproduire ; pour « décoller » les coteries des professionnels, favoriser les rencontres et brassages d'équipes internationales, parfaire des formations communes. D'où aussi l'urgence d'une prise de conscience des enjeux culturels ainsi posés par l'industrie des images. Une industrie défective, mais qui devrait étudier davantage l'organisation du marché, comme tout de la validité des chaînes mais aussi de la similitude des situations dans les différents pays (une ou deux grandes chaînes populaires, d'autres de complément) ; prospecter et anticiper ensemble le développement de nouveaux médias.

Car c'est cela, l'esprit Euréka : d'une sensibilisation sur les enjeux culturels de la télévision de demain, faire naître parmi les États une ambition, un volontarisme communs pour fédérer les forces et les talents des divers pays d'Europe. Quant à la méthode, elle se veut pragmatique : pas de déclaration fleuve ou de serments grandiloquents ; pas de référence à la fameuse directive discutée en d'autres lieux... Et pas de fonds importants à distribuer aux professionnels. Une leçon que certains syndicats feraient payer cher à l'Euréka, habitués à ne jurer la crédibilité d'un projet qu'à l'aune des millions d'euros de subventions.

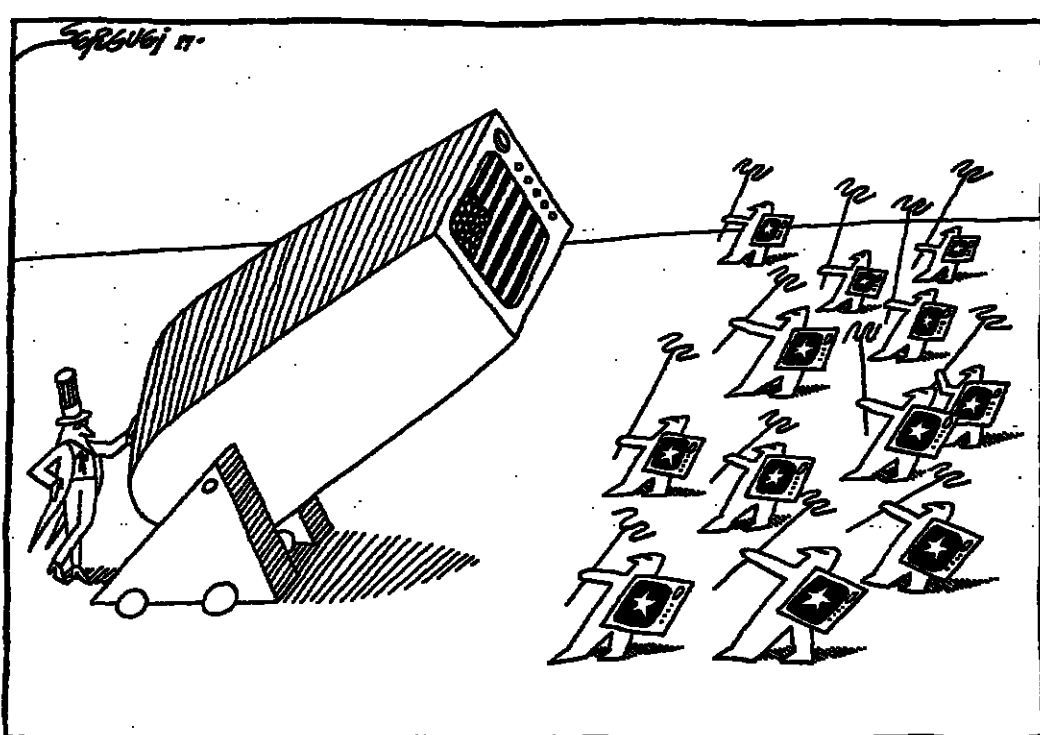
La n'est pas sa démarche, comme en témoignent, parmi d'autres, cet extrait d'un pré-projet sur la communication réunissant les préoccupations des ministres : « Chercher dans la mesure du possible des solutions ne réclamant aucune aide, subvention ou protection ; favoriser la concurrence, la compétition, le jeu du marché ; ne pas faire table rase du passé, mais renforcer et améliorer les actions positives existantes (...) ; proposer des solutions concrètes et pragmatiques, aussi facilement applicables que possible par les professionnels, les pouvoirs publics et les institutions européennes... » Un langage détonnant pour nombre d'organisations professionnelles françaises - qui estiment avoir été tenues à l'écart de la préparation des assises - et certainement plus convaincant pour les étrangers, souvent indignés, de leur côté, par la nature des revendications françaises, attachées aux systèmes d'aides financières et à une réglementation de type protectionniste.

Alors qu'attendre de ces premières assises inaugurées par le président de la République et closes, lundi 2 octobre, en présence d'un vingtaine de ministres venus des quatre coins d'Europe ? D'abord un inventaire minutieux des obstacles à la compétitivité de l'industrie européenne de l'image ; des propositions d'orientation et de mesures visant à dynamiser la production et la coproduction ; faciliter la formation, réunir les informations et projets ; favoriser un véritable marché européen de programmes. Et puis, fortement, une impulsion pour intensifier les liens entre les entreprises européennes et leurs artisans, et déclencher chez les professionnels, le « réflexe européen ».

Cette impulsion, déterminante par le succès d'Euréka ne se mesurera ni en écus ni en décibels, mais pourrait engendrer des effets rapides. La qualité et la diversité des invités réunis ce week-end à Paris (de l'Anglais Attenborough à l'Espagnol Solana en passant par le Hongrois Szabo, l'Allemand Moritz, l'Italien Scallio, le Soviétique Konchalovski), - qui échappent pour beaucoup aux lobbies médiatiques - sont, dans cette perspective, un atout.

Pour la France, organisatrice de ces assises, toujours jugée arrogante et donneuse de leçons en matière de politique culturelle, l'occasion est belle de corriger l'image. Mais qui sait que l'enjeu est aussi politique ?

ANNICK COJEAN



POINT DE VUE

Construire sur les libertés

par Gérard Worms et Marc Tessier

Les assises européennes de l'audiovisuel s'ouvrent dans une atmosphère de crise, voire dans cette cacophonie dont la télévision est coutumière, en France comme en Europe. Le pessimisme des professionnels est-il justifié ? Sans doute, si l'on observe les statistiques de productions et d'échanges. Mais est-ce le bon angle d'étude ? Ne faut-il pas plutôt, et au préalable, regarder les programmes diffusés et s'interroger sur l'existence d'une Europe audiovisuelle, telle qu'elle est vue par les téléspectateurs ?

Car cette Europe est une réalité. Que les horaires soient différents ou que le style de certaines émissions comme « l'Unité » des grilles de programmation soient plus ou moins novateurs ne doit pas dissimuler l'essentiel : bonne ou mauvaise, les Européens font la même télévision. Leur génie inventif réside moins dans la manière de concevoir les programmes, considérés ou interdits, parfois d'ailleurs de manière surprenante : les États les moins libéraux sont ceux du Nord, les plus pragmatiques, ceux du Sud. Le plus rationnel, la Grande-Bretagne, le plus décau tant il a connu d'allers et retours réglementaires, la France. Quant à l'Allemagne, elle n'en finit pas de coordonner les onze États qui la composent.

Supprimer les réglementations nationales ne suffirait pourtant pas. Il faut aussi construire un cadre nouveau. Le laisser-faire serait vécu comme une provocation par tous ceux qui sont attachés à leur langue et à leur identité, et pourrait conduire à des abus de position dominante, là où le pluralisme est nécessaire. La

création exige que soient préservées certaines règles spécifiques à un secteur économique, en de nombreux points originaux par son fonctionnement et son financement.

S'il s'agit de construire sur des bases nouvelles, pourquoi ne pas partir de l'essentiel : les libertés. Concrètement, ne pourrions-nous pas s'écarter des maintenant à concevoir un corps européen de règles déontologiques sur des points aussi essentiels que le droit à l'information, le droit de réponse, la protection des minorités, celle des enfants, et, cherté encore plus ambitieuse, le statut des journalistes de la télévision ?

Produire plus créer mieux

Autant de domaines où un consensus peut rapidement se dégager entre pays qui partagent les mêmes valeurs, même s'ils les expriment parfois de manières différentes. Un conseil formé de représentants des organismes nationaux de régulation (la CSA en France) ou, lorsqu'ils n'existent pas, des instances judiciaires les plus élevées, pourrait être constitué à cet effet. Ses propositions seraient soumises au Parlement européen et mises en œuvre soit dans le cadre des procédures communautaires existantes, soit par traité. Quel symbole si l'Europe se dotait d'un code sur les libertés audiovisuelles !

Les libertés se nourrissent du pluralisme des acteurs économiques. L'Europe dispose d'un arsenal juridique dans ce domaine. Il convient de l'adapter à l'audiovisuel, en mettant

l'accent sur les problèmes spécifiques à la télévision : répartition du capital des sociétés de diffusion - droits d'exclusivité et droits des auteurs-producteurs à voir leurs œuvres rediffusées - relations producteurs-diffuseurs-châliodistributeurs... toutes questions d'actualité qui ne peuvent être laissées en suspens.

Enfin, il faut produire plus, créer mieux, échanger entre pays européens. Pour y parvenir, trois priorités s'imposent : d'abord harmoniser les règles et rémunérations applicables aux droits d'auteurs ensuite instituer des obligations de production homogène en Europe pour tout diffuseur ayant accès à un nombre donné de téléspectateurs dans sa langue de diffusion (pour éviter de surcharger de contraintes les chaînes les plus petites) ; enfin concevoir des mécanismes de soutien, si possible décentralisés et fondés soit sur la langue de production, soit sur la diffusion du même programme dans plusieurs territoires européens.

Il existe une Europe de la télévision. Trop d'éléments unissent les téléspectateurs de tous les pays qui constituent l'Europe pour que des opérateurs privés ne soient pas à la fois capables et désireux d'en tirer profit pour constituer des réseaux qui se joueraient des frontières. L'enjeu de ces assises est de savoir si cette Europe sera être pluraliste, soucieuse des libertés, et créative.

► animateurs du Groupe d'études et de mobilisation Europe 83 sur l'audiovisuel, M. Worms est par ailleurs directeur général de Suaz. M. Tessier est directeur général de Canal + - Satellite.

Aux Pays-Bas

Véronique en avance d'une directive

AMSTERDAM

de notre correspondant

Le débat sur la télévision commerciale, qui agite depuis plusieurs mois les milieux néerlandais de la communication, a connu, le jeudi 28 septembre, un développement important. Sans attendre un éventuel accord des ministres européens sur le texte de la directive « Télévision sans frontières », le 3 octobre, le commissariat aux médias, gendarme du paysage audiovisuel des Pays-Bas, a donné son feu vert à la diffusion, par les réseaux câblés, de Véronique, une chaîne commerciale créée aux Pays-Bas, d'où elle est dirigée, mais diffusée depuis le Luxembourg, avec la complicité de la Compagnie luxembourgeoise de télévision (CLT). Cette dernière, qui en est actionnaire, lui a d'ailleurs récemment donné le droit de s'appeler RTL Véronique. Véronique commencera ses émissions le 2 octobre et sera la première télévision destinée au public néerlandais à ne vivre que de la publicité.

Deux poids, deux mesures ?

Le commissariat aux médias a, en revanche, considéré que la diffusion par les câblodistributeurs d'une autre chaîne privée - TV 10 - était impossible. Créée aux Pays-Bas et destinée, comme Véronique, au public néerlandophone, TV 10 s'est également installée - juridiquement et techniquement - au Luxembourg. Le commissariat a pourtant refusé de la considérer comme une « télévision étrangère », jugeant qu'il s'agissait au contraire d'une chaîne nationale « camouflée », créée dans le seul but de contourner une loi interdisant la diffusion de programmes commerciaux.

Deux poids, deux mesures ? le commissariat

s'en est tenu à des critères « objectifs » : l'actionnaire de TV 10 est entièrement néerlandais et ses programmes sont animés par des vedettes du petit écran national. Son signal, par ailleurs, ne fait que transiter par le grand-duché de Luxembourg, contrairement à celui de Véronique, qui est émis simultanément par voie hertzienne et par le satellite Astra, lequel le répercuta sur les têtes de réseaux câblés des Pays-Bas.

TV 10 persiste dans l'intention de commencer à émettre le 28 octobre. D'ici là, elle pourrait ouvrir son capital à des investisseurs étrangers : on parle du groupe suédois Eselste, qui sous-tout à la chaîne néerlandaise le canal dont il est titulaire sur le satellite Astra.

La décision du commissariat aux médias est en tout cas loin d'avoir clarifié la situation chaotique du paysage audiovisuel néerlandais. L'organisme de radio-télévision publique NOS, la régie publicitaire STERN et l'Association néerlandaise des éditeurs de quotidiens (NED) ont annoncé une série de procès contre six réseaux câblés, qui s'apparentent à diffuser la nouvelle version, ainsi que, contre le commissariat aux médias. Le jugement de Solomon rendu par ce dernier n'est pas non plus du goût du ministre de la culture. Ce dernier estime que TV 10 et RTL Véronique sont tous les deux en infraction avec la loi nationale et envisage donc de saisir le Conseil d'État.

La juridiction administrative devrait arbitrer le débat à la lumière de la législation européenne. La directive « Télévision sans frontières » sera-t-elle alors prête et, si oui, laissera-t-elle aux États ou aux instances de régulation le droit de barrer la route à des « astuces » de type TV 10 ? Réponse le 3 octobre.

CHRISTIAN CHARTIER

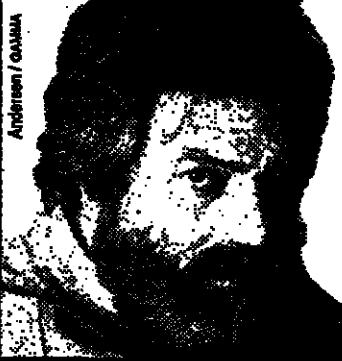
MAREK HALTER

Les fils d'Abraham

Un livre si profond sous son apparence romanesque...
Philippe Sollers / LE FIGARO

Le récit est envoiçant, pittoresque, mené à un train d'enfer, et crêpe de révélation déconcertantes...

Jean Lacouture / LE NOUVEL OBSERVATEUR



Trois séances de signatures exceptionnelles dans les DRUGSTORES PUBLICIS

DRUGSTORE MATHIGNON le 4 octobre de 12 h à 13 h 30
DRUGSTORE ÉTOILE CHAMPS-ÉLYSÉES le 4 octobre de 18 h à 20 h
DRUGSTORE ST-GERMAIN le 6 octobre de 18 h à 20 h

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

COMMUNICATION

Les Assises européennes de l'audiovisuel

Les professionnels du cinéma et de la télévision demandent un milliard d'écus sur cinq ans

Un milliard d'écus (7 milliards de francs) sur cinq ans ! C'est la demande-clé que les professionnels européens du cinéma et de la télévision — auteurs, réalisateurs, artistes, producteurs — ont solennellement présentée, jeudi 28 septembre, à la veille des assises de l'audiovisuel.

Les organisations professionnelles, qui estiment avoir été tenues à l'écart de la préparation de ce grand rendez-vous européen, ont donc choisi de prendre date avant l'ouverture des travaux, en élaborant leur propre manifeste pour un « véritable » Eureka de l'audiovisuel. Un manifeste-catalogue de propositions concrètes qui s'inscrit dans la droite ligne des travaux de l'Année européenne du cinéma et de la télévision — le colloque de Venise et la charte de Delphes, notamment — et dont la crédibilité est renforcée par le soutien que lui apporte l'Union européenne de radiodiffusion (UER) malgré les

réerves de certaines télévisions privées.

Aucune relance sérieuse de la production cinématographique et audiovisuelle n'est en effet possible, selon ces professionnels, sans la création d'un fonds d'aide autonome à la coproduction et la codistribution d'œuvres européennes.

Une aide limitée dans le temps

Une aide massive, mais limitée dans le temps, et qui devrait s'accompagner d'une panoplie de mesures concrètes allant de la protection des œuvres à l'organisation des marchés, en passant par l'éducation, la formation professionnelle ou bien encore la nécessaire solidarité des grands Etats et des instances européennes avec les petits pays ou les cultures minoritaires...

La protection des œuvres ? Les professionnels la souhaitent très

stricte, renforcée même par la généralisation de la redevance sur la copie privée. L'organisation des marchés ? Ils la veulent transparente grâce à la création d'un observatoire de la production et de l'exploitation des œuvres. Quant aux règles de diffusion, les organisations européennes signataires insistent désormais sur la nécessité d'une lutte renforcée contre les opérateurs de télévision qui tentent d'implanter au-delà de leurs frontières nationales, pour bénéficier d'une réglementation plus laxiste. Enfin, dernier point mis en avant par les professionnels, la nécessaire création d'un organisme permanent de concertation obligatoirement consulté par le Conseil de l'Europe ou la Communauté européenne.

Bref, les professionnels demandent que, par son ampleur, l'Eureka de l'audiovisuel soit l'équivalent de l'Eureka technologique. Les assises diront s'ils ont été entendus.

P.-A. G.

Projets d'extension pour une chaîne musicale

Le crescendo de MCM

Installé depuis le 1^{er} juillet sur les antennes de Télé-Monte-Carlo, le programme musical Monte-Carlo Musique (MCM) a satisfait ses dirigeants après ses trois premiers mois de diffusion. Sur un « bassin » de 2,2 millions de téléspectateurs, la chaîne estime capter entre 5 % et 10 % du marché de l'audience avec ses émissions en majorité francophones (55 %) et produites en Europe (70 %). Celle qui se décrit comme « la plus FM des télé » veut enrichir progressivement une grille au rythme rapide, dont la mascotte (un petit dauphin rouge) est déjà familière à un public jeune. Elle songe même à fournir des émissions à une chaîne américaine du réseau public PBS, ou à la chaîne francophone TV 5.

Mais d'abord, MCM veut étendre sa zone de diffusion et vient pour cela de passer un accord avec Télé-Toulouse. La chaîne de la Ville rose (qui couvre près de 400 000 habitants) reprendra MCM dès octobre, en complément de son programme propre. Une vingtaine de réseaux câblés vont

aussi distribuer MCM d'ici à la fin de l'année, en commençant par Nîmes, Mantes, Versailles, Evry, Lyon... Avec ce surcroît d'audience et de notoriété, la chaîne espère convaincre de nouveaux annonceurs publicitaires, dont elle attend de 15 à 20 millions de francs de recettes pour son premier exercice, sur un budget total de 20 à 25 millions de francs.

Les actionnaires de la société Eurumusique, qui fabrique MCM (15 % Générale des eaux, 15 % Caisse des dépôts, 12 % NRJ, 12 % RMC, 10 % GMF, ainsi que des éditeurs de musique et des banques), viennent de porter son capital à 10 millions de francs. En complément du canal qu'elle a obtenu sur le satellite TDF 1, la chaîne thématique réclame des fréquences hertziennes terrestres, notamment en région parisienne, qui lui assureraient le bassin de 10 à 15 millions d'habitants dont elle estime avoir besoin pour vivre.

M. C. I.

En proie à un grave déficit financier

Dargaud éditeur en pleine restructuration

M. Jérôme Malavoy, PDG de Dargaud éditeur, vient de présenter les grandes lignes de restructuration de la célèbre maison de bandes dessinées (Asterix, Lucky Luke, etc.). Cette restructuration de la maison d'édition rachetée en décembre 1988 à son fondateur, M. Georges Dargaud, par le groupe Médias-Participations était nécessaire par des pertes financières évaluées à 40 millions de francs en 1988 (pour un chiffre d'affaires de 350 millions).

M. Malavoy, se fondant sur le moindre intérêt manifesté par les moins de vingt-cinq ans pour la BD, a décidé de créer deux catalogues distincts : un catalogue « grand public » et un catalogue intitulé « Images-Passion », dont « les œuvres seront destinées aux fans de BD » et à un public plus averti. Les deux catalogues bénéficieront d'une promotion et d'une diffusion spécifiques. Ainsi les BD « grand public » seront distribuées à la fois dans les grandes surfaces et en librairie, les ouvrages du catalogue « Images-Passion » étant davantage réservés au réseau librairie.

Le mensuel Pilote, dont la vente s'est effondrée (25 000 exemplaires actuellement), comme c'est le cas pour d'autres titres de la presse BD, verra sa publication interrompue. Une nouvelle formule, plus proche du grand public et plus proche des jeunes lecteurs, naîtra en décembre sous la direction de Michel Greg, le « père » d'Achille Talon. Et un comité de lecture des albums, composé de professionnels de la BD et de lecteurs, sera constitué sous sa présidence.

Cette restructuration de Dargaud a causé un certain émoi parmi les collaborateurs de la société. Les déclarations, la semaine dernière, de M. Jean-Loup Dherse, PDG de Médias-Participations, selon lequel « ces mesures étaient prises sur des critères uniquement économiques », en ont surpris plus d'un. Plusieurs auteurs craignent que cette restructuration ne cache une « moralisation » de la BD chez Dargaud.

Y.-M. L.

Les nouveaux états-majors d'A2 et de FR3 se mettent en place

Les nouvelles équipes dirigeantes d'Antenne 2 et de FR3 se mettent progressivement en place. Les conseils d'administration des deux chaînes ont respectivement entériné, mercredi 27 septembre, les nominations de M. Jean-Michel Gaillard et de M. Dominique Alduy, comme directeurs généraux, mandataires sociaux (le Monde du 28 septembre). A Antenne 2, M. Gaillard sera entouré, comme prévu, de M. Eric Ruggieri à la direction des programmes et de M. Jean Rozat à la direction déléguée à la production, M. Claude Carré étant reconduit à son poste de directeur de la rédaction. Selon des organisations syndicales repues jeudi par M. Philippe Guillemin, un directeur délégué à la gestion devrait être prochainement désigné. Une nomination

d'autant plus urgente que la chaîne devrait connaître cette année un déficit de 200 à 250 millions de francs.

A FR3, M. Alduy a, comme prévu, nommé Michelle Vallon directrice déléguée à la production et promu M. Michel Gazeau jusqu'à directeur financier, directeur délégué à la gestion. De source syndicale, un troisième directeur sera ultérieurement désigné à la régionalisation.

Enfin, M. Guillemin a confirmé qu'il n'y aurait pas de filiale commune à Antenne 2 et à FR3 pour financer de la coproduction cinématographique, respectant ainsi le souhait des pouvoirs publics et les professionnels du septième art.

EN BREF

□ **TF1 contre les tarifs « discriminatoires » de TDF.** — M. Patrick Le Lay, PDG de TF1, a annoncé le 27 septembre que sa chaîne allait attaquer la société nationale Télédiffusion de France (TDF) devant le tribunal de commerce, pour « tarifs discriminatoires ». TF1 estime anormal de déboursier pour sa diffusion plus de 500 millions de francs annuels, alors que la Cinq (qui ne couvre que 75 % du territoire) paie moins de 200 millions annuels.

□ **Naissance d'une « Fondation Hachette ».** — Le groupe Hachette a annoncé la création d'une fondation destinée à « sauvegarder, promouvoir et diffuser la création littéraire et audiovisuelle ». Présidée par M. Jean-Luc Lagardère, la Fondation Hachette devrait notamment constituer un fond de manuscrits et d'éditions rares au profit des chercheurs et des musées. Elle attribuerait en outre des bourses d'étude à de « jeunes talents » sélectionnés par un jury de personnalités. Hachette entend enfin favoriser l'accès au savoir et à la création, « en particulier pour ceux qui vivent dans un environnement social difficile ». Les groupes

de travail et les moyens dont sera pourvue la Fondation seront définis courant octobre, lors de la réunion du premier comité d'orientation.

□ **Les matches du Paris-Saint-Germain sur la chaîne locale Paris-Prémière.** — Paris-Prémière, la chaîne locale des réseaux câblés de la région parisienne, gérée par la Lyonnaise des eaux, vient de signer un accord avec le club de football Paris-Saint-Germain. La chaîne retransmettra les matches à domicile du club, tant en championnat qu'en coupe de France et en coupe d'Europe, à l'exception de ceux diffusés sur une chaîne nationale. Premier du genre, cet accord devrait constituer un important facteur d'appel pour le câble. Il est le fruit d'un partenariat multiple, puisque les images tournées par Paris-Prémière seront aussi utilisées par TF1 pour ses magazines sportifs. Une détermination essentielle des droits télévisés du football, grâce à son accord avec la ligue nationale de football.

□ **Sony rachète une nouvelle société de production américaine.** — Au lendemain de son accord

avec Columbia pour le rachat de la prestigieuse compagnie américaine, Sony a annoncé l'acquisition de Guber-Peters Entertainment pour la somme de 200 millions de dollars (1,26 milliard de francs). Connu pour leur efficacité dans le domaine de la production, les deux associés responsables de la société, MM. Peter Guber et Jon Peters, seraient en fait pressentis par le géant japonais pour prendre la tête de Columbia, dont les dirigeants actuels ont annoncé leur prochaine démission.

□ **Alex Spoon, nouveau président de « Newsweek ».** — M. Alex Spoon, l'un des trois membres du comité de direction qui gèrent l'hébdomadaire américain Newsweek depuis le départ de son ancien directeur au printemps dernier, vient d'être nommé président de Newsweek (tirage : 3,2 millions d'exemplaires). M. Spoon, qui est âgé de trente-huit ans, était entré dans le groupe de presse The Washington Post Co, propriétaire de l'hébdomadaire, en 1982, et assurait depuis 1987 les fonctions de vice-président chargé des finances.



TRENET

PALAIS DES CONGRÈS DU 17 OCTOBRE AU 8 NOVEMBRE

LOCATION: (1) 46.40.28.20

PALAIS DES CONGRÈS, FNAC, AGENCES, MINITEL 36.15 EUROPE 1 ET PAR CORRESPONDANCE: SPECTACLE CHARLES TRENET - PALAIS DES CONGRÈS - PORTE MAILLOT - BP 7 - 75017 PARIS



EUROPE 1
C'est la pêche.



INDIVIDU ET SOCIÉTÉ

L'individu dans ses rapports avec la famille, l'école, la santé, etc.
Un regard sur les valeurs et les mutations de la société contemporaine.

- LA MÈRE
- L'ENFANT LECTEUR
- ODEURS
- ÉTHIQUE, CORPS ET ÂME
- ABANDON, ADOPTION
- MARIAGE, MARIAGES
- L'ESPRIT DES DROGUES
- DIMANCHE
- NOURRITURES
- L'HÔPITAL À VIE

— EN LIBRAIRIE —

autrement
EDITIONS

Le Monde PLANTU

DES FOURMIS DANS LES JAMBES



L'ALBUM 89
184 PAGES — 250 DESSINS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

صوتك من الامم

Alors que le mouvement revendicatif des surveillants de prison touche un établissement sur trois

Le gouvernement considère comme « une urgence absolue » le rétablissement « de l'ordre et de la sécurité »

Le mouvement revendicatif des surveillants de prison, déclenché mercredi 27 septembre, s'est heurté dès sa deuxième journée à l'attitude de fermeté du gouvernement. Le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, a confirmé, jeudi, ce que son directeur de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Pierre Dintilhac était lui-même venu annoncer, dans la matinée, aux grévistes qui bloquaient la porte de la prison de la Santé, à Paris : une cinquantaine au moins de révocations de gardiens venaient d'être prononcées, notamment à l'encontre de grévistes de la Santé et des établissements lyonnais, en vertu du « statut spécial » régissant l'activité professionnelle des surveillants.

Vendredi matin, sur France-Inter, M. Michel Rocard a rappelé que les gardiens de prison n'avaient pas le droit de grève et que, compensation, ils percevaient une indemnité de sujétion spé-

ciale pénitentiaire représentant 22 % de leur salaire. « Il y a une règle du jeu, et les gardiens sont en train de la violer », a expliqué le premier ministre. Il y a rupture de parole. Comme M. Arpaillange, qui affirme dans l'édition de vendredi du Figaro que le rétablissement « de l'ordre et de la sécurité » constitue « une urgence absolue », M. Rocard estime que « l'Etat n'a pas le droit moral » de laisser « la pagaille » s'installer en milieu carcéral.

Ces révocations pour faits de grève interdite, déjà employées en 1957, lors d'un conflit de même nature dans l'administration pénitentiaire, ont amené l'intersyndicale des surveillants à renoncer à la rencontre prévue, jeudi soir, avec le garde des sceaux. Dans la plupart des sept établissements — soit un tiers des prisons — touchés par le mouvement, les syndicalistes de FO, de l'UFAP, du SNAPP,

de la CGT, du SPI et du SNPP recommandent même à leurs adhérents de refuser « la prise des clés », et aux équipes de jour de ne pas prendre leur poste. Cette consigne paraissait suivie, ce vendredi en début de matinée, dans la plupart des établissements de la région parisienne, ainsi qu'à Lyon. Toutefois, certains syndicats, à l'exemple de FO, conseillaient parallèlement aux surveillants d'assurer le petit déjeuner et les promenades du matin. Et même, à Lyon, les parloirs ont pu accueillir les familles.

Les forces de l'ordre faisaient toujours face, en début de journée, aux piquets de grève devant les prisons de Strasbourg, de Caen et de Rouen. Cependant, certaines extractions de détenus n'ont pas déclenché les mêmes bousculades que la veille au soir. Devant la maison d'arrêt de Fresnes, en effet, dix surveillants et trois policiers avaient été

blesés jeudi 28 septembre, au retour des détenus des tribunaux, lors d'échauffourées opposant les grévistes aux CRS. Les mêmes scènes se sont reproduites à Fleury-Mérogis et à Lyon.

Vendredi, les syndicats paraissent hésiter encore, malgré les consignes de durcissement, sur l'attitude à adopter. Sentant que ce mouvement n'avait guère d'autre choix que la fuite en avant ou la négociation, le gouvernement renouvelle ses offres de rencontre. M. Arpaillange souhaite être entendu « de la grande majorité » des gardiens, et M. Michel Rocard rappelle que les surveillants sont en outre conviés la semaine prochaine, comme l'ensemble de la fonction publique, à l'ouverture des discussions « pour une certaine prime de croissance ».

Abandons de poste de travail à Lyon

« Tes matons sont dans la rue ! »

LYON

de notre bureau régional

Dans les prisons lyonnaises la situation qui était jugée très sérieuse mercredi, est devenue, jeudi 28 septembre, « gravisante » de l'aveu même de leur directeur, M. André Olivier. En refusant de « prendre les clés », une partie des surveillants de Saint-Paul et de Saint-Joseph se sont engagés dans la voie — illégale au regard du statut — de la grève pure et simple et ont délibérément choisi l'épreuve de force.

Le fil des événements de la journée de jeudi s'écrit ce durcissement radical.

À 7 heures : soucieux de démentir la bombe à retardement que constitue la « suspension des parloirs » avec les familles, qui avait provoqué, la veille, la colère des détenus et de ceux qui venaient les visiter (le Monde du 29 septembre), l'administration fait intervenir les forces de l'ordre. Un détachement de CRS « libère » sans heurts l'accès de la prison Saint-Joseph pour permettre la circulation des véhicules utilisés pour les extractions judiciaires et organiser les visites des familles qui doivent avoir lieu de 8 h 15 à 11 heures. Malgré quelques légères bousculades et la grogne mal dominée des surveillants présents, la vie quotidienne de la prison est assurée dans des conditions à peu près normales, y compris la promenade réglementaire du matin, même si, à l'heure du déjeuner, des cadres administratifs doivent mettre la main à la pâte pour procéder à la distribution des repas.

À 13 heures : sur l'initiative des représentants de quatre organisations syndicales (l'UFAP, Force ouvrière, le SNAPP et le SNPP), la quasi-totalité des surveillants qui doivent assurer le relèvement de l'après-midi (une soixantaine de fonctionnaires) refusent de gagner leur poste de travail et se rassemblent devant le portail de la prison. Le directeur des deux établissements mitoyens, M. André Olivier, tra-

verse alors le cours Suchet et va à la rencontre du groupe pour procéder — devant les familles des détenus et les caméras des télévisions — à l'appel nominatif des surveillants réfractaires.

Considérant que le « devoir de réserve et les règles de sécurité » sont bafoués (leurs syndicats envisagent d'ailleurs de déposer une plainte auprès du procureur de la République), les grévistes tournent le dos et se réfugient à l'écart pour scander : « Olivier l'es fou, les matons sont dans la rue. » Un ultimatum leur est lancé et une note « à l'attention du personnel » est placardée sur la porte de la maison d'arrêt. On peut y lire : « Les fonctionnaires qui se sont délibérément placés en situation illégale ne pourront reprendre leur service qu'avec une autorisation expresse de l'administration. Celle-ci ne sera émise qu'après un entretien de chaque agent avec le directeur régional et moi-même », signé : « le Directeur ».

Séquestration
Pour faire face à l'urgence et afin de déposer d'un effectif minimal, la direction réquisitionne la plupart des surveillants qui viennent de terminer leur service (de 7 heures à 13 heures). Beaucoup d'entre eux effectueront ainsi une journée de travail de douze heures pleines, ceux dont le tour d'astreinte prévoit l'enchaînement d'un service de nuit (de 19 heures à 7 heures) obtiennent, toutefois, l'autorisation d'aller prendre quelques heures de repos à leur domicile à partir de quinze heures.

Si du côté des détenus le calme est relatif — à l'exception de quelques chuchotements sporadiques — la tension ne cesse de monter entre l'administration et les surveillants, qui estiment que cette réquisition correspond à une « séquestration arbitraire » ou à une « prise d'otages ». Le mouvement selon laquelle la liste des quarante-sept noms des surveillants « grévistes » a été transmise au directeur de l'administration pénitentiaire du ministère de la justice et la menace de révocation collective qu'elle laisse planer déclinant un peu plus le climat.

À 19 heures : la moitié des surveillants du service de nuit (soit une dizaine) manquent à l'appel, et seul le maintien d'une vingtaine de policiers à l'intérieur du quartier Saint-Joseph, permet d'assurer les conditions de sécurité démentaires.

Crispation
« En tant que premier surveillant, je ne peux pas me permettre de rendre les clés mais je suis solidaire de mes camarades. On en a marre de ne pas être reconnus et d'entendre des promesses qui ne sont pas tenues », confie l'un des fonctionnaires qui vient de boucler ses douze heures non stop. « J'étais tout seul pour assurer la surveillance d'un étage regroupant cent cinquante détenus. Non seulement la prison est sordide, mais le climat y est devenu détestable », soupire un autre.

Les esprits s'échauffent, on évoque dans le désordre les suites à la dignité — « en plus d'être insultés par les détenus nous sommes méprisés par notre direction », — la pénurie de matériel — « quand le cuvette de WC d'une cellule est cassée, on n'a même pas de quoi la remplacer et à Montluc (troisième prison de Lyon), c'est pire, ils en ont encore aux toilettes ! » — et, presque accessoirement, les problèmes de salaire : « La réévaluation de l'indemnité de sujétion spéciale qu'on nous avait promise, on l'attend toujours ».

L'heure n'est évidemment pas à la désertion. « Si on n'est pas indispensable, y'a qu'à le dire, on se fait tous révoquer et on laisse les clés aux CRS... »

ROBERT BELLERET

La fermeté des pouvoirs publics

Suite de la première page.

Depuis 1957, où des événements semblables avaient eu lieu au même endroit, on n'avait jamais vu ça. Glacé, le mot est tombé : il y aurait des révocations, par dizaines. L'administration est dans l'impossibilité de les notifier aux surveillants massés dans la rue, de l'autre côté de la porte de la prison que seuls parviennent à franchir les 130 CRS appelés au renfort, car ils refusent de rencontrer leurs supérieurs. On leur signifie donc, par écrit, que cette fois la sanction disciplinaire la plus grave vient d'être prise à leur encontre. Le directeur de l'établissement s'il parvient à les rencontrer le leur dira de son côté.

Dans la soirée du 28 septembre, 59 arrêtés de révocation sont signés. Ils sont envoyés par lettres recommandées avec accusés de réception et seront effectifs douze heures « après notification, sauf reprise du service dans ce délai ». Des mesures similaires sont envisagées à Lyon. Fulgurante, explosive, la nouvelle se répand parmi les syndicalistes et sur tout le territoire. Avec l'aval de Matignon où une réunion de crise vient de se tenir entre représentants du gouvernement et le premier ministre, a choisi la sanction la plus dure.

Le pari est risqué : ou bien les surveillants prennent peur et rentrent dans le rang et ensuite seulement on discutera, ou bien la sévérité soudaine et inhabituelle d'un ministère, qui a habitude de se montrer à plus d'indulgence, suscite une réaction de solidarité qui durera encore le mouvement de protestation. Les syndicats choisissent cette deuxième analyse. Ils annulent aussitôt la rencontre prévue dans la soirée avec le garde des sceaux et entonnent l'air connu de « répression-solidaire ».

Leur calcul est simple : si le ministère est prêt à révoquer plusieurs centaines de surveillants, que fera-t-il si, par centaines sur tout le territoire, les gardiens déposent les clés ? De chaque côté, chacun ayant très vite monté la barre très haut, sans guère se laisser de position de repli, on diffuse des consignes de fermeté. C'est donc à qui cèdera le premier. En attendant, les nouvelles les plus alarmantes circulent. Même si le ministère ne tente de se rassurer en constatant que « la déflagration n'est pas générale et qu'une soixantaine de prisons sur cent quatre-vingt sont prises dans la tourmente ». Les faits mis bout à bout transforment la carte pénitentiaire en poudrière.

On sait déjà qu'à Draguignan la mutinerie entraînée par la suppression des parloirs avec les familles (des surveillants auraient même interdit aux détenus de prévenir leurs proches par télex) a provoqué des dégâts évalués à 50 millions de francs. A Lamaze, les détenus se sont rendus maîtres de la prison et les surveillants d'abord retranchés dans les quartiers de réclusion ont fini par quitter les lieux. Les forces de l'ordre chargeant, crosse en avant, interviennent de façon musclée à Fresnes où 13 personnes sont blessées. A Strasbourg, 200 détenus refusent de remonter de promenade. Ici on joue du chahuteur ou de la pince coupante pour ouvrir le chemin aux fourgons pénitentiaires. Là on leur dégage la voie à la grenade lacrymogène. On s'inquiète de la situation à Perpignan, Lyon, Melun, Angers, Douai...

Par
d'interlocuteurs

On est loin du climat presque bon enfant, des deux derniers conflits. Au plus fort de cette tourmente, chaque camp dénie à l'autre la qualité d'interlocuteur valable. Les surveillants s'expriment au contact d'un ministre qu'ils accusent de ne rien

connaître aux prisons et qu'ils perçoivent comme un homme « de salon », ou « de palais », incapable de comprendre lui, le haut magistrat, leur monde de barreaux et d'uniformes. Certains se rappellent leur première entrevue avec lui. « Il nous a expliqué que notre problème était avant tout un problème culturel. Nous avons eu le sentiment qu'il nous prenait pour des brutes épaisses et des amalphètes ».

L'éclatement syndical — on n'est pas ici dans la police où l'existence d'un syndicat fort, la FASP, arrange bien les choses — désarçonne le ministère. Les revendications apparaissent floues : que veulent-ils ? Un meilleur traitement ? Avec un salaire brut de 6 000 francs, bien arroudi par les primes de sujétion spéciales pour un surveillant de base détenant, ils sont moins à plaindre que les ouvriers de Peugeot, même si injustement ils

appellent leur directeur M. Dintilhac « le Calvet de la pénitencière ».

Grâce aux derniers accords, leurs indemnités ont augmenté, selon leur échelon, de 300 francs à 500 francs. De la considération ? Ils ont rejeté le rapport Bonnemaison qui tentait de proposer des solutions pour les débarrasser de leur malaise et de leurs complexes. Des créations de poste ? Avec près de deux mille cette année, jamais il n'y en eut autant. De meilleures conditions de travail ? Alors pourquoi refuser la fermeture de vingt-cinq vieilles prisons dont certaines, comme à Fontvieille, sont des endroits indignes à la fois des détenus et des gardiens ?

Entre la chancellerie et les surveillants, il n'y a même plus de dialogue de sourd. Mais une logique d'affrontement qui ne laisse de place qu'à un vainqueur et à un vaincu. Et au milieu, des détenus qui, quel qu'il advienne, paient, aujourd'hui, les pots cassés d'un conflit qu'il leur est étranger.

AGATHE LOGEART

Statut spécial

C'était au mois de juillet 1957, à la maison d'arrêt de la Santé, déjà... Les gardiens de prison, qui demandent la parité avec la police, sont en grève. Ils ont déposé les clés et laissé le champ libre aux détenus. Ces derniers ont brisé leurs portes, sauté la prison, fait brûler leurs paillasses, et sont montés sur les toits, d'où ils jettent des croûtons de pain sur les passants, et des briques sur les forces de l'ordre. L'une blessée même le directeur de l'établissement. Au cours des événements d'Algérie, un détenu politique tente de raisonner ses compagnons, il s'appelle Ahmed Ben Bella.

C'est ce précédent historique qu'ont en mémoire tous les personnels pénitentiaires, car il est à l'origine du statut spécial qui, à la fois, les protège et les contraint à des servitudes qu'ils bravent aujourd'hui.

Après cette crise, les pouvoirs publics proposent un marché aux personnels pénitentiaires : d'accord, ils obtiendront des primes, un statut plus proche de celui des policiers. Mais ils auront en contrepartie des obligations, fixées par l'ordonnance n° 58-696 du 6 août 1958. Ce texte sera par la suite complété à deux reprises par des décrets de novembre 1966 et août 1977. Les personnels pénitentiaires sont tenus à l'obligation de réserve, et doivent s'abstenir en public, qu'ils soient ou non en service, de « déconsidérer le corps et de porter atteinte à l'ordre public ». Le garde des sceaux a le droit d'exiger des conjoints de ses agents qu'ils cessent leur activité professionnelle si celle-ci « peut jeter un discrédit sur la fonction » ou paraître équivoque. Mais, plus important, les personnels pénitentiaires n'ont pas le droit de grève. Sans consulter le conseil de discipline, le ministre de la justice, ou, par délégation, le directeur de l'administration pénitentiaire peut prononcer des sanctions disciplinaires « dans le cas d'actes collectifs d'indiscipline caractérisée ou de cessation concertée du service lorsque ces faits sont susceptibles de porter atteinte à l'ordre

public ». En outre, peut être révoqué « le fonctionnaire qui a cessé, sans autorisation, d'exercer ses fonctions et n'a pas dans le délai fixé par la mise en demeure [...] défilé à l'ordre de reprendre son service ou de rejoindre le poste qui lui avait été assigné ».

Le rapport
Bonnemaison

Ces textes ont été appliqués à la lettre par l'administration pénitentiaire, même si, dans un jeu de cache-cache un peu enfantin, les surveillants ont refusé de se plier aux procédures de notification classiques et ont contraint leur administration à leur envoyer des lettres recommandées que rien ne les oblige à aller chercher ! Dans son rapport sur la modernisation du service public pénitentiaire, M. Gilbert Bonnemaison rappelle qu'après douze jours de blocus des prisons, au mois d'octobre dernier, les surveillants étaient déjà passibles de révocation. Or il fallut attendre le conflit de février pour que des sanctions disciplinaires (des suspensions provisoires) soient prises. Elles avaient été très vite rapportées devant le mouvement de solidarité qu'elles avaient déclenché. Le 28 septembre, le ministère de la justice a sauté toutes les gradations des sanctions possibles, suspensions provisoires, mises à pied de quelques jours, pour arriver tout de suite à la plus grave. On connaît et l'on redoute, à l'administration pénitentiaire, les réflexes de corps des surveillants, qui fonctionnent comme une amicale. Si l'on a choisi cette arme-là, c'est qu'on a jugé que l'on ne pouvait faire autrement.

« Dans la mesure où l'Etat reconnaît aux personnels pénitentiaires certains avantages particuliers tenant au statut spécial, il attend d'eux le respect des dispositions de ce statut, comme il se doit pour les agents publics d'une démocratie républicaine », précise M. Bonnemaison dans son rapport.

Ag. L.

Un ancien skinhead devant le tribunal de Tours

Trois mois de prison ferme pour provocation à la haine raciale

TOURS

de notre correspondant

Un serrurier au chômage de Joubert-Tours (Indre-et-Loire), Olivier Devaldez, a été condamné, jeudi 28 septembre, à six mois de prison, dont trois fermes, par le tribunal de grande instance de Tours, pour provocation à la haine et à la discrimination raciales. Considéré comme un ancien « idéologue » du mouvement skinhead en France, Olivier Devaldez, qui dit, aujourd'hui, s'être éloigné de ce mouvement, avait publié dans la revue le Rebelle blanc, un article évoquant les « hordes de méloques en furie » et les « adolescents nord-africains et noirs qui nous terrorisent ». A l'audience, Olivier Devaldez n'a rien renié de ses écrits. Membre du Klu Klux Klan, il se dit « suprématiste blanc » et partisan de l'apartheid.

Un discours qui a fait bondir le substitut du procureur M^e Catherine Melet-Champrenault. « Votre idéologie, a-t-elle dit, c'est du fascisme. Elle est contraire aux idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité entre les peuples. Il ne peut y avoir de tolérance avec les ennemis de la tolérance ». Elle a requis une peine de six mois de prison, dont trois avec sursis,

et 6 000 F d'amende. Le tribunal qui l'a suivie, a ajouté trois ans de mise à l'épreuve.

Olivier Devaldez, qui a fait appel écrit dans le n° 2 du même Rebelle blanc que son combat reste celui « de la libération de la race blanche et de la réhabilitation de la suprématie aryenne ».

ALEXIS BODDAERT

o PRÉCISION. — Contrairement à ce que laissait entendre le titre de l'article consacré, dans nos éditions du 29 septembre, à l'inculpation pour recel d'abus de biens sociaux de M. Pierre Lacour, sénateur (CDS) de la Charente, celle-ci ne relève pas de l'affaire de la Sorbonne. Le dossier instruit à Lyon dans lequel M. Lacour a été inculpé a le même point de départ que l'affaire de la Sorbonne — les

fausses factures de l'entreprise marseillaise Paul Bernard — mais est différent. Il concerne essentiellement le Groupe de recherche et de construction (GRC), établi à Lyon, dans le cadre d'une information judiciaire ouverte depuis 29 septembre 1988 pour faux et usage de faux, abus de biens sociaux (le Monde du 14 septembre).

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Un ancien mutin d'Ensisheim devant le tribunal de Moulins

Le matelas de « Kyou » le rebelle

Djellali Mihoubi, trente-deux ans, considéré comme l'un des meneurs de la mutinerie de la prison d'Ensisheim (Haut-Rhin) en avril 1988, a comparu, mercredi 27 septembre, devant le tribunal de Moulins. Il était poursuivi pour « coups et blessures volontaires » par trois surveillants de la prison de Moulins-Yzeure.

MOULINS

de notre envoyée spéciale

Ils ont été frappés, disent-ils. Ils ont été blessés et menacés de mort aussi. Alors ils ont porté plainte. Retrouver leur agresseur ne présentait aucune difficulté. Aussi le procès devait-il avoir lieu normalement. Leurs collègues de Moulins-Yzeure avaient même eu la délicatesse de repousser d'une journée le déclenchement de leur mouvement de protestation pour ne pas entraver l'action de la justice.

Djellali Mihoubi, dit « Kyou », condamné à quinze ans de réclusion pour des vols à main armée et à quatre ans de plus pour avoir activement participé à la mutinerie d'Ensisheim (le Monde du 27 mai 1988), avait été extrait sans problème. Mais M. Michel Montel, premier surveillant de la maison

d'arrêt de Moulins, et ses collègues Jean-Michel Dulac et Gérard Coste n'avaient sans doute eu ni le temps ni l'envie de venir. Cela n'a pas dérangé la présidente du tribunal de Moulins, M^{me} Chantal Javon, pour qui « ils ont peut-être autre chose à faire que perdre leur temps aujourd'hui ici », pas plus que le procureur de la République, M. Jacques Cazals, ni leur avocat, M^{me} Dominique Lardans, qui se sentait très capable de « les représenter tout seul ».

Cela n'a guère agacé que les avocats de Mihoubi et ses amis venus en nombre : Charlie Bauer, bon connaisseur de la prison pour y avoir passé vingt-quatre ans, détenu rebelle, lui aussi, qui mena campagne contre les quartiers de sécurité renforcée et vint dire à la barre que la prison « c'est l'antivie », les militants de la COPEL (Commission pour l'organisation des prisonniers en lutte), du Comité pour l'abolition de l'isolement carcéral, ou de l'APAD (Association des parents et amis des détenus). Dans la salle, on reconnaissait Hélyette Bessé et Bruno Baudrillard, des anciens de la mouvance d'Action directe. Quelques surveillants de prison, qui avaient sûrement des loisirs, s'étaient aussi déplacés.

Répétant qu'il n'était pas question de faire « ici le procès de la

justice ou de la prison », manifestant son hostilité au prévenu à chaque détour de phrase, la présidente tentait de mener son audience comme elle le pouvait. Le procureur refusait des interventions des avocats de la défense, M^{rs} Raphaël Constant et Christine Martineau. Djellali Mihoubi essayait de garder son calme.

Le charme des règlements

Au cours de cette matinée du 24 juillet dernier, où, condamné une fois de plus au milliard pour avoir refusé une « fouille corporelle provocatrice » et où il s'était battu avec les trois surveillants, on comprendra qu'un matelas prendra une grande place. Les détenus, en vertu d'un règlement que le directeur de la prison, M. Drut, « retenu par un risque de mouvement revendicatif et par une réunion sur le budget et la sécurité », n'a pas pu expliquer, pas plus que le sous-directeur ou le chef de détention, « excusés » ou aussi, n'ont pas le droit de garder leur literie dans la journée au quartier disciplinaire. Djellali Mihoubi, ce jour-là comme souvent, s'est fâché, disant qu'un médecin l'y avait autorisé. Chacun des règlements, c'était vrai à la maison d'arrêt d'Orléans et faux à la centrale où il venait d'arriver.

Les gardiens ont voulu appliquer littéralement les consignes et emporter le fameux matelas. Mihoubi a protesté. Quelques minutes plus tard, les trois surveillants avaient décidé de porter plainte, ainsi que Mihoubi, qui, ultérieurement, avait fait constater des traces d'ecchymoses par un médecin. La plainte des surveillants aboutit à ce procès pour M. Michel Dulac, à qui un médecin accorda dix jours d'incapacité de travail pour une entorse au majeur ; 6 000 francs pour M. Jean-Michel Dulac, qui souffrait de « douleurs lombaires avec ecchymoses » (huit jours d'ITT) et 6 000 francs pour Gérard Coste, dont le genou gauche portait des traces de contusion (huit jours d'ITT). Celle du détenu fut classée sans suite.

Qui fut l'agresseur ? Les débats, qui ne pouvaient, en l'absence des victimes, être contradictoires, n'ont rien éclairé sur ce point. A force de triturer la procédure devant une présidence dépeçée par les événements et un procureur agacé, les avocats de Djellali Mihoubi ont obtenu le renvoi du procès. A Moulins, rien n'interdisait plus aux surveillants de commencer leur mouvement de protestation.

AGATHE LOGEART

RELIGIONS

En visite au Vatican

L'archevêque de Cantorbéry va assister à la messe du pape

Mgr Robert Runcie, archevêque de Cantorbéry, est reçu pour la première fois par Jean-Paul II, du vendredi 25 septembre au lundi 2 octobre. Geste sans précédent : il assistera à la messe du pape, dimanche 1^{er} octobre, à la basilique Saint-Pierre.

La route de la réconciliation des confessions catholique et anglicane est jalonnée de rencontres au sommet qui, périodiquement, relancent le discret travail œcuménique des experts. La plus spectaculaire avait été la visite au Vatican, en 1966, de Mgr Michael Ramsey, reçu par Paul VI, qui effaçait ainsi quatre siècles d'ignorance mutuelle. Un an avant sa mort en 1978, Paul VI devait encore recevoir l'archevêque Coggan.

Depuis douze ans, aucun archevêque de Cantorbéry n'était donc venu en visite officielle à Rome. Pourtant, Mgr Runcie et Jean-Paul II se connaissent bien. Le primat de l'Eglise anglicane avait participé, en 1986 à Assise, à la rencontre de prières pour la paix. Quatre ans plus tôt, le 28 mai 1982, le pape avait fait le pèlerinage historique de Cantorbéry. Peu avant avait été publié le rapport de la première commission internationale anglicane-catholique. Des accords avaient pu être définis sur l'Eucharistie, la primauté du pape, l'autorité dans l'Eglise.

Depuis, les relations se sont gâtées, principalement en raison

de l'ordination des femmes, admise par un nombre de plus en plus grand d'Eglises locales de la communion anglicane (60 millions de fidèles dans le monde), sauf par l'Eglise-mère d'Angleterre, très divisée. A la conférence diocésane de Lambeth en juillet-août 1988, un pas supplémentaire avait été franchi avec la reconnaissance du droit pour chaque « province » anglicane d'ordonner des femmes évêques. Deux mois après, l'Eglise épiscopale des Etats-Unis avait consacré à l'épiscopat M^{me} Barbara Harris.

En termes sévères, Jean-Paul II a condamné ce geste, le 22 décembre 1988 : « Il s'agit d'une décision unilatérale, déclarait-il devant les cardinaux de la curie, qui n'a pas tenu compte de la dimension œcuménique du problème et pose de sérieux obstacles au progrès vers la réconciliation réciproque qui était parvenue à des résultats prometteurs ». Cette réaction aiguise les sentiments antiromains de l'aile intégriste (« évangélique ») de l'Eglise anglicane.

Les experts catholiques et anglicans vont reprendre autrement la question et tenter de rechercher un accord sur la nature de l'Eglise et les conditions de la « communion ». C'est sur ce thème que devraient porter les entretiens et la déclaration commune entre le pape et Mgr Runcie.

H.T.

REPÈRES

ANTISÉMITISME
Un « observatoire de la démocratie »

S.O.S.-Racisme envisage de créer un « observatoire de la démocratie ». Dirigé par M. Pierre-André Taguieff, chercheur au CNRS, cet observatoire recensera et analysera toutes les provocations, agressions, incidents et tracts antisémites en France.

D'autre part, à l'initiative de S.O.S.-Racisme, un groupe de jeunes de toutes origines va parcourir la France dans un bus, à partir du 15 novembre, avec un bus, pour défendre l'égalité des droits. Cette opération, qui vise à lutter contre la « ségrégation entre quartiers chics et zones chocs », se terminera le 9 décembre par un concert aux Arcs, dans le Var, où sont attendus 7 à 8 000 jeunes. Le bus ira notamment à Saint-Gilles, dont le maire est un élu du Front national, ainsi qu'à Dreux et à Marseille.

Immigration et contraception

Dans un dossier sur l'immigration, publié dans le Bulletin municipal (numéro septembre), la mairie de Dreux (Eure-et-Loir) écrit :

« Au 31 décembre 1984 il y avait à Dreux 8 505 étrangers. Au 31 décembre 1988 il y en avait 9 477, soit 11,4 % d'augmentation en quatre ans. Jean Hieueux, le maire, à la tête d'une liste divers droite, est plus que jamais décidé à agir pour arrêter cette évolution et même tendre à l'inverser. Il réclame pour la ville ce qu'on l'on reconnaît aux familles : le droit à la contraception, c'est-à-dire à la limitation du nombre d'étrangers dans notre ville. »

CIRCULATION
L'interdiction de la vente nocturne d'alcool s'étend

Conformément aux vœux du secrétaire d'Etat aux transports, M. Georges Sarre, et aux instructions des ministres de l'Intérieur et de la Santé, les préfets prennent les uns après les autres des arrêtés interdisant la vente d'alcool dans les stations-service entre 21 heures et 22 heures et 8 heures du matin. Ceux de la Mayenne, de la Moselle, du Nord ainsi que le préfet de police de Paris ont ouvert la voie à ces interdictions qui sont destinées à contenir la poussée des accidents nocturnes dus à la consommation d'alcool abusive.

CYCLONE
Une aide massive à la Caroline-du-Sud

Le dernier bilan du passage du cyclone tropical Hugo sur les Etats-Unis est de 29 morts, 50 000 sans-abri et 250 000 personnes au chômage forcé. Le président Bush devait se rendre, vendredi 29 septembre, dans les régions de Caroline-du-Sud les plus ravagées et signer, en principe, le texte approuvé la veille par le Sénat américain attribuant 1,1 milliard de dollars (7,5 milliards de francs) en secours d'urgence aux victimes du cyclone.

En Guadeloupe, le bilan — toujours officieux — de Hugo est de 35 000 sinistrés dont 5 000 encore hébergés dans les centres d'accueil, et 10 000 maisons détruites. — (AFP, UPI.)

FEUX DE FORÊT
6,4 millions d'hectares détruits au Canada

Plus de 6,4 millions d'hectares de forêt ont été ravagés par le feu au Canada l'été dernier, ont annoncé, mercredi 27 septembre, les autorités canadiennes. Une telle catastrophe n'avait pas été enregistrée depuis le début du siècle, période à laquelle remontent les premiers registres concernant les incendies. 11 504 foyers ont été recensés, principalement dans les provinces centrales du pays (Manitoba, Saskatchewan et Ontario). La forêt canadienne couvre 453 millions d'hectares, soit 45 % de la superficie du pays. — (AFP.)

SIDA
Un nouveau médicament distribué aux Etats-Unis

La Food and Drug Administration (FDA) a annoncé, jeudi 28 septembre, qu'un nouveau médicament contre le sida, la Didanosine (DDI), sera largement administré aux Etats-Unis avant même la fin des essais visant à prouver son efficacité et son innocuité. Le DDI, qui est un inhibiteur de la transcriptase inverse, et donc de la répllication, du virus HIV, aurait, selon la FDA, moins d'effets secondaires et nécessiterait des prises moins fréquentes que l'AZT. Une deuxième série d'essais cliniques portant sur plus de deux mille six cents personnes va être mise en œuvre. Parallèlement, la firme pharmaceutique Bristol-Myers, qui produit ce médicament, a décidé de le fournir gratuitement aux malades pour lesquels l'AZT se révèle trop toxique ou inefficace. — (AFP, UPI.)

JOURNAL D'UN AMATEUR

PHILIPPE BOUCHER

L n'y a pas à dire, on vit une époque formidable. M. François Léotard s'est enfin trouvé un emploi dans la République, celui du receveur de claque, cher à la comédie italienne où il ferait merveille, à moins que ce ne soit dans les jeux du cirque, pour tenir le rôle de l'auguste qui ne rira jamais un seul d'eau.

Avant d'en être le titulaire, M. Charles Pasqua organise son intérim à la présidence du Sénat en y hissant, pour la énième fois et pour se garder la place au chaud, le podagre M. Poher. Mais la ficelle est si grosse que même les centristes s'en sont aperçus. La rébellion souffle au centre. La République revêt.

M. Jacques Calvet rassure ses amis et ses proches en ayant accru, de 46 % en deux ans, ses facultés d'épargne de précaution comme disent les économistes, s'il venait à affronter une période de vaches maigres. Si cela devait se produire, il vivrait de ce qu'il a fait chuter.

Enfin, nous apprend le Figaro : « Chirac parle ». Voilà qui est clair, M. Chirac, c'est Zaratroustra. Mais cela signifierait que Line Renaud, fleuron émérite du RPR, a tenu la plume de Frédéric Nietzsche.

Quel talent, la France !

F AUT-IL qu'elle ait la légalité chevillée au corps, la France, que les Français soient plus dociles qu'ils n'en ont la réputation, pour ne pas crier « A la lanterne ». Mais non, tout dort, ou quasiment, et chacun de souligner que M. Calvet ne gagne pas tant que cela et que, par comparaison avec ses camarades européens ou américains, il n'est jamais qu'un pauvre parmi les riches.

Pas même deux cent mille francs par mois — avant impôt ! — alors que tant d'autres dirigeants d'entreprises, y compris françaises, équivalentes en personnel et en chiffre d'affaires, gagnent cinq et dix fois cette somme. Pour ne pas parler des cachets du spectacle ou du sport.

L'admirable raisonnement ! Le rigoureux syllogisme ! Parce que certains de ses pairs sont mieux lotis que lui, le voici plus qu'innocent : victime. N'est-ce pas d'ailleurs à ce titre qu'il a réclamé la saisie du Canard enchaîné, coupable de diffusion de nouvelles exactes ?

Le moins qu'on puisse dire, c'est que cette parade n'était pas des plus malignes et que son inventeur aurait mieux fait de rester couché quand cette idée géniale lui a germé dans l'esprit. Quel pouvait être le résultat, outre ce qui est déjà acquis, à savoir que M. Calvet ne tient pas pour grand-chose cette vieille lune nommée liberté de la presse ?

Un hourvari de protestations si, ce qui paraissait juridiquement peu probable, la saisie avait été accordée. Ou aurait-on puni par une mesure aussi exorbitante, sinon la vérité, l'utilité vérité ? Maintenant que la saisie a été refusée, le président du groupe PSA et autres lieux à la joie d'ajouter à la série des mécomptes et bêtises qu'on lui impute à juste titre la réputation de donner des coups d'épée dans l'eau, et d'être mal conseillé. Pour tout dire, un triomphe.

Mais tant d'aplomb s'explique. D'avoir été durant des années à l'école de M. Giscard d'Estaing, en étant constamment son collaborateur, cela n'enseigne pas la modestie ni la retenue, surtout si l'on n'est pas doué. Ce n'est là, pourtant, qu'un des aspects de la question, la face personnelle, donc la plus négligeable.

Q UEL est aujourd'hui le discours politique dominant, au point d'effacer tous les autres, de faire paraître seconds et presque inconvenants jusqu'aux plus honorables ? Le discours de l'entreprise, celui de la compétitivité, de la conquête des marchés. Nulle bouche dans l'Etat qui n'entonne ce refrain et ne s'en fasse une vertu qui devrait bientôt enrichir d'un quatrième symbole le tricolore républicain de l'égalité, de la liberté et de la fraternité.

Calvet

Quoi d'étonnant, dès lors, que les chefs de ces entreprises, à plus forte raison s'ils en redressent le cours et les résultats (ce qui n'est après tout qu'accomplir leur tâche, comme d'autres qu'on ne décore pas pour autant), se sentent rois dans la République et, pour ainsi dire, d'une autre essence : intouchables, invulnérables et dignes du traitement — sans jeu de mots — jadis réservé aux princes du sang ?

Nul domaine, d'ailleurs, dont l'activité ne doive être analysée à travers de son rendement. Qu'est-ce que le rendement, directement parlant, d'une infirmière, d'un instituteur... ou d'un journaliste ?

« La culture est-elle rentable ? » est un thème de colloque (qui a certainement eu lieu) mais dont personne n'a bruyamment souligné ce qu'il avait d'incongru et de dangereux. La droite à l'existence, ou à la reconnaissance, se trouve désormais liée à l'idée de performance, économique cela va sans dire. Tout doit être chiffrable et traduisible en bilans et en profits.

Bien sûr qu'il n'est pas question de distribuer ce qui n'a pas été gagné. Bien sûr qu'il ne peut y avoir de prospérité si les entreprises sont souffreteuses. Qui soutient le contraire ? Mais quand vient la prospérité, il se trouve qu'elle profite à certains plus vite et plus généreusement qu'à d'autres. Au nom, précisément, de ce droit divin restauré à l'intention des sauveurs de la République : Bouygues, Calvet, Dassault, à côté de qui, en fait d'influence, Rothschild fait maintenant figure de petit pied.

Hausser le sourcil, s'inquiéter qu'un pays puisse à ce point épouser sa banque, c'est frôler le déraisonnable. Elle est révoquée par la droite, adulée par la gauche (qui s'y est quelque peu brûlé les doigts). Comment les chefs d'entreprise ne penseraient-ils pas à leur impunité ? Comment ne rêveraient-ils pas de pouvoir dire comme un ancien président de General Motors que ce qui est bon pour Peugeot est bon pour la France ?

Alors, l'émoi de M. Calvet, de son point de vue, se comprend fort bien. Tout comme est sincère et légitime sa vraisemblable conviction qu'il est mal payé. Voilà au moins un terrain d'entente avec ses salariés.

M AIS s'il est légitime qu'un homme gagne trente fois le salaire d'un autre, pourquoi s'arrêter à ce multiplicateur ? Pourquoi pas cinquante, ou cent, puisque, à ce stade, le salaire n'a plus la même signification et fait, de ses deux titulaires, des hommes presque différents par nature, vivant dans des mondes, adoptant des modes de vie, des réflexes et des valeurs qui font douter qu'ils soient de la même espèce. Il y a de cela, et qui rappelle de drôles de souvenirs.

Si cette situation est normale, il y a-t-il pas une logique à ce que se développe un nivellement par le haut des (très) hauts salaires, cependant qu'un nivellement inverse s'appliquerait aux plus bas ? Après tout, en temps de crise, celle-là trop proche encore pour que la prospérité retrouvée écarte toute idée de retour, il faut payer très cher les bons dirigeants d'entreprise, alors que la valetaille, se pressant aux portes des usines, venant à dix pour un seul poste, peut être louée pour trois francs six sous.

A ce jeu-là, le service public, c'est-à-dire peu ou prou l'Etat, ne trouvera plus pour en tenir les rênes que des moines, des médecins... ou des milliardaires ; ou encore des fous du pouvoir. Bien que, même ces derniers, combien n'en a-t-on pas vu qui ont su trouver dans le secteur privé des sensations de même ampleur mais à meilleurs prix ?

A ce jeu-là, aussi, la nation va retourner à l'avant-1789, quand La Bruyère écrivait : « De simples bourgeois ont ou la saute de d'avalier en un seul morceau la nourriture de cent familles. » M. Calvet est un modeste, il ne dispose que du revenu de trente familles. A quoi il pourrait répliquer que le montant du SMIC n'est pas un critère équitable pour juger du bien-fondé de son revenu. Comme il aurait raison !

P.-S. 1. Quand même ! Imaginer M. Charles Pasqua président du Sénat, M. Pasqua numéro deux de l'Etat, M. Pasqua maître à une portée de fusil de l'Elysée, lorgnant l'infarctus, quant à la rupture d'anévrysme ou même la démission ! Pasqua à l'Elysée ! Fut-ce en intérimaire ! Et pour-quoi pas un franco-maçon au ministère des cultes ? Un objet de conscience aux années ? Un témoin de Jéhovah à la santé ? M. Calvet à la solidarité nationale et M. Poher à la jeunesse et aux sports ?

P.-S. 2. Empruntons au Canard enchaîné, très à la mode ces jours-ci, sa odieuse formule de mea culpa : « Pan sur la bec ! ». Car confondre, fût-ce sous le coup de l'initiation, la semaine dernière, la Nuit de mai et la Mort du loup, Musset et Vigny, ce n'est pas brillant. Donc... « Les plus désespérés sont les chants les plus beaux, / Et j'en sais d'immortels qui sont de purs sanglots », c'est Musset et non pas Vigny !

P.-S. 3. Les abondantes coquilles de la semaine dernière ne sont, en revanche, pas imputables à l'auteur... qui n'en présente pas moins des excuses.

SOCIÉTÉ

La circulation, dossier prioritaire pour la capitale

Paris cherche ses voies

Le conseil de Paris examinera, le 10 octobre, un plan pour améliorer la circulation. Parmi les mesures envisagées, la création d'une autoroute en sous-sol. Souterraine ou non, la circulation menace à tout moment de bloquer la capitale. Ce gâchis ne peut durer.

Cette fois, peut-être bien qu'on va voir enfin ce qu'on va voir. En déclarant, lors de sa conférence de presse de rentrée, que la circulation est l'un de ses deux chantiers prioritaires, l'autre étant l'aménagement de l'immense quartier Italie-Tolbiac-Maséna, le maire de Paris savait qu'il ne pouvait retarder indéfiniment l'ouverture sérieuse de ce dossier. Trop de raisons le mettent depuis quelque temps au pied du mur.

Il y a un an, devant l'excroissance du trafic dans la capitale, un peu plus important à chaque rentrée, l'asphyxie a menacé. M. Chirac a mis en cause la préfecture de police et en particulier la mauvaise utilisation des agents. Il en a profité pour demander que le pouvoir de réglementation de la circulation soit retiré au patron des policiers et attribué au maire, comme c'est le cas dans toutes les autres villes de France. Aujourd'hui, la « guerre » — le conseil de Paris a même retardé le vote du budget de la préfecture de police — est apaisée ; les décisions sont passées et M. Pierre Joxe, visé dans ce conflit, devra attendre quelques années avant de briguer à nouveau une mairie d'arrondissement ou la mairie de Paris. Mais le problème demeure. M. Jacques Chirac a conscience qu'il ne peut demander des pouvoirs supplémentaires et ne pas utiliser à fond ceux dont il dispose déjà.

D'autant que le nouveau schéma directeur de la région parisienne, dont l'élaboration a été mise en chantier en juillet par M. Michel Rocard, ne se dégage pas d'un sujet décisif pour l'avenir de l'agglomération. Le préfet de région, chargé du Livre blanc préparatoire, est bien décidé à prendre le temps de la concertation, mais sans traîner. Le maire de Paris n'a pas intérêt à être à découvert.

Mais rien qu'un cheval

Ces calculs de stratégie comptent pour rien si des mesures drastiques ne s'imposent. La situation actuelle ne peut plus durer. Pour une fois, il y a en coïncidence entre politique et vie quotidienne : avec celui du logement, le problème de la circulation n'a cessé de peser sur la campagne des municipales à Paris, comme il ne cesse d'être un problème majeur pour les deux millions de Parisiens des dix millions d'habitants de l'agglomération.

Contrairement à ce qu'avait laissé espérer une décade observée en 1985-1986, le nombre de véhicules continue d'augmenter : 10 % de plus en dix ans et il devrait croître d'autant d'ici à l'an 2000. La vitesse moyenne est de 15 kilomètres à l'heure aux heures de pointe. Celle des bus, de 10 kilomètres à l'heure. Moins vite qu'un cheval il y a un siècle.

Les conséquences sont constantes : dépense d'énergie, temps perdu (un milliard d'heures en 1985). Et, paradoxalement, ces rues paralysées tuent de plus en plus : 114 morts l'an dernier, 27 de plus qu'en 1987.

Le mal n'est pas spécifiquement français. Il atteint plus ou moins toutes les grandes métropoles, Rome et Athènes, entre autres, hélas, elles aussi, la thrombose. Ce n'est pas une consolation pour une ville qui prétend bénéficier d'avantages exceptionnels pour mériter de devenir la « porte de l'Europe ».

Faut-il alors faire un choix draconien et absolu : tout pour les transports en commun ? C'est celui que prônent les écologistes, pour qui la survie des villes est à ce prix. La voirie parisienne réservée aux bus, aux taxis, voire à d'éventuels tramways, et aux deux-roues, les investissements publics à la RATP et à la SNCF ? Personne n'a, jusqu'ici, osé ce choix, car il pose des questions qu'on ne peut écarter d'un revers de manche. La satisfaction des besoins individuels exigerait une multiplication des services : livraisons d'achats encombrants (la tringle à rideau...), accompagnement de personnes âgées et d'enfants, dont la mise en place demanderait du temps ; les dérogations seraient inévitablement nombreuses.

Par nature, les transports collectifs sont lents, inadaptés aux individus, peu destinés à répondre au plus grand nombre de voyageurs dans ce qu'ils ont de « différencié ». Le passage brusque à une ville sans voitures serait tout à la fois injuste, et illusoire. Jusqu'à présent, le développement des transports en commun s'est toujours accompagné d'une croissance des transports particuliers. L'amélioration du trafic urbain ne demande pas de telles mesures exclusives. On plutôt, elle demande beaucoup plus : de l'imagination et du courage.

En 1986, l'adjoint au maire de Paris chargé de la circulation avait présenté un plan qui préfigurait plusieurs des mesures prises en juillet dernier par le préfet de police à l'occasion des fêtes du Bicentenaire et du sommet des Sept. Il n'y manquait même pas le dringable pour contrôler le trafic. Cet adjoint, M. Jean-Pierre Pierre-Bloch, avait été tancé par le maire de Paris, brocardé par ses amis politiques, et son plan avait été repoussé. C'est qu'il contenait de la dynamite, la même que celle contenue dans le plan de juillet dernier qui devait susciter tant de protestations empressées. Entre autres :

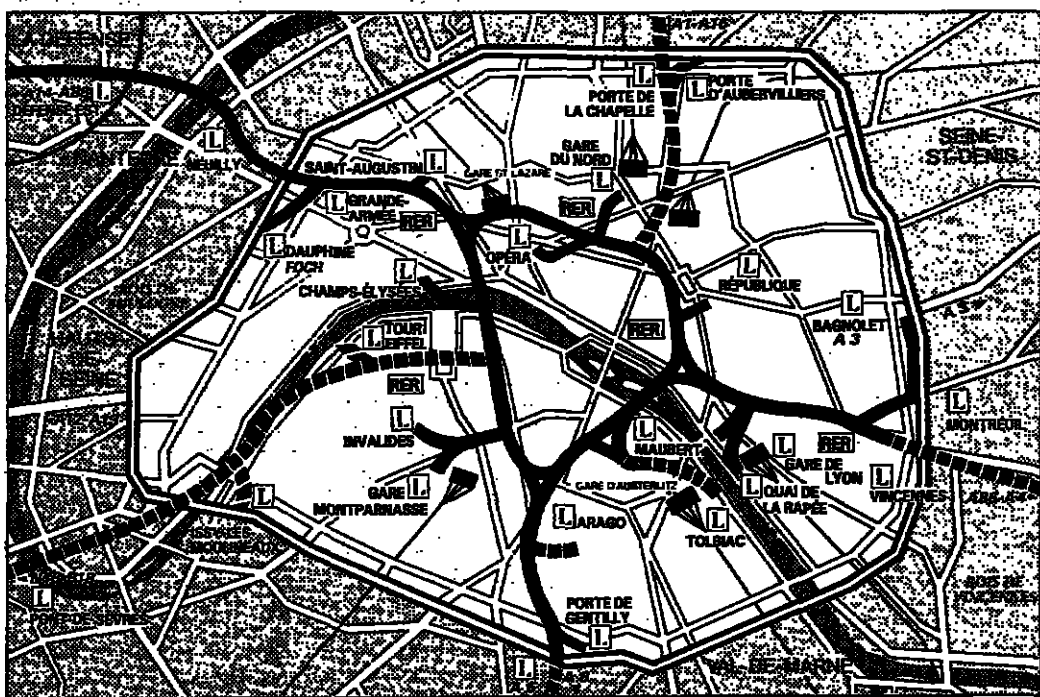
avec laquelle avance le maire de Paris dans ce « tunnel » n'est pas critiquable. Il n'a pas tort de situer la construction d'un réseau souterrain à « long terme » dans un plan d'ensemble. Encore faudra-t-il que ce plan d'ensemble replace la circulation elle-même dans son environnement : tant que les communes de l'Ouest continueront de construire plus de bureaux que de logements les déséquilibres persisteront et s'aggraveront.

Mais M. Chirac devra bientôt trancher. Le projet LASER, vient-il d'affirmer, est « exclusivement matriciel ». Si le maire de Paris ne donne

avancera l'argent et se remboursera grâce au péage.

Les arguments ne lui manqueront pas. Tel le constat qu'il n'y a pratiquement pas d'accidents graves dans les tunnels routiers quand le trafic est interdit aux poids lourds, ce qui sera le cas dans le LASER. Ou le fait que huit véhicules sur dix actuellement ne font que traverser l'agglomération qu'ils encombreront et seraient donc mieux en sous-sol. Ou qu'un véhicule pollue moins à 60 kilomètres à l'heure qu'à 15 kilomètres à l'heure avec des arrêts fréquents.

Ces arguments-là, et même l'économie espérée par les automobilistes



La première tranche du projet LASER (en noir continu) : trois branches venant de la banlieue ou des portes de Paris (la Défense, Gentilly, Montrouix) aboutissant à un anneau central. Cet anneau dessert les gares parisiennes et des quartiers importants : Opéra, République, Mutualité, Invalides, Champs-Élysées.

Dans une phase ultérieure (en pointillés) d'autres branches seront construites pour relier au réseau le Pont de Sèvres, Orly, les autoroutes de l'Est, l'autoroute du Nord et Roissy.

interdiction totale de stationner dans les quatre arrondissements du centre et sur les grandes axes, interdiction des livraisons après 8 heures. Si on ajoute l'augmentation du nombre des (intéressables) taxis, la création de 150 kilomètres de couloirs d'autobus, et toutes les conditions d'une explosion étaient réunies. Des Parisiens et des commerçants. Donc aussi, des élus.

Il faudra pourtant en passer par là. Comme il faudra peut-être passer par les voies souterraines. La prudence

des moyens de reconquérir les 100 hectares de voirie libérée en surface afin que le terrain soit occupé par les transports publics avant d'être repris par un afflux de voitures particulières ; s'il est acquis que 5 000 places de parking seront créées à proximité des sorties et que les accès aux « moyennes » de sécurité, offriront toutes garanties, alors M. Chirac pourra prendre le pari en faveur du réseau d'autoroutes dans le sous-sol de la capitale, construit sans bourse délier par la Ville de Paris puisque la société concessionnaire

et les entreprises, qui déboursent moins en péage qu'en essence inutile, en temps gaspillé et en troubles de santé, devront bien être un jour sévèrement pris en compte. Les élus, y compris ceux de gauche, ne sont montrés particulièrement simplistes jusqu'à présent. Le recours à un référendum, dont M. Chirac a déclaré accepter l'idée, paraît venir au secours de décisions difficiles. Il n'empêche, le temps du courage est venu.

CHARLES VIAL

Cinquante kilomètres en sous-sol

LASER : Liaison automobile souterraine express régionale. Le projet, récemment modifié, prévoit le creusement d'un tunnel dans le sous-sol de la capitale, à une trentaine de mètres de la surface, c'est-à-dire très en-dessous du métro. Le tube ainsi aménagé comporterait deux chaussées superposées — une pour chaque sens de circulation — et trois voies sur chaque chaussée. Pas de poids lourds : le réseau serait réservé aux voitures de tourisme et à des véhicules utilitaires, de dépannage, de sécurité ou de transport en commun de petit gabarit.

50 prévus) dureraient trois ans et demi et coûteraient 18 milliards de francs.

La société GTM-Europose, auteur de ce projet LASER, plus élaboré que le 3 R de Bouguen (Réseau routier régional), prendrait la totalité du coût de construction à sa charge, contre une concession d'exploitation qui lui permettrait de se rembourser par un péage de 20 francs environ.

Cinq mille places de parkings souterrains seraient créées près des entrées et sorties, et un puits d'accès de sécurité serait aménagé tous les 800 mètres.

Ecologistes mécontents

Au principal reproche formulé par leurs adversaires — celui d'« attirer » encore plus d'autos dans Paris — les concepteurs de LASER opposent un remède préventif : « reconquérir » les 100 hectares de voirie libérés en surface par les véhicules souterrains, et réserver — avant même l'inauguration de LASER — une grande partie de ces 100 hectares aux transports en commun.

Les écologistes ne se satisfont pas de cette réponse. Ils mettent en compétition déplacements particuliers et transports collectifs. LASER aura, déclarent-ils, une capacité équivalente à celle de 80 bus seulement : « Paris gardera ses embouteillages, et avec un peu plus de pollution ». Réfutant l'argument selon lequel les automobilistes roulant à 60 kilomètres heures pollueront moins qu'à 15 kilomètres heures avec des arrêts fréquents, les Verts Paris-Ecologie considèrent qu'il serait temps de s'occuper de la marche à pied, du métro, du bus et du RER « qui assurent l'essentiel du trafic ».

C. V.

Une « rocade des gares »

La première tranche de travaux comprendrait la construction d'un anneau central, ou « rocade des gares », relié à une branche nord-ouest débouchant à la Défense, à une autre (sud) porte de Gentilly (à Orly ultérieurement) et à une branche est, porte de Montrouix, vers l'A 3 et Roissy. Les travaux de cette première phase (18 kilomètres sur les

Du 27 au 30 septembre.
Prix 3J, sur les grandes marques aussi!

ENTRÉE EN EUROPE 1

Crédit spécial 3 J.

CULTURE

Quand Picasso cherchait

Il disait ne pas « chercher » mais « trouver ». Pourtant, il avait gardé des milliers de dessins qui témoignent de son travail, et sont exposés au Musée des arts décoratifs

On le savait, mais c'est seulement à la mort de Picasso, en 1973, qu'on mesura vraiment l'ampleur du phénomène : le peintre n'aimait pas se défaire de ses œuvres, et, s'il ne gardait pas tout, il en gardait beaucoup. L'abondance de sa production le lui permettait d'ailleurs. Il gardait des œuvres-jalons comme la *Nature morte à la chaise canadienne*, ou la *Fille de l'un, entrée dans la station* et qui sont aujourd'hui à l'hôtel Soté. Il gardait des œuvres à contenu sentimental et intime : portraits de ses dames et portraits de ses enfants notamment. Il gardait des feuilles de dessins par milliers. Il gardait enfin ses carnets de croquis, dont quelques-uns seulement ont été publiés de son vivant, et quelques-uns démantelés et vendus en feuilles séparées. Aussi, lors de l'inventaire, en a-t-on découvert cent soixante-quinze.

Cent soixante-quinze carnets de tous formats et de diverses épaisseurs, petits calepins contenant aussi des notes de blanchisserie, des bouts de phrases, des noms d'amis, peut-être des exercices de vocabulaire, cahiers d'écolier recouverts parfois avec soin de tissus fleuris et colorés — c'est dire combien Picasso y tenait — dans lesquels le peintre avait inséré des feuilles libres, des photographies en rapport avec les dessins, simples blocs, carnets à spirales plus tard... Une mine.

La genèse de certains tableaux

Car du grignotage imprévisible, du croquis sur le vif au dessin soigné, abouti, rehaussé de gouache ou d'aquarelle, il y avait là matière à revoir tout Picasso depuis l'époque des *Salimbanques* jusqu'aux nus et aux images du peintre et de son modèle du milieu des années 60. Matière à comprendre mieux que jamais la complexité du processus créateur et les méthodes de travail de l'artiste dont l'œuvre en général, comme celle des anciens maîtres, passe par quantité d'études préparatoires, par l'accumulation d'idées graphiques qui trouvent leur place dans les peintures du moment, ou bien seront reprises plus tard. Matière,

enfin, à suivre au plus près la genèse de certains grands tableaux, les carnets montrant page après page l'évolution des figures à travers des dessins encore très près de leurs sources — Ingres, Poussin, Delacroix, Manet... — quand d'autres ne cessent de s'en éloigner.

L'exposition de 1988 consacrée aux *Demoiselles d'Avignon* révélait l'existence d'au moins seize cahiers consacrés au tableau qui ébranla l'histoire de la peinture. Publiés *in extenso* dans le catalogue, ils ont permis de lever le voile sur quantité de questions que l'on se posait encore sur les protagonistes de la scène de bordel, et, surtout, du croquis de pied ou de main classique aux formulations stylisées, de suivre au plus près l'invention, beaucoup plus laborieuse qu'on ne le croit généralement, du primitivisme des *Demoiselles*.

Surprises que le peintre gardait en secret, comme pour être sûr de se survivre, lui tout entier, les carnets, auxquels Picasso s'identifiait totalement, au point d'écrire sur la couverture de l'un d'eux : « Je suis le cahier », bien évidemment vont à l'encontre de cette idée de la spontanéité absolue du peintre, comme le film de Clouzot tend à le faire croire, qui n'est vraie sans doute que dans les dernières années de sa vie, lorsqu'il dessine directement à la couleur sur les toiles. Mais cela ne gâche rien d'apprendre que la plupart des tableaux ne sont pas sortis comme Athènes toute armée du crâne de Jupiter. Le plaisir est immense de voir dans les cahiers se bousculer les idées, s'enchevêtrer les thèmes, se juxtaposer les styles, et d'être, comme jamais aucun artiste n'a permis de le faire, au plus près de la pensée à l'œuvre. Et quel artiste, et quelle œuvre !

Aussi ne faudra-t-il pas manquer l'exposition qui s'ouvre le 28 septembre au Musée des arts décoratifs. Celle-ci réunit quarante cahiers que trois des héritiers de Picasso ont accepté de prêter pour une exposition qui a d'abord eu lieu à la Pace Gallery, à New-York, au printemps 1986, puis a circulé aux États-Unis et en Europe avant de finir son périple à Paris. Un livre l'accompagne (1), compensant



Autoportrait. Cahier n° 64. Dessin au crayon, 1918

ainsi l'effet de frustration que procure un livre d'images dont on ne peut voir que la couverture ou deux pages.

Cela dit, certains cahiers ont été découverts, à d'autres on a enlevé les spirales, de façon à présenter des suites presque complètes de dessins. Ce qui permet, par exemple, de suivre les péripéties de l'*Enlèvement des Sabines*, où Picasso, s'inspirant de David et de Poussin, peignant tantôt vers l'un, tantôt vers l'autre, se souvenant du *Massacre des Innocents* et de *Guernica*, finit par y mêler une anecdote très particulière de sa vie : en incorporant à la scène cette figure féminine tombée de bicyclette qui n'est autre que l'image d'une agression réelle ou imaginaire subie par Dora Maar, alors en cure chez Lacan. De là à faire de l'œuvre, par Romulus interposé, une sorte de

parabole de la relation de Picasso aux femmes, il n'y a qu'un pas, ou plutôt qu'un pied, ce pied chaussé de sandales, très présent dans plusieurs dessins où l'on voit un jeune athlète penché, non sans gentillesse, sur les jupes relevées de la belle étalée par terre au milieu des roues de son vélo, le tout figuré d'un trait sans bavure, tendre et implacable à la fois.

GENEVIÈVE BREERETTE

(1) *Les Carnets de Picasso*, sous la direction de Arnold Glimcher et Marc Glimcher, traduit de l'américain aux éditions Bernard Grasset (1986).

► « Je suis le cahier » : les carnets de Picasso. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, du 28 septembre au 31 décembre.

L'abstraction espagnole des années 50

Existe-t-il un art abstrait espagnol ? Réponse en une cinquantaine de peintures et de sculptures exposées à Artcurial

Quels étaient les peintres espagnols majeurs dans les années 50 ? Picasso et Miró. L'un avait soixante-dix ans, l'autre soixante. Leur gloire était universelle. Leur influence aussi. Elle s'exerçait partout. Partout, sauf en Espagne. Comment ne pas y songer devant une exposition consacrée aux abstraits ibériques de cette décennie-là ?

Plutôt que d'être écrasés par l'autorité de leurs grands, trop grands même, les artistes de trente ans, madrillènes, catalans ou exilés de Paris, ont préféré renoncer à cet héritage. Ils ont choisi de rompre et, pour mieux rompre, d'une manière plus définitive, de rallier les rangs de la dernière avant-garde, celle de l'« abstrait expressionnisme » new-yorkais et de l'« informel » parisien.

Ils furent alors « de leur temps », et même « à la mode ». Ils le furent si bien que la plupart de leurs œuvres semblent désormais très datées, si typiques, si parfaitement exemplaires de l'époque que l'on pourrait ne plus y voir qu'un recueil complet des procédés picturaux alors en vogue. Il n'en manque aucun de ceux, matérialistes et expressionnistes, qui réclament triturations, empâtements et gestes. Tous, Tapiés, Millares, Guinovart, Saura, usent de relief, épaississent la peinture, l'empâtent grumeleuse et granuleuse, lui ajoutent du sable, des cendres et des lambeaux d'étoffe. Cette manière est ensuite critiquée, trahie de coups, agressive de débris de grillage, tatouée au charbon de bois.

Le pesant et le funèbre

Quelques-uns, dont Millares, poussent l'exhibition de fureur jusqu'à déchirer la toile, la laisser s'effiloche ou crever. Et tous, avec une uniformité stupéfiante, banalisent la couleur, même les terres, même les bruns, pour ne plus user que du noir et blanc, lancés sur la surface, écrasés et mélangés.

Il arrive qu'accumulation matérialiste et gestualité expressionniste se complètent pour donner des œuvres denses et puissamment marquées. Ainsi Tapiés, parfois, ainsi Millares, moins souvent. Il arrive aussi qu'elles s'accordent

mal et qu'elles et vigueur soient ralenties, étouffées par la pâte picturale et les encroûtements de « mixed medias ». Les Saura, même la plus torturée de ses femmes et le plus macabre de ses crânes, quelques figures feraient-ils comparés à une *Woman de De Kooning* et à un *Pollack* ?

Resterait à comprendre le refus systématique de toute grâce, de toute ironie, la préférence pour le pesant et le funèbre, l'emprisonnement dans le noir. L'histoire politique a sa part dans cette obsession. Être abstrait de cette manière sombre et déclamatoire, c'était assurément protester contre l'oppression franquiste, contre le conformisme social et l'ordre moral. Le noir était de deuil, le rouge de sang dans les années de l'après-guerre civile. Il fallait du tragique à cette génération, et un tragique, il faut y revenir, qui ne pastiche pas celui de *Guernica*. Qu'on ne s'étonne donc pas de l'uniformité un peu lassante de l'exposition, de l'air de famille des tableaux ; une école essayait de s'inventer un style. Peut-être n'y a-t-elle qu'à demi réussi, confondant quelquefois lyrisme et rhétorique, désespoir et affectation de désespoir. Aussi cette peinture vieillit-elle mal, trop vite, trop évidemment.

Le seul qui fasse triompher une exécution et une inspiration à la singularité indubitable n'est pas un peintre mais un sculpteur, le basque Chillida. Qu'on ne s'étonne donc pas de l'uniformité un peu lassante de l'exposition, de l'air de famille des tableaux ; une école essayait de s'inventer un style. Peut-être n'y a-t-elle qu'à demi réussi, confondant quelquefois lyrisme et rhétorique, désespoir et affectation de désespoir. Aussi cette peinture vieillit-elle mal, trop vite, trop évidemment.

PHILIPPE DAGEN

► Artcurial, 9, avenue Matignon, jusqu'au 10 novembre.

Serge Férat, le Russe blanc du cubisme

Où l'on découvre un camarade d'Apollinaire et très adroit peintre de gouaches

Serge Férat, qu'Apollinaire dans un compte-rendu prénommé Edouard, on ne sait pourquoi, ne s'appelait pas Férat. C'était le comte Jastrebouff, exact contemporain de Picasso puisque né en Sainte Russie en 1881. Il avait une sœur assez défigurée connue sous le titre de baronne d'Ertingen et un vif penchant pour la peinture. Sa noblesse et ses revenus lui permirent de conduire la première à Paris et de satisfaire le second en devenant l'élève de Bouguereau. C'était en 1901, et Bouguereau représentait assurément le nec plus ultra de l'art français vu d'Ukraine et du Minnesota.

Le comte Jastrebouff eut l'idée singulière de préférer assez rapidement Cézanne à Bouguereau et de constituer une collection de jeunes peintres cézanniens. Tout en continuant ses études, il acquit ainsi des Picasso, des Braque et autres curiosités. On imagine la suite : l'aristocrate sujet du tour ne trouva rien de mieux à faire que de les imiter et de se convertir au cubisme.

Il fut aidé en cela par les raisonnements et l'exemple d'Apollinaire,

qu'il rencontra en 1908 et à qui, en 1913, il permit de devenir le directeur artistique d'une revue nommée *Les Soirées de Paris* en l'achetant à ses « propriétaires », Billy, Daliz et Salmon. Ce n'était pas une affaire, la revue avait quarante abonnés, quelques dettes et agonisait en riant. Le comte, devenu entre-temps M. Férat pour plus de commodité, la finança donc, ce qui l'autorisa à entrer dans l'histoire du cubisme avec l'aurole du mécène en compagnie de sa sœur la baronne, qui organisait des soirées artistiques pour MM. Picasso, Léger, Cendrars, Jacob, Modigliani et compagnie.

Comme des mosaïques byzantines

Le comte mécène cachait un peintre cependant, peintre qui a été absolument négligé jusqu'à aujourd'hui bien qu'il ait dessiné les décors et les costumes pour la représentation des *Mamelles de Tirénis* en 1917 — la Révolution russe l'ayant dépossédé de ses biens

— jusqu'à sa mort en 1958. Ses huiles sur toile d'avant 1914 relèvent du cubisme, naturellement, et avouent avec franchise ce qu'elles doivent à Picasso et à Braque, à leur technique de la décomposition, à leurs collages, à leur usage du papier journal. Celles d'après-guerre sont d'une géométrie synchrone un peu plate.

Mais les gouaches du seul comte cubiste connu sont, elles, parfaitement délectables. Serge Férat, homme du petit format, y associe les géométrisations du cubisme à un chromatisme très original, fondé sur des bleus, des mauves, des verts, tout très vifs, brillants comme ceux des mosaïques byzantines. On comme ceux des toiles de Matisse. Les couleurs sont passées tantôt en surfaces modulées, un peu à la manière de Valmier, tantôt en touches divines immémorables, qui rappellent certaines recherches de Picasso vers 1914.

Mais l'usage qu'en fait Férat est tout différent : attaquées par la prolifération des points colorés, les formes se dissolvent et il ne reste que l'ovale d'un visage, l'angle d'un

coude, la ligne d'une jambe, flottant sur un semis de tons déprisés.

Les études de Férat pour *Tirénis* et ses variations sur le thème, basai en lui-même, des saltimbanques et des pions, toutes exécutées à la gouache, méritent de compter parmi les œuvres les plus voluptueuses du post-cubisme, cette période si mal connue, si méprisée par les musées et pourtant si fertile en peintres instantanés et séduisants.

Ph. D.

► Galerie Michèle Heyraud, 79, rue Quincampoix, jusqu'au 21 octobre.

► Un Raphaël authentifié à Pérouse. — Une fresque représentant saint Jean-Baptiste, découverte en 1987 dans la ville italienne de Pérouse, est une œuvre de Raphaël. Après deux ans d'expertises et de travaux de restauration, les spécialistes ont indiqué qu'elle avait été exécutée à l'époque où l'artiste travaillait avec le Pérugin. Il avait alors dix-sept ou dix-huit ans.

MUSIQUES

Les subventions de l'IRCAM et de l'InterContemporain

Des précisions de Pierre Boulez

A la suite de l'enquête sur le système des commandes, parue dans le guide « Arts et spectacles » (*Le Monde* du 21 septembre) consacré au Festival d'automne, nous avons reçu de Pierre Boulez, président de l'Ensemble InterContemporain et directeur de l'IRCAM, des précisions concernant ces deux institutions.

« Le budget de l'IRCAM, écrit Pierre Boulez, est de l'ordre de 30 millions de francs, dont 25 millions de subventions. Il couvre des dépenses correspondant à l'activité scientifique d'une trentaine de chercheurs et ingénieurs à la compétence internationalement reconnue dans des domaines aussi variés que l'acoustique, la synthèse sonore, l'électronique ou le traitement du signal. »

Confirmant, par ailleurs que la subvention de l'Ensemble InterContemporain est bien de 13,8 millions de francs, Pierre Boulez précise que cette somme annuelle est complétée par « environ 6 millions de recettes propres ». Les 31 solistes permanents réunis dans

cette formation, spécialisée dans l'exécution du répertoire de notre siècle (900 œuvres au répertoire, émanant de 300 compositeurs environ), ont donné pendant la saison 87-88 « plus de 70 concerts pour près de 50 000 spectateurs ».

L'IRCAM a réservé 336 000 francs en 1989 à des commandes, tandis que « l'InterContemporain ne peut, quant à lui, dégager que 100 000 francs par an, qu'il complète par un appel au mécénat ».

► Le troisième Festival de Tokyo. — Deux films français, *La Vie et rien d'autre*, de Bertrand Tavernier et *Roselyne et les lions*, de Jean-Jacques Bénéix ont été sélectionnés pour le troisième Festival international du film à Tokyo qui aura lieu du 29 septembre au 8 octobre. Les festivaliers découvriront également, hors compétition, le premier long métrage d'Eric Rohmer, *Un monde sans pitié*, qui a reçu un excellent accueil à la Mostra de Venise (le *Monde* du 20 septembre).



“Aujourd'hui il s'est passé quelque chose.”

CULTURE

THEATRE

De Robespierre à Lumumba

Mehmet Ulusoy met en scène « Une saison au Congo », d'Aimé Césaire
tandis que Simone Benmussa refait vivre la Convention, Saint-Just et Robespierre
dans « Michelet ou le Don des larmes ».

L'année 1960, l'indépendance du Congo belge à la « une » des quotidiens. Ses rebondissements de semaine en semaine : Lumumba emprisonné, Lumumba extrait de prison à la va-vite et amené à Bruxelles, à la « table ronde », avec son ancien codétenu Kasavubu. L'indépendance le 30 juin. Lumumba chef du gouvernement. Kasavubu, président de la République. Puis mutineries de l'armée, luttes tribales, intervention des soldats belges. Moins d'un an, la sécession du Katanga. Dag Hammarskjöld. Le drame du massacre des Belges, les pleurs poivrés à Lumumba puis son assassinat à Elisabethville le 17 janvier 1961.

Cinq ans avant la mort de Lumumba, Aimé Césaire a publié son *Discours sur le colonialisme*. Et cinq ans après, il donne sa pièce *Une saison au Congo*, la tragédie de l'année 1960.

C'est l'œuvre de théâtre la plus « directe » de Césaire. Découpage vertical des faits, en droite ligne. Paroles simples. Avec une rare sûreté de main, Césaire a libéré les qualités de dynamisme, de couleur, de relief, propres à l'expression africaine et antillaise, et il a transmis ces qualités si vivantes, si animées, en un dialogue « factuel » du premier degré. Si bien que les phrases d'échange « simple » sont sous-tendues de toute une culture de tout un espoir ou un désespoir, et de toute une poésie, qui ne s'effacent pas, mais qui sont là. C'est très fort, nous n'avons pas en France de pièce historique ou politique comparable, de notre temps, et Brecht fait un peu boy-scout constipé, à côté.

Il y a vingt-deux ans, le 4 octobre 1967, *Une Saison au Congo* avait été créée au Théâtre de l'Est parisien, rue Mahe-Bay, mise en scène de Jean-Marie Serreau. Ce théâtre a été détruit : le Théâtre de la Colline a été construit à la place, et c'est donc sur les mêmes lieux que le Lumumba de Césaire

est repris aujourd'hui, mis en scène par Mehmet Ulusoy, qui est né à Césaire puisqu'il participe régulièrement au Festival de Fort-de-France.

Mehmet Ulusoy est, dans notre théâtre, un cas à part. Un cas de « boulimie scénographique » signale. Il est Turc, et heureusement pour le Bosphore il ne sont pas tous comme Mehmet, là-bas. Mehmet est un ogre, une grande gueule, un agité. Il ne peut pas laisser un acteur, une ligne de dialogue, un malheureux petit bout de pièce, vivre sa vie tranquille une seconde. Non, il faut que dans l'espace scénique consent à Mehmet ça hurle, ça vole, ça folâtre, ça cogne, sans le moindre répit.

Cela pourrait être après tout un lequahaba, une danse de Saint-Guy, sans gravité, le théâtre en a vu d'autres, et les pièces se remettent, après l'ouragan. Mais il se trouve que Mehmet Ulusoy est un metteur en scène de première force, un chorégraphe, un décorateur, et pour tout dire un poète, de première force. Un incroyable magicien des pièces.

Un chiffonnier de génie, aussi. Il va ramasser des vieux bidons, des papiers écartés, des tiges de bambous cassées, et puis tout un lot d'ustensiles de cuisine au rebut, et aussi quelques kilomètres de cordon défilé de chez Tati, et avec ça Mehmet Ulusoy vous fait apparaître et disparaître des fleuves, des villages, des ciels, des dragons, des armées, des défilés, des incendies, vous en restez la bouche ouverte, et vous entendez des orages, des berceuses, des rivières, des galopades de buffles, des voix d'enfants sous les préaux, et c'est fait avec trois fois rien, une peau de tambour et deux fourchettes, et ce n'est pas un juste qu'on vous en fasse, mais vous en avez des frissons, et des larmes aux yeux, tant ces mirages et ces magies vous secouent.

Reste à savoir si toutes les pièces de théâtre et si tous les spectateurs sont assez solides pour subir ce traitement de choc. *Une saison au Congo*, d'Aimé Césaire, oui, ça va, les faits évoqués et la force d'expression de l'auteur sont de taille à supporter le bulldozer Ulusoy, et dès lors la pièce y gagne, c'est évident, car Mehmet n'est pas idiot, et son imagination créatrice fait irradier le texte. Quant au spectateur, c'est question de santé : trois heures de charivari et de tintamarre, si vous êtes plutôt une petite nature...

Athénaïs évanouie

An Théâtre de l'Odéon, ce sont des luttes plus anciennes que met en scène Simone Benmussa : la Convention, la Terreur, Danton, Saint-Just, Robespierre, évoqués par Michelet.

Adaptée par Elisabeth de Fontenay sous le titre *Michelet, ou le Don des larmes*, la pièce nous montre Michelet, chez lui, écrivant son *Histoire de la Révolution*, préparant son cours du Collège de France (qui, le temps de la pièce, est interdit à deux reprises).

Pris de Michelet, son ami polonais Adam Mickiewicz, professeur au même Collège. Son père aussi (Michelet, dans son *Journal*, écrit des pages très belles à la mort de son père).

Michelet, joué avec beaucoup de finesse par Roland Bertin, a des hésitations, des moments de vide. Puis il reprend feu et flamme pour son protégé : le « peuple » de Paris et des grandes villes.

Etrangement, Elisabeth de Fontenay et Simone Benmussa ont « évanoué » de la pièce un protagoniste fondamental : la charmante Athénaïs Mialaret, que Michelet a rencontrée au moment où il écrivait son *Histoire de la Révolution*, et qu'il épouse le 11 mars 1849. Evénement très connu et commenté. Car la jeune M^{me} Michelet

refuse à son époux une « frénésie entière », et il en est malade. « A peine avais-je en main ce désir trépas que tout m'était refusé », écrit-il le lendemain des noces. Et les regrets seront constants, dans le *Journal* : « Physiquement, il est impossible d'être moins marié » (...). « Essayé de jouer sans entrer. Je restai sur mon appétit », etc.

Mais ce qui est intéressant, c'est d'entrevoir le lien entre les connexions forcées de Michelet et son écriture de l'Histoire. « Ce matin, ma mie faisait semblant de dormir. Rempli les intermédiaires de sa toilette par la bataille de Valmy. Ou : Grâce à Dieu, j'ai vaincu. Et je voulais que les hommes aiment encore. C'est le sujet même de mon cours ».

Des auditeurs du Collège ont dit que, le 15 février 1849, « emporté par sa passion, il improvisa à propos de Jemmapes un dialogue de fiancés, imitant la voix de la jeune fille ».

Michelet pensait que le meilleur adjuvant, pour travailler, penser, écrire, était de « prendre l'un dans l'autre l'étincelle électrique ». Athénaïs Mialaret ne le lui permit guère, mais il sut écrire néanmoins de grandes pages sur Robespierre. Simone Benmussa les présente avec force, et Béatrice Danton, lisant le texte de Michelet sur les cimetières de la Terreur, non seulement sait avoir l'émotion juste, la distance juste, mais elle atteint aussi une zone « noire » de conscience, une ambiguïté cruciale de la voix mère de toute Histoire, qui faisait dire à Michelet, s'agissant des massacres, ces mots, le 21 août 1852 : « La préoccupation absolue de mon livre m'a empêché d'écrire ».

MICHEL COURNOT

► *Une saison au Congo*, Théâtre de la Colline. Tél. : 43-68-43-60.
► *Michelet ou le Don des larmes*, Petit Odéon. Tél. : 43-25-70-32.

Vive les femmes !

Trois très bonnes comédiennes pour un même cri :
« Faut pas tuer maman ! »

Laquelle des quatre préférer ? Doris, qui a grandi entre les deux guerres et dont la lucidité s'accroît tandis que passent les années, au point de la transformer en la plus drôle, vive et solide des grand-mères ? Marguerite, déclassée qui préfère mimer la petite-bourgeoise plutôt que de se souvenir de ses origines populaires ? Jackie, emportée par le courant babe et utopiste des années 60 et devenue, fille-mère, décidée à se battre pour être enfin elle-même ? Rosine, la petite fille nerveuse, intelligente, abandonnée par sa mère, élevée par sa grand-mère, recueillie par son arrière-grand-mère et pourtant résolue à être heureuse ?

Quatre portraits de femmes de la guerre à nos jours, quatre esquisses à la pointe fine, au trait léger, aux couleurs contrastées pour une œuvre signée d'un jeune auteur contemporain anglais, Charlotte Kentley. Entre l'humour le plus vif et la mélancolie la plus noire, elle s'est essayée avec succès à écrire une saga au rythme rapide, à la structure assez sophistiquée entre linéarité et flash-back, dialogues croisés et monologues, drame et mélodrame. Son écriture, qui se réclame presque ouvertement du féminisme, amène sûrement 64 plus inclusive si on se concentre pas ici ou là quelques facilités. On pressent qu'elles sont dues au système de

production théâtrale outre-Manche, un système qui ne permet pas, si l'on veut être joué, de s'éloigner trop du ton « boulevard chic ». Un reproche encore, une certaine longueur que n'abrite pas la mise en scène sans génie de Michel Fagadau.

Le plaisir de cette soirée à la Gaîté-Montparnasse vient des interprètes. Réserve faite des insuffisances de Viviane Elbaz (Marguerite), comment ne pas féliciter trois actrices très différentes et très talentueuses ? Danièle Lebrun (Doris), dans un rôle de vieillissement à grande vitesse, sait, à tous les âges, trouver une humour et une drôlerie justes. Dominique Prot (Jackie) joue très bien les teintes sombres d'une époque-charnière où la femme africaine commence de construire, sans filet, sa nouvelle condition. Anouk Grinberg (Rosine), enfin, incroyable petit gabarit de la scène, trouve dans son personnage de dernière de cordée une parfaite résonance à son énergie, sa nervosité, sa coquetterie naturelle.

OLIVIER SCHMITT

► *Gaîté-Montparnasse*. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinées samedi à 17 heures et dimanche à 15 heures. Tél. : 43-22-16-18. Durée : deux heures trente minutes. De 110 F à 200 F.

NOTES

Un congrès pour les villes du futur

A quoi ressembleront les villes du vingt et unième siècle ? Le troisième Congrès International des villes nouvelles tentent de répondre à cette question le 3 octobre, à Evry. Le congrès est sur le thème « stratégie urbaine et développement économique » et s'ouvrira sur une séance plénière consacrée à la « création d'espaces nouveaux » et animée par Jean-Jacques Fournier, président de l'Association française des villes nouvelles (AFVN). Des manifestations culturelles sont également proposées aux participants : défilé de mode, exposition, ou dîner-spectacle.

► Syndicat d'agglomération nouvelle d'Evry. Tél. : 68-01-58-53.

Nice : classement des façades du Palais de la Méditerranée

Depuis le 18 août, les façades du Palais de la Méditerranée sont classées monuments historiques. En collaboration avec le

municipalité, M. Jack Lang, ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire, a décidé de préserver cet élément important du patrimoine. Les façades seront intégrées dans le nouveau bâtiment qui doit être édifié à l'emplacement de l'ancien palais.

Concours pour le centre de conférences du quai Branly

Cinquante concurrents sur deux cent trente-neuf candidats ont été retenus pour participer au concours d'architecture organisé dans le cadre de la construction du centre de conférences internationales du quai Branly à Paris. Un jury international désignera le meilleur projet en janvier 1990. Ce futur centre de conférences (l'aboutissement du projet est prévu pour 1995) s'inscrit dans la politique de grande travaux décidée par le président de la République. Situé au pied de la tour Eiffel et s'étalant sur 25 000 mètres carrés, le bâtiment sera le lieu de rencontres politiques et diplomatiques et comprendra un centre de presse ainsi qu'une maison des journalistes.



NEDERLANDS DANS THEATER

DU 29 SEPT. AU 2 OCT. 20 H 45
DM 15 H

JIRI KYLIAN

JANACEK WEBERN

DEBUSSY MOZART

DU 4 AU 7 OCT. 20 H 45

JIRI KYLIAN

RAVEL

HANS VAN MANEN

HONEGGER

NACHO DUATO

MARIA DEL MAR BONET

LOC. 42742277

2 PL. DU CHATELET PARIS 4



Reprise en région parisienne, après le Théâtre de la Colline

MONSTRE AIME

5 et 6 octobre à 20 h 45

D'après Javier Tormo, traduit de l'espagnol par Denise Laroutis. Mise en scène de Jacques Nichet avec Charles Berling, Jean-Marc Bory. Production du Théâtre des Treize Vents. Centre Dramatique National Languedoc-Roussillon et du Théâtre National de la Colline. Un car est à la disposition du public parisien les 2 soirs près de Beaubourg à 19 h 15.

PLAGE DE LA LIBERATION

DE ROLAND FICHET
MISE EN SCENE: RENÉ LOYON

AU
THEATRE DE L'AQUARIUM

12 SEPTEMBRE AU 15 OCTOBRE

43 74 99 61

SADE

CONCERT D'ENFERS

Enzo Corman
Philippe Adrien

Salle 1
du mardi au samedi 20 h
dimanche 15 h 30

CARTOUCHIERIE
la Vierge
LOC. 43 26 36 36

Attention: les portes seront fermées dès le début du spectacle.

MUSÉE BOURDELLE

16, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris

ouvert tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40

Métro : Montparnasse-Bienvenue



Der Rosenkavalier

Richard Strauss

Nouvelle Production

Schmöhe / Martinoty / Schavernoch / Haas

Les 5-7-10-13-16-18-21 octobre à 19h30

Location aux caisses de Tih à 19h

Téléphone : 47 20 36 37 de 14h à 18h

15 AV. MONTAIGNE 75008 - PARIS

MERCREDI 4 OCTOBRE

14 JUILLET - ODÉON

HISTOIRES D'AMERIQUE

food, family and philosophy

Un film de Chantal Akerman

Même le jardin en a frémi...



AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

— **Simone et Jean BERGER** sont heureux de faire part de la naissance de

Thomas, Michel, Yvan,
le 21 septembre 1989.

21, résidence Les Chânaux,
31520 Ramonville.

Mariages

— **Agès FLOQUET,**
et
Lionel ARCIER,

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré à Versailles le 23 septembre 1989.

202, rue Champignonnet,
75018 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements :
42-47-95-03

En l'église de la Madeleine à Paris

Un service religieux à la mémoire des 171 victimes du DC-10 d'UTA a réuni près de 4 000 personnes

Le président de la République, M. François Mitterrand, a assisté, jeudi 28 septembre, en l'église de la Madeleine, à Paris, à une cérémonie religieuse multiconfessionnelle organisée à la mémoire des cent soixante et onze victimes de l'explosion en vol du DC-10 d'UTA le 19 septembre, au-dessus du désert nigérien du Ténéré. Près de quatre mille personnes étaient présentes, que ce soit à l'intérieur de l'église ou sur le parvis de la Madeleine. Accueilli par le père Bizard, curé de la paroisse, le chef de l'Etat a gagné le premier rang de la nef, où il a écouté, en présence des familles des victimes et du premier ministre, M. Michel Rocard, la lecture du texte d'une bénédiction spéciale du pape Jean-Paul II, puis l'hommage de l'archevêque de Paris, Mgr Lustiger. Les représentants de différentes confessions — protestants, musulmans, juifs, orthodoxes et anglicans — ont ensuite lu des textes religieux et dit des prières à la mémoire des cent soixante et onze disparus, dont la mort était symbolisée par cent soixante et onze cierges.

Plusieurs membres du gouvernement, notamment MM. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense, Pierre Arpaillange, garde des sceaux, et M. Edwige Avice, ministre délégué auprès du ministre des affaires étrangères, assistaient également à ce service religieux.

Décès

— La direction pour son option SIARC.

Tout le personnel Et ses camarades ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Ahmed DJIBRINE,
Géomètre.

survenu le 19 septembre 1989, dans l'accident du DC-10 N°Djibrine-Paris.

ENSA Massy-Montpellier.

— **Silvy-Tillard.**

M. et M^{me} Marc Fitou, ses parents, M^{me} Michèle Lissac, M. et M^{me} Luc Fitou, M. Jérôme Fitou, ses frères, sœur et belle-sœur, M^{me} Brigitte Saint-Genet, sa fiancée, M^{me} Marcanton Petrovic, sa grand-mère.

Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Alain FITOU, aspirant au CHA Scire, à Lille, interne au CHU de Nantes, ancien externe des hôpitaux de Paris, ancien élève du collège Stanislas de Paris, ancien élève de l'Institut du Saint-Esprit de Beauvais,

survenu à l'âge de vingt-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 22 septembre 1989, en l'église de Silvy-Tillard (Oise).

Prier pour lui !

3, rue du Moulin, 60450 Silvy-Tillard.

4, rue Henri-Murger, 75019 Paris.

LOTOSPORT	
RÉSULTATS COMPLETS	
1	02
2	03
3	04
4	05
5	06
6	07
7	08
8	09
9	10
10	11
11	12
12	13
13	14
14	15
15	16
16	17
17	18
18	19
19	20
20	21
21	22
22	23
23	24
24	25
25	26
26	27
27	28
28	29
29	30
30	31
31	32
32	33
33	34
34	35
35	36
36	37
37	38
38	39
39	40
40	41
41	42
42	43
43	44
44	45
45	46
46	47
47	48
48	49
49	50
50	51
51	52
52	53
53	54
54	55
55	56
56	57
57	58
58	59
59	60
60	61
61	62
62	63
63	64
64	65
65	66
66	67
67	68
68	69
69	70
70	71
71	72
72	73
73	74
74	75
75	76
76	77
77	78
78	79
79	80
80	81
81	82
82	83
83	84
84	85
85	86
86	87
87	88
88	89
89	90
90	91
91	92
92	93
93	94
94	95
95	96
96	97
97	98
98	99
99	100

— Le docteur Gérard-Antoine Leprieux, fait part du décès de son amie

Joëlle GUYOT, agrégée de l'Université, maître de conférences à l'université Paris-III.

survenue le 24 septembre 1989, à Paris.

— **M^{me} Eugène Huet,** M^{me} Annie Lussac, M. et M^{me} Serge Lussac et leurs enfants, Sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Georges LUSTAC, née Christiane Huet,

survenue le 18 septembre 1989.

Les obsèques ont eu lieu à Pont-sur-Yonne, dans la stricte intimité.

11, rue Michel-Weber, L-2730 Luxembourg.

Remerciements

— Le colonel Jacques Vandaele, Anne-Marie et Rémy Blondel, Marie-Françoise et Michel Offert, Vincent et Béatrice Vandaele, Benoît Vandaele, remercient de la sympathie qui leur a été témoignée lors du décès de

Suzanne VANDAELE,

survenue le 4 août 1989.

La messe à son intention sera célébrée le samedi 7 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Joseph, rue du Nord, à Rouen.

15, rue Quenay, 76000 Rouen.

Avis de messes

— A la mémoire du colonel de gendarmerie

René CHATELAIN, chevalier de la Légion d'honneur, croix de la valeur militaire,

informat dans l'intimité le 17 septembre 1989, à Pont-de-Cherry (Isère), une messe sera célébrée le samedi 7 octobre, à 10 h 30, en l'église du Christ-Roi, à Toulouse.

Que tous ceux qui l'ont connu, aimé et estimé se souviennent et s'unissent par leur présence, leurs pensées et leurs prières.

CAMPUS

Une chaire d'éthique médicale juive

Manipulations génétiques, greffes d'organe, euthanasie, avortement... : que disent la tradition juive et la jurisprudence rabbinique sur les questions éthiques nouvelles posées par l'explosion des progrès médicaux, scientifiques ou par l'extension d'une épidémie comme le sida ? En ouvrant une chaire d'éthique médicale juive, le Centre Rachi-CUEJ (Centre universitaire d'études juives) répond à un besoin de plus en plus ressenti dans la communauté juive et au-delà.

Animées par des personnalités comme M^{me} Barzach, ancien ministre de la santé, MM. René-Samuel Sirat, ancien grand rabbin de France, Pierre Draf, premier président de la Cour de cassation..., deux tables rondes, ayant réuni sept cents personnes, viennent d'inaugurer cet enseignement placé sous la direction du D^r Bernard Kanovitch, président du Centre Rachi, destiné à des praticiens (médecins, chercheurs ou juristes) ou à des étudiants en fin de cycle.

La vocation du Centre universitaire d'études juives, fondé il y a une trentaine d'années, est d'établir des passerelles entre la tradition et le monde moderne, et de reformuler en termes universitaires l'enseignement du judaïsme. Un millier de personnes (étudiants, universitaires, auteurs livres) suivent les séminaires et cycles de conférences du CUEJ. Celui-ci délivre un diplôme universitaire d'études juives, reconnu par l'Etat (à l'issue d'une convention avec l'université Paris-I), incluant des unités de valeur d'hébreu moderne, d'anthropologie et d'histoire du judaïsme, d'étude du sionisme et d'Israël... Cinq cents étudiants préparant cette année ce diplôme, équivalent au DEUG. Des négociations sont en cours pour l'amener au niveau de la maîtrise.

H. T.

* Centre Rachi-CUEJ, 30, boulevard de Port-Royal, 75005 Paris.

Enseignements techniques

Un colloque national sur les contenus des enseignements techniques aura lieu les 15, 16 et 17 novembre à l'Institut national de la recherche pédagogique à Paris. Organisé par le secrétariat à l'enseignement technique, il précèdera les colloques sur les programmes qui se tiendront dans chaque académie fin novembre. Trois cents personnes seront invitées à débattre des problèmes spécifiques à l'enseignement technique (liens avec l'emploi, l'enseignement général, la poursuite d'études, la diversité des filières...)

Animation culturelle

L'université de Paris-III Sorbonne nouvelle crée une licence d'animation culturelle et sociale, accessible aux titulaires d'un DEUG culture et communication, lettres modernes ou sciences humaines, ayant, de préférence, une expérience dans le domaine des pratiques corporelles, d'expression ou des arts du mouvement. Inscriptions jusqu'au 9 octobre.

* Centre Censier, service culturel, bureaux 18, 13, rue de Sautet, 75005 Paris. Tél. : 45-87-40-65.

(Publicité)

Vous cherchez à vendre ou à acheter une boutique, un local commercial, une alimentation, un café, une librairie ou tout autre commerce C'EST DANS LE JOURNAL SPÉCIALISÉ "LES ANNONCES" EN FONDS DE COMMERCE

En vente partout 6,20 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél. : (1) 48.05.30.30

INDE

CIRCUIT 16 JOURS "TRIANGLE D'OR"

a partir de **7 200 F***

ÉGYPTE

CIRCUIT-CROISIÈRE 8 JOURS

"PARIS-LE CAIRE-LOUXOR-PARIS"

a partir de **4 300 F***

CANARIES

SÉJOUR 1 SEM. "COUNTRY CLUB AQUARIUS"

a partir de **3 660 F***

TUNISIE

SÉJOUR 1 SEMAINE

a partir de **1 720 F*** NABEUL
a partir de **2 230 F*** DJEREA

GRÈCE

SÉJOUR 1 SEMAINE ÉMILIONI

a partir de **2 490 F***

MAROC

SÉJOUR 1 SEM. MARRAKECH

a partir de **2 100 F*** 7^e pension

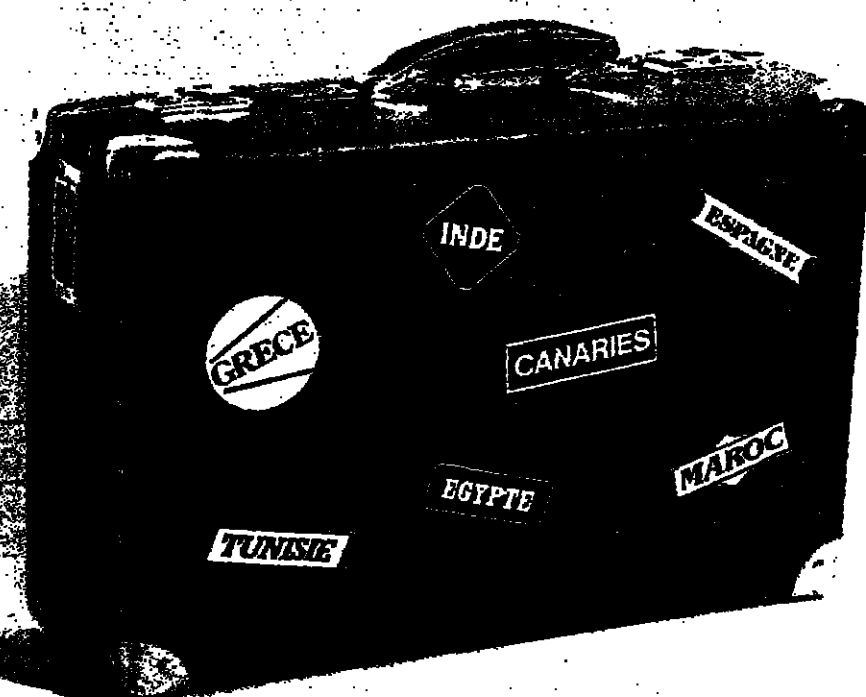
ESPAGNE

SÉJOUR 1 SEM. TORREHOLINOS

a partir de **2 010 F***

* Ces prix par personne comprennent : transports aérien Paris/Paris. Transfert aéroport/hôtel/aéroport. Logement en chambre double, pension complète (sauf Marrakech). Boissons à table. Assurance, assistance, rapatriement.

"Tiens. Les prix du monde changent !"



dub aquarius
l'autre club
Minitel 3615 AQUARIUS

PARIS
24, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS. 42.96.14.12
13, rue des Pyramides 75001 PARIS. 42.60.35.98
108, rue Montmartre 75002 PARIS. 42.21.03.65
26, rue Soufflot 75005 PARIS. 43.25.43.99
14, rue Lafayette 75009. 47.70.58.58
68, boulevard Voltaire 75011 PARIS. 48.06.79.65
49, avenue d'Italie 75013 PARIS. 44.24.38.38
29, avenue de Général Leclerc 75014 PARIS. 43.35.37.38
109, rue Lacourbe 75015 PARIS. 48.28.32.28
BANLIEUE
15, rue de Paris 78100 ST-GERMAIN-EN-LAYE. 34.51.33.77

PROVINCE
2, avenue des Belges 13100 AIX-EN-PROVENCE. 42.38.37.67
15, boulevard Foch 49100 ANGERS. 41.87.98.17
8, place Pie 84000 AVIGNON. 90.86.82.00
7, rue Boussingault, 29200 BREST. 98.43.44.88
117, rue Saint-Jean 14000 CAEN. 31.79.05.50
68, rue des Godrans 21000 DIJON
175, rue de la Barrière-St-Marc
45400 FLEURY-LES-AUBRAIS 38.61.53.05
34000 GRENOBLE. 76.46.01.37
2, place Bellecour 69002 LYON. 78.92.90.22

10, rue du Jeune Anacharsis 13001 MARSEILLE. 91.54.11.30
33, cours Gambetta 34000 MONTPELLIER. 67.58.84.84
1, rue des 3 Croisances 44000 NANTES. 40.08.06.00
85, boulevard Gambetta 06000 NICE. 93.86.33.13
1, rue d'Illes 45000 ORLÉANS. 38.81.11.55
61, place Drouot d'Erion 51000 REIMS. 26.40.56.10
2, quai Emile-Zola 35000 RENNES. 99.78.30.30
130, rue Jeanne d'Arc 76000 ROUEN. 35.71.81.05
8, rue de la République 42000 ST-ETIENNE. 77.41.95.01
1, rue Colbert 37000 TOURS. 47.20.49.50
133, cours Emile Zola 69100 VILLEURBANNE. 78.03.70.00

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 29 septembre à 0 heure et le dimanche 1^{er} octobre à 24 heures.

Durant ces deux jours, les conditions anticycloniques vont prédominer avec beau temps sur l'ensemble du pays sauf sur la Corse où de rares averses pourront se produire.

Samedi : musgoux près de la Manche, rares ondées en Corse.

Le ciel sera très nuageux le matin de la Basse-Normandie aux Ardennes avec une amélioration l'après-midi. De rares ordes se produiront en Corse et sur l'extrême Sud-Est où le ciel restera nuageux.

Ailleurs le beau temps prédominera. Cependant des nuages resteront accrochés sur le relief des Pyrénées.

Le mistral soufflera encore fort avec des rafales atteignant 80 à 90 km/h. La tramontane soufflera également assez fort avec des pointes à 70 km/h.

Les températures resteront assez basses le matin du Bassin aquitain au nord-est du pays avec 6 à 8 degrés. Elles avoisieront 10 à 12 degrés de la Bretagne au Nord-Pas-de-Calais, sur le Sud-Est et la Corse.

Les températures maximales resteront stationnaires de 16 à 23 degré du nord au sud.

Dimanche : soleil, encore quelques

La journée de dimanche sera dans son ensemble une journée très ensoleillée dans tout le pays.

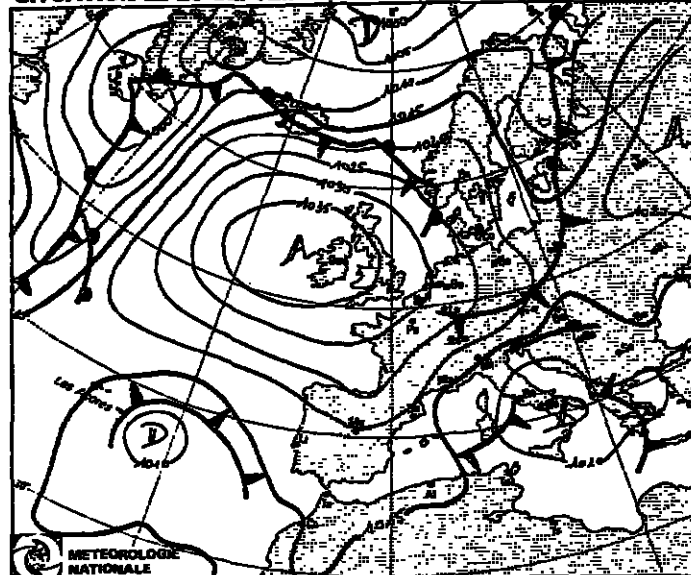
Le matin, le ciel sera clair ou peu nuageux. Les brouillards et les brumes seront de retour surtout sur les régions situées au nord de la Loire. Cependant, ils seront rapidement dissipés et l'après-midi, le ciel restera bien dégagé.

Sur la Corse et l'extrême Sud-Est, des nuages se formeront en cours de journée et pourront encore donner de rares averses orageuses.

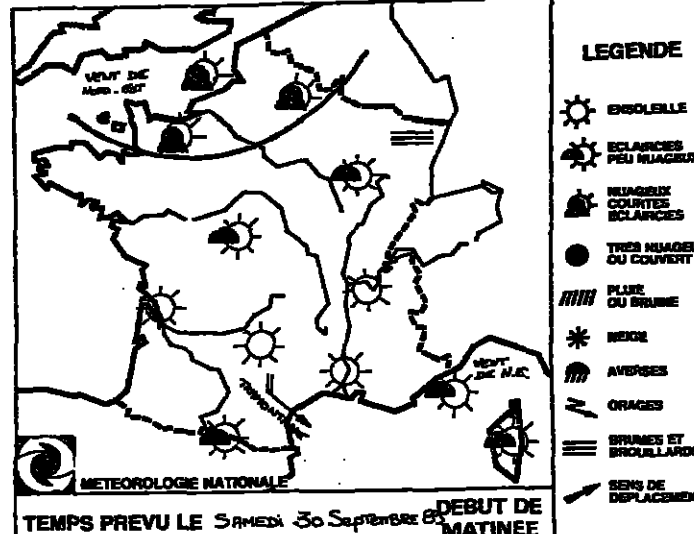
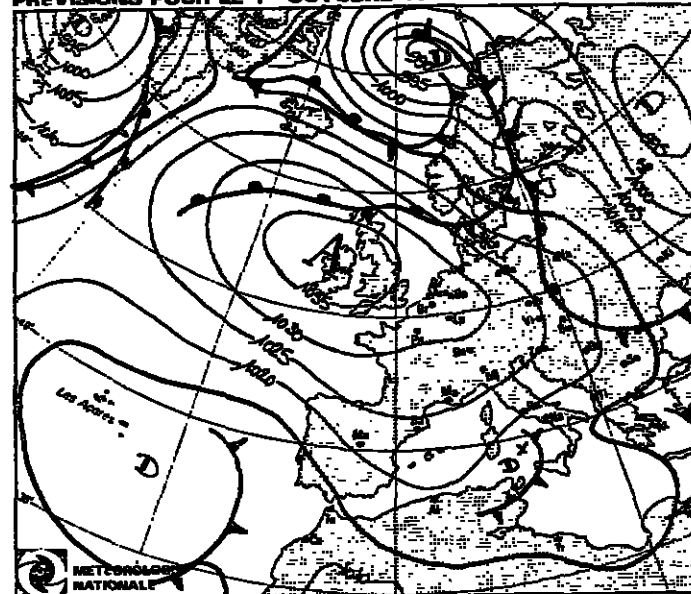
Le mistral et la tramontane se calmeront. Le vent de nord-est soufflera toujours entre la Côte d'Azur et la Corse.

Les températures minimales seront stationnaires par rapport à la veille. Les maximales, quant à elles, seront en hausse d'environ un à deux degrés à la faveur du bon ensoleillement.

SITUATION LE 29 SEPTEMBRE 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 1^{er} OCTOBRE 1989 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
 Valeurs extrêmes relevées entre le 29-8-1989 et le 29-9-1989

[illegible]

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

**SAMEDI 30 SEPTEMBRE
I.L.E.-DE-FRANCE**

Chartres, 14 h 30 : céramiques.
Dreux, 14 h : tableaux. Verrières-
le-Buisson, 14 h 15 : livres.

DIMANCHE 1^{er} OCTOBRE

Chartres, 10 h et 14 h : armes, livres. Fontainebleau, mobilier, objets d'art. La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30 : tableaux modernes. Rambouillet, 14 h 30 : tableaux et sculptures modernes. Sceaux, 14 h 30 : mobilier. Sens, 14 h 30 : arts d'Asie. Vernon, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Verrières-le-Buisson, 11 h et 14 h 15 : automobiles de collection.

PLUS LOIN

SAMEDI 30 SEPTEMBRE

Alençon, 11 h : voitures hippomobiles. Bayeux, 20 h 30 : tableaux, mobilier. Bernay, 14 h : mobilier, tableaux. Dijon, 14 h 30 : lettres, manuscrits. Evreux, 15 h : véhicules anciens. Marseille (Castellane), 14 h 30 : mobilier, tableaux. Nantes, 14 h 30 : tableaux, orfèvrerie. Rouen, 14 h : art populaire. Troyes, 14 h : tableaux modernes. Vitry-le-François, 14 h : argenterie, bijouterie.

DIMANCHE 1^{er} OCTOBRE

Arles, 14 h : tableaux modernes.
Aunt, 10 h 30 et 15 h : argenterie,
mobiliier. Bayeux, 14 h : vins et
alcools. Bernay, 14 h : mobiliier,
objets d'art. Issoudun, 14 h 15 : art
et publicité. Lyon (Tuliers), 15 h :
timbres-poste. Marseille (Cantini),
11 h et 14 h 30 : art islamique.
Marseille (Casteillane), 14 h :
grands vins. Nancy, 14 h : mobi-
lier, tableaux. Parthenay, 14 h 30 :
mobiliier, objets d'art. Reims, 14 h :
bijoux. Rouen, 14 h : instruments
de musique,  tains. Saint-Amand-
Montrond, 14 h 30 : argenterie,
linge.

FOIRES ET SALONS

Pierrefonds, Rennes, Arles,
Metz.

Le Monde

**7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09**

Édité par la SARL *le Monde*

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.


Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-1037

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81


Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-35-31-32 ou 45-35-91-71
Télex MONDPUB 286 136 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
 Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
 ou 36-15 - Tapez LM

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-1037

*Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration*

ABONNEMENTS

BP 57079 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS taux maximaux
3 mois	365 F	399 F	904 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 380 F	1 388 F	1 900 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de
votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Classer les adresses étrangères et provinciales : nos abonnés sont invités à fournir leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

_____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82 - Poste 4138

PHILATÉLIE

Les drapeaux des Nations unies

Les Nations unies ont mis en vente, le 22 septembre, la dixième et dernière série de timbres reproduisant les drapeaux des cent cinquante-neuf États membres de l'organisation. Cette série comprend seize drapeaux, sous forme de quatre «feuilles réunissant chacun quatre blocs de quatre timbres à 25 cents.

Se trouvent ainsi réunis dans un premier feuillet, Indonésie, Lesotho, Guatemala, Pays-Bas; puis dans un second, Afrique du Sud, Portugal, Maroc, République arabe syrienne; dans un troisième, Honduras, Cambodge, Guinée-Bissau, Chypre; enfin Algérie, Brunei, Saint-Christophe-et-Nevis et les Nations unies, 160^e drapeau, pour compléter le dernier feuillet.

Fait unique, les Nations unies disposent de trois administrations postales distinctes utilisant chacune des timbres spéciaux en trois unités monétaires.

L'ONU a son siège à New-York et dispose d'une administration postale qui lui est propre, dotée de timbres en dollars depuis 1951.

Un office annexé a été ouvert Genève en 1969, qui émet ses propres timbres en francs suisses rejoint en 1979 par le centre international de Vienne qui émet ses timbres en schillings autrichiens.

Seuls peuvent être affranchis l'aide de ces timbres les objets de correspondance expédiés depuis les différents sièges de l'organisation des Nations unies.

► Administration postale des Nations unies, Palais des Nations, CH-1211, Genève 10, Suisse.

Rubrique réalisée par la rédaction de *Monde des philatélistes*.
24, rue Chancelat, 75009 Paris.
Tél. : (1) 42-97-99-66.

En filigrane

● **Postiers timbrés pour les J^es d'Albertville** — Plusieurs pays ont déjà émis des timbres-poste pour annoncer les Jeux olympiques d'hiver qui se dérouleront en 1992 à Albertville : le Paraguay (deux séries), Franck Piccard apparaissant sur deux timbres), le Laos et la Guinée-Bissau.

● **Expositions.** — L'amicale philatélique rennaise organise, les 6, 7 et 8 octobre dans le salle des Congrès, 27, boulevard Solférino à Rennes, sa première exposition internationale à l'occasion du 35^e congrès des sociétés philatéliques de Bretagne.

Exposition philatélique sur le bicentenaire de la Révolution à l'hôtel de ville de Sainte-Menhould, les 7 et 8 octobre, pour la mise en service d'une nouvelle flamme d'oblitération « Jean-Baptiste Drouet — Louis XVI » (souvenirs philatéliques : Cercle philatélique menehildien, Michel Weffrey, 5, rue Chanzy, 51800 Sainte-Menhould).


Le Musée régional du timbre du Luc-en-Provence (la Citadelle, place de la Convention, 83340 Le Luc-en-Provence. Tél. : 94-47-96-16) accueille durant le mois d'octobre une exposition philatélique sur les Terres suisses et anglaises françaises. Avec, en prime, un colloque, le dimanche 8 octobre, de 9 h 30 à 17 heures (conférences, projections).

● **Souvenirs de Solférino.** — Le Centre Henry-Dunant fêtait le 24 juin le 130^e anniversaire de la bataille de Solférino. Un souvenir philatélique a été émis : une carte postale qui reprend une image d'Epinal, affranchie à l'aide du timbre émis pour le 125^e anniversaire de la Croix-Rouge et revêtue d'une oblitération spéciale illustrée « Un souvenir de Solférino par Henry-Dunant ». Prix de vente, 12 F plus port (Centre Henry-Dunant, A. Godof, 12, rue Chardin, 75016 Paris). Le produit de la vente contribuera au financement de ce centre de recherches et de documentation de la Croix-Rouge française.



COLLOQUE


« Liberté, égalité, fraternité... »



TRAQUE DU **LOTTO** 1978

200 MILLIONS 27 SEPTEMBRE 1978

JE BROQUANTE à PARIS




On ne peut pas
être à la fois
à Paris et
à la Défense

PROCHAIN TRACÉ, EN DIRECT SUR 750

SAISIR LE 1^{ER} SEPTEMBRE 1978 à 20 H 30

POUR LA TRACÉ, VOUS DEVEZ AVOIR :


- 1. UN BILLET
- 2. UN PAYSAN
- 3. UN PAYSAN
- 4. UN PAYSAN



LES BILLES SONT :

5 BILLES N° 1	6 251 855,00 F
5 BILLES N° 2	92 580,00 F
5 BILLES N° 3	8 895,00 F
5 BILLES N° 4	155,00 F
5 BILLES N° 5	11,00 F

FESTIVAL 75



On ne peut pas
être à la fois
à Paris et
à la Défense

La revue *Droit social*, dirigée par Jean Jacques Dupeyron, organise les 13 et 14 octobre prochain un colloque sur le thème « *Liberté, égalité, fraternité...* », sous la présidence de M. Jean Laroque, procureur général honoraire près la Cour de cassation. Le 13 octobre, M. Jean-Marie Massé, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, introduira les débats qui seront consacrés le matin au thème « *Liberté et droit du travail* », avec M. Jean Pélissier, professeur à l'université Jean-Moulin (Lyon-III), et M. Jean Savatier, professeur émérite à la faculté de droit de Poitiers.

Mme Suzanne Grévisse, président de la section sociale du Conseil d'Etat, présidera les travaux du matin. Ceux de l'après-midi, sous la présidence de M. Pierre Guillemin, vice-président délégué général de

l'UDMM, porteront sur le thème « *Egalité et droit du travail* ». Le 14 octobre, Lyon-Caen, professeur à l'université Paris-X, et M. Jean-Emanuel Laroc, professeur à l'université de Paris-I.

Le 14 octobre, les débats seront consacrés au thème « *Fraternité et droit du travail* », sous la présidence de M. Jean Kaspas, secrétaire général de la CFDT. Interviendront M. Alain Supiot, professeur à l'université de Nantes, M. Jean-Marie L'Her, professeur honoraire de l'université de Paris-X, M. François Gaudin, professeur à l'université du Maine, et M. Jean Cochard, président de la chambre sociale de la Cour de cassation.

* Lieu de colloque : université de Paris-II, 92, rue d'Assas, 75006 Paris. Renseignements complémentaires : 01 42 35 50 00.

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans le monde. Signification des symboles : P Signifié dans le Monde radio-télévision • F Film à voir • On peut voir • N Ne pas manquer • M Météo • C C'est l'heure du cinéma

Vendredi 29 septembre

TF 1

- 20.35 Variétés : Avis de recherche. Invité : Roger Hanin.
- 22.45 Variétés : Et si on se disait tout ? Invité : Serge Gainsbourg.
- 23.45 Journal et Météo.
- 0.05 Feuilletton : Hémet (3^e épisode).
- 1.00 Série : Des agents très spéciaux.
- 1.45 Flash d'informations.
- 1.50 TF 1 nuit.

A 2

JEAN D'ORMESSON
raconte les amours de
Chateaubriand
Mon dernier rêve
sera pour vous

- 20.35 Série : Mon dernier rêve sera pour vous.
- 21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Auteur : Guy Bados (Petites drôleries et autres méchancetés sans importance, sont invités : Nina Barbova de Mal noli, Mouloudji de Paris Invité, René Victor Pilles de Méditerranée) et un invité surprise.
- 22.55 Journal et Météo.
- 23.05 Soixante secondes. Peter Gabriel.
- 23.15 Cinéma : Cape et poignard. ■■■ Film américain de Fritz Lang (1948).

FR 3

- 20.35 Série : Fiction. Magazine : Thalassa. Les vingt-cinq ans d'une radio libre en mer.
- 22.30 Journal et Météo.
- 22.55 Documentaire : Les grandes chroniques du millénaire. De Jacques Dupont. 2. Hurs et malheurs.
- 23.50 Musiques, musique. Sonets en si bémol K 378, de Mozart.

CANAL PLUS

- 20.30 Téléfilm : Le culte de la honte.
- 22.25 Documentaire : L'empire du froid.
- 22.50 Flash d'informations.
- 22.55 Magazine : Dostoevski.
- 23.00 Cinéma : La veuve noire. ■■■ Film américain de Bob Rafelson (1988).
- 0.35 Histoires fantastiques. ■■■ Film américain de Steven Spielberg. William Dean, Robert Zemeckis (1988) (v.o.).

LA 5

- 20.40 Téléfilm : Poudre d'ange.
- 22.30 Magazine : Reporters.
- 23.35 Série : Génération pub.
- 0.00 Journal de minuit.

M 6

- 20.30 Téléfilm : Hypnose.
- 21.45 Série : La malédiction du loup-garou.

22.15 Série : Brigade de nuit.

- 23.05 Capital.
- 23.10 Six minutes d'informations.
- 23.15 Saxy clip.
- 23.45 Variétés : You can dance.

LA SEPT

- 20.30 Documentaire : Nathalie Sarraute, conversation avec Claude Régy.
- 22.15 Documentaire : Le fantôme du théâtre des Champs-Élysées.
- 22.30 Documentaire : L'amour en France (1).
- 23.30 Cinéma : Cours croisés. ■■■ Film français de Stéphanie de Marval (1987).
- 1.00 Court-métrage : Les veuves de quinze ans. De Jean Rouch.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio-Archives. Ainsi parlait Alain...
- 21.30 Musique : Black and blue. Piano surprises.
- 22.40 Court-métrage : Bourgeois.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Codi. Des souris et du rock.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 24 mai, salle Pleyel) : La fable verdais, ouverture, de Smetana; Capriccio brillante pour piano et orchestre en si mineur op. 22, de Mendelssohn; Burlesque pour piano et orchestre en ré mineur, de R. Strauss; Symphonie n° 6, de Mahler, par l'Orchestre national de France, dir. Jiri Kout, sol. : Elisabeth Leonskaia, piano.

TF 1

- 7.45 Jardinez avec Nicolas.
- 8.00 Club Dorothée dimanche.
- 10.10 Hlt NRJ-TF1.
- 10.50 Magazine : Les animateurs du monde. De Maryse de La Grange. Les cours plume de Churchill, de Régis Féret.
- 11.25 Magazine : Auto-moto.
- 12.00 Jeu : Tournez... maraige.
- 12.30 Jeu : Le juste prix.
- 12.55 Météo et Journal.
- 13.20 Série : Un fil dans la main.

- 14.15 Spécial sports. Automobile : Grand Prix de formule 1 d'Espagne, en direct de Jerez.
- 15.40 Tiercé à Saint-Cloud.
- 15.50 Spécial sports (suite).
- 16.30 Dessins animés : Disney parade.
- 17.40 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ?
- 18.05 Magazine : Téléfoot.
- 19.00 Magazine : 7 sur 7.
- Invité : Hélène Carrère d'Encausse.
- 19.50 Loto sportif.
- 20.00 Journal, Météo et Tapie vert.
- 20.40 Cinéma : Le jeu de la mort. ■■■ Film français d'Yves Robert (1984).
- Avec Pierre Richard, Carrey More, Camille More.
- 22.40 Magazine : Ciné dimanche.
- 22.45 Cinéma : Le témoin. ■■■ Film français de Jean-Pierre Mocky (1978). Avec Albert Sordi, Philippe Noiret, Roland Dubillard.
- 0.20 Journal et Météo.
- 0.40 Documentaire : La route de la soie.

A 2

- 8.30 Magazine : Catin-matin.
- 9.00 Connaitre l'islam.
- 9.30 Orthodoxie.
- 10.00 Présence protestante.
- 10.30 Le jour du Seigneur.
- 11.00 Messe, en l'église paroissiale de France.
- 12.05 Dimanche Martin.
- 13.00 Journal et Météo.
- 13.20 Dimanche Martin (suite).
- 14.55 Série : Mac Gyver.
- 15.50 L'école des fans.
- 16.35 Série : Qui c'est ce gargon ? De Nadine Trintignant.
- 17.35 Documentaire : Commandant Cousteau, mission en Antarctique. 3. La vie sous un océan de glace.
- 18.30 Magazine : Stade 2.
- 19.30 Série : Maguy.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.35 P Téléfilm : Les sirènes de minuit. De Philippe Labrie, d'après le roman de Jean-François Coqueret, avec Philippe Léaud, Véronique Genest.
- 21.10 Magazine : Musiques au cœur. Karel Rieckart à Montecarlo.
- 23.15 Journal et Météo.
- 23.40 Magazine : Apos.
- 23.55 Soixante secondes. Hand Alain.
- 0.00 Sport : Gymnastique rythmique et sportive.
- 0.45 Documentaire : Commandant Cousteau, mission en Antarctique (rediff.).

FR 3

- 8.02 Ulysse 31.
- 8.32 Documentaire : Splendeurs sauvages. De Frédéric Rossif.
- 9.00 Magazine : Racines.
- 9.25 Magazine : Racines.
- 9.30 Magazine : Rencontres.
- 10.30 Magazine : Latitudes.
- 11.30 RFO hebdo.
- 12.00 Magazine : Musicales (rediff.).
- 12.57 Flash d'informations.
- 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.
- 13.30 Forum RMC-FR 3. Invité : Jean-François Ponce.
- 14.30 Expression directe. FO : MFG.
- 14.50 Sport : Tennis. Grand Prix passing shot de Bordeaux : finales simple et double, en direct.
- 17.00 Flash d'informations.
- 17.03 Magazine : Para-choos.
- 17.30 Anusse 3.
- 18.00 Documentaire : Chine. L'Éric Cloué. Texte de Marie-Claire Berghes, dit par Stéphane Pail.
- Débats : L'histoire de la Chine de 1900 à 1949 : à 18.40. La Chine de A à Z, abécédaire présenté par Philippe Aubert : à 21.10. Débats : L'histoire de la Chine de 1949 à 1989.

Dimanche 1^{er} octobre

22.20 Journal et Météo.

- 22.45 Cinéma : The road to glory. ■■■ Film américain de Howard Hawks (1938). Avec Fredric March, Warner Baxter, Lionel Barrymore (v.o.).
- 0.20 Musiques, musique. Trois fantômes op. 111, de Schumann, par Jean-Claude Pennetier, piano.

CANAL PLUS

- 9.05 Cinéma : Savannah. ■■■ Film français de Marco Pico (1987). Avec Jacques Higelin, Daniel Martin, Rodde Gaudier.
- 10.50 Cinéma : La veuve noire. ■■■ Film américain de Bob Rafelson (1988). Avec Debra Winger, Theresa Russell, Sami Frey.
- En clair jusqu'à 14.00.
- 12.30 Magazine : Rapido. D'Ancho de Cannes.
- 13.00 Flash d'informations.
- 13.05 Magazine : Mon zénith à moi. Invité : Jacques Higelin.
- 14.00 Téléfilm : La vengeance au-delà du temps. De Michael Pressman, avec Susan Lucci, John James.
- 15.30 Magazine : Exploits.
- 15.50 Série : Bergerac.
- 16.40 Documentaire : La rivière volée. De Derrick Joubert.
- 17.30 Série : Mister Gun.
- 18.00 Cinéma : Les innocents. ■■■ Film américain de Richard Donner (1985). Avec Sean Arlt, Josh Brolin, Jeff Cohen.
- En clair jusqu'à 20.35.
- 19.50 Flash d'informations.
- 19.55 Dessins animés : Ça cartoon. Présenté par Philippe Duss.
- 20.30 Magazine : Tranches de art.
- 20.35 Cinéma : Quelques jours avec moi. ■■■ Film français de Claude Sautet (1988). Avec Daniel Auteuil, Sandrine Bonnaire, Jean-Pierre Marielle.
- 22.40 Flash d'informations.
- 22.45 Magazine : Journal de l'art.
- 23.40 Cinéma : Les tricheurs. ■■■ Film français de Marcel Carné (1958). Avec Paulette Goddard, Jacques Charrier, Laurent Terzieff (N.).

LA 5

- 1.35 Cinéma : Les prédateurs de la nuit. ■■■ Film français de Jean Franco (1988). Avec Helmut Berger, Brigitte Lahaie, Telly Savalas.
- 10.00 Variétés : Perfecto (rediff.).
- 10.45 Série : L'homme qui valait trois milliards.
- 11.35 Série : L'homme de l'Atlantide.
- 12.25 Rallye des pharaons. D'après.
- 12.30 Documentaire : Beauté sauvage. De Frédéric Rossif.
- 13.00 Journal.
- 13.30 Téléfilm : Chasse à l'homme. De Clive Donner, avec Peter O'Toole, John Standing.
- 15.15 Feuilletton : Les héritiers (1^{er} épisode).
- 17.00 Magazine : Télé-matins dimanche.
- 18.00 Série : L'enquêteur.
- 18.50 Journal Images.
- 19.00 Série : Supercopier.
- 19.55 C'est l'histoire d'un mec...
- 20.00 Journal.
- 20.35 C'est l'histoire d'un mec...
- 20.40 Cinéma : Sala temps pour un fils. ■■■ Film américain d'Andy Davis (1985). Avec Chuck Norris, Henry Silva, Bart Ramson.
- 22.30 Magazine : Ciné Cinq.
- 22.40 Cinéma : Coup de cœur. ■■■ Film américain de Francis Ford Coppola (1982). Avec Frederic Forrest, Teri Garr, Neetaisha Kinski.
- 0.00 Journal de minuit.
- 0.05 Coup de cœur (suite).
- 0.35 Feuilletton : Les dames de la côte.
- 2.05 Téléfilm : Les messieurs de Saint-Roy.
- 3.35 Le journal de la nuit.
- 3.40 Feuilletton : Le clan Beau-
- 4.20 Les messieurs de Saint-Roy (rediff.).

M 6

- 9.00 Jeu : Pour un clip avec toi. Interview de Madonna.
- 10.30 Variétés : Fréquentar. Dessins animés : Graffiti.
- 11.50 Hlt. hit. hit. honra !
- 11.55 Informations.
- 12.00 Informations : M 6 express.
- 12.05 Série : Cher oncle Bill.
- 12.30 Série : L'incroyable Hulk.
- 13.20 Série : Madame est servie (rediff.).
- 13.50 Série : Les sœurs brûlées.
- 14.40 Série : Clair de lune.
- 15.25 Série : Espion modèle.
- 16.10 Série : Brigade de nuit.
- 17.00 Divertissement : Trop tard pour la sieste.
- 17.30 Série : Les années coup de cœur.
- 18.00 Informations : M 6 express.
- 18.05 Variétés : Top of the pop.
- 18.30 Trop tard pour la sieste (suite).
- 19.00 Magazine : Culture club.
- 19.30 Série : Roseanne.
- 19.50 Trop tard pour la sieste (fin).
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.30 Cinéma : Les intouchables. ■■■ Film italien de Giuliano Montaldo (1968). Avec John Cassavetes, Burt Reynolds.
- 22.10 Six minutes d'informations.
- 22.15 Capital.
- 22.20 On se dépêche d'en rire.
- 22.30 Cinéma : Le grand frère. ■■■ Film français de Francis Grod (1982). Avec Gérard Depardieu, Soud Alidou.
- 0.20 Musique : Boulevard des clips.
- 2.00 Rediffusions. La clinique de la Forêt-Noire; Spécial Serge Reggiani : Quand la science mène l'enquête (la pollution); Moscou cinéma (documentaire); Spécial Serge Reggiani : La clinique de la Forêt-Noire.

LA SEPT

- 18.00 Méthode Victor : Allemand et espagnol.
- 18.30 Documentaire : Paroles d'otages (2). De Jean-Claude Raspignat et Patrick Volon.
- 17.30 Documentaire : Nathalie Sarraute, conversation avec Claude Régy.
- 19.15 Documentaire : Le fantôme du théâtre des Champs-Élysées. De Pascal Kamé.
- 19.30 Magazine : Club sans nom. De Jean-Marc Terrasse et Martin Meissonnier.
- 20.30 Cinéma : Les fraises sauvages. ■■■ Film suédois d'Ingmar Bergman (1958).
- 22.00 Courts métrages : Le voyage de Karl, d'Ingmar Bergman; Voyage vers la naissance, de Maria Mac Dalanda.
- 22.30 Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films (4).
- De Denis Darnat.
- 23.00 Documentaire : Robert de fer. De Jacob Jorgensen.
- 23.30 Téléfilm : Sorrow acre.
- 0.30 Téléfilm : La vengeance d'une orpheline russe.
- 1.00 Magazine : Mégamix.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Atelier de création radiophonique. Fais divers.
- 22.35 Musique : Le concert. Spécial Musica 89. Ensemble Modem.
- 0.05 Clair de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE
- 21.00 Concert (en direct de la chapelle royale du château de Versailles) : Cantate funéraire maçonnique de Mozart, Messe des morts de Gosses, par le Concerto Koeln et l'Ensemble vocal de la Chapelle Royale, dir. Philippe Herreweghe.
- 23.05 Cinéma. Musiques traditionnelles. La musique arabo-andalouse avec le chanteur marocain Rajab.
- 0.30 Archives dans la nuit. Bruno Maderna dirige l'orchestre de la RAI de Turin (20 octobre 1981) : œuvres de Schoenberg, Webern, Berg.

Samedi 30 septembre

TF 1

- 13.15 P Magazine : Reportages. Les enfants du retour, de Rémi Lainé et Gérard Ramus.
- 13.50 Série : Juliette en toutes lettres.
- 14.25 La Une est à vous.
- 15.45 Tiercé à Evry.
- 15.55 La Une est à vous (suite).
- 17.35 Trente millions d'amis.
- 18.00 Série : Les professionnels.
- 18.55 Série : Marc et Sophie.
- 20.00 Journal.
- 20.40 Variétés : Sébastien, c'est fou !
- 22.25 Magazine : Ushuelle.
- 23.25 Magazine : Formule sport. Gymnastique à Sarajevo; Automobile : Essai du Grand Prix de formule 1 d'Espagne; Football : Championnat de France. Invité : Ivan Lendl.
- 0.20 Journal et Météo.

A 2

- 14.55 Magazine : Sports passion. Bons : Championnat du monde de judo à Moscou; Gymnastique rythmique : Championnat du monde à Sarajevo; La magazine du rugby.
- 17.30 Spécial Transatlantique.
- 18.30 Série : L'homme qui tombe à pic.
- 19.30 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
- 20.00 Journal.
- 20.35 Variétés : Champs-Élysées. Émission présentée par Michel Duclos. Invité : le commandant Cousteau.
- 22.25 Série : Nick, chasseur de têtes.
- 23.20 Journal et Météo.
- 23.35 Magazine : Lunettes noires pour nuit blanche.

FR 3

- 14.00 Sport : Tennis. Grand Prix passing shot de Bordeaux : demi-finales simple et double, en direct.
- 18.00 Sanddynamite.
- 19.00 La 19-20 de l'information.
- 19.58 Dessin animé : Ulysse 31.
- 20.05 Jeux : La classe.
- 20.35 Sanddynamite.
- 21.55 Journal.
- 22.20 P Magazine : Le divan. D'Henry Chapin. Invité : Jane Fonda.

- 22.40 Magazine : Musicales. D'Alain Ducot. Hommage à Herbert von Karajan. Mort et transfiguration, de R. Strauss, par l'Orchestre philharmonique de Berlin. Avec des témoins : Claudio Domingo, Anne Sophie Mutter, Jasja Norman, Dietrich Fischer-Dieskau, José Van Dam.
- 23.35 Magazine : Sports 3.

CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 20.30.
- 19.30 Flash d'informations.
- 19.35 Top 50.
- 20.30 Téléfilm : Une table pour six. De Gérard Vergez, avec Sabine Haudepin.
- 22.00 Les superstars du catch.
- 22.55 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : Weed-end de terreur. ■■■ Film américain de Fred Williamson (1988). Avec Deborah Foreman, Deborah Goodrich, Jay Baker.
- 0.25 Cinéma : Un enfant de Calabre. ■■■ Film italien de Luigi Comencini (1987). Avec Gian Maria Volonté, Santo Polino, Diego Abatantuono (v.o.).
- 2.10 Cinéma : Post-Bouillie. ■■■ Film français de Julien Duvivier (1957) (N.).
- 4.05 Cinéma : Les prédateurs de la nuit. ■■■ Film français de Jean Franco (1988). Avec Helmut Berger, Brigitte Lahaie, Telly Savalas.

LA 5

- 18.30 Variétés : Perfecto.
- 18.55 Journal Images.
- 19.00 Série : Happy days.
- 19.30 Spécial Thierry Le Luron.
- 20.00 Journal.
- 20.40 Téléfilm : Le retour de Gollath.
- 22.25 Série : Le voyageur.
- 22.55 Magazine : Samedi foot.
- 23.00 Téléfilm : Pulsion mortelle.
- 0.00 Journal de minuit.

M 6

- 17.10 Série : Vega.
- 18.00 Informations : M 6 express.
- 18.05 Variétés : Multitop.
- 19.25 Magazine : Turbo.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Madame est servie.

- 20.30 Téléfilm : Dérivés.
- 22.05 Téléfilm : Séduction fatale.
- 23.20 Six minutes d'informations.
- 23.25 Téléfilm : Louis XI. D'Alexandre Astruc, avec Denis Manuel, Daniel Gelin, (1^{er} partie).
- 1.05 Musique : Boulevard des clips.

LA SEPT

- 16.00 Méthode Victor : Allemand.
- 16.30 Documentaire : Paroles d'otages (1). De Jean-Claude Raspignat et Patrick Volon.
- 17.30 Cinéma : Incognito. ■■■ Film d'Alain Resnais (1988).
- 19.00 Documentaire : Barbara Hendricks. De Lars Egler.
- 20.30 Danse : Giselle. Ballet de Metz EL.
- 22.00 Musique : Alpha Blondy. Concert enregistré au Piste de Boulogne en 1987.
- 22.30 Documentaire : Histoire parallèle. De Philippe Grandjean.
- 23.15 Jazz soundies.
- 23.25 Le tour du monde du travail à domicile.
- 23.30 Documentaire : Les voisins de Joe Leahy.
- 1.00 Film d'animation : Images.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Photo-portrait. Valère Novarina, écrivain. Dramatique.
- 20.45 Capriccio, de Jacques-René Doyon.
- 22.35 Musique : Opus. Irving Berlin.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.00 Opéra (donné les 28 et 29 septembre à Lyon) : Benvenuto Cellini, opéra en deux actes et quatre tableaux, de Berlioz, par l'Orchestre national de Lyon, le Chœur Pro musica de Lyon et les élèves du Conservatoire national de Paris, dir. John Nelson, sol. : Neil Rosenheim, Denise Bost, Victor Van Halen, Orazio Mori, François Loup, Jennifer Lann, Yvon Mariotti, Chloé de Moor, Alain Gabriel, Michel Hermon.
- 23.08 Le monde de la nuit.
- 0.30 La terrasse des audiences du clair de lune.

SPORTS

FOOTBALL : le championnat de France

Les ambitions contrariées des Cannois

Malgré un recrutement impressionnant à l'inter-saison l'AS Cannes occupe la dix-neuvième place du championnat de France de première division avant son match à Mulhouse (quinzième), samedi 30 septembre. Un classement peu conforme aux ambitions du président du club, M. Alain Pedretti, et du maire, M. Michel Mouillot (PR).

CANNES

de notre envoyé spécial

« Pour l'AS Cannes, votre grand club, hip hip hip... » Le speaker du stade Pierre-de-Coubertin attendait vainement la réaction du public. Il formula son appel une seconde fois. Puis une troisième. De « hurra » il n'y eut point. Ni même d'applaudissements. La foule, clouée sur les gradins, demeura impassible et silencieuse. L'infortuné animateur dut enchaîner sur un message publicitaire. Certes, le public cannois n'a jamais été réputé pour son enthousiasme. Mais rarement il avait été aussi amorphe qu'à l'approche de ce match contre le Paris-Saint-Germain, samedi 23 septembre. Avait-il vraiment tort de rester muet ?

Son équipe occupait alors la dix-neuvième place du championnat de France de première division. Un classement indigne d'un club qui s'est pourtant offert à l'inter-saison un luxueux recrutement : des joueurs tels que l'Allemand de l'Ouest Norbert Nachtweid et le Suédois Johnny Ekström sont arrivés du Bayern Munich pour un total de 6 millions de francs ; le Yougoslave Marko Milanic a quitté Auxerre pour 2 millions et demi. Yannick Stopyra est venu de Bordeaux pour la même somme. Se sont ajoutés à ceux-ci les internationaux français Luis Fernandez (Matra Racing) et Bruno Bellone

(Montpellier) et les défenseurs Jocelyn Rico et Pierre Dreossi (Paris-Saint-Germain).

Bien que nausée de tels joueurs, l'équipe azurée n'avait pas remporté un seul match et marqué le moindre but depuis le 19 août. Samedi 23 septembre, elle a mis un terme à cette période d'insuccès en dominant le Paris-Saint-Germain (3-1). Cette victoire n'implique pas pour autant un sauvetage définitif.

En première division depuis 1987, le club a obtenu, sans moyens financiers importants, de très bons résultats la saison dernière. Son buteur vedette, le Yougoslave Zlatko Vujovic — aujourd'hui au Paris-Saint-Germain pour 11 millions de francs — inscrivait but sur but. Jean Fernandez, l'entraîneur, était décerné meilleur technicien français de la saison. Quant à M^{me} Anne-Marie Dupuy, alors maire (RPR) de Cannes, soixante-neuf ans, et présidente du club depuis 1987, elle avait ne rien connaître au football. Aussi déléguait-elle une partie de ses pouvoirs à Alain Moizan, manager général, tout en usant volontiers de son droit de regard sur les finances et les transferts.

« Je leur ai appris à se vendre »

Bruf, l'AS Cannes vivait une vie tranquille de club de milieu de tableau. Arrivèrent alors les élections municipales de mars. Anne-Marie Dupuy cède — non sans une lutte acharnée — sa place de maire à un séminant « fils de pub » promu golden boy politique avec la bénédiction du Parti républicain : Michel Mouillot, quarante-cinq ans, directeur du marketing chez Pernod-Ricard, puis responsable de la régie publicitaire de FR3.

En même temps que la ville, le club de football changea de mains. Exit « Mamy » Dupuy. Michel Mouillot prit le pouvoir.

« Je ne resterai président du club que le temps de trouver un homme apte à bien le diriger », prévint-il au cœur de la tournée électorale. Cet homme, il le trouva sans difficulté, puisqu'il le connaissait depuis toujours, lui promettait le club depuis longtemps et jouait au football avec lui chaque dimanche matin : Alain Pedretti, président d'une importante société immobilière, Alain Pedretti Investissements.

Agé de trente-quatre ans, c'est un passionné de ballon. Dès le mois de mai 1989, il commence à ouvrir au club. Même s'il faudra attendre le 4 septembre pour qu'il devienne officiellement président. Son ami Mouillot obtient du conseil municipal que la subvention allouée au football passe de 6 millions à 8 millions de francs. Tous deux dénichent de généreux partenaires financiers, qui permettent au club de récolter 11 millions de francs de sponsoring. « Nous n'en avions que 1 million et demi la saison dernière », se réjouit aujourd'hui Alain Pedretti. « Je leur ai appris à se vendre », assure Michel Mouillot. Fort d'un budget de 48 millions de francs, Alain Pedretti se lance alors dans le recrutement de joueurs réputés. Avec les Bellone, Fernandez, Stopyra, c'est une partie de l'équipe de France des années Platini qui est reconstituée !

En quelques semaines, Cannes a donc changé de catégorie. Après le temps de la modestie, celui de l'ambition. Mais les résultats n'ont pas suivi, loin de là. L'équipe, malgré toutes ces vedettes, se retrouve en position de relégable en deuxième division. La victoire obtenue face aux Parisiens pourrait permettre de repartir du bon pied. Mais les grands succès attendus sont reportés à une date ultérieure. Ce contretemps ne semble pas perturber les Cannois. « Nous ne nous sommes pas trompés dans le recrutement », certifie Michel Mouillot. Jean Fernandez, l'entraîneur, explique qu'il s'attendait « à un

début de saison difficile avec autant de nouveaux joueurs ». Yannick Stopyra, qui revêt après un an et demi à Bordeaux, certifie qu'il n'y a « jamais eu le feu ». Alain Pedretti promet : « Quel qu'il arrive, Fernandez restera entraîneur de l'AS Cannes ». Et le plus jeune président de première division de conclure, volontiers offensif : « Croyez-moi, je me sens bien plus à l'aise que Nicollet [président de Montpellier, dont l'équipe s'enfonce au classement malgré la présence des internationaux Xerob, Cantona et Paille]. Nos ambitions ne sont pas disproportionnées. Je ne suis pas venu ici pour diriger un petit club de province et assister tranquillement aux matches. Cette année, cela me paraît compromis, mais l'année prochaine, en arrivant s'il le faut deux ou trois autres éléments, nous jouerons l'Europe ».

PHILIPPE BROUSSARD

Une proposition de M. Chirac

Le Grand Stade de Paris aurait un financement privé

Grand Stade ou pas ? M. Jacques Chirac a fait son choix : il est connu. Le maire de Paris, depuis deux ans, répète à l'envi que la capitale doit disposer d'un complexe de 80 000 à 100 000 places. Question de standing. Mais pas seulement. L'ancien premier ministre n'a pas renoncé à l'espoir que sa ville accueillera la finale de la Coupe du monde de football de 1998. Peut-être même les Jeux olympiques de l'an 2000.

Alors, il s'impatiente. Rendant visite à l'équipe du Paris-Saint-Germain, le 25 septembre, il a saisi l'occasion pour rappeler que le site existe, et que deux terrains sont disponibles : le Cornillon à Saint-Denis, et un autre à Tremblay-lès-Gonesse. Le projet se précise : un stade couvert ou « recouvrable » par un auvent amovible comme celui de Toronto, au Canada, qui a visiblement beaucoup impressionné M. Jacques Ferrillat, le

« M. Grand Stade » nommé par le maire de Paris, et qui revient d'une mission d'étude sur le continent nord-américain. Avec, en prime, une piste d'athlétisme escamotable.

M. Chirac veut un stade qui ne soit pas « une cathédrale en béton réservée à quelques manifestations sportives par an », mais un vrai centre d'animation avec hôtel, restaurants, activités culturelles, ouvert au moins deux cents jours pendant l'année.

Ne manquerait-il plus que l'argent ? Même pas. Le maire de Paris sort de sa manche sa recette habituelle, celle qu'il utilise ou envisage d'utiliser pour rénover les marchés Saint-Germain et Saint-Honoré, l'ancien hôpital Beaujon, la piscine Molitor : l'appel aux investisseurs privés. A eux de financer les travaux ; ils se rembourseront en exploitant l'équipement public grâce à une concession, et en le complétant par des logements et des commerces haut de gamme.

Pour justifier sa conviction que le temps presse, M. Chirac affirme que deux grandes entreprises américaines intéressées par ce genre de projets ont commencé des négociations avec Londres, les Pays-Bas et l'Allemagne.

La balle, estime-t-il, est maintenant entre les mains du premier ministre. Les deux hommes ont entretenu le dossier en juillet quand M. Michel Rocard a reçu son prédécesseur à Matignon, à propos de la réforme de la région parisienne. Seulement voilà : le Grand Stade traîne avec lui un échec de problèmes : impact sur le site, dessertes, transports en commun, etc. Or les partenaires du premier ministre, les élus de l'opposition ne veulent pas être bousculés dans la délicate concertation sur l'agglomération parisienne. Comment aller vite sans courir ?

Ch. V.

LES HEURES DU STADE

ATHLÉTISME

Championnat de France des 100 kilomètres marche, Lagny, dimanche 1^{er} octobre. Paris-Versailles, dimanche 1^{er} octobre.

AUTOMOBILISME

Championnat du monde de F.1. Grand Prix d'Espagne, dimanche 1^{er} octobre à Jerez (TF 1 en direct à partir de 14 h 15).

Rallye des Pharaons. Départ en Egypte le dimanche 1^{er} octobre (à 5, chaque soir, jusqu'au 11 octobre, vers 22 h 15).

FOOTBALL

Championnat de France. Douzième journée de la première et de la deuxième division, samedi 30 septembre.

GYMNASTIQUE

Championnat du monde de gymnastique rythmique et sportive (GRS), Sarajevo (Yougoslavie), jusqu'au dimanche 1^{er} octobre (A 2 dimanche 1^{er} octobre à minuit).

RUGBY

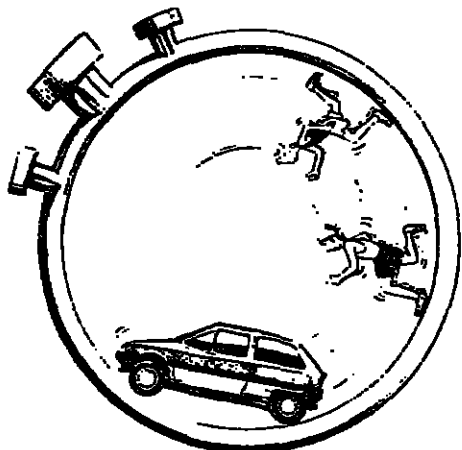
Rencontre France-Lions britanniques. Au Parc des Princes, mercredi 4 octobre (A 2 en direct).

TENNIS

Tournoi de Bordeaux. Jusqu'au dimanche 1^{er} octobre (FR 3, samedi 30 septembre, demi-finales simple et double, de 14 heures à 18 heures ; dimanche, finales à partir de 14 h 50).

VOLLEY-BALL

Championnat d'Europe. Stockholm (Suède), jusqu'au dimanche 1^{er} octobre.



DU 27 SEPTEMBRE AU 2 OCTOBRE 1989

6 JOURS FOUS CITROËN

Jusqu'au 2 octobre, Citroën vous offre tous les modèles de sa gamme véhicules particuliers pour 0 franc par mois pendant 12 mois. Vous possédez une voiture ? Laissez-la chez Citroën et si elle couvre l'apport initial de votre location avec option d'achat, vous pourrez repartir au volant de la Citroën neuve de votre choix sans rien payer de plus pendant 1 an.

* L.O.A. sur 60 mois sous réserve d'acceptation du dossier par Crédipar. Exemple pour 10.000 F T.T.C. hors assurances : à la livraison, apport initial de 4.000 F (déjà de garantie de 1.500 F et 1^{er} loyer de 2.500 F), suivi de 12 loyers à 0 F, puis 47 loyers à 200 F, option d'achat en fin de location : 10.750 F couverts en partie par le dépôt de garantie. Coût total en cas d'acquisition : 13.750 F.

Coût total en cas d'acquisition : 109,96 % si vous décidez d'interrompre votre L.O.A. en cours de contrat, au bout de 12 mois.

CITROËN vous propose, pour tous les véhicules neufs et d'occasion, un crédit sans apport initial. T.E.G. 9,4 % sur 12 mois, hors assurances, sous réserve d'acceptation du dossier par Crédipar.

Exemple pour 10.000 F empruntés, hors assurances, 12 mensualités à 897,24 F. Coût total du crédit : 766,88 F (perception forfaitaire incluse).

CITROËN

CITROËN par TOTAL

1^{re} mensualité à 90 jours. RIEN AU COMPTANT. Pour circuler en AX et BX neuves, Citroën vous propose, sur tous les modèles de sa gamme, un crédit de 41 mois, sans apport initial, première échéance à 90 jours. T.E.G. 17,75 % hors assurances, sous réserve d'acceptation du dossier par Crédipar.

Exemple pour 10.000 F empruntés, hors assurances : 1^{re} échéance de 357,42 F, 90 jours après livraison, suite de 38 échéances du même montant. Coût total du crédit : 3938,99 F (perception forfaitaire incluse).

ARGUS + 5000 F ou 5000 F minimum. Pour tout achat d'une AX neuve, reprise aux conditions Argus* + 5000 F ou 5000 F T.T.C. minimum quel que soit l'état de votre véhicule si votre carte grise est à votre nom.

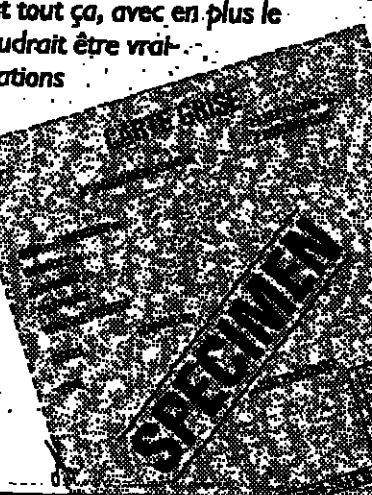
Pour tout achat d'une BX neuve, reprise aux conditions Argus* + 7000 F ou 7000 F T.T.C. minimum quel que soit l'état de votre véhicule si votre carte grise est à votre nom. Offres réservées aux particuliers dans la limite des stocks disponibles.

* Valeur de reprise ou cours moyen du jour modifié en fonction du kilométrage, diminuée des frais éventuels de remise en état et de 15 % de frais professionnels.

Autoradio Blaupunkt 769 F modèle SAN REMO. PRIX 6 JOURS FOUS. La route en musique à des prix d'attaque. Modèle Meran : autoradio/cassettes Blaupunkt série PQ GO FM. Poste analogique à recherche manuelle. Modèle San Remo : autoradio/cassettes Blaupunkt série. Affichage numérique 15 présélections à recherche électronique.

200.000 cadeaux. Des milliers de T-shirts, des aspirateurs auto, 10 AX IMAGE, 1 BX 16 SOUPAPES... Voici un aperçu de ce que vous pouvez gagner aux 6 Jours Fous Citroën. Pour jouer, c'est très simple. Remplissez et détachez la carte grise ci-dessous et rendez-vous dans tous les points de vente Citroën affichant l'opération. Toutes les cartes grises sont gagnantes.

Le grand jeu Citroën est ouvert à tous les mardis de la route de plus de 18 ans et sans obligation d'achat. Les 6 Jours Fous Citroën : c'est tout ça, avec en plus le choix d'un financement. Il faudrait être vraiment fou pour y résister. Relations clientèle 05.05.24.24 (appel gratuit) ou minitel 3615 Citroën.

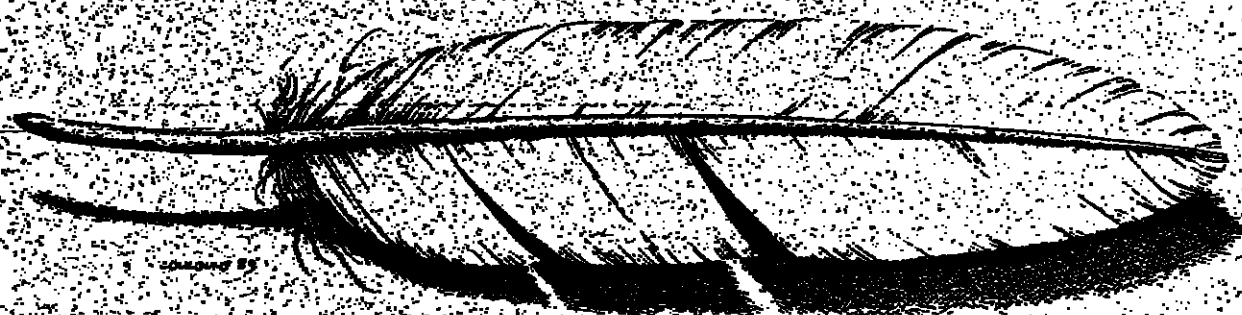


صكا من الاميل

صباحنا من الامل

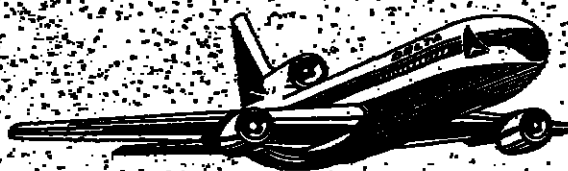
... Le Monde • Samedi 30 septembre 1989 25

NOUS AVONS BIEN QUELQUES COLLEGUES QUI PARTAGENT
NOTRE AMOUR DU VOL, MAIS ILS PASSENT PLUS DE TEMPS A FAIRE
CUI-CUI QU'A DIRE BONJOUR.



L'amour du vol. Voilà en quelques mots toute une philosophie qui a fait de Delta Air Lines la compagnie aérienne numéro un en Amérique. C'est pourtant simple: nous aimons notre métier et nous avons choisi de vous le montrer. Aimer voler, c'est vous faire voler vers autant de destinations que possible. De Paris, nous vous emmenons chaque jour à Atlanta, dans un aéroport aussi pratique que moderne et de là nous vous proposons, grâce au système Delta, plus de 230 destinations aux

Etats-Unis, au Mexique et au Canada. Notre amour du vol se vérifie également dans notre service à bord exemplaire qui fait que Delta est élue numéro un parmi les principales compagnies aériennes américaines depuis 15 années successives. Maintenant, il ne vous reste plus qu'à venir nous voir. Vous verrez que nous sommes capables de parler de notre métier sans nous perdre dans les cui-cui ou les piou-piou. Pour vos réservations, voyez votre agent de voyage ou appelez Delta à Paris au (1) 47.68.92.92.



DELTA AIR LINES
Notre amour du métier nous donne des ailes.

Delta Air Lines, Inc. © 1989 Delta Air Lines, Inc.

CITROËN

769

2000

537



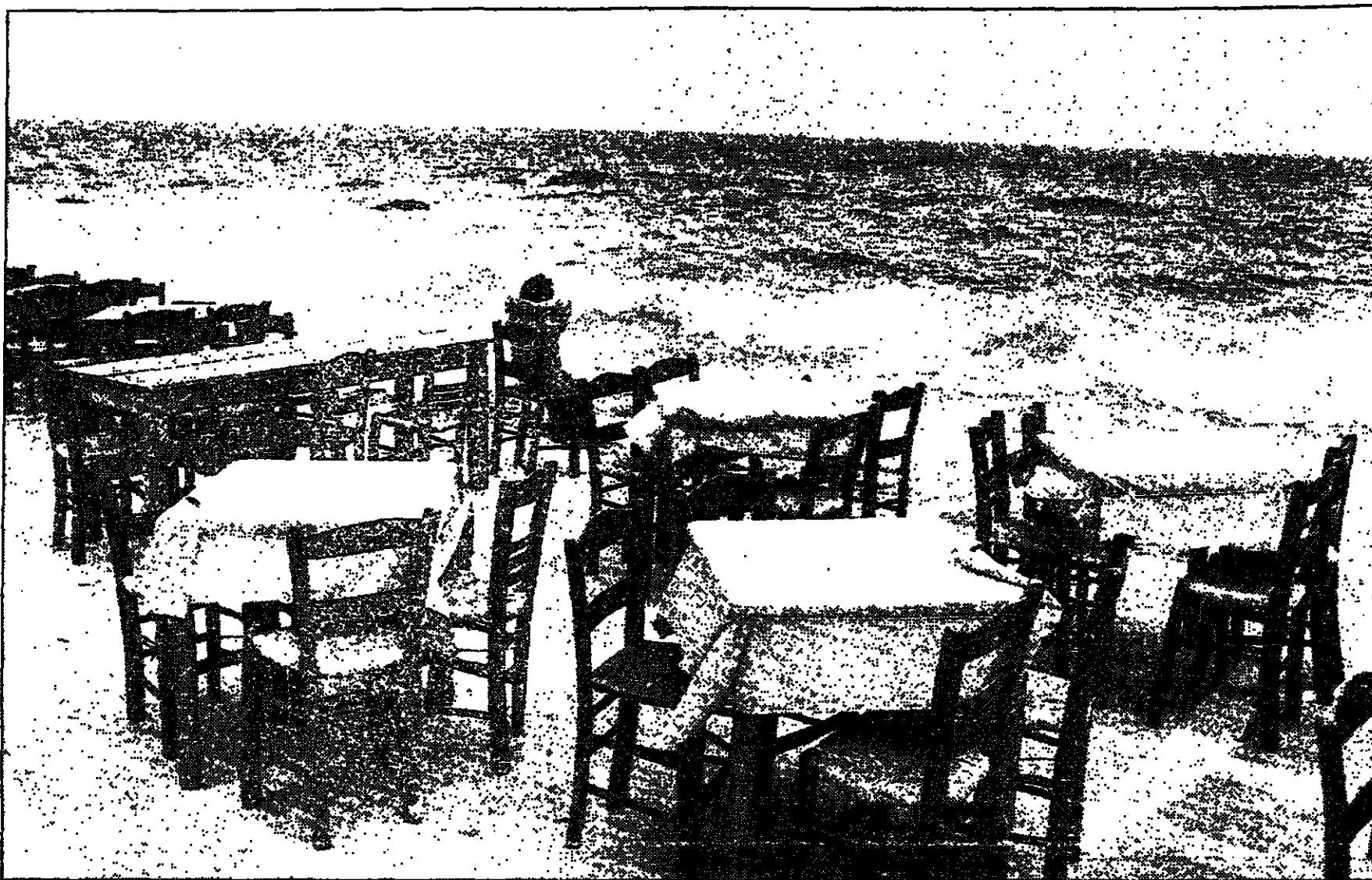
SPRINT

SANS VISA

SONDAGE IPSOS-«LE MONDE»

Juin ou septembre de préférence

Motivations profondes pour le choix des destinations, dates de départ, voyage en groupe ou voyage beaucoup de clichés tombent.



Date des vacances

« Si vous pouviez choisir en toute liberté votre mois de vacances d'été, choisiriez-vous mai, juin, juillet, août, septembre ou octobre ? »

Question ouverte, réponses spontanées

Mai	8 %
Juin	28 %
Juillet	15 %
Août	16 %
Septembre	28 %
Octobre	4 %

des vacances « à la française » et sur leurs réticences supposées à acheter des produits connotés en Angleterre ou en Allemagne.

Encore convient-il de pondérer cet élan communautaire en relevant (question n° 6) que seule une personne interrogée sur dix avoue sa préférence pour le voyage en groupe (une proportion identique se prononçant en faveur du voyage individuel organisé) alors qu'une personne sur deux choisit le voyage individuel que l'on organise soi-même. Comment s'explique ensuite (question n° 7) qu'à peine deux personnes sur dix déclarent avoir souvent recours aux services d'une agence de voyages. Certes, près de quatre sondés sur dix avouent utiliser parfois ce prestataire de services. Reste une fréquentation insuffisante (et nettement inférieure à ce que l'on observe en Allemagne et, surtout, en Grande-Bretagne) pour conforter sérieusement une profession non seulement en quête de clients mais, surtout, de raison d'être.

D'autant que les personnes qui entrent dans une agence précèdent, dans la même question, le faire surtout pour réserver ou acheter un billet de train ou d'avion. C'est-à-dire pour une activité — la billetterie — que lui disputent désormais

LES vacances des Français. Vaste sujet que le Monde a demandé à IPSOS d'explorer, à l'occasion du rendez-vous que, chaque année à Deauville, TOP RESA donne aux professionnels du tourisme. Avec pour résultat le sondage que le « Monde sans visa » présente aujourd'hui. Un sondage portant sur les attentes des Français en matière de vacances.

Quels Français et quelles vacances ? Dans le cas présent, nous nous sommes intéressés exclusivement aux personnes qui ne sont pas en vacances (actuellement, le taux de départ en vacances se situe autour de 58 %) mais, également, changeant chaque année de lieu de vacances. C'est-à-dire aux vacanciers voya-

geurs qui, au sein de la grande tribu des vacanciers français, ne constituent qu'une minorité. Une minorité, certes, mais certainement pas en voie de disparition. Bien au contraire. Une minorité agissante et dépensante. Une minorité en voie d'expansion et dont la vague montante explique le succès d'une manifestation comme TOP RESA.

Avant de passer à l'analyse de notre sondage, il n'est pas inutile d'indiquer les quelques chiffres qui permettent de se faire une idée de la façon dont les Français prennent leurs vacances. Savoir, par exemple, que 85 % environ restent en France et que sur le trentième de millions de vacanciers recensés dans notre pays, ils ne seraient qu'entre 5 et 6 millions à quitter

Les États-Unis (Texas, page de droite) et la Grèce (île de Mykonos et ci-dessous) sont les deux destinations préférées des Français.

L'Hexagone, contre une vingtaine de millions en RFA et une dizaine de millions au Royaume-Uni. De plus, quand ils vont à l'étranger, ils s'éloignent peu. Ainsi près de 80 % resteraient en Europe (dont 50 % en Espagne, en Italie et au Portugal et un fort contingent en Grèce, Yougoslavie et Turquie) tandis que 12 % environ se rendraient en Afrique du Nord et 7 %, seulement, mettraient le cap sur des destinations lointaines. Une mobilité toute relative dans la mesure où plus de 80 % de ceux qui vont à l'étranger opteraient pour un séjour fixe.

Exotisme d'abord

Retour au sondage en commençant par les motivations de ces vacanciers mobiles. Qu'est-ce qui fait partir les Français ? Interrogés sur les facteurs qui conditionnent le choix d'une destination de vacances (question n° 4), ces derniers (surtout les femmes, les couples sans enfants et les jeunes générations) plébiscitent l'éloignement, estimant prépondérants, dans leur sélection personnelle, le dépaysement et l'exotisme. Viennent ensuite l'intérêt culturel et humain du voyage considéré (les couples avec enfants y attachent beaucoup d'importance), puis la beauté des lieux, à laquelle sont particulièrement sensibles les femmes et les plus de trente-cinq ans. Cette exigence exotique arrive même largement en tête des invitations au voyage lorsqu'on cumule les trois facteurs les plus souvent cités. Dans ce cas de figure, le tiers gagnant privilégie, dans l'ordre, la beauté, l'éloignement puis l'intérêt du déplacement envisagé.

Le facteur climatique, lui, n'arrive qu'en quatrième position, ce qui montre bien que les personnes interrogées ne constituent pas vraiment les gros bataillons de ce tourisme balnéaire dont le credo a fort bien été résumé par la formule anglo-saxonne : « sea, sun and sand » (de la mer, du soleil et du sable), trois « S » auxquels on en ajoute parfois un autre, celui du

« sexe ». Nous avons affaire ici plus à des voyageurs qu'à des vacanciers statiques ainsi qu'en témoigne leur moindre intérêt à l'égard de la qualité de l'accueil (encore que cette dernière apparaisse comme leur préoccupation secondaire la plus importante), du coût de la vie sur place, de la qualité de l'hébergement ou de la possibilité de pratiquer une activité sportive, considération qui retient davantage l'attention des hommes que celle des femmes.

Apparaît ainsi une échelle de valeurs où les critères « nobles », esthétiques et culturels, l'emportent nettement sur des considérations plus pragmatiques et des préoccupations plus terre à terre. Le plaisir des yeux et les nourritures intellectuelles prennent sur le confort personnel et les nourritures terrestres. Ainsi que le confirme le second volet de la question n° 4 : les Français interrogés partent majoritairement pour découvrir d'autres lieux et d'autres gens bien plus que pour se reposer, se relaxer, se rafraîchir ou se mettre au vert et bien plus encore que pour se consacrer à leurs proches. Du voyage considéré comme une ouverture et comme un enrichissement.

Ainsi, au travers de ce sondage, le Français apparaît-il comme un voyageur presque modèle que seuls une situation locale troublée (pour 68 % des personnes interrogées), ou le prix du voyage envisagé (pour 60 %) avec, dans une moindre mesure, les risques inhérents aux conditions sanitaires régnant dans les lieux visités (28 %), peuvent dissuader de boucler sa valise. Un voyageur prudent, donc, admettant un touriste paisible. Mais un voyageur déterminé pour qui, ni la peur de l'avion ni le mal de mer (cités l'une et l'autre par seulement 8 et 7 %) ne semblent constituer des obstacles au départ. Pas plus que la non-connaissance de la langue locale (17 %). Ce qui peut témoigner soit d'une curiosité à toute épreuve, soit d'une reconnaissance de l'insupprimable complémentarité des Français à s'exprimer dans une langue étrangère, soit d'une confiance illimitée dans les vertus de la communication gestuelle, soit, enfin, ce qui revient un peu au même, d'une conception relativement limitée des contacts avec les populations rencontrées. Un mépris des langues qui explique

peut-être l'écrasante majorité des personnes interrogées (83 %) qui se déclarent prêtes à partir avec un groupe où les Français seraient minoritaires. De quoi faire réfléchir les voyagistes de l'Hexagone, qui face à la concurrence entraînée par l'ouverture d'un marché unique européen, tablent souvent sur l'attachement de leurs clients à

VACANCES-VOYAGES
HÔTELS

Côte d'azur

06400 CANNES

HOTEL LEGURE ★★★
3, rue Jean-Jaures
Tél. : 92-99-03-11 - Tél. 970275
A 150 mètres du Palais des Congrès, climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Best Western ★★★
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
38 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-42-55 - Tél. 06-418
Téléfax 93-86-17-59

HOTEL VICTORIA ★★★
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-60
Plein centre-ville, calme, petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, téléphone direct, minibar.

Paris

SORBONNE

HOTEL DIANA ★★
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur.
Tél. direct.
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-35.

SUD-OUEST

PÉRIGORD

AUBERGE

LA CLÉ DES CHAMPS ★★★
CLUB DE CHASSE
Sélection Jet Tours
Journée à partir de 700 F
GOLF
Practice à l'hôtel, parcours 9 trous, compact à 20 mn
Greenfees - WE 230 F
24200 VILLEFRANCHE-DU-PÉRIGORD
Tél. : 53-25-95-94.

Grande-Bretagne

LONDRES

EDEN PLAZA HOTEL, 68 Queens-gate, South Kensington, Londres SW 7.
Tél. : 19-44-1-370-6111.
Tél. : 916238. Fax : 370 6570.
Hôtel moderne et accueillant près de Knightsbridge, Harrods, Hyde Park, musée.
Prix : de £ 53 à £ 72 (petit déj. compris).

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES ★★★
Saint-Marc 1936
Réservation : 193941/52-32-333
Fax : 193941/52-03-721.
Tél. : 41-1130 FENICE 1.

VÉRONE

NOVO HOTEL ROSSI
Via Delle Ceste, 2
Près de la gare de PORTA NUOVA
Réservation : 193941/56-90-22
Fax : 193941/57-02-79.
Atmosphère intime, tout confort.



501 من الامم

SANS VISA

SONDAGE IPSOS-«LE MONDE»

à juillet-août

individuel, impact de la télévision ou de la presse écrite : Les Français se rebiffent.

d'autres filiales, souvent plus rapides et plus directes, donc plus séduisantes pour le consommateur. Une réelle menace pour une profession qui, pour survivre, ne peut se contenter d'effectuer des réservations d'hôtel ou des locations de voiture, ni de distribuer mécaniquement des brochures qui, notons-le au passage, démontrent, au dire des candidats à l'évasion (question n° 8), d'indispensables aides à la décision.

An-déjà de l'acte de vendre un voyage ou un séjour, les agences de voyages doivent s'orienter résolument dans la voie de l'information et du conseil, voire de la construction de déplacements sur mesure. En sachant bien que sur ce terrain, également, elles risquent d'être confrontées aux initiatives de producteurs qui, constatant qu'on n'est jamais mieux servi que par soi-même, décideraient d'ajouter à leur activité celle de conseiller en voyage.

Un point positif cependant. En février 1984, un sondage publié par le magazine *Géo* indiquait que 45 % des personnes interrogées utilisaient, plus ou moins régulièrement, les services d'une agence de voyages lorsqu'elles allaient à l'étranger, alors que 54 % n'y avaient jamais recouru. A en juger par notre sondage, la proportion serait aujourd'hui inversée. Un petit rayon de soleil dans un ciel menaçant.

Un filon à exploiter si l'on en juge par les éléments qui, selon notre sondage (question n° 8), déterminent le choix d'un lieu de vacances. Largement en tête, en effet, le bouche à oreille. Au second rang, la méthode, la méthode, avouons-le, à quelque chose

d'archaïque. Plus positif, en revanche, le fait qu'une personne sur deux avoue se déterminer à la lecture d'un journal ou d'un magazine. Constat réconfortant pour une presse écrite ainsi reconnue comme un vecteur efficace dans la propagation du virus du voyage.

Certes, la force de l'image est également illustrée par les quatre personnes sur dix qui déclarent s'être décidées après avoir vu un film ou une émission télévisée. Ce qui n'explique en rien l'étonnante absence du petit écran sur la scène touristique, absence vigoureusement relevée par notre sondage (question n° 9), près de huit personnes sur dix jugeant que la télévision ne les informe pas correctement dans le domaine du tourisme, des voyages et des vacances.

Poids plume français

Une lacune dont on peut se demander sérieusement si elle n'explique pas, en partie, d'une part, l'amateurisme et l'individualisme qui caractérisent le comportement des Français en matière de vacances et, d'autre part, l'immobilisme et les difficultés de nombreuses agences de voyages. Il n'est, pour s'en convaincre, qu'à observer les retombées d'une émission comme « Apogée » sur l'activité des librai-ries. Encore faudrait-il, pour que les choses bougent, que les responsables des différentes chaînes de télévision cessent de considérer le tourisme et les voyages uniquement sous l'angle de l'aventure ou de l'exploit sportif et comme un secteur corvéable et sponsorisable à merci. En leur

accordant, enfin, dans les programmes, la place qu'ils méritent : celle d'une émission indépendante et grand public, à une heure de forte écoute.

L'absence d'une émission télévisée grand public sur le tourisme explique aussi, en partie, la faible notoriété des voyagistes (question n° 10), les plus cités d'entre eux - Club Med, Nouvelles Frontières, FRAM et le pôle constitué autour d'Air France - ne l'étant que par le quart des personnes interrogées. Notons sur ce point la paradoxale première place décernée non par un voyagiste, mais par Havas (qui outre un important réseau d'agences de voyages est présent dans les domaines de la production de voyages, de transport aérien et d'hôtellerie), et l'impensable dispersion des réponses qui, à sa façon, témoigne de la fragmentation du secteur des voyages, émiettement qui n'est pas sans susciter quelques inquiétudes dans la perspective du marché unique de 1993.

Que pèsent, en effet, les poids plume français face aux mastodontes anglais et allemands ? Une question qui semble d'ailleurs préoccuper davantage les pouvoirs publics que les intéressés eux-mêmes. Une indifférence confortée par celle qui manifestent les personnes interrogées dans notre sondage, à l'égard d'un marché unique dont près de 60 % estiment qu'il ne changera rien à leurs vacances.

Une attitude qui pourrait laisser penser que ces Français voyageurs sont attachés à leurs habitudes ainsi qu'un témoin le non-intérêt largement majoritaire (74 %) qu'ils manifestent, par exemple, à l'égard de la possibilité de payer leurs vacances à crédit. Cela dit,

les comportements se modifient progressivement. Ainsi voit-on aujourd'hui l'option vacances fractionnées en plusieurs séjours de courte durée recueillir davantage de suffrages (52 contre 47) que les rituelles grandes vacances qui, notons-le au passage, sont désormais souvent scindées en deux séjours de longue durée. Ce qui pose, bien entendu, le problème des durées de location.

Certes, les vacances des Français restent également conditionnées, pour nombre d'entre eux, par des facteurs extérieurs tels que les congés scolaires et les fermetures annuelles, le ralentissement considérable de l'économie en plein été coïncidant logiquement avec les plages bondées et les sites touristiques saturés. D'où l'intérêt des préférences exprimées par les personnes interrogées (question n° 5) quand elles sont invitées à choisir, en toute liberté, leur mois de vacances idéal.

Ainsi voit-on juin et septembre faire jeu égal dans le cœur des Français (ils sont cités par près de 55 % des sondés) et l'emporter largement sur les mois de juillet et août, qui ne recueillent à eux deux que 30 % des suffrages. Comme quoi l'étalement des vacances, tant à la crème des aménageurs et autres planificateurs, fait, malgré les résistances et les blocages d'une société allergique aux changements, son petit bonhomme de chemin, du moins dans les esprits. Aux professionnels du voyage de s'engouffrer dans la brèche en favorisant autant que possible ceux qui aspirent à ne plus jouer les moutons de Panurge.

PATRICK FRANCÈS



ROMAN/ANA

Destinations d'été

« Quels sont, dans l'ordre de vos préférences, les trois pays où vous aimeriez passer vos vacances d'été ? »
Question ouverte, réponses spontanées

Etats-Unis	28 %	Autriche	7 %
Grèce	24 %	Egypte	6 %
France	22 %	Mexique	6 %
Italie	18 %	Morocco	6 %
Espagne	16 %	Thaïlande	6 %
Antilles	12 %	Inde	6 %
Australie	9 %	Chine	6 %
Canada	8 %	Norvège	6 %
Brésil	7 %	Tunisie	6 %
Irlande	7 %		

Total supérieur à 100 en raison des réponses multiples.

Deauville en voyage

Chaque année, à Deauville, TOP RESA met en présence prestataires de services et distributeurs, venus sur la côte normande découvrir, l'espace d'un week-end d'automne, à quel ressemblera, dans le domaine des voyages, la nouvelle collection d'hiver. Seront au rendez-vous de cette onzième édition, les 29, 30 septembre et 1^{er} octobre, 385 exposants (représentant

821 marques), dont 216 voyagistes, 147 réceptifs étrangers (preuve que ce Salon est devenu un point de passage obligé pour une promotion efficace sur le marché français), 155 hôteliers, 85 compagnies aériennes, 67 offices de tourisme, 85 compagnies maritimes et 14 assureurs.

Des chiffres qui témoignent du succès d'une manifestation qui s'agrandit chaque année et

chaque année affiche « complet ». Et qui illustre, à sa façon, le véritable boom enregistré par le tourisme dans tous les pays industrialisés. Un boom qui explique la présence à Deauville de près de 5 500 visiteurs (agents de voyages et autres acheteurs) venus faire leur marché dans ce véritable « Salon de l'auto du tourisme », même si TOP RESA est, lui, réservé aux seuls professionnels.

Le pont du 1^{er} novembre.

(idéal pour passer à Jersey)



Entre la France et Jersey, un nouveau pont vient d'être construit : le pont du 1^{er} novembre. Quatre jours parfaits pour découvrir - ou redécouvrir - le charme et la douceur de vivre jersiais, à moins d'une heure du continent. 850 km de routes fleuries, des ports typiques, des pubs et des manoirs très british et une gastronomie très iodée feront paraître bien court ce long week-end.

Alors contactez dès aujourd'hui votre agence de voyages ou l'Office du Tourisme de l'île de Jersey, 12 rue Saint-Florentin - 75001 Paris. Tél. : (1) 49.27.92.08. Minitel : 36.16 JERSEY.

Pour recevoir la brochure 89, veuillez nous retourner ce coupon dès maintenant.

Nom, Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

Jersey
L'oasis du charme

LA 17/79-9 - Jersey & Associés

PARIS / NEW YORK A PARTIR DE 2395 F.A.R.

DES PRIX TELLEMENT DISCRETS QU'ON LES VOIT PARTOUT.

LOS ANGELES	A/R 1880	A/R 3760	BUENOS AIRES	A/R 5695	A/R 6295
SAN FRANCISCO	A/R 1880	A/R 3760	CARACAS	A/R 2895	A/R 4995
MIAMI	A/R 1695	A/R 3390	SANTIAGO	A/R 3795	A/R 6095
MONTREAL	A/R 1890	A/R 3780	SEYCHELLES	A/R 4595	A/R 4995
RIO DE JANEIRO	A/R 3195	A/R 4995	SYDNEY	A/R 4510	A/R 7995
MEXICO	A/R 2550	A/R 4695	ANTILLES	A/R 1490	A/R 2975

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS. DISPONIBILITÉ DE PLACES EN 1^{re} CLASSE ET CLASSE AFFRÉE. PRESTATIONS HÔTELIÈRES ET LOCATIONS DE VOITURES. CIRCUITS ET SÉJOURS À LA CARTE. FORMULES DE RÉSERVATION ET DE VOTRE VOYAGE AU MEILLEUR AVEC VOTRE CARTE BANCAIRE.

ACCESS
TOURISME

PARIS : MÉTRO ET RER CHÂTELET-LES HALLES, 6, RUE PIERRE LESCOT, 75001 PARIS. TÉL. (1) 40.13.02.02.
LYON : TOUR CRÉDIT LYONNAIS, LA PART-DIEU. TÉL. 78.63.67.77

RESA AGENCES : Lignes directes (1) 40 26 33 45

Le Monde

PUBLICITÉ
TOURISME-GASTRONOMIE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

EXPLORATOR
EXPEDITIONS

LA BROCHURE 1990 VIENT DE PARAÎTRE

PLUS DE 100 ITINÉRAIRES INÉDITS

Brochure gratuite sur simple demande
EXPLORATOR 16, PLACE DE LA MADELEINE
75006 PARIS - TEL. (1) 42.66.66.24

SANS VISA

SONDAGE IPSOS-«LE MONDE»

Où partir ? Comment partir ?

Nous publions ci-dessous les principaux résultats du sondage réalisé par IPSOS pour « le Monde » entre le 13 et le 17 juillet 1989, sur un échantillon national représentatif de la population française âgée de dix-huit ans et plus, échantillon de cinq cent six personnes déclarant partir en vacances et ne pas se rendre chaque année au même endroit.

Destinations d'hiver	
« Quels sont, dans l'ordre de vos préférences, les trois pays où vous aimeriez passer vos vacances d'hiver ? »	
Question ouverte, réponses spontanées	
France	42 %
Autriche	24 %
Suisse	22 %
Amélie	17 %
Italie	12 %
Etats-Unis	10 %
Canada	9 %
Maroc	7 %
Egypte	6 %
Grèce	4 %
Sénégal	4 %
Allemagne	4 %
Brésil	4 %
Soudan	4 %
Norvège	4 %
Ile Maurice	4 %
Polynésie	4 %
Total supérieur à 100 en raison des réponses multiples.	

Tourisme et télévision	
« Trouvez-vous, ou non, que la télévision vous informe correctement en matière de tourisme, de voyage et de vacances ? »	
Question ouverte, réponses spontanées	
Oui	17 %
Non	78 %
Ne se prononce pas	7 %



Recours aux agences de voyages	
« Avez-vous souvent, parfois ou jamais recours aux services d'une agence de voyages ? »	
Souvent	18 %
Parfois	37 %
Jamais	44 %
Aux personnes ayant souvent ou parfois recours aux services d'une agence de voyages — soit 55 % de l'ensemble.	
« Pour quelles utilisations ? »	
Réserver ou acheter un billet de train ou d'avion	82 %
Acheter un voyage ou un séjour	47 %
Vous procurer des brochures	41 %
Vous informer et demander des conseils	33 %
Réserver un hôtel	21 %
Construire un voyage sur mesure	13 %
Louer une voiture	12 %
Total supérieur à 100 en raison des réponses multiples.	

Who's who	
« Quels sont les noms de voyagistes (producteurs de voyages) que vous connaissez ? »	
Question ouverte, réponses spontanées	
Havas	28 %
Club Méditerranée	26 %
Nouvelles Frontières	21 %
FRAM	14 %
Jet Tour	6 %
Air France	6 %
Jumbo	5 %
Go Voyages	4 %
Kuoni	4 %
Voyage Conseil	4 %
Air Tour	3 %
Frantour	3 %
Air Inter	3 %
Aquarius	3 %
Total supérieur à 100 en raison des réponses multiples.	

Villes préférées				
« Si vous aviez la possibilité de passer trois jours (hors travail) dans une ville européenne, quelle serait dans cette liste votre ville préférée ? Et ensuite ? Et ensuite ? »				
	Cité en premier %	Cité en second %	Cité en troisième %	Total des citations %
Florence	9	10	5	24
Venise	10	9	5	24
Vienne	10	8	5	24
Athènes	9	6	7	22
Rome	8	8	5	21
Moscou	8	4	9	21
Istanbul	6	5	7	17
Londres	6	5	5	16
Amsterdam	4	7	3	14
Madrid	4	3	5	12
Serlin	3	3	4	10
Paris	3	2	3	8
Séville	3	2	3	8
Stockholm	1	3	4	8
Leningrad	2	3	3	8
Total supérieur à 100 en raison des réponses multiples.				

Ci-dessus, plage d'Australie.
Ci-dessous, visage japonais.



Raisons du voyage				
« Voici une série de facteurs qui peuvent conditionner le choix d'une destination de vacances. Parmi ces facteurs, lequel vous paraît le plus important dans votre choix personnel d'une destination de vacances ? Et ensuite ? Et ensuite ? »				
	Cité en premier %	Cité en second %	Cité en troisième %	Total des citations %
La beauté des lieux	25	32	18	71
L'isolement (dépaysement, exotisme)	25	12	11	51
L'intérêt du voyage (familial, culturel, etc.)	25	13	14	50
Le climat	14	13	17	44
« D'une manière générale, diriez-vous que vous partez en vacances avant tout pour découvrir d'autres lieux et d'autres gens, pour vous faire une santé et penser à autre chose, pour vous consacrer à vos proches ou parce que tout le monde part en vacances ? »				
Découvrir d'autres lieux et d'autres gens	72 %			
Vous faire une santé et penser à autre chose	23 %			
Vous consacrer à vos proches	5 %			



A droite, plage d'Indonésie.
A gauche, Florence en Italie.



Formules de vacances			
« Lorsque vous partez à l'étranger, quelle formule préférez-vous ? Et ensuite ? »			
	Cité en premier %	Cité en second %	Total des citations %
Le voyage individuel organisé par vous-même	49	14	63
Le séjour à l'hôtel	7	20	27
Le voyage individuel organisé	14	9	23
Le voyage en groupe organisé	12	9	21
La location	4	13	17
Le camping	4	13	17
Le séjour en club de vacances	5	11	16
L'échange de domiciles	1	8	7

Sources d'information	
« D'une manière générale, quels sont les trois éléments qui déterminent le plus votre choix d'un lieu de vacances ? »	
Question ouverte, réponses spontanées	
Le bouche à oreille	69 %
La lecture d'un journal ou d'un magazine	51 %
La vision d'un film ou d'une émission télévisée	42 %
Les brochures des fabricants de voyages et de séjours	38 %
La publicité (affichage, télé, radio)	23 %
Total supérieur à 100 en raison des réponses multiples.	

SANS VISA

ESCALES

Un concert en Afrique

Ils seront deux, un ensemble de musique contemporaine et son chef — l'ensemble 2E 2M dirigé par Paul Meiano — et une agence de communication — C&U — au service de l'Afrique. Le 2 novembre prochain, ils feront l'événement. Ce jour-là, en effet, au Centre culturel français d'Abidjan, en Côte-d'Ivoire, Paul Meiano dirigera un concert unique devant 600 spectateurs : Ravel, Janacek, Berio et surtout une création de Paul Meiano, *Africa Stars*. L'Afrique debout. Pour la première fois, une œuvre occidentale sera créée en Afrique : « un acte d'amitié et de révérence au continent africain ». Ainsi le veulent les initiateurs et on aime à penser qu'il en sera ainsi. L'œuvre comportera des plages où pourront intervenir deux percussionnistes africains. Un dialogue Europe-Afrique où pourra s'exprimer le génie des deux continents.

La route du voyage est bâtie autour de ce concert et vise à faire découvrir l'Afrique authentique, dans sa spontanéité et sa ferveur : visite d'Abidjan. Yamoussoukro (basilique Notre-Dame-de-la-Paix en construction sur le modèle de Saint-Pierre de Rome) et surtout « Nuit d'Anyama », une agglomération de 85 000 habitants à 25 kilomètres d'Abidjan, regroupant huit villages disséminés dans la forêt tropicale. D'ores et déjà sa population est mobilisée par la préparation de cette longue nuit au cours de

laquelle tout sera africain : le repas, les chants et les danses, importés de France, un feu d'artifice du maître artificier Ruggieri.

Du 1^{er} au 5 novembre, 18 900 F par personne, tout compris, avec prestations de luxe (voies en première classe, séjour à l'hôtel Ivoire, à Abidjan). Renseignements et inscriptions : Voyages Smart, 3, place de la Forge, 95320 Saint-Leu-la-Forêt, tél. : 30-40-01-40. Ce concert sera retransmis par satellite sur vingt-quatre chaînes de télévision africaines et sur plusieurs chaînes de radio et de télévision européennes.

Trains belges

Tout ce que vous avez voulu voir en Belgique sans avoir forcément le temps d'y aller. Une bonne intention prochainement réalisable au moindre coût, à la suite d'une initiative des Chemins de fer belges. Les samedi 7 et dimanche 8 octobre prochains, tous les moyens de transport en commun seront accessibles, sans limitation de parcours, par le biais d'un forfait JTB (train, tram, bus) étendu aux touristes français.

Deux possibilités : le forfait individuel et le forfait quatre personnes maxi, l'un et l'autre d'une durée d'un ou deux jours. En deuxième classe, au départ de Paris, le forfait individuel coûte 169 F pour un jour (310 F l'aller-retour au plein tarif) et 220 F pour deux jours. Le forfait quatre personnes maxi est à 529 F (un jour) et 817 F (deux jours). Des prix au départ de la province



sont également prévus. Informations, remise d'une brochure explicative (certains hôtels et musées proposent des réductions) et réservations auprès de la représentation générale des Chemins de fer belges (21, bd des Capucines, 75002 Paris, tél. : 47-42-40-41), à la gare SNCF de Paris Nord et dans plusieurs gares de la région parisienne.

On peut choisir le train de la côte, qui passe par Oost Duinkerke (Musée Paul-Delvaux et Musée de la pêche), Koksijde (abbaye des Dunes) et Ostende (maison du peintre James Ensor), circuit réalisable en un jour ; on peut privilégier les expositions Europa-Japon — certains objets inédits sortent du Japon pour la première fois — à Bruxelles Charlier (estampes), Gand, Anvers et Liège notamment ; les stations de métro

décorées par les dessinateurs (Hergé, Folon) ; Liège pour une visite gratuite de la ville et Spa avec son circuit des fontaines ; Namur (citadelle et Festival du film francophone) et l'abbaye de Marébourg. Il reste huit jours pour se décider. Pour plus de détails, consulter l'Office belge de tourisme, 21, bd des Capucines, 75002 Paris, tél. : 47-42-41-18.

Musiques au bord du Nil

Dans le temple de Ramsès III à Médinet Habou, le *Rite enchanté* de Mozart, par l'Orchestre du Mozarteum de Salzbourg, sous la direction de Hans Graf, dans une mise en scène de Jorge Lavelli et, à Louxor, le *Requiem* de Verdi par le Royal Philharmonic Orchestra et le Chœur national bulgare. Sur le parvis du temple d'Isis dans l'île de Philae, Mendelssohn, Haydn, Berlioz, Sibelius et Ravel (avec la soprano Ileana Cotrucescu) et c'est bien le moins en ces lieux, un concert de musique classique arabe à Karnak. On le voit, ce festival « Musique au bord du Nil » se veut prestigieux tant par la beauté forte des sites que par le choix des œuvres musicales proposées.

Ce festival en croisière, rencontre de l'Orient et de l'Occident, se double d'une action caritative en faveur des enfants, auxquels une soirée sera dédiée.

A l'attention des futurs croisiéristes, précisons qu'elle aura lieu sur des bateaux de grand confort, durera neuf jours et comportera les visites de sites classiques en Egypte sous la conduite d'archéologues.

Trois dates de départ : les 3, 4, 8 ou 9 novembre. Prix à partir de 30 000 F. Un dépliant — programme et toutes les informations sont donnés au Monde de l'Egypte et du Proche-Orient (20, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75005 Paris, tél. : 43-28-76-37).

A propos de la Chine

Le calme revenu, les voyages ont repris vers la Chine. Pourtant on ne peut faire comme si rien ne s'était passé. Aussi est-il nécessaire de faire le point, d'autant que la République populaire de Chine fête, le 1^{er} octobre, le 40^e anniversaire de sa fondation. Simple accès de fièvre ou épisode d'une guerre de succession, ce sera aux spécialistes, analogues et journalistes, de faire le point sur les événements de la place Tian an men en mai dernier au cours du douzième Grand Forum d'information, qui aura lieu le 7 octobre, au Palais des congrès.

Après un exposé sur les courants philosophiques et les institutions de la Chine des origines au début du vingtième siècle par Léon Vandermeersch, et depuis le 4 mai 1919 (début du mouvement intellectuel nationaliste) par Alain Roux, notre collaborateur Patrice de Beer et Jean-Luc Domenech évoqueront les enjeux économiques et politiques d'aujourd'hui. Un diaporama de Marc Riboud et des images d'un journaliste d'Antenne 2 tournées à Pékin pendant les événements de mai-juin 1989 précéderont un débat

auquel participera Alain Peyrefitte.

Inscriptions auprès de l'organisateur, le Carrefour de la Chine (45, rue Sainte-Anne, 75001 Paris, tél. : 42-81-08-28), ou sur place, au Palais des congrès (salle bleue) dès 9 heures. Participation aux frais de 100 F (50 F si l'on est inscrit dans l'un des Carrefours du Voyage).

Safari dans la Vanoise

La Savoie n'est-elle pas plus belle quand les foules de l'été l'ont rendue à elle-même et aux amateurs de valeurs discrètes et authentiques ? La montagne et ses hôtes familiers sont alors à montrer dans leur simplicité : bouquets et charmois, dont c'est la saison des combats et des amours, marmottes, renards et, dans l'azur, perdrix des neiges et aigles volant en couple.

Val-d'Aièze, juste avant les premières neiges, redonne un village et une base d'où l'on rayonne en étoile vers les hameaux perdus et les bergers isolés. Le club Images et connaissance de la montagne (B.P. 47, 73150 Val-d'Aièze, tél. : 79.06.00.03) propose d'emporter bâton, musette et appareil photo, et de partir d'un bon pas à la découverte de l'alpe. Le soir, on sèchera ses souliers mouillés devant un feu de bois.

Une semaine, du 8 au 15 octobre prochain, 3 220 F en pension complète (hôtel familial, cuisine savoureuse, pique-nique à midi) et sous la conduite d'un guide du pays.

NOUS AVONS DEUX TOUTES PETITES RAISONS DE PENSER QUE PERSONNE NE RATTRAPERA JAMAIS L'AVION.

Paris Nantes: 55 minutes. Paris Rennes: 1h05.*

Même lancé à très grande vitesse, un lièvre ne pourra jamais dépasser un oiseau. Pour cette raison bien naturelle, Air Inter reste le seul moyen d'atteindre Rennes ou Nantes en un coup d'aile. Et l'avion étant libre comme l'air, il dessert également Lyon, Marseille, Nice en direct au départ de Nantes, tout cela à une vitesse non

égalée sur terre. De plus, Air Inter fait des réductions sur tous ses vols blancs et bleus et ne facture jamais de supplément. Finalement, plus on a les pieds sur terre, plus on préfère monter dans un avion Air Inter. Renseignements et réservations: Air Inter Paris au 45.39.25.25 et toutes agences de voyages.

AIR INTER
JAMAIS L'AVION N'A EU UN TEL SUCCES.

* Temps de vol

SANS VISA

VOYAGES

Séville, le coup de réveil de 92

La belle Andalousse saura-t-elle profiter de l'Exposition universelle de 1992 pour sortir d'une indolence séculaire ? Sur place, les avis sont partagés

«Tu n'es pas une ville, tu es le monde...», écrivait de Séville - celle du seizième siècle - le poète Fernando de Herrera. Dans trois ans, cette déclaration d'amour sera à nouveau d'actualité. Aussi, pour l'Exposition universelle qu'elle accueillera en 1992, d'avril à octobre, la ville se prépare, s'annote, rattrape à toute allure un siècle et demi de retard (le Monde du 8 septembre).

L'ex-capitale des découvertes du Nouveau Monde, l'ancien passage obligé des cultures et du commerce, redécouvre, pour ce rendez-vous (déjà cent une nations inscrites) une lie oubliée, son fleuve perdu et une identité à nouveau ouverte sur l'avenir.

Dans la cité encore repliée sur elle-même, au sud de l'Europe, certains y croient, beaucoup plaisantent, d'autres doutent... Portraits à travers quelques personnages d'une métropole décadente en plein bouleversement, pour conjurer le sort.

Angel aime sa ville. A vingt-neuf ans, et depuis l'âge de douze ans, pas une nuit ne l'a vu se coucher avant 2 heures du matin, pas une journée n'a ressemblé à la précédente. Il vit dans l'inspiration du moment et, par réflexe, laisse à d'autres les soucis du lendemain. Toutes ces heures passées au soleil ou dans la fraîcheur des rues, des places et des fontaines, ont aiguisé en lui l'instinct de communication. Il sait apprécier l'habileté, l'art et l'imagination d'un être, et se désole du chômage (un tiers de la population active) et de l'analphabétisme (15 %), qui gâchent injustement tant de richesses humaines. « Le problème, souligne Angel, c'est que même les diplômés ne trouvent pas de travail dans leurs branches ! ». Sceptique, il n'ose croire à un miracle longue durée de l'Expo.

Face aux circonstances, par habitude, Séville se console avec l'odeur des plantes, le mouvement des passants, ou le son d'une cloche. « Elle a changé de dimension sans changer d'époque », dit de sa ville l'écrivain Julio M. de la Rosa. Une preuve ? Les mêmes cinq ou six familles de *senorios* (propriétaires terriens), dans l'ombre, la gèrent toujours au passé. Ils investissent dans « 92 », mais ont-ils intérêt à ce que la mentalité de perdante quitte la ville dès 1993 ?

Alejandro Rojas Marcos espère le réveil. Issu de ces grandes familles, le leader du Parti andalou sait qu'une partie de Séville peut ne pas supporter de se voir face à elle-même dans cette rencontre avec le monde. Il a confiance, car, pour lui, « la bataille est d'abord à remporter dans le cœur des gens et cette ville, plus qu'une autre, a beaucoup à donner à la civilisation ».



qui vient : celle des loisirs, des technologies et des cultures. « Les grandes familles, précise-t-il, devront s'y faire et perdre une partie de leur pouvoir. » Bourré d'idées (il serait plus tranquille s'il était maire à la place du maire), il voudrait communiquer son enthousiasme aux taxis, aux *penas*, aux confréries, à tout le tissu associatif des quartiers, et leur dire : « Luttons pour Séville, ensemble découvrons l'autre Séville qui sort de la décadence ! ».

Un paradis terrestre possède un fleuve. A Séville, il porta le nom de Guad-el-Kabir durant huit siècles d'islam, de splendeur et de paix au sein de l'Al Andalus. A la reconquête des Rois catholiques, une fois l'énigme de Colomb résolue (1492), c'est le Guadalquivir - voie de communication entre deux continents - qui porta les richesses

jusqu'à la « tour de l'Or ». Séville triple alors sa population, les étrangers s'installent avec leurs capitaux et elle est la porte de l'Europe, la capitale du monde !

Mais les bateaux devenaient plus gros et le fleuve incapable de les accueillir : Séville n'était plus qu'un port, celui d'un navire que l'on abandonne comme on fuit une épidémie. Colonisée par l'Etat, Séville la dominante était dominée de toutes parts. L'existence d'une bourgeoisie locale permit à Madrid et aux dictatures de la maintenir à l'écart du siècle industriel. On lui promit la cinquième sidérurgie du pays : promesse non tenue, ses enfants continuaient d'émigrer, ceux qui restaient cultivaient l'art d'esquiver les problèmes et de tout tourner, par des *chistes* (plaisanteries), en ridicule.

Aujourd'hui, la ville n'oubliera pas qu'elle fut jouée, par Primo de Rivera, contre Barcelone en 1929, pour une exposition ibéro-américaine, aux multiples inaugurations fantômes (tous les deux ans à partir de 1914). La ville y a gagné le parc Maria-Luisa, la place d'Espagne, l'hôtel de luxe Alfonso XIII, une architecture... Mais après une année de rêve, elle héritait d'une main-d'œuvre venue du monde agricole, puis devenue peuple de chômeurs, d'une nouvelle « couronne d'épines », véritable cordon de misère avec ses *chabolos* (baraquements de fortune), et de 10 % supplémentaires en impôts et en charges à payer, jusque dans les années 70. Parlez-lui d'Expo, et Séville a la mémoire négative !

Les cicatrices de 1929

La spéculation immobilière, conséquence des faux espoirs de 1929, déplaça les populations modestes, et créa la ville dans son état actuel : anarchique, instable, sans connexion logique. De plus, les voies ferroviaires, nouvelles cicatrices de l'époque, bloquent et blessent la croissance de la cité, la coupant d'elle-même, du fleuve et de son splendide centre historique. « Territoire en tranches, vieilles et nouvelles voies, murs de défense et décombres, indécis mais puissants bouts d'autoroute, polygones dévastés sur des hectares et au destin vacillant... », constate le dernier plan général d'aménagement, d'élancement, avec de si maigres investissements, on ait produit autant de mal urbain. Il reconnaît aussi que Séville, insubordonnée, par sa forte personnalité, a résisté à la brutale chirurgie infligée à sa peau... « dans une muette et dolente expectative ».

C'est vrai, la vie déborde, même dans les quartiers et cités de fin du monde ! Dans les HLM du Polígono Sur (« Au qui de Séville, le Polígono Sud, c'est un ghetto de plus, clôture de l'enfer », chantait le groupe rock sévillan *Dago y los Mercenarios*), les gitanes montent toujours leurs *vachas* à l'étagère et les enfants qui jouent avec le feu et la haine dansent le rap mêlé de *Buleria*...

« Particularisme et universalisme, ruralité et cosmopolitisme,

sont les concepts avec lesquels Séville doit reconstruire sa condition et son image », concluent avec justesse les auteurs du plan.

A la fin du siècle et à l'heure de l'Europe, Séville voit à nouveau passer sa chance. Autrefois, la décision politique fut : celui qui veut aller en Amérique passe par Séville ! Aujourd'hui, la démocratie espagnole choisit : On fait l'Exposition à Séville ! « En profitant de tous les enseignements de l'histoire », souligne Manuel Obispo, commissaire général de l'Expo, pour faire reconnaître les différences entre 1992 et 1929. « Il n'y a pas concurrence avec Barcelone et ses Jeux, mais coopération et communauté d'efforts, précision. Huit ans de travaux pour recomposer la ville en profondeur coûteront 85 milliards de pesetas. Notre budget de 430 milliards est supérieur à celui des Jeux de Barcelone. Pour elle, comme pour nous, l'Etat fait exactement le contraire de 1929 : il propose des avantages fiscaux, des exonérations en faveur des initiatives nationales et internationales en accord avec nos plans et programmes. Et puis nous faisons surtout 92 en pensant 93... Pour laisser un héritage utile à Séville et donner envie aux étrangers et aux entreprises d'y rester. »

Une chance majuscule

Face à ces préoccupations pour redonner du neuf à la ville, l'apathie et le scepticisme sévillans sont parfois lourds à supporter. En 1985, même la presse locale insinua : l'Exposition n'aura pas lieu... ou bien, elle aura lieu, mais Séville ne la fera pas. Dans les rues on riait, incrédule, en pensant aux trois cent mille personnes par jour faisant pipi ! Humour pour humour, Manuel Villegas, délégué au tourisme, rétorque : « Si cela avait été un projet sévillan, il en aurait fallu cinq cents de plus ! ».

En effet, c'est la première fois dans l'histoire des grandes expositions qu'un Etat propose au Bureau international des expositions une cité problématique dans une région encore défavorisée. Une vraie provocation, un vrai défi au destin.

L'Expo sera universelle avec une majuscule : déjà cent une nations y participent, alors que la préce-

dente, à Osaka en 1970, avait réuni soixante-dix-sept pays... Ignacio Montano, son directeur général, se réjouit : « Séville doit changer, mais elle ne doit pas tourner le dos à ses mythes. Car, du Labrador à la Patagonie, toute l'Amérique sera présente ! Et les pays arabes y seront en force : les riches comme les riches, les pauvres comme les riches aussi : tous fêteront les retrouvailles avec une terre d'origine. »

Le thème : « L'ère des découvertes », récapitulatif, prospectif et humaniste, est aussi une incitation pour Séville à se redécouvrir un point de départ. « L'Exposition qui se préoccupe le plus du contenu, raconte son commissaire général, est celle qui va bénéficier d'une existence exceptionnelle : l'île de la Carruja, 215 ha sur les 540 d'un terrain vierge (hors la Chantrea, où Colomb prépara son voyage), sur le Guadalquivir et à 800 m du centre-ville ». Le plus incroyable est que les Sévillans, depuis Colomb, n'y avaient plus jamais mis les pieds.

Pour retrouver la force des symboles et toucher la ville au cœur, on lui rend son fleuve dans son cours d'origine. Sept nouveaux ponts sont en construction, l'infamie couloir ferroviaire est démantelé, le « mur de Berlin » de l'avenue Torneo ne dissimule plus le fleuve à la cité. Comme Barcelone se tourne vers la mer, Séville à toutes les chances de se tourner vers l'avenir. En empruntant l'axe fluviale de l'Expo, remettra-t-elle la main sur son destin ? Sans perdre en rien son âme, l'Expo en est l'occasion, le risque à courir : *Si sale con barba san Anton, y, si no, la Purísima Concepción*. Autrement dit, ça se passera comme Dieu voudra.

EMMANUEL LE CHANG HUY

**MARRAKECH
EN
CONCORDE**
10-12 nov. 1989

Documentation et inscription :

AIRCOM

93, rue de Monceau
75008 Paris
Tél. : 45-22-96-46
Téléc. : 64-37-80 F



سكيا من الواح

SANS VISA

VOYAGES

Supplément au voyage andalou

De Lawrence d'Arabie aux westerns de Sergio Leone, des dizaines de films ont été tournés dans ce vrai-faux décor : le désert d'Almería.

«Connaissiez-vous dans Barcelone une Andalouse au sein bruni ? », chante-t-on dans une comédie-rivale de l'excellent Eugène Labiche. Elles ont certes le teint mat, ces descendantes de la conquête arabe qui suivent leur ancêtre de l'Espagne dans les huit provinces andalouses. Si l'est une région de l'Espagne qui s'échappe des clichés, c'est celle-là : entre pas de danses - flamenco - et spécialités - gaspacho, - l'Andalousie se réduit le plus souvent à la justesse glorieuse trilogie de ses villes : Grenade l'Almohade, Séville l'Almohade, Cordoue l'Omeyyade, toutes trois films de long Alcazar.

Splendeurs architecturales, symphonies des trois religions monothéistes : tout ou presque a été dit de l'Espagne extrême qu'est l'Andalousie. Pourquoi ne pas mettre ses pas dans ceux d'un styliste et gagner le désert, puisque le sud-est de la péninsule en recèle un ? Il n'est pas en Europe d'étendue désolée aussi proche du légendaire équivalent nord-américain, de l'Arizona ou du Nouveau-Mexique.

Déjà l'Afrique

Le désert d'Almería commence aux portes de cette ville, chef-lieu de province au doux climat. A l'ombre des palmiers, les pêcheurs pêchent le frai dans le Parque de Nicolas Salmeron ; ils iront plus tard rejoindre dans la Chana, leur quartier, les maisons à terrasses multicolores. Bien sûr, le désert n'est rien du Gobi ou du Kalahari ; il fait bon cependant. L'Afrique est à voir d'oiseau, et d'Almería partent les ferries vers Melilla, ville espagnole du Maroc.



Où, déjà l'Afrique ! Les noms de lieux comme autant de signaux, village de Benahaduz, mont de Mulhacen, les maisons carrées aux murs blancs et toitures de vigne. Cactus, agaves, figuiers de Barbarie bordent le lit des rivières assé-

chées ; au loin, vers l'intérieur et les sierras de Los Filabres, de Gador, de Contraviesa, s'élèvent les étranges buttes-témoins, collines tabulaires vestiges d'antiques socles. Tout désert à ses usages. Vers Guadix, au détour de la route

et de ses sinuosités escarpées, une petite vallée verte regorge d'agrumes et de raisins. Plus au levant, les terres rouges mènent au littoral, aux à-pic des falaises précipitées vers la Méditerranée. Potiers et tissiers font leur œuvre, le regard un instant levé

vers la mer d'où jaillissent, chassés par les barques de pêche, des hordes de poissons volants.

Un désert, donc, avec ses mamelons à perte de vue, ses buissons de bruyère et de genêts, ses sentes caillouteuses, ses plantes grasses.

Un décor, aussi : ces éléments ne décrivent-ils pas un environnement devenu familier ? Cette sierra Nevada a de vraies allures de sierra Madre, et tout naturellement la région de Tabernas est devenue le cadre du tournage de bien des westerns, yankees ou spaghetti, lorsque Hollywood et Cinecittà s'évadèrent que l'Espagne coûtait moins cher que le studio.

Plusieurs fausses villes de l'Ouest ont poussé au Sud. A Yucca-City, entre saloon, corral et cinétière, circulent des chevaux en liberté ; et, si chemin de fer et Indiens sont absents, c'est qu'ils se sont fait excuser. De Lawrence d'Arabie aux films de Sergio Leone (le Bon, la Brute et le truand, Il était une fois la révolution), ce sont des dizaines de productions qui se sont fabriquées là, dans ces quatre mêmes rues, si vraisemblables, si conformes à nos souvenirs. Tout récemment encore, le troisième épisode, encore inédit, des aventures d'Indiana Jones y a été réalisé.

Quand vient le soir et que rougit le soleil à l'horizon, il faut revenir à Almería et, comme ses habitants, remonter le paseo bordé d'arbres à baies jusqu'à la rambla, puis en redescendre par le trottoir d'en face. Au cours de cette promenade cérémonielle propre à toute l'Espagne, on s'arrête à une terrasse de café pour y goûter une glace granité, tandis que les citadins passent et repassent en se tenant le bras. Les vieux messieurs, chausures bicolores, cheveux calvités et fleurant l'eau de Cologne, semblent détenir de graves secrets ; et les femmes, la jambe désormais dégainée, incarnent espoirs et rêves de la nouvelle Espagne.

OLIVIER BARROT

PLUS VITE VOUS NOUS QUITTEZ,
PLUS VOUS APPRECEZ
NOTRE COMPAGNIE.

Chez Korean Air, nous faisons de notre mieux pour vous donner le meilleur service personnel et c'est pourquoi notre Prestige Class est souvent comparée à la Première Classe des autres compagnies. Mais nous essayons toujours d'aller plus loin. Parce que nous savons que votre souci à l'arrivée c'est vos bagages, nous avons donné une priorité de sortie à ceux de la Prestige Class. Les autres compagnies disent au revoir quand vous quittez l'avion, nous, quand vous quittez l'aéroport.

KOREAN AIR

SANS VISA

JEUX

échecs

N° 1352

LE GAMBIT MARSHALL
EN DISCUSSION(Coupe du monde,
septembre 1989, Skellafina)Blancs : D. HUBNER
Noirs : J. NUNNPartie espagnole
Gambit Marshall

1. e4 e5 2. f3 f6 3. f4 f5 4. f5 f6 5. f6 f7 6. f7 f8 7. f8 f9 8. f9 f10 9. f10 f11 10. f11 f12 11. f12 f13 12. f13 f14 13. f14 f15 14. f15 f16 15. f16 f17 16. f17 f18 17. f18 f19 18. f19 f20 19. f20 f21 20. f21 f22 21. f22 f23 22. f23 f24 23. f24 f25 24. f25 f26 25. f26 f27 26. f27 f28 27. f28 f29 28. f29 f30 29. f30 f31 30. f31 f32 31. f32 f33 32. f33 f34 33. f34 f35 34. f35 f36 35. f36 f37 36. f37 f38 37. f38 f39 38. f39 f40 39. f40 f41 40. f41 f42 41. f42 f43 42. f43 f44 43. f44 f45 44. f45 f46 45. f46 f47 46. f47 f48 47. f48 f49 48. f49 f50 49. f50 f51 50. f51 f52 51. f52 f53 52. f53 f54 53. f54 f55 54. f55 f56 55. f56 f57 56. f57 f58 57. f58 f59 58. f59 f60 59. f60 f61 60. f61 f62 61. f62 f63 62. f63 f64 63. f64 f65 64. f65 f66 65. f66 f67 66. f67 f68 67. f68 f69 68. f69 f70 69. f70 f71 70. f71 f72 71. f72 f73 72. f73 f74 73. f74 f75 74. f75 f76 75. f76 f77 76. f77 f78 77. f78 f79 78. f79 f80 79. f80 f81 80. f81 f82 81. f82 f83 82. f83 f84 83. f84 f85 84. f85 f86 85. f86 f87 86. f87 f88 87. f88 f89 88. f89 f90 89. f90 f91 90. f91 f92 91. f92 f93 92. f93 f94 93. f94 f95 94. f95 f96 95. f96 f97 96. f97 f98 97. f98 f99 98. f99 f100 99. f100 f101 100. f101 f102 101. f102 f103 102. f103 f104 103. f104 f105 104. f105 f106 105. f106 f107 106. f107 f108 107. f108 f109 108. f109 f110 109. f110 f111 110. f111 f112 111. f112 f113 112. f113 f114 113. f114 f115 114. f115 f116 115. f116 f117 116. f117 f118 117. f118 f119 118. f119 f120 119. f120 f121 120. f121 f122 121. f122 f123 122. f123 f124 123. f124 f125 124. f125 f126 125. f126 f127 126. f127 f128 127. f128 f129 128. f129 f130 129. f130 f131 130. f131 f132 131. f132 f133 132. f133 f134 133. f134 f135 134. f135 f136 135. f136 f137 136. f137 f138 137. f138 f139 138. f139 f140 139. f140 f141 140. f141 f142 141. f142 f143 142. f143 f144 143. f144 f145 144. f145 f146 145. f146 f147 146. f147 f148 147. f148 f149 148. f149 f150 149. f150 f151 150. f151 f152 151. f152 f153 152. f153 f154 153. f154 f155 154. f155 f156 155. f156 f157 156. f157 f158 157. f158 f159 158. f159 f160 159. f160 f161 160. f161 f162 161. f162 f163 162. f163 f164 163. f164 f165 164. f165 f166 165. f166 f167 166. f167 f168 167. f168 f169 168. f169 f170 169. f170 f171 170. f171 f172 171. f172 f173 172. f173 f174 173. f174 f175 174. f175 f176 175. f176 f177 176. f177 f178 177. f178 f179 178. f179 f180 179. f180 f181 180. f181 f182 181. f182 f183 182. f183 f184 183. f184 f185 184. f185 f186 185. f186 f187 186. f187 f188 187. f188 f189 188. f189 f190 189. f190 f191 190. f191 f192 191. f192 f193 192. f193 f194 193. f194 f195 194. f195 f196 195. f196 f197 196. f197 f198 197. f198 f199 198. f199 f200 199. f200 f201 200. f201 f202 201. f202 f203 202. f203 f204 203. f204 f205 204. f205 f206 205. f206 f207 206. f207 f208 207. f208 f209 208. f209 f210 209. f210 f211 210. f211 f212 211. f212 f213 212. f213 f214 213. f214 f215 214. f215 f216 215. f216 f217 216. f217 f218 217. f218 f219 218. f219 f220 219. f220 f221 220. f221 f222 221. f222 f223 222. f223 f224 223. f224 f225 224. f225 f226 225. f226 f227 226. f227 f228 227. f228 f229 228. f229 f230 229. f230 f231 230. f231 f232 231. f232 f233 232. f233 f234 233. f234 f235 234. f235 f236 235. f236 f237 236. f237 f238 237. f238 f239 238. f239 f240 239. f240 f241 240. f241 f242 241. f242 f243 242. f243 f244 243. f244 f245 244. f245 f246 245. f246 f247 246. f247 f248 247. f248 f249 248. f249 f250 249. f250 f251 250. f251 f252 251. f252 f253 252. f253 f254 253. f254 f255 254. f255 f256 255. f256 f257 256. f257 f258 257. f258 f259 258. f259 f260 259. f260 f261 260. f261 f262 261. f262 f263 262. f263 f264 263. f264 f265 264. f265 f266 265. f266 f267 266. f267 f268 267. f268 f269 268. f269 f270 269. f270 f271 270. f271 f272 271. f272 f273 272. f273 f274 273. f274 f275 274. f275 f276 275. f276 f277 276. f277 f278 277. f278 f279 278. f279 f280 279. f280 f281 280. f281 f282 281. f282 f283 282. f283 f284 283. f284 f285 284. f285 f286 285. f286 f287 286. f287 f288 287. f288 f289 288. f289 f290 289. f290 f291 290. f291 f292 291. f292 f293 292. f293 f294 293. f294 f295 294. f295 f296 295. f296 f297 296. f297 f298 297. f298 f299 298. f299 f300 299. f300 f301 300. f301 f302 301. f302 f303 302. f303 f304 303. f304 f305 304. f305 f306 305. f306 f307 306. f307 f308 307. f308 f309 308. f309 f310 309. f310 f311 310. f311 f312 311. f312 f313 312. f313 f314 313. f314 f315 314. f315 f316 315. f316 f317 316. f317 f318 317. f318 f319 318. f319 f320 319. f320 f321 320. f321 f322 321. f322 f323 322. f323 f324 323. f324 f325 324. f325 f326 325. f326 f327 326. f327 f328 327. f328 f329 328. f329 f330 329. f330 f331 330. f331 f332 331. f332 f333 332. f333 f334 333. f334 f335 334. f335 f336 335. f336 f337 336. f337 f338 337. f338 f339 338. f339 f340 339. f340 f341 340. f341 f342 341. f342 f343 342. f343 f344 343. f344 f345 344. f345 f346 345. f346 f347 346. f347 f348 347. f348 f349 348. f349 f350 349. f350 f351 350. f351 f352 351. f352 f353 352. f353 f354 353. f354 f355 354. f355 f356 355. f356 f357 356. f357 f358 357. f358 f359 358. f359 f360 359. f360 f361 360. f361 f362 361. f362 f363 362. f363 f364 363. f364 f365 364. f365 f366 365. f366 f367 366. f367 f368 367. f368 f369 368. f369 f370 369. f370 f371 370. f371 f372 371. f372 f373 372. f373 f374 373. f374 f375 374. f375 f376 375. f376 f377 376. f377 f378 377. f378 f379 378. f379 f380 379. f380 f381 380. f381 f382 381. f382 f383 382. f383 f384 383. f384 f385 384. f385 f386 385. f386 f387 386. f387 f388 387. f388 f389 388. f389 f390 389. f390 f391 390. f391 f392 391. f392 f393 392. f393 f394 393. f394 f395 394. f395 f396 395. f396 f397 396. f397 f398 397. f398 f399 398. f399 f400 399. f400 f401 400. f401 f402 401. f402 f403 402. f403 f404 403. f404 f405 404. f405 f406 405. f406 f407 406. f407 f408 407. f408 f409 408. f409 f410 409. f410 f411 410. f411 f412 411. f412 f413 412. f413 f414 413. f414 f415 414. f415 f416 415. f416 f417 416. f417 f418 417. f418 f419 418. f419 f420 419. f420 f421 420. f421 f422 421. f422 f423 422. f423 f424 423. f424 f425 424. f425 f426 425. f426 f427 426. f427 f428 427. f428 f429 428. f429 f430 429. f430 f431 430. f431 f432 431. f432 f433 432. f433 f434 433. f434 f435 434. f435 f436 435. f436 f437 436. f437 f438 437. f438 f439 438. f439 f440 439. f440 f441 440. f441 f442 441. f442 f443 442. f443 f444 443. f444 f445 444. f445 f446 445. f446 f447 446. f447 f448 447. f448 f449 448. f449 f450 449. f450 f451 450. f451 f452 451. f452 f453 452. f453 f454 453. f454 f455 454. f455 f456 455. f456 f457 456. f457 f458 457. f458 f459 458. f459 f460 459. f460 f461 460. f461 f462 461. f462 f463 462. f463 f464 463. f464 f465 464. f465 f466 465. f466 f467 466. f467 f468 467. f468 f469 468. f469 f470 469. f470 f471 470. f471 f472 471. f472 f473 472. f473 f474 473. f474 f475 474. f475 f476 475. f476 f477 476. f477 f478 477. f478 f479 478. f479 f480 479. f480 f481 480. f481 f482 481. f482 f483 482. f483 f484 483. f484 f485 484. f485 f486 485. f486 f487 486. f487 f488 487. f488 f489 488. f489 f490 489. f490 f491 490. f491 f492 491. f492 f493 492. f493 f494 493. f494 f495 494. f495 f496 495. f496 f497 496. f497 f498 497. f498 f499 498. f499 f500 499. f500 f501 500. f501 f502 501. f502 f503 502. f503 f504 503. f504 f505 504. f505 f506 505. f506 f507 506. f507 f508 507. f508 f509 508. f509 f510 509. f510 f511 510. f511 f512 511. f512 f513 512. f513 f514 513. f514 f515 514. f515 f516 515. f516 f517 516. f517 f518 517. f518 f519 518. f519 f520 519. f520 f521 520. f521 f522 521. f522 f523 522. f523 f524 523. f524 f525 524. f525 f526 525. f526 f527 526. f527 f528 527. f528 f529 528. f529 f530 529. f530 f531 530. f531 f532 531. f532 f533 532. f533 f534 533. f534 f535 534. f535 f536 535. f536 f537 536. f537 f538 537. f538 f539 538. f539 f540 539. f540 f541 540. f541 f542 541. f542 f543 542. f543 f544 543. f544 f545 544. f545 f546 545. f546 f547 546. f547 f548 547. f548 f549 548. f549 f550 549. f550 f551 550. f551 f552 551. f552 f553 552. f553 f554 553. f554 f555 554. f555 f556 555. f556 f557 556. f557 f558 557. f558 f559 558. f559 f560 559. f560 f561 560. f561 f562 561. f562 f563 562. f563 f564 563. f564 f565 564. f565 f566 565. f566 f567 566. f567 f568 567. f568 f569 568. f569 f570 569. f570 f571 570. f571 f572 571. f572 f573 572. f573 f574 573. f574 f575 574. f575 f576 575. f576 f577 576. f577 f578 577. f578 f579 578. f579 f580 579. f580 f581 580. f581 f582 581. f582 f583 582. f583 f584 583. f584 f585 584. f585 f586 585. f586 f587 586. f587 f588 587. f588 f589 588. f589 f590 589. f590 f591 590. f591 f592 591. f592 f593 592. f593 f594 593. f594 f595 594. f595 f596 595. f596 f597 596. f597 f598 597. f598 f599 598. f599 f600 599. f600 f601 600. f601 f602 601. f602 f603 602. f603 f604 603. f604 f605 604. f605 f606 605. f606 f607 606. f607 f608 607. f608 f609 608. f609 f610 609. f610 f611 610. f611 f612 611. f612 f613 612. f613 f614 613. f614 f615 614. f615 f616 615. f616 f617 616. f617 f618 617. f618 f619 618. f619 f620 619. f620 f621 620. f621 f622 621. f622 f623 622. f623 f624 623. f624 f625 624. f625 f626 625. f626 f627 626. f627 f628 627. f628 f629 628. f629 f630 629. f630 f631 630. f631 f632 631. f632 f633 632. f633 f634 633. f634 f635 634. f635 f636 635. f636 f637 636. f637 f638 637. f638 f639 638. f639 f640 639. f640 f641 640. f641 f642 641. f642 f643 642. f643 f644 643. f644 f645 644. f645 f646 645. f646 f647 646. f647 f648 647. f648 f649 648. f649 f650 649. f650 f651 650. f651 f652 651. f652 f653 652. f653 f654 653. f654 f655 654. f655 f656 655. f656 f657 656. f657 f658 657. f658 f659 658. f659 f660 659. f660 f661 660. f661 f662 661. f662 f663 662. f663 f664 663. f664 f665 664. f665 f666 665. f666 f667 666. f667 f668 667. f668 f669 668. f669 f670 669. f670 f671 670. f671 f672 671. f672 f673 672. f673 f674 673. f674 f675 674. f675 f676 675. f676 f677 676. f677 f678 677. f678 f679 678. f679 f680 679. f680 f681 680. f681 f682 681. f682 f683 682. f683 f684 683. f684 f685 684. f685 f686 685. f686 f687 686. f687 f688 687. f688 f689 688. f689 f690 689. f690 f691 690. f691 f692 691. f692 f693 692. f693 f694 693. f694 f695 694. f695 f696 695. f696 f697 696. f697 f698 697. f698 f699 698. f699 f700 699. f700 f701 700. f701 f702 701. f702 f703 702. f703 f704 703. f704 f705 704. f705 f706 705. f706 f707 706. f707 f708 707. f708 f709 708. f709 f710 709. f710 f711 710. f711 f712 711. f712 f713 712. f713 f714 713. f714 f715 714. f715 f716 715. f716 f717 716. f717 f718 717. f718 f719 718. f719 f720 719. f720 f721 720. f721 f722 721. f722 f723 722. f723 f724 723. f724 f725 724. f725 f726 725. f726 f727 726. f727 f728 727. f728 f729 728. f729 f730 729. f730 f731 730. f731 f732 731. f732 f733 732. f733 f734 733. f734 f735 734. f735 f736 735. f736 f737 736. f737 f738 737. f738 f739 738. f739 f740 739. f740 f741 740. f741 f742 741. f742 f743 742. f743 f744 743. f744 f745 744. f745 f746 745. f746 f747 746. f747 f748 747. f748 f749 748. f749 f750 749. f750 f751 750. f751 f752 751. f752 f753 752. f753 f754 753. f754 f755 754. f755 f756 755. f756 f757 756. f757 f758 757. f758 f759 758. f759 f760 759. f760 f761 760. f761 f762 761. f762 f763 762. f763 f764 763. f764 f765 764. f765 f766 765. f766 f767 766. f767 f768 767. f768 f769 768. f769 f770 769. f770 f771 770. f771 f772 771. f772 f773 772. f773 f774 773. f774 f775 774. f775 f776 775. f776 f777 776. f777 f778 777. f778 f779 778. f779 f780 779. f780 f781 780. f781 f782 781. f782 f783 782. f783 f784 783. f784 f785 784. f785 f786 785. f786 f787 786. f787 f788 787. f788 f789 788. f789 f790 789. f790 f791 790. f791 f792 791. f792 f793 792. f793 f794 793. f794 f795 794. f795 f796 795. f796 f797 796. f797 f798 797. f798 f799 798. f799 f800 799. f800 f801 800. f801 f802 801. f802 f803 802. f803 f804 803. f804 f805 804. f805 f806 805. f806 f807 806. f807 f808 807. f808 f809 808. f809 f810 809. f810 f811 810. f811 f812 811. f812 f813 812. f813 f814 813. f814 f815 814. f815 f816 815. f816 f817 816. f817 f818 817. f818 f819 818. f819 f820 819. f820 f821 820. f821 f822 821. f822 f823 822. f823 f824 823. f824 f825 824. f825 f826 825. f826 f827 826. f827 f828 827. f828 f829 828. f829 f830 829. f830 f831 830. f831 f832 831. f832 f833 832. f833 f834 833. f834 f835 834. f835 f836 835. f836 f837 836. f837 f838 837. f838 f839 838. f839 f840 839. f840 f841 840. f841 f842 841. f842 f843 842. f843 f844 843. f844 f845 844. f845 f846 845. f846 f847 846. f847 f848 847. f848 f849 848. f849 f850 849. f850 f851 850. f851 f852 851. f852 f853 852. f853 f854 853. f854 f855 854. f855 f856 855. f856 f857 856. f857 f858 857. f858 f859 858. f859 f860 859. f860 f861 860. f861 f862 861. f862 f863 862. f863 f864 863. f864 f865 864. f865 f866 865. f866 f867 866. f867 f868 867. f868 f869 868. f869 f870 869. f870 f871 870. f871 f872 871. f872 f873 872. f873 f874 873. f874 f875 874. f875 f876 875. f876 f877 876. f877 f878 877. f878 f879 878. f879 f880 879. f880 f881 880. f881 f882 881. f882 f883 882. f883 f884 883. f884 f885 884. f885 f886 885. f886 f887 886. f887 f888 887. f888 f889 888. f889 f890 889. f890 f891 890. f891 f892 891. f892 f893 892. f893 f894 893. f894 f895 894. f895 f896 895. f896 f897 896. f897 f898 897. f898 f899 898. f899 f900 899. f900 f901 900. f901 f902 901. f902 f903 902. f903 f904 903. f904 f905 904. f905 f906 905. f906 f907 906. f907 f908 907. f908 f909 908. f909 f910 909. f910 f911 910. f911 f912 911. f912 f913 912. f913 f914 913. f914 f915 914. f915 f916 915. f916 f917 916. f917 f918 917. f918 f919 918. f919 f920 919. f920 f921 920. f921 f922 921. f922 f923 922. f923 f924 923. f924 f925 924. f925 f926 925. f926 f927 926. f927 f928 927. f928 f929 928. f929 f930 929. f930 f931 930. f931 f932 931. f932 f933 932. f933 f934 933. f934 f935 934. f935 f936 935. f936 f937 936. f937 f938 937. f938 f939 938. f939 f940 939. f940 f941 940. f941 f942 941. f942 f943 942. f943 f944 943. f944 f945 944. f945 f946 945. f946 f947 946. f947 f948 947.

SANS VISA

LA TABLE

Touraine d'automne

D'Amboise à Montbazou, d'Azay-le-Rideau à Langeais, les escalas gourmandes sont nombreuses entre Loire et châteaux.

L'AUTOMNE à nos dévotions est enfin ramené... se réjouissent les poètes. Belle occasion pour une escapade en Touraine, royal jardin de France. De Paris vous quittez la N 10 à Nouillé-le-Lierre, pour découvrir, en premier, la cuisine du terroir à l'Anjou de la Rivière, maison toute simple où Ghislaine Sallé, élève de Gislène Crouzet, propose la salade de rillons chand, l'andouillette de Vouvrin moutardée, la pintade au jus et le porc aux pruneaux, avec une belle collection de vins du pays. Mêmes : 65 F, 115 F et 158 F, et carte. (19, rue de la République. Tél. : 47-52-95-05. Fermé mardi soir et mercredi. AB-CB.)

De là, par les petites routes, gagnez Amboise, avec un crochet par Limeray et La Ferme de Lameray. C'est une ancienne ferme, avec une belle cheminée pour les jours froids et un jardin plein de légumes. Dans d'ARC, vous ferez servir ses rivières de langoustines au saumon fumé, son feuilleté de ris de veau épicé, etc. Mêmes multiples de 90 F à 200 F, et carte. (9, rue de la Rivière. Tél. : 47-30-16-82. CB.)

Amboise, c'est le château de jeunesse de François I^{er}, les musées, la porte de l'Horloge. Amboise (ambre et framboise, disait Armand Lanoux), c'est aussi, voisins, le châteaudeur de pierre qu'est la pagode de Chanteloup et, sur tout, le Clos-Luc où travaille Léonard de Vinci (il y peignit la Joconde ?) avant d'y mourir, le 2 mai 1519.

D'Amboise vous irez visiter Chenonceau (le village) et Chenonceau (le château). Le château des femmes, de la Catherine pour qui il fut construit à Catherine de Médicis, en passant par Diane de Poitiers. Vous en retrouverez l'image dans le musée de céramique qu'il abrite. Et puis, pour vous régaler, vous pourriez aller à Bléré, où vous coucherez peut-être au Cheval Blanc, demeure du dix-septième siècle aux quelques belles chambres et à la salle à manger rustique. Michel Blériot vous fera oublier le régionalisme avec sa salade tiède de rougets provençaux et vous comblera du canard sauvage poêlé, les coquilles en pot-au-feu. Mêmes : 160 F, 220 F, et carte. (5, place Charles-Bidaud. Tél. : 47-30-30-14. Fermé dimanche soir et lundi. CB.)

Le lendemain, la D 45 vous conduira à Montbazou. L'on ne se souvient plus de la duchesse de



A Chenonceau, château de Chenonceau. Première pierre en 1515.

Montbazou (une des Dix filles dans un pré de la complainte) et à peine du Lys dans la vallée, où Balzac décrit cette vallée « qui commence à Montbazou... magnétique coupe d'insolence au fond de laquelle l'Indre se roule par des mouvements de serpent ». On retrouvera, plus moderne, le château de François Coty devenu d'Artigny, une des grandes adresses de la table française (Château d'Artigny, route d'Azay-le-Rideau. Tél. : 47-26-24-34). Le summum du confort hôtelier et de l'épicurisme, grâce à M. Alain Rabier qui veille à tout. Parc, piscine, tennis, etc. Prix en conséquence (1).

Ce qui ne vous empêchera point, si vous séjournez ici, de faire une dégustation gourmande justifiée vers La Cressaillère. Mêmes de 175 F à 440 F, et carte. (1, place des Maronniers. Tél. : 47-26-00-67. Fermé dimanche soir et lundi.)

En quittant Montbazou, vers Azay-le-Rideau, vous saluerez le château de Saché (et son Musée Balzac). Vous retiendrez peut-être alors ce Lys dans la vallée écrit ici, et vous pourrez suivre, pas à pas, le chemin des infatigables amants. Vous admirerez les tapisseries du château d'Azay « diamant taillé à facettes » (Balzac dit), avant d'aller, par la D 57, déjeuner au Château de Montgopier, demeure historique, luxueusement aménagée, des chambres à la salle à manger, et où triomphe la cuisine d'une dame d'ARC : Christel Debat-Carvin. Découvrez le pot-au-feu de poule, une merveille ! Et quelle belle occasion de goûter le châteaudeur de Saint-Maur ! Mêmes de 165 F à 285 F, et carte. (A Saint-Espoir. Tél. : 47-65-54-22. T.L.J. AB DC CB.)

A Azay-le-Rideau même, à signaler, proche du château, le

cadre troglodytique de l'ancienne cave à vin devenue petit restaurant aimable et de cuisine simple et bonne : Les Grottes. Mêmes de 60 F à 145 F, et carte. (Rue Pissier. Tél. : 47-45-21-04. Fermé lundi et jeudi soir.) Et puis vous filerez sur Chinon, son châteauforteresse, la maison de Rabelais (et sa maison natale, la Devinère, à Seully, non loin de là), les musées dont celui, animé, du vin et de la tonnellerie. Chinon où vous retrouverez Le Plessis gourmand dont j'ai souvent parlé ici car la cuisine de J.-C. Rigollet est une habile mise en valeur des produits du terroir (ah ! ce ris de veau braisé au chignon blanc !). Comptez 200-300 F. (2, rue Parmentier. Tél. : 47-93-20-43. Fermé dimanche soir et lundi.)

Vous retrouverez la Loire et Langeais, chef-d'œuvre féodal (mais l'intérieur évoque mieux la

Renaissance !) Et vous ferez halte au restaurant de l'Hôtel Hosten : Le Langeais, où J.-J. Hosten a succédé à son père. Hostellerie de haut niveau, comme aussi la table d'un classique sans faute, de la terrine de ris de veau aux côtes aux petites anguilles de Loire grillées. Très belle carte des vins de Loire. Comptez 250-300 F. (2, rue Gambetta. Tél. : 47-96-70-63. Fermé lundi soir et mardi. A.E.D.C.-CB.)

Vous gagnerez Tours en suivant la Loire, passant par Saint-Macaire-Pile - un château tout autant décapité que le fut son maître, le marquis amoureux de Marie de Gonzague et adversaire de Richelieu - ou par Villandry, sur l'autre rive, et son admirable châteaudeur entouré des jardins de la carte du Tendre. Vous ferez halte d'appétit au Cheval rouge. Vieille cuisine et chef de tradition, du dos de saumon à la terrine de foie gras, du

civet d'andouillette aux filets de sole sauce verte. Mêmes 140 F et 215 F, et carte. (Tél. : 47-50-02-07. Fermé lundi. CB.)

Tours enfin ! Il faudrait plusieurs jours pour bien connaître cette ville « les pieds dedans la Loire comme une folle fille qui se baigne et joue avec l'eau », disait Balzac (Comtes drolatiques). Les vieux hôtels, les châteaux, la cathédrale Saint-Gatien, la tour Charlemagne, les musées. Et les « logis » des environs : la Béchoillerie où vécut Anatole France, la Gandinière où mourut Bergson, la Chevonnière (à Veretz) qui vécut le drame de Paul-Louis Courier, etc. Il faudrait plusieurs repas, aussi, pour en éprouver les plaisirs gourmands.

Mais, s'il n'en est qu'un, alors que ce soit chez Barlier. Charles Barlier, à la fois le plus traditionnel et inventif à la fois des vieux cuisiniers. Le plus « sectaire » (avec raison) quant à la qualité des produits du terroir. Ici, les rillettes de Tours, les rillons (ribbles, au vin blanc de Vénos), la matolette d'anguille de Loire aux pruneaux, le pied de cochon grillé avec pommes aux noix et coings, le sautoir de Loire aux aromates, les fromages de chèvre fermiers, le pain « maison », les vins bien choisis de la région... Grandeur et simplicité, sagesse et modestie. Mon « 3 étoiles », du coin ! Mêmes : 200 F, 385 F, et carte. (101, avenue de la Tranchée. Tél. : 47-54-20-39. Fermé dimanche soir et lundi.)

LA REYNÈRE

(1) Les connaisseurs resteront ébahis de la carte des vins, de celle des œufs-de-vie et des cafés et thés, de mercuriel.

Au Blé Vert
Le Club de Jeux du
"Pousse au Crime"
Célèbre Bar Américain
Tous jeux de cartes autorisés
Tennis - Billard - Jeu de la main - Bridge - Rummy -
Venez vivre votre passion
au cœur
de St Germain des Prés
15 rue Guisarde
75006 Paris
☎ 46.33.13.76
Ouvert tous les jours de 15 h à l'aube
même le dimanche

les gourmets
font la différence
GLACES-SORBETS
Dégustation - A emporter
RAIMO GLACIER
de père en fils
59/61, bd de Reailly, 75012 PARIS
Tél. 43-43-76-17
M^o DAUMESNIL (Rue de la Chapelle)

RESIDENCES
CAMPAGNE MER MONTAGNE
VENISE
A LOUER
Appartements luxueux aménagés.
SAN MARCO
SÉJOUR MINIMUM :
UNE SEMAINE.
Tél. : 193941/522833
Téléfax : 193941/5283721
BOURGOIN-JALLIEU
2^e de LYON
VILLA TS jumelle
Deux logements « VERT VILLAGE ».
3 ch., salon, séjour, s. de bain, 2 w.-c.,
garage, 89 m² habitables sur 480 m² de
terrain. A 5^e commerces, écoles et bus.
420 000 F
Tél. (16) 74-93-68-13.

GASTRONOMIE
EN L'AN 2000... 1 MILLIARD 200 MILLIONS
DE CHINOIS... ET MOI, ET MOI...
CHEZ DIEP A L'OPÉRA
ou le plus grand restaurant asiatique à Paris, et déjà connu
par le GUIDE BOTTIN GOURMAND 1989
avec 350 places, dans un décor somptueux, cuisine à Hongkong
Des MENUS EXPRESS. 66 F et
76 F. Entrée, plat et dessert au choix.
Exemple : saumon aux crevettes, dinde
gigantes, cassinoise au safran de
roquette. Si vous êtes passionnés par le
« chinois » : crevettes à l'ail, travers de
porc sauté, porclet ou canard laqué.
Mais aussi le plus de soja, les calamars
ou le crabe en gingembre. Si vous
« voyagez thaïlandais », le rouleau
printemps, la salade de fruits de mer à
la citronnelle, les brochettes de
gambas grillées.
Tous les jours, le MENU « D » avec
un assortiment à la vapeur ou les
plats de crabes farcis en bœuf, un
1/2 canard laqué à la pékinoise, servi
en 2 bœufs (la peau croustillante avec
galettes de riz, et sa chair). Un magni-
fique vitier de langoustes. La récom-
pense : cochon de lait, ou porclet laqué,
de la volaille et toutes les viandes au
choix.
Pour réserver vos amis, les surprises
par le décor étonnant et la
richesse des matériaux, tout sera
dépayssé. L'accueil, le personnel
aimable et attentif, vous fera passer
un moment agréable.
Balcon, divanets. Ouvert tous les
jours. Service assuré jusqu'à 2 h du
matin.
28, rue Louis-le-Grand (2^e). Tél. 47-
42-31-58 et 94-47 et aussi, dans le
9^e arrondissement : chez DIEP, 22, rue
de Poitiers. Tél. 42-56-23-96, tous les
jours : chez DIEP, 55, rue Pierre-
Charbon. Tél. 45-63-52-76, tous les
jours.

Aux quatre coins de France
CHAMPAGNE D.R. de prêt,
distribué en France de châteaux, monuments, pour vous. AMATEURS, profitez de nos
caves spéciales : RÉDEMPTEUR, brut
mill. 1983 et blanc de blanc. Tarif sur
demande à R.M. DUBOIS P. & F. (S)
Les Allouettes VENEZIE
51200 EPERNAY. 26-28-48-37.
LES LYCÉES VITICOLES DE FRANCE
se sont associés pour vous proposer
constituer votre CAVI en une seule com-
mande (Bordeaux, champagne, Bourgogne,
val-de-loire, cognac). Demandez les tarifs
en CAVI Club des Ecoles
Lycée viticole, 71000 DAVAYE
Tél. : 82-85-45-42.

LA BONNE ADRESSE
Hôtel Richelieu ***
CH - 3963 Crans-sur-Siagne, téléphone : 1941/27 41 28 06
Hôtel Bellevue - CH-3920 Zermatt, tél. 1941/28 67 13 13
Hôtel familial, 45 lits. Situé au centre. Chambres avec bain, douche, radio,
tél. Rest. Prix d'hiver : 55.- 78.- 3 1/2 apt. vacances pour 3-5 pers.
Hôtel Due Bertold, CH-1700 Prithorn, tél. 1941/37 81 11 21
Hôtel **** 60 lits • Café • Bar • Restaurant • de 6 h à 23 h 30 • Restaurant
« La Marmitte » • Bar-Disco-Dance de 18 h 30 à 1 h • Salon • les 3 Dons •
de 1 à 40 places • Party-services à domicile.
Hôtel Mon séjour - CH-1864 Vers-Pégère - Les Diablerets.
Hôtels 20 lits - Prix : pension complète 60 FS ; demi-pension 48 FS
Dortoir 60 lits - Prix : pension complète 40 FS ; demi-pension 30 FS.
Hôtel INTEREUROPE - CH-1096 Lesmousses-Cully
A 10 minutes du centre de Lesmousses, au bord du lac Léman
un 3-étages confortable et un restaurant renommé.
Renseignements : tél. 1941/21 799 20 91.
100 lits et confort, tranquillité, etc. privilégiée à
200 m de la gare et du centre des affaires. Cham-
brées avec radio, TV, ligne téléph. dir. Service 24 h
sur 24. Bar, et salles de conf. de 10 à 60 pl.
44, av. de la Gare - Tél. 1941/21 725-57-71
Téléfax 480644. Fax 1941/21 206774.
R. HADENEL, PROPRIÉTAIRE

BOUCHARD PÈRE & FILS
BEAUNE DU CHATEAU
présent
exclusivement
des vins
sélectionnés
des domaines
DU CHATEAU
DE BEAUNE
classés en
Bonne Première Cru :
Les Aigles
Les Sires
Les Pommiers
Les Anjoux
Les Trévins
Les Bénédictins
Les Sœurs
Les Révoires
Clos du Roi
Les Cent Vignes
Les Grands
Les Tauxins
Les Grèves
Les Trévins
Champ Pommier
A l'Élu
« A consommer avec modération »

Le Monde

PLANTU

DES FOURMIS DANS LES JAMBES



L'ALBUM 89

164 PAGES — 250 DESSINS

La sélection de ses meilleurs dessins

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE PLANTU

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : LOCALITÉ : _____

PAYS : _____

NOMBRE D'EXEMPLAIRES : _____ X 55 F, frais de port inclus = _____ F.

Bulletin et règlement à retourner à : **le Monde**, service vente
au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09. France.

Le Monde

Le conflit entre
la France et la

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

صكنا من الامم

38 Le conflit chez Peugeot
— La grève des agents des impôts

39 Privatisation du téléphone en Amérique latine
40 Consommation - habitat

42 Marchés financiers
43 Bourse

BILLET

Varsovie avant Bangui

Les réunions du FMI et de la Banque mondiale qui viennent de s'achever ont été placées sous le signe de la priorité donnée à l'Est sur le Sud. « Varsovie avant Bangui », en quelques mots. Nouvelle version du célèbre slogan « la Corée avant le Zambéze », lancé par Raymond Cartier en 1984. « Nous devons faire plus pour la Pologne », s'est exclamé le président George Bush, tandis que M. Michel Camdessus, directeur général du FMI, assurait la Pologne et les pays d'Europe de l'Est d'un « solide support ». Que ne ferait-on pas pour « défendre les libertés », comme dit M. Bush... « Tout doit être fait pour tenter de donner une chance à la démocratie », commentait jeudi M. Pierre Bérégovoy. Et M. Alfred Herrhausen, patron de la puissante Deutsche Bank, de rappeler quand même que l'aide à la Pologne devait passer par les gouvernements et non uniquement par les banques. « Et nous ? », semblaient dire ces derniers jours les pays de l'ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) réunis à Varsovie pour discuter de leurs relations avec la CEE. « Il est bien naturel que la Pologne ou la Hongrie puissent prétendre à l'aide de l'Europe. Mais quelles que soient les préoccupations politiques présentes, il ne faut pas que la CEE oublie ses partenaires traditionnels », résumait jeudi M. Mamadou Diop, coprésident de l'Assemblée CEE-ACP. A cela, les pays industriels apportent sans relâche la même réponse : « Prenez des mesures draconiennes de redressement et l'on vous aidera... tout en étant incapables de se mettre d'accord sur une augmentation des ressources du FMI et de la Banque mondiale. A Washington, le ministre brésilien des finances a rappelé « les efforts terribles en termes de souffrances humaines » des politiques de rigueur exigées. Terribles pour la démocratie aussi. Mais la seule démocratie qui semble aujourd'hui à la mode est celle qui redécouvre l'Est. Au-delà des relations historiques avec l'autre partie de l'Europe, cette redécouverte n'est-elle pas intéressée ? La démocratisation à l'Est porte en elle les promesses de marchés solvables.

D. PY.

INSOLITE

Concorde perd ses gonds

Un habitant de Sannois (Val-d'Oise) n'en est pas revenu : sorti dans son jardin après avoir entendu un bruit anormal, il y a trouvé, le 27 septembre, une pièce métallique plate d'environ 1,80 mètre et de 8 kilogrammes portant la marque de l'Aérospatiale, qu'il a confiée à la police. Après enquête, il est apparu que ce morceau appartenait à un Concorde d'Air France en provenance de New-York, qui s'appelait à atterrir sur l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. La direction d'Air France a reconnu que la pièce avait été perdue par l'appareil qui évoluait à une altitude de 100 mètres et à une vitesse de 400 kilomètres-heure. Il s'agit d'un « petit élément de carénage » de la porte du train d'atterrissage gauche qui s'est détaché à la suite de la rupture d'une boussole. Les services d'entretien ont été priés de vérifier toutes les boussoles de tous les Concorde d'Air France.

La bataille boursière autour du conglomérat de M. Fournier

Le Crédit agricole rentrerait dans les assurances de la Mixte

M. Marc Fournier, P-DG du conglomérat Navigation mixte, aurait renforcé son pôle d'assurances Via-Rhin et Moselle par l'introduction d'un groupe d'investisseurs au sein duquel le Crédit agricole joue un rôle prédominant. Allianz, le géant allemand, mais aussi la Suisse de réassurance pourraient faire partie des nouveaux propriétaires des assurances. Au sein de la Mixte, holding du groupe, Paris a renforcé sa position jusqu'à hauteur de 7 %, comme il l'a confirmé vendredi dans un communiqué.

M. Fournier, président de la Navigation mixte, continue de pratiquer la tactique qui lui a si bien réussi jusqu'à présent : celle du « moyen sur mesure ». Ayant soigneusement scindé le capital du conglomérat (industrie, assurances, banques...), dont il est P-DG depuis une vingtaine d'années, entre les mains d'une foule d'investisseurs, il a, chaque fois que son titre était attaqué en Bourse, joué des intérêts contradictoires des uns et des autres pour en conserver la direction.

Cette fois-ci, pour parer à l'attaque des assurances générales de France (AGF) sur son capital, M. Fournier se serait appuyé sur le Crédit agricole et Paris. A la banque verte aurait été dévolue le rôle d'assureur de référence du pôle d'assurances de la Mixte, secteur qui serait donc partiellement détaché du groupe dirigé par M. Fournier. A Paris revient-il en rôle d'assureur impor-

tant (mais parmi d'autres) au sein de la Mixte. Sans doute concédant, à l'heure où les assurances françaises se restructurent, qu'il ne pourrait plus contenir longtemps les convoitises, M. Fournier aurait donc décidé de relativiser le contrôle de son holding sur l'ensemble Via IARD-Via Vie (contrôlé à 100 %) et de Rhin et Moselle (contrôlé à 50 %). Parmi les nouveaux propriétaires, on trouverait un ou plusieurs assureurs étrangers : les noms d'Allianz, le géant d'outre-Rhin, mais aussi celui de la Suisse de réassurance circulent. Il est à remarquer également qu'un mois d'août dernier, au plus fort de la bataille Suez-Victoire, le Crédit agricole et les AGF avaient attaqué ensemble le capital de la Mixte. Ce serait bien dans la mesure de M. Fournier de diviser les alliés d'hier en les joignant l'un contre l'autre.

Quant à Paris, qui ne possède que 1,7 % du capital de la

Mixte, sa participation s'est accrue jusqu'à 7 %. M. François-Poncet, P-DG de la banque de la rue d'Antin, se serait rangé aux côtés des amis du jour de M. Fournier.

Le rôle des AGF ?

Ayant échoué lui-même à constituer un groupe d'assurances de taille nationale — en 1984, M. Marc Fournier avait tenté de racheter les parts que M. Jean-Marc Vernes détenait dans la Compagnie industrielle, c'est-à-dire dans Victoire, — il a, semble-t-il, décidé de sauvegarder les tribunes de l'empire plutôt que de tout perdre. Car, à force de faire monter les enchères, les AGF — qui ne se sont toujours pas déclarées comme s'agissant officiel et qui auraient largement franchi le seuil des 10 % du capital de la Mixte — auraient sans doute fini par convaincre les plus ardents défenseurs de M. Fournier de se retirer à elles.

Que va faire M. Philippe Jaffré, directeur général du Crédit agricole, au sein d'un pôle d'assurances où il était jusqu'à présent absent ? Sans doute cherchera-t-il à créer des synergies avec la branche assurance-vie de la banque verte. M. Philippe Jaffré s'est en tous cas refusé à faire « le moindre commentaire ».

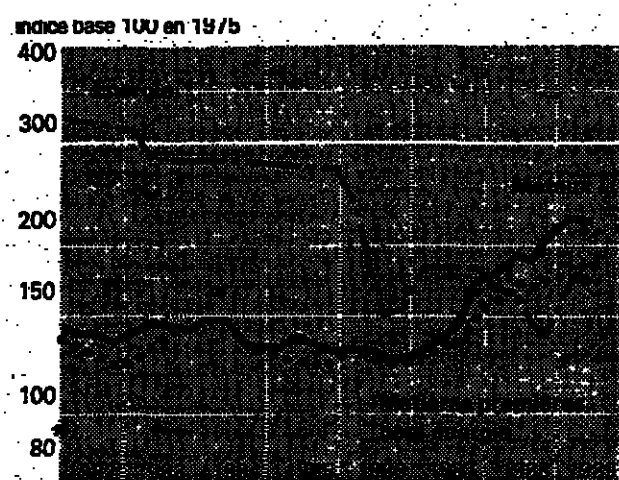
Les questions les plus ouvertes concernent le groupe public des AGF. Agitées par les assurances Via et Rhin et Moselle, la compagnie que préside M. Michel Albert se retrouve désormais un peu marginalisée. Ou forte d'une position dans la Mixte qui ne lui confère actuellement aucun avantage particulier.

YVES MANOU.

Un poids de 20 milliards

La Compagnie de navigation mixte est une holding qui détient des participations largement majoritaires dans le secteur de l'assurance (Via-Rhin et Moselle), dans la banque (Via Banque), l'agro-alimentaire (Souspique, CFS, Venogel), l'industrie et les services (Fichet-Bauche, GFI, SFM...). L'ensemble réaliserait en 1989 un chiffre d'affaires d'environ 20 milliards de francs. Le valeur boursière de la Mixte se situe aux environs de 15-16 milliards de francs.

Le prix de l'énergie et des matières premières



Source : IHWNA

Les prix de détail ont augmenté en France de 0,2 % en août, a confirmé l'INSEE jeudi 28 septembre. Ce résultat est identique à la moyenne des pays de la CEE, et ramène la hausse des prix de détail sur douze mois à 3,4 %, contre 3,5 % en juillet. Ce bon chiffre est en partie dû à la baisse de 0,5 % des prix de l'énergie en août, et de 2,5 % entre juin et août. Les prix de l'énergie demeurent tous au-dessus de leur niveau le plus bas enregistré en 1988. Mais la tendance depuis le début 1989 est au repli.

La grève du dialogue social

La négociation n'est pas la capitulation.

Chez Peugeot comme dans l'administration des impôts les responsables semblent l'avoir oublié

Quand le social redevient conflictuel, la tentation est grande de recourir au vocabulaire militaire. Il n'est question alors que d'offensives, d'ultimatums, de camps retranchés ou même d'état de siège. Entre les gardiens du prison et les CRS, le conflit tourne à la confrontation. Aux violences répondent des révolutions. Un cycle infernal ! L'entreprise ou l'administration se trouvent assaillies à des champs de bataille, l'affrontement ne pouvant se terminer que par la victoire de l'un et la défaite de l'autre. Singulière conception des relations sociales ! La grève n'est pas la guerre, et les salariés ne content pas le travail par plaisir, la fleur à la boutonnière, avec l'idée de mettre à terre leur entreprise. Pourtant, tant dans la fonction publique que dans le secteur privé, dans les conflits-tests de la rentrée, c'est à qui fera piler le « camp d'en face ». A l'heure.

Les 80 000 agents des impôts, et tous ceux qui les ont rejoints dans l'administration des finances depuis quatre mois que cette grève dure et s'enlise, ne sont pas toute la

fonction publique — loin de là ! — mais leur mouvement est révélateur d'un malaise ressenti par l'ensemble des fonctionnaires qui, au-delà de leurs revendications salariales, perçoivent que leurs qualifications et leurs compétences ne sont guère reconnues.

Plus ce mouvement s'étend, plus le climat se tend. L'heure est à la crispation. M.M. Bérégovoy et Charasse refusent de rouvrir des négociations depuis l'échec des discussions du début du mois, au cours desquelles ils avaient fait des concessions non négligeables. Des grévistes sont brutalement par la police des hôtels des impôts de Nimex et d'Alza, qu'ils occupent, et des sous-directeurs de l'administration centrale des impôts commencent à se plaindre du manque de communication de leur ministère. Le conflit tourne au psychodrame, les grévistes rocherchant les opérations les plus spectaculaires médiatiquement pour retentir l'attention.

Aurait-on perdu le sens du dialogue dans l'administration ? Ou plutôt y aurait-il deux poids deux

mesures, avec un ministre de l'intérieur s'exprimant de répondre, sans doute positivement, aux revendications des policiers quand il menace de s'agiter et un ministre de l'Economie appelant au « sang-froid » tout en s'en tenant à ses positions initiales face à une grève des impôts qui s'étend et se durcit ? L'impression est d'autant plus fâcheuse que l'heure est au « renouveau du service public ». Et, dans sa circulaire sur ce sujet le 23 février dernier, M. Michel Rocard soulignait que « le dialogue social dans les fonctions publiques doit être renforcé et doit devenir un instrument privilégié de la modernisation des administrations ».

Des phrases de ce type circulent du premier ministre, qui invitait son administration à prendre en compte « les compétences et les spécificités de chacun », doivent résonner cruellement aux oreilles des agents des impôts : « L'Etat s'est trop souvent et trop longtemps organisé sur la base de la méfiance à l'égard de ses agents » ; ou encore : « L'immobilisme, s'il

est parfois une tentation, n'est jamais une politique. » Nul n'attend de l'Etat qu'il accède purement et simplement aux demandes syndicales pour des fonctionnaires qui ne sont pas les plus mal lotis — 30 points d'indice, soit 700 F de hausse, — car cela déclencherait un phénomène boule de neige dans toute la fonction publique. Mais l'Etat perdrait-il la face en renouant le dialogue et même en faisant un geste ? Plus le conflit dure, plus il fait le jeu des jusqu'au-boutistes.

Les 2 500 grévistes de Peugeot ne représentent pas davantage un secteur privé qui reste globalement calme. Mais, au-delà de leurs revendications salariales, aussi diverses qu'il y a de syndicats, ils expriment là aussi un besoin général de reconnaissance, de dignité et de plus grande considération dans leur travail face à des entreprises en pleine d'innovation pour sortir de la crise.

MICHEL NOBLECOURT
Lire la suite
et nos informations page 36

Rééquilibrage dans le capital du constructeur nucléaire

L'Etat et la CGE à égalité dans Framatome

Le capital du constructeur français de chaudières nucléaires, Framatome, va être rééquilibré à parts égales entre actionnaires publics et privés. Investie du rôle d'opérateur industriel, la Compagnie générale d'électricité (CGE) verra ses pouvoirs encadrés par une convention. Placé sous le signe de la normalisation des rapports entre l'Etat et la CGE, cet accord coïncide avec une autre opération, le rapprochement du secteur spatial de la CGE et de celui de l'Aérospatiale.

Le président de Framatome, M. Jean-Claude Leny, aura en beau se démené, il n'a pas obtenu gain de cause. Comme beaucoup d'autres chefs d'entreprise avant lui, il risque d'apprendre à ses dépens ce que le mot « actionnaire » veut dire. Malgré les efforts qu'il a pu déployer pendant quinze ans à la tête de son entreprise, il va vraisemblablement faire les frais de la restructuration du capital de Framatome et de l'application à la lettre du fameux « ni... ni » (« Ni privatisation ni nationalisation ») du président de la République.

Comme pour son frano-parier et son indépendance, M. Leny a toujours su tenir à distance ses actionnaires, n'hésitant pas à les affronter. Ce fut le cas avec le dernier président de Crouzet-Loire (son actionnaire jusqu'en 1985), M. Didier Pincus-Valencienne. C'est le cas avec M. Pierre Suard, président de la CGE, le plus gros actionnaire de Framatome. A l'origine du conflit entre les deux hommes, le dossier Télécom, que il y a quinze mois, au moment où il était proche de l'emporter dans la bataille boursière qu'il menait pour contrôler cette entreprise, M. Leny s'était heurté au veto de M. Suard.

Depuis, les réunions du conseil d'administration de Framatome sont autant d'occasions d'affrontement. Or, depuis plusieurs mois, la position de M. Leny s'est fragilisée. M. Suard, actionnaire à 40 % de Framatome, a en effet signé avec Dumez (propriétaire de 12 %) un pacte donnant à la CGE une préemption sur les actions détenues par Dumez et prévoyant que ce groupe voterait comme la CGE. Ce pacte n'a pourtant pas suffi à M. Suard pour obtenir la majorité en conseil : la CGE et Dumez totalisent certes une voix de plus que les actionnaires publics (EDF pour 10 % et la CEA à 35 %), mais M. Leny ayant lui-même une voix prépondérante, il gardait la situation en main en conseil. En revanche, en assemblée générale, le

patron de Framatome ne l'emporte pas. Les pouvoirs publics affirment avoir eu peu de moyens pour dénouer cette situation. La CGE ne voulant pas vendre ses actions, ils assurent s'être tournés vers Dumez, qui, lui non plus, n'aurait rien voulu entendre.

La règle du « ni... ni »

Une autre contrainte est venue compliquer le jeu : le « ni... ni ». Le tour de table de Framatome, en 1985, assurait aux actionnaires publics la majorité du capital au sein de l'entreprise. Mais la privatisation de la CGE en 1986 a fait basculer le constructeur de chaudières nucléaires dans le privé. Aujourd'hui, les pouvoirs publics présentent une solution dans laquelle les parts détenues par les actionnaires publics (CEA et EDF) seraient strictement égales à celles entre les mains de la CGE privée. Les salariés se verraient proposer de porter de 3 % à 5 % leur participation, à condition de renoncer à leurs droits de vote.

Si elle a accepté d'abaisser de quelques points sa part, la CGE a obtenu d'être l'opérateur industriel de Framatome. Mais les pouvoirs publics ont cherché à l'entourer de quelques précautions : contrairement à ce qu'ils ont imposé l'an passé, les actionnaires ne pourront plus exiger que la totalité du dividende de Framatome (700 millions en 1988) leur soit versée. La fabrique trésorerie de l'entreprise (4,5 milliards de francs) ne remontera pas au sein de la CGE, comme on le craignait chez Framatome. Une convention entre la CEA et la CGE prévoitrait que le premier serait le maître d'œuvre sur le nucléaire, le second s'occupant de la diversification de Framatome.

Le sort de M. Leny

Un point capital, en revanche, ne semble pas réglé à ce jour : le sort réservé à M. Leny. Introduit-t-on une clause dans les statuts fixant l'âge de la retraite à soixante-cinq ans (M. Leny a soixante-trois ans), afin de ne pas paraître le sacrifier ? Saut à imaginer qu'il devienne muet (ce qui est assez peu dans son tempérament), peut-on sérieusement soutenir que le montage conçu par les pouvoirs publics « perdure » la situation au sein de Framatome ?

M. Suard est un négociateur réputé, et, dit-on, particulièrement dur. Dans le règlement du dossier Framatome, face à des pouvoirs publics brutalement soucieux de « normaliser » leurs relations avec lui, il semble faire un geste de bonne volonté. Ceci explique sans doute cela, il s'appuie aussi, dans la foulée, à marquer son secteur spatial (Alcatel Espace) avec les satellites de la division systèmes stratégiques et spatiaux de l'Aérospatiale au sein d'une société commune à 50/50. Il est d'ailleurs envisagé, là aussi, de confier à la CGE la fonction d'opérateur industriel. Les pouvoirs publics, inquiets de l'éparpillement des forces spatiales françaises, appellent de leurs vœux cette opération, dont ils ne cachent pas la concomitance avec celle de Framatome.

L'heure n'est plus, dans les allées du pouvoir, à faire le procès de M. Suard, un proche du RPR, et des conditions de la privatisation de la CGE. On y affiche une volonté d'apaisement, au nom des intérêts industriels de la France. Argument légitime, mais qui risque de conduire à sacrifier un des pères du nucléaire français, industriel salué de tous, capable de gérer la récession de son marché sans faire appel à l'Etat et sans drame humain, qui réintègre gracieusement ses actionnaires (en trois ans, ils ont récupéré en dividendes leur mise de fonds de 1985), sous prétexte qu'il a défilé à son plus gros actionnaire. On reproche à M. Leny de se comporter comme le seul maître à bord dans son groupe, d'être incontrôlable. Mais M. Suard, le patron de la CGE, fait-il autre chose lorsqu'il limite les droits de vote de ses actionnaires ?

FRANÇOISE VAYSSÉ

ÉCONOMIE

Après les incidents à Mulhouse et les déclarations du gouvernement

Le conflit chez Peugeot dans l'impasse

La situation était calme vendredi 29 septembre au matin aux usines Peugeot de Mulhouse et de Sochaux. A Mulhouse, l'occupation de la forge pendant la nuit par une centaine de grévistes s'est déroulée sans incidents. A Sochaux, M. Guy Perrier, le directeur du centre de production, a estimé, le 28 septembre, qu'il n'y a « jamais assez de dialogue ». Il a ajouté qu'un conflit « est toujours un échec pour les parties en cause », soulignant au passage la « grande sagesse » des syndicats à Sochaux.

Dans un communiqué publié jeudi, M. Jean-Pierre Soisson a rappelé « l'attention personnelle qu'il apporte au respect des garanties que notre droit offre aux salariés, spécialement les plus vulnérables — les intérimaires — et les plus exposés — les représentants du personnel ». Le ministre du travail a précisé que des « infractions » donnant lieu à procès-verbal avaient été relevées sur l'utilisation d'intérimaires. A Chartres, M. Rocard a fait des déclarations dans le

même sens (lire page 11). La direction générale de Peugeot en a pris acte tout en regrettant que « M. Soisson ne fasse pas mention des graves atteintes à la liberté du travail » (occupation de la forge de Mulhouse). Quant à M. Bérégovoy, il s'est déclaré « choqué » par l'absence de dialogue social chez Peugeot.

Tandis que la Fédération générale des mines et de la métallurgie CGMT décidait d'assigner Peugeot en référé pour « refus de négocier », M. Henri Krasucki s'est rendu jeudi successivement à Sochaux et à Mulhouse pour soutenir le

« combat pour la dignité » des grévistes et plaider pour un « rapprochement à tous les niveaux entre les syndicats ». A Mulhouse, la venue du secrétaire général de la CGT a été suivie de bousculades au cours desquelles un agent de maîtrise a été légèrement blessé. A Antenne 2, M. Marchais a estimé que les méthodes de M. Rocard et de M. Calvet « s'épuisaient mutuellement pour refuser des revendications sérieuses ». La Ligue des droits de l'homme a exprimé sa solidarité aux grévistes.

Henri Krasucki à Mulhouse

Un employé non gréviste est heurté par une voiture. « Attentat », affirment les ETAM ; « provocation », répond la CGT

MULHOUSE

de notre envoyé spécial

Une rumeur, des silhouettes et quelques banderoles. Là-bas, sur le parking du local syndical de Peugeot-Mulhouse, une centaine d'employés, de techniciens et d'agents de maîtrise (ETAM) sont regroupés en silence autour de pancartes à la gloire de la liberté du travail. Henri Krasucki n'entre pas. « On y va tranquille les gars, surtout pas de provocation ». Le local syndical est à 100 mètres. Le cortège, une cinquantaine de grévistes venus accueillir Henri Krasucki aux grilles de l'usine, traverse la place sans mot dire.

Henri Krasucki avait espéré un instant se rendre au cœur de la grève dans la forge occupée depuis lundi dernier. Il n'en est désormais plus question. « En y allant, je leur donnerais l'occasion de dénaturer le sens de ma présence chez Peugeot », explique-t-il, il vaut mieux garder son sang-froid et ne pas se hasarder là-bas. Dans cette pièce, Henri Krasucki est dans son droit : nul ne peut interdire aux grévistes de recevoir dans leurs locaux un représentant syndical de l'extérieur. L'ambiance est suffisamment tendue. Mieux vaut pour cette fois respecter à la lettre la légalité.

Plus de forge, plus de rencontre avec les grévistes : Henri Krasucki doit se résoudre à lire son discours dans un local de 20 m² occupé par à peine trente grévistes. Devant le bâtiment, les ETAM attendent toujours. Ils distribuent des tracts signés du « comité de défense Peugeot-Mulhouse » : « Le centre de production n'appartient pas à la CGT et au PCF ! clame ce comité, qui regroupe, disent les ETAM, tous ceux qui ont ras-le-bol ».

Debout devant une banderole proclamant « la forge aux forgerons », Robert Camus se dit « exaspéré ». « Voir le Parti communiste pénétrer dans notre entreprise nous fait mal », a expliqué ce responsable de l'outil central. On ne peut pas nous demander de supporter cela. Malgré ses silences et ses hésitations, Robert Camus admet avoir participé au remue-ménage de la nuit précédente autour de la forge occupée. Pétards, fumigènes, boules pesantes, concert de klaxons et coupures brutales d'électricité : les grévistes ont passé la nuit à couvrir d'une porte à l'autre de peur que les cadres ne pénètrent dans l'atelier. Le but des ETAM était atteint : « Ils doivent partir », répète Robert Camus qui a apporté un avertisseur sonore afin de protester contre la venue d'Henri Krasucki.

« On ne va tout de même pas les laisser dormir tranquilles. » Il est 14 heures. L'encadrement manifeste depuis maintenant plus d'une demi-heure, et beaucoup s'impatientent.



Mais Henri Krasucki, qui a martelé son discours devant les marches du local syndical, siffle, hula, le secrétaire général se dirige à grands pas vers une voiture, qui démarre aussitôt. Devant le bâtiment, deux responsables de

la CGT s'installent à l'avant d'une voiture ; le véhicule est immédiatement cerné par des membres de l'encadrement, qui frappent la carrosserie à coups de poing. Le véhicule est secoué, les montants en bois des banderoles aident à porter quelques coups. La voiture tente de se dégager, un employé du service des relations extérieures roule sur le capot, avant de tomber à terre devant le véhicule. Marc Richard a les yeux entrouverts, mais il ne bouge pas. Il sera évacué par les pompiers vers Moenchberg, à l'hôpital Emile-Müller de Mulhouse et sortira une heure plus tard.

Autour du véhicule occupé par les responsables de la CGT, les ETAM se débattent pas. « Ils lui ont foncé dessus », lance l'un d'eux. « Le véhicule roulait au pas », lui rappelle un gréviste. Les ETAM parlent d'« attentat ». La CGT de « mise en scène ». Comment le chauffeur aurait-il pu foncer alors que la voiture était écartonnée par l'encadrement ? Les larmes, lues, empoussiées. Syndicats et cadres tentent tant bien que mal de calmer leurs troupes. Il faudra plus d'une demi-heure pour dégager le parking du bâtiment. « On se retrouvera », lance un ETAM en partant. « Où tu veux », lui répond un gréviste.

ANNE CHEMIN

Vu de Talbot-Poissey

« Nous sommes définitivement vaccinés contre la grève »

« Vous allez voir, à Mulhouse, cela va se terminer comme chez nous en 1983 : par des bagarres. Et puis, ces Alsaciens, quand Polesy a bougé, ils n'ont pas levé le petit doigt. Ici, on est définitivement vaccinés contre la grève ».

Pierre, quadragénaire tranquille, s'exprime sans animosité. Quelques instants plus tard, il passera devant les militants CGT qui organisent une collecte de solidarité avec les grévistes de Sochaux et de Mulhouse sans même y prêter attention.

Une demi-douzaine d'années ont passé depuis les débordements de 1982 et de la fin 1983 (la police avait gardé les entrées pendant plusieurs semaines), mais Talbot-Poissey est toujours sous le choc. Onze ans après le rachat de la marque par PSA, Talbot n'est toujours pas Peugeot. « On était Simca, on est devenu Chrysler, maintenant il paraît qu'on est Peugeot, mais nous n'avons vraiment pas l'impression de faire partie de la même entreprise que ceux de Mulhouse. Alors, vous savez, la solidarité... », ajoute un ouvrier professionnel.

Il est vrai qu'à Poissy l'absorption par PSA s'est traduite par la perte d'un certain nombre d'acquis : plus de mois double lors du passage à vingt-cinq ans d'ancienneté, cantine plus chère,

suppression d'avantages en matière de retraite. La prime de 55 francs par heure supplémentaire en vigueur à Mulhouse et à Sochaux n'existe toujours pas à Poissy. « Sans compter cette fameuse épée de Damoclès inventée par M. Calvet », s'indigne M. Hervé Martin, responsable de la très controversée CSL. Talbot-Poissey, en effet, constitue une structure juridique indépendante de Peugeot.

« Comme cela, il peut tout à fait se débarrasser de nous au cas où il le jugerait nécessaire. » Pour leur part, la CGT et la CFDT accusent la CSL d'exploiter cet argument pour démolir les 9100 salariés de l'établissement. « Il ne faut pas se fier aux apparences », assure M. Yves Bonjorno (CGT). Il y a ici les mêmes ingrédients qu'ailleurs, seulement entre le mécontentement et la grève, le passage à l'acte est difficile car la direction repousse les échéances. Selon la CGT et la CFDT, la hiérarchie s'est attachée depuis le début du conflit à désamorcer toute velléité de débâcle en distribuant des primes dans les ateliers les plus « remontés ».

Certains syndicalistes peu suspects de « collaborer » avec la direction ont ainsi en la surprise de se voir gratifier de primes allant de 105 F à 200 F. « En ce moment, c'est vrai, les agents de maîtrise lâchent un peu de lest. On en a même vu un qui a accepté d'arrêter la soufflerie d'un atelier parce que l'un des gars avait mal à la gorge. Mais cela ne durera qu'un moment », redoute Gabriel, trente-six ans, électricien.

M. Aires Nascimento (CFDT) rappelle de son côté que Poissy est la seule usine du groupe où existe un plan social. L'établissement, qui a perdu près de la moitié de ses effectifs depuis le début des années 80, devrait encore se séparer de quelque huit cents salariés cette année, dont beaucoup d'immigrés, très présents à Poissy (un bon tiers de l'effectif) contrairement à Mulhouse ou à Sochaux. « Tout cela crée un contexte de peur dans cette usine dont les salariés sont plutôt âgés : quarante-quatre ans contre trente-cinq ans dans les usines en grève », ajoute M. Nascimento.

Si l'indifférence à l'égard des grévistes socialistes et mulhousiens est perceptible, certains salariés de Poissy « se sentent solidaires ». « Tout le monde a la trouille : si on bouge, c'est la lettre de licenciement qui est au bout », soupire Olivier avant de déposer son obole au profit des grévistes. Mais, décidément, Talbot est encore loin d'être Peugeot. Une collecte organisée à Poissy le 27 septembre a permis de recueillir 6000 francs. Le même jour, au centre d'études Renault de Reuilly, 15 000 francs ont été récoltés.

JEAN-MICHEL NORMAND

Le juge des référés rejette la demande de saisie du « Canard enchaîné »

M. Jacques Calvet, président-directeur général de PSA a échoué dans sa tentative de faire ordonner la saisie judiciaire du dernier numéro du *Canard enchaîné* faisant état du montant de ses revenus déclarés au fisc pour les années 1986, 1987, 1988 (le Monde du 28 septembre).

Devant M^{me} Huguette Le Foyer de Costil, juge des référés du tribunal de grande instance de Paris, le conseil de M. Calvet, M^{re} Georges-Antoine Chrestien, avait soutenu que la publication des revenus de son client constituait « une atteinte grave à la vie privée ».

Dans son ordonnance rendue le 28 septembre, le magistrat constate d'abord : « Il ne peut être fait grief au journaliste d'avoir indiqué que le montant de la rémunération de M. Jacques Calvet avait subi des augmentations importantes dans la mesure où une telle révélation fait à l'occasion d'un événement qui intéresse l'opinion, est conforme à l'esprit de polémique du *Canard enchaîné* et se justifie par les nécessités de l'information ».

En revanche, M^{me} Le Foyer de Costil déclare ensuite : « La divulgation de la rémunération d'une personne, quel que soit son montant, n'est pas une atteinte à la vie privée ». Le juge remarque que « cet élément de la personnalité qui peut révéler la richesse ou la pauvreté de la personne concernée est, en tout cas dans notre pays, d'ordinaire tenu secret et défendu avec toute intrusion indiscrète ». Cependant, le magistrat relève que l'atteinte dont se plaint M. Calvet ne justifie pas la saisie d'un journal tout en lui accordant le droit de faire connaître au public « l'émotion qui a été la sienne ».

En conséquence, le *Canard enchaîné* devra publier dans son prochain numéro un communiqué informant les lecteurs que le président-directeur général de Peugeot SA « a protesté contre l'atteinte portée à l'intimité de sa vie privée ».

M. P.

La grève du dialogue social

Suite de la page 37

Ils aspirent au « zéro mépris ». Là aussi, pourtant, au bout de plus de trois semaines de grève, l'heure est à la crispation. Le dialogue social est lui aussi en grève. La violence pointe le bout de son nez. Les licenciements pleuvent. Les grévistes ne veulent pas reprendre le travail sans rien. Et la publication des avis d'imposition de M. Calvet a jeté un peu plus d'huile sur le feu.

Peugeot ne ressemble pas toujours aux caricatures anciennes qu'on en fait. Les images du début des années 80 - la chasse impitoyable des militants syndicaux, le règne du syndicat maison CSL - ont quelque peu vieilli. Mais les technologies ont évolué plus vite que les relations sociales. Le management est encore trop marqué par le paternalisme d'antan. Les syndicats restent marginalisés. Il suffit qu'une grève survienne pour qu'une partie de la maîtrise renoue avec des pratiques archaïques de répression et de dissuasion. Pourtant, à Sochaux, la modernisation s'est accompagnée d'un effort important de formation personnelle. Et un accord de 1986 a ouvert (théoriquement) la possibilité pour les O.S. d'accéder au niveau d'agent professionnel hautement qualifié.

Les fragilités du modèle participatif

Mais la gestion participative, fondée sur la décentralisation des responsabilités, a ses contraintes et ses limites que le conflit actuel met en relief. La hiérarchie est loin d'avoir accompli sa mutation sociale, affirmant trop souvent son autorité là où l'on attend désormais d'elle un rôle d'animation. Les salariés n'ont sans doute pas été assez motivés pour s'impliquer et se mobiliser davantage pour une entreprise au redressement de laquelle ils ont largement contribué. Le modèle « consensuel », transparent derrière la gestion participative, révèle ses fragilités. Il n'arrive pas à éviter et à traiter les conflits dès lors que la maîtrise ne sait pas jouer son rôle de médiation.

L'adhésion demandée au personnel n'est pas automatique, surtout si les contreparties lui paraissent faibles.

Une entreprise qui ouvre une négociation n'est pas une entreprise qui capitule. Certes, M. Calvet a la même formation que Georges Besse en octobre 1985, quand, face à une grève à l'usine Renault du Mans, il avait refusé toute négociation salariale. Mais ce conflit n'avait duré qu'une huitaine de jours et ne s'était pas étendu. Les adversaires seraient-ils devenus si irrédutibles chez Peugeot que la simple idée d'un dialogue soit insupportable ? Jouer le pourrissement serait un calcul à court terme. M. Calvet finirait peut-être par l'emporter à l'usine, mais les relations sociales seraient ensuite durablement détériorées. L'Etat sera-t-il obligé, après les mises en garde de M.M. Rocard, Soisson et Bérégovoy, de nommer un médiateur, ce que le ministre du travail peut faire de sa propre initiative, pour rompre les fers ? Doute de dialogue, qui s'ouvrirait alors sur fond d'échec.

MICHEL NOBLECOURT

EN BREF

Reprise du travail au tunnel sous la Manche. Le travail a repris mercredi 27 septembre, après l'accord conclu la veille, entre les directions de Tranzmanche Link, qui construit le tunnel sous la Manche, et les syndicats (CGT, CFDT, FO et CGC) de l'unité de fabrication de voussoirs (pièces de béton de 2 à 8 tonnes qui revêtent les galeries). Des délégués vont être élus et une négociation salariale va s'engager en octobre. Les heures perdues par la grève seront récupérées et payées en heures supplémentaires. 60 % des 450 ouvriers de l'usine de voussoirs sont en grève depuis le lundi 18 septembre ; ils réclament une hausse des salaires, la révision des qualifications, une amélioration des conditions de travail et un reclassement à l'issue du chantier. La grève avait entraîné l'arrêt progressif du creusement du tunnel.

La grève des agents des impôts Les retards d'encaissement de la TVA atteignent 10 milliards de francs

Après quatre mois de montée en puissance et d'évidents signes d'aggravation mais aussi de durcissement, le conflit qui perturbe les services du ministère des finances (190 000 agents), en particulier la direction générale des impôts (80 700 fonctionnaires), commence à sérieusement préoccuper M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, qui a lancé, jeudi 28 septembre, un appel « au sang froid ».

Quel de Bercy, on ne nie pas l'ampleur de la grève et de ses répercussions. Ainsi, les finances admettent-elles que les retards d'encaissement de la TVA imputables aux opérations de rétention des chèques atteignent 10 milliards de francs le 28 septembre (contre 8 milliards le 21 septembre). Il s'agit, précise le ministère, de « retards provisoires » qui portent sur une faible part des recettes de la TVA (500 milliards par an) et n'affectent pas les opérations quotidiennes de trésorerie de l'Etat.

Par ailleurs, la grève (qui concerne 20 600 agents des impôts selon les syndicats) entrave l'activité de plusieurs professions. Il en

va ainsi, assure la FNAIM (Fédération nationale de l'immobilier), des transactions immobilières en raison de la paralysie de certains services du cadastre. Cependant, la récente recrudescence d'occupations de locaux, de piquets de grève, voire de destruction de matériel ou de réquisition de courrier, inquiète encore davantage les pouvoirs publics, déterminés à faire appel (après discussions avec les grévistes) aux forces de l'ordre (comme cela fut le cas dans le Gard).

Quant aux revendications salariales (700 francs par mois sous forme de 3 points d'indices), le gouvernement affirme clairement qu'il n'ira pas au-delà de ce qu'il a déjà accordé le 5 septembre (prime de 2 200 francs dont quelque 1 000 francs seront finalement à valoir sur la future « prime de croissances » de la fonction publique, allocation de départ en retraite de 20 000 francs). Les syndicats, pour leur part, ne désarment pas. Leur dernière proposition d'action ? Bloquer le versement du traitement des ministres.

J.-M. N.

Frans Bonhomme de 75 % à 100 %, et dans la SCAC de 52 % à 62 %. M. Bolloré entend ainsi simplifier les structures de son groupe. Elles aboutiront à la création de 482 888 actions nouvelles Sofical, portant le nombre total de titres à 2 053 115 pour une capitalisation boursière de 2,5 milliards de francs.

Accord entre le FMI et l'Argentine. — Le FMI a décidé de faire un geste pour l'Argentine. L'institution financière internationale a donné, mercredi 27 septembre, son accord de principe pour l'octroi d'un crédit stand-by de 1,5 milliard de dollars. L'annonce a été faite par le président argentin lui-même, M. Carlos Menem, à la suite d'une entrevue d'une heure avec le président George Bush à la Maison Blanche.

ÉCONOMIE

S'ind...
tre l'im...

endant Ap...

سكيات الامم

ÉCONOMIE

Une brochure du « Monde diplomatique » :
« le Triomphe des inégalités »

S'indigner contre l'inacceptable

par René Lenoir

Nous étions partis en vacances tranquilles. Le sommet des Sept venait de prendre des mesures raisonnables en matière économique, et avait enfin abordé le problème de l'environnement. On réchelonait la dette du tiers-monde ici et là. La Pologne commençait à respirer un peu d'air de liberté. On négociait enfin en Afrique australe et en Amérique centrale. Et puis paraît le numéro 5 de « Membre de voir », recueil d'articles du Monde diplomatique et de textes inédits, intitulé : le Triomphe des inégalités (1). Quelle douche froide !

On a envie de réagir au titre : la rédaction n'y va-t-elle pas un peu fort ? Et puis on lit. Et à mesure que se déroule le film, que défilent sous nos yeux les paysages sociaux du Nord comme ceux du Sud, et que s'alignent chiffres et témoignages, on se remet à penser, on accepte de retrouver la mémoire, d'ouvrir les yeux. On se reprend à s'indigner contre l'inacceptable. Et qui oserait-il de nous si nous pardonnons notre capacité d'indignation ?

Inacceptable, en effet, ce que nous apprenons sur la plupart des domaines de notre vie quotidienne : éducation, santé, justice, travail, habitat, revenus, culture, avec parfois un coup de projecteur sur une catégorie humaine particulière. Arrêtons-nous, par exemple, aux enfants. Savez-vous que la carence en vitamines A provoque la mort de 700 000 enfants et la cécité de 300 000 autres chaque année ? Que, au Brésil, le nombre des enfants abandonnés est évalué à 32 millions par les sources officielles ? Que les enfants de la rue (200 millions selon la BHT) ne peuvent survivre s'ils ne pratiquent le vol, la prostitution ou s'ils ne se plient pas au racket ? Que, à Los Angeles, les gangs comptent 70 000 adolescents, noyau dur d'une constellation de 1 million de jeunes dont le seul savoir-faire, selon la police locale, est l'extorsion à ses frères ? Que 30 % environ des enfants au travail sont victimes d'accidents en Grande-Bretagne et que 35 000 ont dû être hospitalisés en 1988 en URSS ?

Le mariage de dire n'est pas homogène. Des articles à l'emporte-pièce succèdent à des articles nuancés. Mais tous sont construits autour de faits indéniables, de statistiques nationales ou internationales peu contestables. Les médias audiovisuels ont pour règle tacite de montrer, sans jamais indisposer ou effrayer l'auditeur-spectateur. Ici, il faut bien constater la réalité de ce monde en gène, il faut bien réfléchir, et on a le temps de le faire puisque le Loto ne

chasse pas les images du Liban. Bien entendu, on peut discuter des causes du mal et de ses remèdes, à condition de ne pas nier le mal. A condition aussi de ne pas rejeter les responsabilités sur quelques acteurs seulement du jeu national ou mondial. La responsabilité des nations riches, par exemple, est considérable en matière d'endettement. Mais la responsabilité des élites du Sud ne l'est pas moins. Pourquoi l'Argentine blanche, grande comme quatre fois la France, au climat tempéré, dotée d'un sol et d'un sous-sol riches, a-t-elle le taux de croissance le plus faible, le taux d'inflation le plus fort et la dette par habitant la plus élevée des pays du Sud ? Mais dire cela ne doit pas empêcher d'aider le Bangladesh à endiguer ses fleuves, ni d'aider le Sahel à stopper l'avancée du désert. Ce que nous n'avons pas encore entrepris.

Une main invisible

Autre exemple : les droits de l'homme sont violés dans deux pays sur trois. Mais cela suffit-il à refuser de voir qu'ils le sont chez nous pour au moins deux millions de personnes vivant au-dessous du seuil de pauvreté ? Certes, à peu près partout, des programmes de développement et de protection sociale sont mis en œuvre. Souvent, ils ne suffisent pas à élever l'espérance de vie des riches et l'appauvrissement des pauvres. Ici, nous, cumulativement, une loi cumulative, une main invisible que l'économiste dénonçait il y a déjà bien longtemps. C'est pourquoi la lutte pour les plus démunis et les exclus est à reprendre sans cesse sous de nouvelles formes.

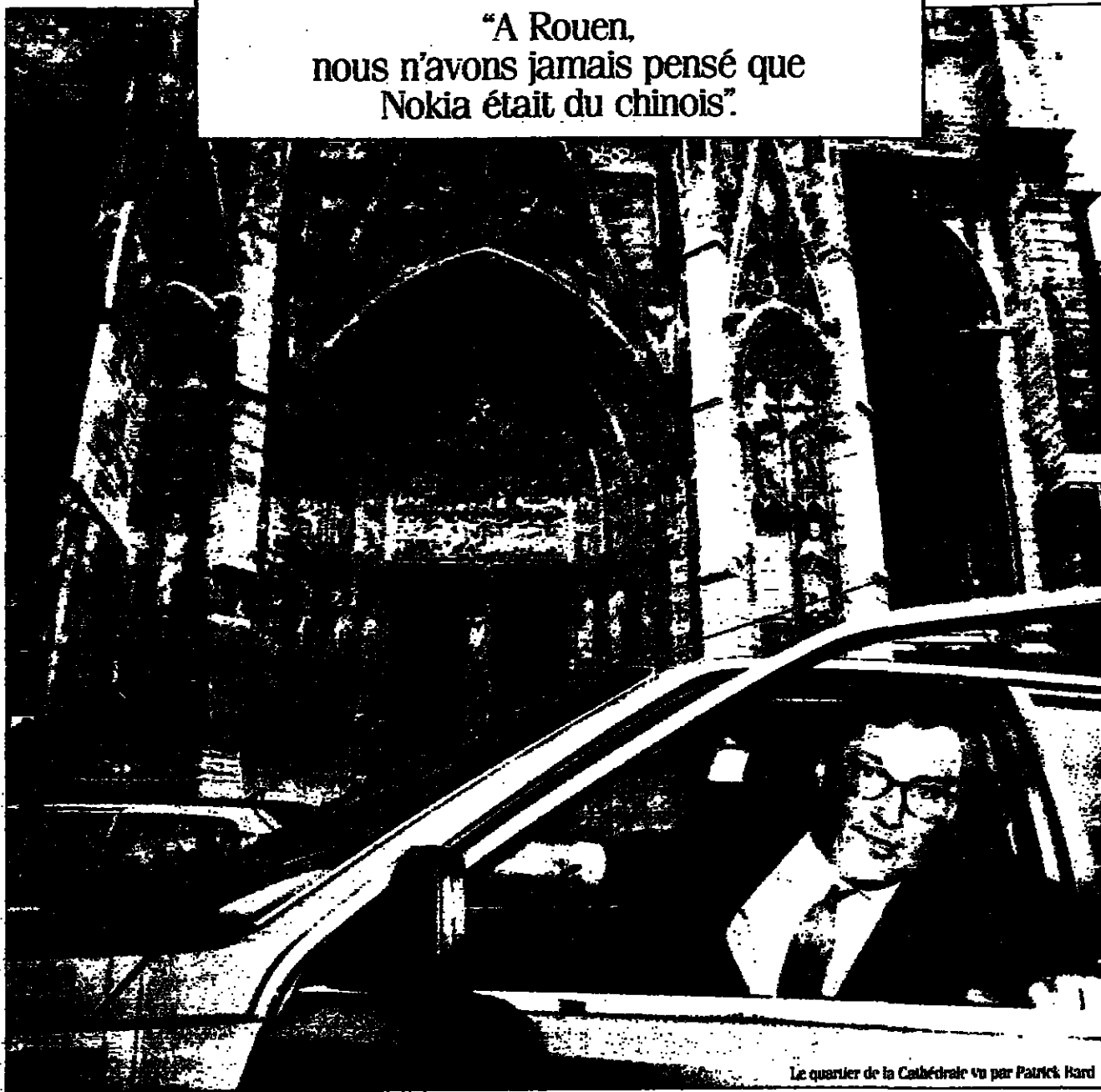
D'une façon plus générale, devant la formidable accélération de l'évolution technologique, génératrice de dualisme social, les gouvernements vont-ils enfin s'armer, pour leurs arbitrages fondamentaux, de critères comme celui de l'intérêt de la collectivité ou celui des coûts sociaux ? Les décideurs de tous ordres vont-ils enfin remonter de la stratégie ou de la politique à l'éthique qui les fonde ?

Avant à ceux qui tiennent à leur confort intellectuel et moral : ne lisez pas ce fascicule !

René Lenoir est directeur de l'École nationale d'administration, auteur des Essais. Un Français sur dix, quatrième édition augmentée et mise à jour, le Seuil, Paris, 1988.

(1) Le Triomphe des inégalités, « Membre de voir » n° 5, le Monde diplomatique, 96 pages, 38 F.

"A Rouen, nous n'avons jamais pensé que Nokia était du chinois".



Le quartier de la Cathédrale vu par Patrick Hard

En effet, nous n'avons pas attendu 1993 pour construire l'Europe. Et faire en sorte que ROUEN joue le rôle d'une véritable plate-forme économique internationale. Nous n'avons pas attendu 1993 pour que NOKIA, CARNAUD, MATRA, AKAI, TOSHIBA, FERRERO, UTA INDUSTRIES, LUBRIZOL, I.C.I. s'implantent et produisent dans notre région. Nous n'avons pas attendu 1993 pour que les Américains, les Japonais, les Européens fassent de la

HAUTE-NORMANDIE la 1^{re} région française pour les investissements étrangers. Nous n'avons pas attendu 1993 pour que les moteurs d'Ariane soient construits à VERNON, la vitamine B12 produite à ELBEUF. Nous n'avons pas attendu 1993 pour que 10 % de l'électricité nucléaire soient produits à PALUEL. Bref, nous n'attendons pas 1993 pour que ROUEN, ville ouverte aux investissements étrangers, joue efficacement son rôle de capitale économique.

ROUEN ville capitale

Contact : Claude DEMONRAI - Tél. : 35 07 49 07

Le Monde

EN BANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXÉ DEPUIS JANVIER 87 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINTEL POUR TOUT RENSEIGNEMENTS :

SINORG G CAM. SERVEUR

Tél. : 1-45-38 70-72

Le Monde

PLANTU



DES FOURMIS DANS LES JAMBES

L'ALBUM 89

164 PAGES - 250 DESSINS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Pendant Apple Expo, tous les hommes ont la parole, mais chacun leur tour.

11 H 00	13 H 00	14 H 00	14 H 30	15 H 00	16 H 00	16 H 30
Présentation de Macintosh Portable et de Macintosh IliX AUX : Macintosh, store Unit	Présentation de Macintosh Portable et de Macintosh IliX AUX : Macintosh, store Unit	Programme : du « sur-mesure » avec HyperCard	Macintosh, votre interprète auprès des gros systèmes	Développeurs, à vos claviers !	Disque compact numérique : une mémoire d'éléphant	Présentation : Macintosh, un allié pour convaincre
12 H 00 Jean-Louis Gasse : « J'ai et Chrétiens, n'attendez pas l'arrivée du Messie »	Handicapés : l'informatique pour vivre mieux Programme : du « sur-mesure » avec HyperCard		Présentation de Macintosh Portable et de Macintosh IliX	Intelligence artificielle : Macintosh y pense très fort		Macintosh connaît la musique

Pour connaître le programme complet des conférences, venez à Apple Expo ou tapez 3614 code Apple. Apple Expo est au CNIT/La Défense, du 27 au 30 septembre 1989.



Apple Expo

Le Monde

de la Révolution française

au sommaire du n°9

L'ALMANACH DE 1789 :

• Septembre 1789 • Politique : que faire d'un roi dans la nouvelle société des individus libres et égaux ? La grogne des campagnes bretonnes contre les villes « patriotes » • L'homme du jour : Jean-Paul Marat et les débuts de l'Ami du Peuple • Théâtre : faut-il interdire Charles IX de Marie-Joseph Chénier ? • Etranger : la révolution belge, de Liège au Brabant.

LE JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME :

La Nation, ou comment l'idée de nation s'impose au cosmopolitisme des Lumières, et comment elle triomphera à la suite des armées de l'An II, du Directoire et de l'Empire, au travers de la « Grande Nation » • Portrait : Brissot, l'homme par qui une guerre de vingt ans est arrivée • En 1989, l'Europe des nationalités doit-elle céder la place à celle des citoyens ?

LA GAZETTE DU BICENTENAIRE :

Entretien exclusif : Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, révèle comment il souhaiterait réorganiser la vie parlementaire • Polémique : une exposition sur la sellette, « Les savants du mois et toutes les manifestations à Paris et en Province.

SEPTEMBRE 1989
30 F – Mensuel

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde
de la Révolution française
N°9
MENSUEL
SEPTEMBRE 1989 SPÉCIAL
CIEF 89

Portrait
JEAN-PAUL MARAT
"Le bonhomme de la Révolution"

Septembre 1789
QUE FAIRE DU ROI ?

JOURNAL DES DROITS DE L'HOMME
► O MA PATRIE / LA NATION P. 77-84
De l'Ancien Régime à la Révolution
LE PROCÈS DU COSMOPOLITISME
par Jean-Marie Gauthier
1789-1799
NATION ET RÉVOLUTION
par Pierre Nora
1793-1794
LA GRANDE NATION DES CROISÉS DE L'AN II
par Jacques Godechot
Guerres napoléoniennes
SOUS LES RUINES DE L'EUROPE
LES NATIONALITÉS
par Jean Tulard
Portrait
JACQUES-PIERRE BRISSET S'EN VA-T'EN GUERRE
par Pierre Gascar
Histoire d'une liberté
L'AUTRE FRANCE
par Jean-Claude Martin
Liberté en prison
PAR-DELA LES NATIONS, L'EUROPE DES CITOYENS
par Dominique de la Morandière

ALMANACH DE 1789
► POLITIQUE
L'AFFAIRE LOUIS XVII
par le comité de Paris P. 8
Les décrets de l'Assemblée
JEAN-JACQUES ROUSSEAU, MAÎTRE DE PARIS
par Maurice Godelier P. 9
LA GROGNE DES CAMPAGNES CONTRE LES VILLES
par Roger Dupuy P. 10
► CULTURE
LA BATAILLE DE CHARLES IX
par Pierre Fontana P. 11
LA GAZETTE DU BICENTENAIRE
► RÉACTION ET NOSTALGIE
par Jean Starobinski P. 27
L'ASSEMBLÉE NATIONALE, 200 ANS APRÈS
par Laurent Fabius P. 28

En septembre 1789, la révolution politique est faite : du printemps à l'été, la France révolutionnaire s'est dotée d'un patrimoine qui constitue encore, après deux siècles, l'essentiel de notre démocratie. Le 4 août, en particulier, toute l'ancienne société d'ordres tombait pour faire place à celle de l'individu moderne, égal à l'autre quel qu'il soit, autonome et, comme le dit Jean Tulard, « au centre d'un monde social nouveau à l'instar et pourant uni par l'idée de souveraineté d'une nation une et indivisible ». Alors, lorsque commencent, ce mois-ci, les premiers débats sur la Constitution du pays, d'une question éternelle, celle de la forme de l'État, et pour longtemps — la question « patriote » : que faire d'un roi, d'un prince, d'un pape, d'un évêque, d'un seigneur, d'un noble, d'un bourgeois, d'un artisan, d'un paysan ? Une question éternelle, celle de la forme de l'État, et pour longtemps — la question « patriote » : que faire d'un roi, d'un prince, d'un pape, d'un évêque, d'un seigneur, d'un noble, d'un bourgeois, d'un artisan, d'un paysan ?

En finissant par accorder à Louis XVI un droit de veto « suspensif », les députés firent à peu près cette réponse : un citoyen pauvre d'autres, réduits au rôle d'extincteur des lois.

(Voir pages 7 et 8 l'article de Jean Tulard)

مكتبة الامم

AFFAIRES

La privatisation des téléphones en Amérique latine

Un jeton de 1 milliard de dollars pour Telmex

MEXICO

de notre envoyé spécial

La plupart des pays latino-américains recherchent désormais une « sortie » de type néo-libéral à la crise qui les assaille depuis le début des années 80. Au nombre des mesures qui ont les faveurs des gouvernements figurent, en priorité, des dénationalisations d'entreprises en déficit chronique, ou simplement peu dynamiques. Les gouvernements à tradition populiste, comme celui du péroniste Carlos Menem en Argentine et celui de M. Carlos Salinas, leader du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au Mexique, ne sont pas en reste : les deux viennent de décider, presque simultanément, de dénationaliser leur téléphone.

Au Mexique, Telmex sera concédé pour trente ans et en Argentine Entel sera privatisé, le gouvernement accordant des licences et non des concessions. Dans les deux cas, les sociétés étrangères pourront poser leur candidature.

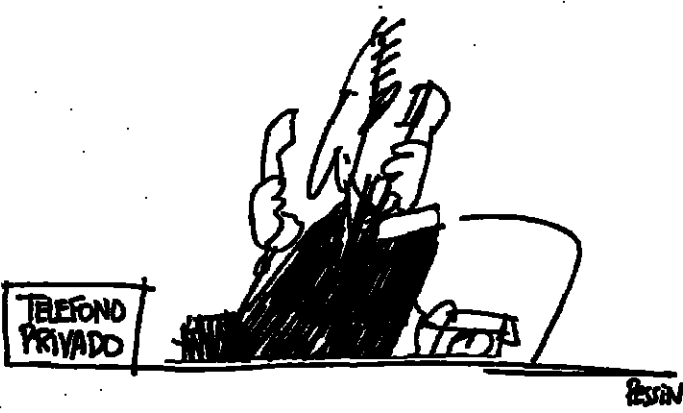
Le gouvernement de M. Carlos Salinas de Gortari vient de faire connaître sa décision de concéder pour trente ans à des opérateurs privés, majoritairement nationaux, Telefonos de Mexico (Telmex), la principale compagnie publique du pays.

L'annonce a été communiquée le 18 septembre par le chef de l'Etat lui-même, lors du congrès de l'organisation des travailleurs de la branche (STRM). Il s'agissait, par ce biais, de montrer que les intérêts des travailleurs ne seraient pas sacrifiés — une précaution indispensable, du fait que les syndicats, quoique très fortement intégrés dans l'appareil d'Etat, sont dans l'ensemble vivement hostiles à la politique dite de modernisation de M. Salinas, et dont la privatisation est un volet essentiel. Le 19 septembre, le ministre des communications, M. Caso Lombardo, a fourni d'importantes précisions lors d'une conférence de presse réunie en présence du leader de la STRM, M. Hernandez Juarez.

Ouverture au étranger

Aucun des cinquante mille employés de Telmex ne sera licencié ; une précision qui a du prix, compte tenu de la manière « sauvage » dont se sont déroulées de précédentes grandes privatisations, telle celle, l'an dernier, de la compagnie d'aviation Aeromexico, ou celle, en cours, de la principale mine de cuivre

C'EST FOU CE QU'ON ENTEND BIEN L'ÉTRANGER DEPUIS QUELQUE TEMPS.



du pays, Cananea, dans le Nord. Le ministre a encore précisé que la participation du capital étranger, actuellement de 20 % à 25 %, demeurerait minoritaire (un même groupe ne pouvant détenir à lui seul plus de 10 % des actions). L'Etat, même s'il devait, ce qui est peu probable, ramener sa propre participation à zéro (contre 55 % actuellement), gardera une représentation au conseil d'administration.

Ces indications avaient naturellement pour objet d'écarter des arguments à l'opposition nationaliste, et notamment au PRD (Parti de la révolution démocratique de M. Cuauhtémoc Cardenas), qui a obtenu le tiers des voix lors des élections de 1988 selon le décompte officiel, la

majorité selon ses propres calculs. Un Front patriotique national vient d'ailleurs de se constituer autour du PRD, avec plusieurs dizaines de petites formations de gauche, afin précisément de s'opposer à la progressive « désincorporation » d'une partie du secteur public (un terme que le gouvernement juge politiquement « moins cru » que celui de « privatisation »).

Une opposition évidemment plus sourde se manifeste jusqu'au sein de la formation officielle, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis six décennies et dont l'idéologie jacobine a toujours été plutôt favorable à un important contrôle étatique de l'économie.

Plusieurs centaines d'entreprises, sur le gros millier qu'en compte le pays, ont déjà ainsi changé de statut durant la présidence de M. Miguel de La Madrid (1982-1988).

Hormis Aeromexico et Cananea, la seule privatisation de poids est celle, engagée vers le milieu de cette année, de l'autre compagnie aérienne, la Mexicana de Aviacion. La décision concernant Telmex se veut donc, par-delà ses effets concrets, la confirmation d'une volonté politique — si peu populaire soit-elle en dehors d'une partie des classes moyennes et des milieux d'affaires mexicains ou étrangers. Elle est un élément d'une politique plus générale, dont l'ouverture très large du pays aux produits et investissements étrangers depuis 1986 est l'autre grand volet. La privatisation de Telmex se fera par un appel d'offres dont les résultats ne devraient pas être connus avant le début de l'année prochaine.

Telmex n'est pas en mauvaise santé, même si elle est un peu somnolente. Et la convention collective des « téléphonistes » a été, comme bien d'autres, revue au printemps dernier, dans un sens évidemment moins favorable aux travailleurs. La vente de près de la moitié des actions de l'entreprise sera donc une très grosse affaire : le « paquet » à transférer devrait, selon plusieurs experts, être un peu supérieur à 1 milliard de dollars. Et le marché futur est potentiellement considérable. Le ministre a indiqué que quatre millions de postes, au moins, devraient être rapidement installés. Il entend,

en particulier, que les quelque dix mille agglomérations de plus de cinq cents habitants actuellement dépourvues de téléphone public en soient dotées à l'horizon 1994, ce qui représenterait, sur un territoire de près de 2 millions de kilomètres carrés, dix mille cabines nouvelles (quarante mille sont actuellement en service).

Un sentiment très nationaliste

Les exigences du gouvernement mexicain sont donc très grandes. Le ministre a en outre indiqué qu'avec des opérateurs à même d'introduire dans le pays des technologies de pointe, l'actuelle législation devra être modifiée puisqu'un acteur même partiellement étranger est en principe exclu du domaine des communications. Le gouvernement devra demander un vote au Parlement, une opération délicate compte tenu, à encore, d'un sentiment général très nationaliste.

Le plus probable, estime-t-on ici, est que les « grands étrangers » susceptibles d'être intéressés devront constituer des alliances, tant pour alléger leur engagement initial et surtout ultérieur (un tiers des investissements devront être effectués en « argent frais ») que pour créer des synergies entre « opérateurs » proprement dits. Les noms ici prononcés sont ceux d'ATT, de British Telecom, de la Telefonica espagnole, etc. ; pour les fournisseurs de matériel, on évoque Siemens, Alcatel, ATT ou la japonaise NEC.

JEAN-PIERRE CLERC

Argentine : les étrangers à la rescousse

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

Trois mois après l'investiture du péroniste Carlos Menem, la vague de privatisations qu'il a définies comme l'un des piliers de son plan d'austérité est engagée. Le principe en a été posé sans qu'aucun accord préalable ne se fût entériné. Le Parlement en a approuvé le cadre légal (voir le Monde du 12 septembre). Reste à en préciser les modalités selon les secteurs.

Les dénationalisations toucheront plus de quarante entreprises publiques, leur ampleur tout autant que leur rythme dépendant de multiples facteurs. Mais le gouvernement argentin semble pressé de vendre les plus rentables ou les plus aléatoires. Sans surprise donc, le bureau d'Etat s'est attelé à préparer en priorité les modèles de la privatisation d'Entel, la compagnie de téléphone. Le sort des téléphones, les porte en chaussons, sera fixé d'ici deux mois avec l'attribution de nombreux tronçons de routes à des sociétés privées qui exécuteront des travaux de péage.

Une valeur exemplaire

La réforme pétrolière est déjà engagée avec un élargissement du « plan Houston » ; qui octroiera la prospection et l'exploitation des « zones secondaires » à des sociétés étrangères. La société Total a ainsi signé un contrat substantiel pour une zone offshore dans la région du détroit de Magellan. La privatisation des ferroviaires, les chemins de fer, un gouffre financier, actuellement pour l'Etat, se révèle fort complexe, d'autant plus que les syndicats y sont particulièrement actifs. Ils ont organisé une des premières grèves du mandat de Carlos Menem. Restent des dizaines d'autres sociétés, parmi lesquelles la ligne d'aviation Aerolineas Argentinas, mais aussi, entre autres, le poste et la compagnie d'électricité. Le programme est ambitieux et il est déjà lancé.

Le gouvernement argentin souhaite clairement donner à la privatisation de la société nationale des téléphones Entel une valeur exemplaire. « Il s'agit de la première privatisation et elle sera totale. Nous affirmons ainsi, sans à l'extérieur du pays qu'à l'étranger, que nous réduisons véritablement l'Etat », explique Mme María Julia Alsogaray, responsable de l'opération.

Se désignant par le président Carlos Menem à sa clairement valeur de symbole.

Celui de l'alliance d'un président péroniste avec la droite libérale. Mme Alsogaray appartient en effet à la direction de l'UCUDE, une formation politique conservatrice qui ne jure que par les lois du marché. Le chef du mouvement est son propre père, le capitaine en retraite Alvaro Alsogaray, qui occupe, par ailleurs, le poste de conseiller présidentiel dans le domaine de la dette extérieure.

Le choix d'Entel comme figure de proue de la dénationalisation argentine repose aussi sur un large consensus de l'ensemble de la population, qui n'a pas à être convaincu de la nécessité de privatiser une entreprise dont les mauvaises prestations sont, depuis longtemps, légendaires et qui vient parfois à bout de la patience de certains usagers.

Le gouvernement précédent avait, de plus, préparé les esprits. Un accord imminent l'année dernière avec la société espagnole Telefonos n'achoppait qu'en raison de l'opposition des péronistes. C'était, bien sûr, avant que Carlos Menem ne convertisse son parti à l'adhésion du néo-libéralisme.

La privatisation d'Entel est, par ailleurs, relativement aisée et surtout financièrement alléchante. « Le gouvernement n'eut aucune difficulté à trouver des acheteurs, le réseau du téléphone est hautement rentable », constate un expert étranger en la matière.

Fort de ces prémices, le décret de privatisation d'Entel était signé le 12 septembre lors d'une cérémonie à la Casa Rosada qui marqua le lancement des privatisations. Il marque avant tout, précise Mme Alsogaray, « la définition de la philosophie des privatisations ».

En substance, celle-ci impose un retrait total de l'Etat. Le gouvernement octroiera des licences et non pas des concessions, afin qu'il n'y ait aucune ambiguïté, souligne Mme Alsogaray, sur une éventuelle reprise en main ultérieure. Une dérogation immédiate est engagée pour les services secondaires, soit les lignes de données, la télécopie, etc. La loi prévoit enfin l'ouverture du marché à la concurrence à court terme. Les acheteurs ne se verront garantir l'exclusivité que pour une période de cinq ans.

Rendre l'opération alléchante

Il faudra attendre la publication des conditions d'appel d'offre, au plus tard le 30 novembre, pour avoir une idée plus précise des dispositions contenues de la vente. Les offres seront approuvées un mois plus tard et les adjudications des licences interveniront avant le 28 juin 1990.

La société ainsi mise en vente compte près de 50 000 salariés. Ses actifs avaient été évalués, lors des contacts avec Telefonos, à

18,5 milliards de francs, alors qu'elle cumule un passif d'environ 10 milliards de francs que l'Etat prendra en charge, assure Mme Alsogaray. Entel, une entreprise nationale et centralisée, sera démantelée et régionalisée. Trois zones d'opération ont été définies : le nord du pays, le sud, c'est-à-dire essentiellement la Patagonie, enfin Buenos-Aires et ses banlieues. Les offres devront porter sur chacune des régions délimitées, mais une seule société pourrait éventuellement décrocher les trois marchés. Les communications internationales sont traitées à part et pourraient être gérées en pool par les futurs acquéreurs.

Le gouvernement étudiera les offres à partir d'une série de critères qui tiendront compte tant de l'expérience de l'acheteur potentiel en matière de télécommunications que du prix proposé, des plans d'investissement (6 milliards de francs, selon l'estimation globale de Mme Alsogaray) et de leurs qualités technologiques.

Les sociétés américaines sont particulièrement intéressées, qu'il s'agisse de GTE, d'ATT, de Bell South ou encore de Bell Atlantic. Elles ont clairement les faveurs de Mme Alsogaray, mais les Japonais et les Britanniques ne sont pas absents. Mme Alsogaray semble surtout de prime abord Telefonos, une entreprise morte mais largement contrôlée par l'Etat espagnol, et surtout France-Télécom. « Il est impossible de justifier politiquement le démantèlement d'une entreprise publique argentine si c'est pour la vendre à une entreprise publique française », explique Mme Alsogaray, qui ajoute toutefois « profondément le regretter, d'autant plus que France-Télécom a eu une évolution technologique semblable à celle qu'il est nécessaire d'appliquer ici ».

Son patron, M. José Dromi, ministre des travaux et services publics, se serait cependant montré moins catégorique sur l'exclusion a priori de France-Télécom.

Le décret-loi prévoyant la participation des banques admet la capitalisation de la dette argentine comme mode de paiement, une clause à laquelle les milieux financiers sont évidemment très attachés. Le décret reste fort vague sur la manière de préserver la dimension de service public dans la future opération privée des téléphones argentins. Mme Alsogaray promet qu'il en sera tenu compte dans les adjudications, mais elle balaise à se mettre le problème lorsqu'elle nous déclare : « Pourquoi voulez-vous installer un téléphone dans les villes minées [les bidonvilles] quand il n'y a même pas encore de tout-à-l'égout ? »

Mme Alsogaray n'a manifestement pas la tête à ce genre de considérations. Elle s'avoue elle-même être bien occupée à l'heure actuelle à « rendre l'opération la plus alléchante possible ».

EDITH CORON

ALGERIE - الجزائر
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
OFFICE RÉGIONAL DU LAIT ET DES PRODUITS LAITIERS
DU CENTRE - O.R.L.A.C. -
1, place Slimane-Hammadouch-Hussein-Dey Alger
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 58
L'Office régional du lait et des produits laitiers du centre lance un appel d'offres international en vue de la fourniture de :
LOT N° 1 - 1445 chariots trayeurs (à deux moteurs « électriques et à carburant »).
LOT N° 2 - 1510 curves de réfrigération du lait, composé de :
1193 curves de capacité 240 l,
252 curves de capacité 520 l,
63 curves de capacité 750 l.
Les Sociétés qui voudront soumissionner sont invitées à retirer le cahier des charges à l'Office régional du lait et des produits laitiers du centre - 1, place Slimane-Hammadouch-Hussein-Dey Alger - Tél. n° 63.438 DZ et 64.433 DZ.
Les plis renfermant les offres doivent être adressés sous double enveloppe cachetée à l'Office régional du lait et des produits laitiers du centre Direction des approvisionnements - 1, place Slimane-Hammadouch-Hussein-Dey Alger.
L'enveloppe extérieure devra être annotée et ne portera que la seule mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 58 » - NE PAS OUVRIR.
La date limite de réception des plis est fixée à 60 jours après la date de parution de l'avis d'appel d'offres sur la presse.
Toute soumission parvenant après cette date ne sera pas prise en considération.
Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant un délai de CENT VINGT (120) jours à compter de la date limite de réception des plis.
Ne seront prisés en considération que les soumissionnaires des Sociétés représentées aux dispositions du cahier des charges et à la législation algérienne en vigueur.

Pour votre
DEMENAGEMENT
ODOUL AGENT DE
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris 42 08 10 30 demeco

MERCREDI 30 SEPTEMBRE 1989
LE GRAND RENDEZ-VOUS DE L'IMMOBILIER
Le Monde

1
9
L'ANNAIRE DE 1789
LE JOURNAL DES ROIS DE L'HOMME
LA GAZETTE DU BICENTENAIRE
SEPTEMBRE 1989
30 F - Mensuel
AND DE JOUR

Congrès
Faculté libre de philosophie - 20^e anniversaire

**ACTUALITÉ
DE LA PHILOSOPHIE**

« Cultiver les hommes, vous les rendrez heureux »

I - LA SCIENCE ET L'HOMME
II - LA SOCIÉTÉ ET LA COMMUNICATION
III - DEVOIRS ET DROITS DE L'HOMME
IV - FORMATION ET THÉOLOGIE

13 et 14 octobre 1989
Palais des Arts et des Congrès d'Ivry-les-Moulineaux
Faculté libre de philosophie compagne
70, avenue Daufert-Berchères - 75014 PARIS
Tél. : (1) 43-35-35-50

**DEMAIN DANS
Le Monde**

DATES
IL Y A 40 ANS,
LA RÉVOLUTION CHINOISE

Le 1^{er} octobre 1949, Mao Tse-toung devenait le premier président de la République populaire de Chine.

ECONOMIE
LA REVUE DES MARCHÉS FINANCIERS

La semaine boursière sur les principales places financières. Les marchés des capitaux, les devises, les matières premières...

LE MONDE RADIO-TELEVISION
LES ÉMISSIONS AVEC SONDAGE

Le monde est aux téléquestionnaires. Pour les uns, il s'agit de renouveler le débat politique et de donner la parole aux téléspectateurs. Pour les autres, c'est une affaire d'argent. Une enquête à lire dans Le Monde.

(Publicité)

University Studies in America Inc.
Importante organisation américaine, facilite l'entrée dans de grandes universités U.S. Études tous niveaux (de la licence aux doctorats) et vos diplômes (baccalauréat à doctorat) pris en charge sans formalités. Documentation contre cinq timbres.

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.
U.S.A.-France Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92000 Nanterre, 47.22.94.94

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

■ un capital valorisé
■ une fiscalité favorable
■ une disponibilité immédiate

A COMPTER DU 1^{er} OCTOBRE 1989, les Banques Populaires proposeront à leur clientèle une gamme complète de SICAV et FCP de capitalisation orientés vers les obligations.

PRIORITÉ À LA PLUS-VALUE le réinvestissement automatique des intérêts produits permet une valorisation du capital investi sans distribution de revenus.

UNE FISCALITÉ RÉDUITE OU NULLE désormais l'investisseur peut faire fructifier son capital ou épargner progressivement, sans payer d'impôt pendant la durée de son placement. Ses fonds sont disponibles à tout moment et bénéficient, dès à présent, de la fiscalité favorable des plus-values (exonération en-deçà d'un seuil de cession fixé à 288.400 F).

UN CHOIX TRÈS LARGE DE SICAV ET FCP selon les objectifs de chacun.

Par exemple dans le domaine obligataire :

- pour un placement à moyen ou long terme : les Sicav FRUCTICAPI, FRUCTI-EPARGNE et les F.C.P. CAPITAL OBLIGATIONS.
- pour le placement des disponibilités à court terme : les Sicav FRUCTI-ASSOCIATIONS, FRUCTIVAR et les F.C.P. PLACEMENT GESTION.

Sous réserve de l'approbation des AGE de chaque Sicav.

Informations et souscriptions auprès des 1855 agences **BANQUE POPULAIRE**

BANQUE POPULAIRE
UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

un capital valorisé
une fiscalité favorable
une disponibilité immédiate

A COMPTER DU 1^{er} OCTOBRE 1989, les Banques Populaires proposeront à leur clientèle une gamme complète de SICAV et FCP de capitalisation orientés vers les obligations.

PRIORITÉ À LA PLUS-VALUE le réinvestissement automatique des intérêts produits permet une valorisation du capital investi sans distribution de revenus.

UNE FISCALITÉ RÉDUITE OU NULLE désormais l'investisseur peut faire fructifier son capital ou épargner progressivement, sans payer d'impôt pendant la durée de son placement. Ses fonds sont disponibles à tout moment et bénéficient, dès à présent, de la fiscalité favorable des plus-values (exonération en-deçà d'un seuil de cession fixé à 288.400 F).

UN CHOIX TRÈS LARGE DE SICAV ET FCP selon les objectifs de chacun.

Par exemple dans le domaine obligataire :

- pour un placement à moyen ou long terme : les Sicav FRUCTICAPI, FRUCTI-EPARGNE et les F.C.P. CAPITAL OBLIGATIONS.
- pour le placement des disponibilités à court terme : les Sicav FRUCTI-ASSOCIATIONS, FRUCTIVAR et les F.C.P. PLACEMENT GESTION.

Sous réserve de l'approbation des AGE de chaque Sicav.

Informations et souscriptions auprès des 1855 agences **BANQUE POPULAIRE**

BANQUE POPULAIRE
UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

AFFAIRES

CONSUMMATION-HABITAT

Paris est dur aux retraités locataires

Gérard L., a cinquante-neuf ans. Gratte-papier dans une entreprise commerciale, il dispose pour vivre de 9 000 F par mois, à peu près. Né à Paris, il y a toujours vécu et n'a aucun lien avec la province. Depuis la disparition de ses parents, il y a une vingtaine d'années, il occupe un sympathique et confortable deux-pièces dans le dix-septième arrondissement de Paris.

Son loyer avait stagné, et il payait 1 800 F par mois, hors charges. Son bail venant à expiration à la fin de 1987, son propriétaire lui a proposé de payer désormais 3 500 F. Il a négocié, et ils ont transigé à 2 800 F. Cela fait un peu moins du tiers de son revenu disponible. Il est content, se débrouille bien, est modérément sportif, joue au bridge avec des amis, et entretient les meilleures relations avec ses voisins, sa concubine (qui lui fait un peu de ménage) et les commerçants. Heureux !

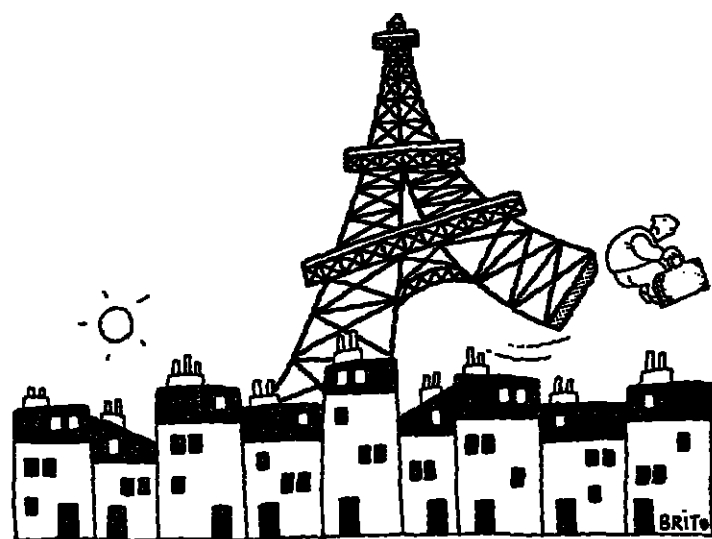
Jusqu'à la semaine dernière, où il s'est inquiété de sa retraite, qui approche et qu'il aurait bien prise à soixante ans, pendant qu'il est encore assez fringant pour en profiter un peu. Il s'est aperçu que dans un an il ne touchera plus que quelque 6 300 F par mois. Il lui faudra choisir : rester dans son logement, mais son loyer absorbera alors 44 % de son revenu, et il ne parviendra à le payer qu'en rognant sur quelques projets de voyages, de sorties dont il rêvait ; ou déménager.

S'expatrier en banlieue

Pour aller où ? Trouver moins cher suppose qu'il s'expatrie dans une lointaine banlieue où il ne connaît personne, et où il n'aura guère le goût de se faire de nouvelles relations. Du coup, il envisage sa retraite d'un œil moins léger. Que n'a-t-il acheté un logis il y a quinze ou vingt ans, en s'endettant jusqu'aux yeux, au besoin ! Au contraire, il se gaussait de ses copains qui s'y risquaient, ne se sentant pas du tout l'âme d'un « propriétaire-occupant », et encore moins celle d'un « accédant à la propriété ». Le voilà bien avancé.

Robert V., a soixante-deux ans et un poste intéressant de cadre « moyen-supérieur » dans une grosse société. Il a bien franchi, sans crainte sérieuse, les passages difficiles des concentrations, des réorganisations et des compressions de personnel. Il vit avec sa femme, qui a élevé leurs trois enfants, dans un cinq-pièces agréable à Neuilly.

ble, leur « dernière demeure ». Le loyer leur va. Ce sont deux vieux heureux et gais. La situation vient de se gâter. Leur propriétaire, un homme charmant avec lequel ils entretiennent les meilleures relations, leur a signifié leur congé. Il veut reprendre l'appartement pour y loger ses enfants. C'est tout à fait légitime, et d'ailleurs il ne leur met



Le loyer (8 000 F par mois) est très raisonnable pour le standing de l'immeuble, mais cela s'explique : ils y sont depuis dix ans. Il absorbe 32 % de son revenu (autour de 25 000 F). C'est parfaitement supportable.

Mais il sait compter, Robert V. Il sait que dans trois ans, il prendra sa retraite, et qu'à ce moment-là son loyer mobilisera 58 % de ses ressources mensuelles, ce qui lui paraît excessif. Bien sûr, il paiera moins d'impôts, et moins de charges sociales aussi. Mais tout de même ! Au reste, les enfants vivant de leur côté avec les petits-enfants, l'appartement de Neuilly est bien grand. Ils se contenteraient, lui et Maryse, d'un trois-pièces. Mais, dans leur quartier, il n'y faut pas songer : vide, c'est encore plus cher que leur cinq-pièces. Certes, ils ont une résidence secondaire, une ferme en Normandie. S'y installer ? L'été, passe encore. Mais y vivre tout l'hiver, c'est plutôt tristoune. Leur cas n'est pas dramatique, ils vont tenter d'acheter quelque chose en vendant la ferme, dans une autre banlieue, moins cotée. Robert et Maryse ne sauraient dire pourquoi ils n'ont pas acheté quand les prix étaient encore abordables... Sans doute étaient-ils locataires dans l'âme.

Changer radicalement d'habitudes

Plus inquiétante est la situation de Lucien et Madeleine F., retraités tous les deux. Ils ont un peu plus de soixante-quinze ans et ont emménagé en 1980 dans un agréable trois-pièces dans une tour du treizième en copropriété. Ils n'ont pas d'enfant et ont arrangé amoureusement ce qu'ils appellent, avec une dose d'humour remarqua-

pas le conteau sous la gorge, mais ils vont devoir déménager. Chercher autre chose. A leur âge, ce n'est pas simple. Et puis, ils s'étaient bien habitués là.

A la vérité, Paris est dur pour les retraités locataires. Lorsqu'ils prennent conscience de la précarité de leur situation, il est trop tard. Ils auraient dû acheter coûte que coûte, il y a vingt ans. Et la vie, le coût du mètre carré construit, la flambée des loyers, ne leur laissent pas d'autre solution que de déménager, à l'âge où l'on n'a plus guère le courage de courir les agences, d'assumer le tracas d'un déménagement, de changer radicalement d'habitudes et d'environnement.

En Ile-de-France, en 1984, plus de 40 % des retraités étaient locataires, soit 367 000 ménages, tandis que près de 40 % des ménages ayant entre cinquante et soixante-cinq ans, soit 390 000 ménages, étaient également locataires. Sachant que, dans cette classe d'âge, on comptait 174 000 locataires d'HLM et près de 70 000 locataires d'appartements soumis à la loi de 1948, soit, en tout, 244 000 ménages bénéficiant du maintien dans les lieux, il reste 146 000 ménages qui, aujourd'hui, approchent de près ou de loin de l'âge de la retraite.

Combien sont-ils à se sentir menacés ? Difficile à dire, car certains partent en province, où ils ont gardé des attaches, d'autres, qui vivent déjà dans des banlieues éloignées où la crise du logement local est moins aiguë, n'ont que peu de souci à se faire. Le problème, cependant, existe bel et bien. Et il y a trop peu de logements sociaux (HLM ou logements intermédiaires) pour répondre à ce besoin réel.

JOSÉE DOYÈRE

Le chaud et/ou le froid

Il mesure 122 cm, il souffle le chaud et le froid et les Américains en sont fous : le microfridge, est le nouvel appareil ménager en vente aux États-Unis.

A la fois four à micro-ondes, réfrigérateur et congélateur, il permet de réchauffer un croissant, conserver une plaquette de beurre et congeler un poisson dans un espace réduit. A l'époque des loyers chers et des petits appartements, ce « tout-en-un » comporte évidemment des avantages. D'autant que cet appareil coûte seulement 430 dollars (2 600 francs).

L'invention de cet appareil a donné naissance à une société particulière : Microfridge Inc. A la fin du mois d'août, 1 700 appareils étaient vendus et la jeune entreprise était en rupture de stock. Avec la mise sur le marché de nouveaux appareils en novembre, elle compte réaliser un chiffre d'affaires de 1,9 million de dollars (11,4 millions de francs) d'ici à la fin de l'année.

Un inconvénient tout de même : quand on utilise une des fonctions de l'appareil, les autres cessent de fonctionner pendant un moment. Difficile du coup de préparer pour le dîner un sorbet et des tartes. Mais Robert Benner, cofondateur de la société, s'en défend : l'utilisation pendant quarante-cinq minutes du four à micro-ondes fait grimper de six degrés seulement la température du réfrigérateur et du congélateur.

Hormones « à dents »

Décidément, les Allemands ont de désagréables surprises dans leurs assiettes. En plein été, on avait déjà découvert que certains éleveurs utilisaient du stéroïde pour la toux pour engraisser les veaux, trois mille huit cents veaux avaient d'ailleurs été mis sous séquestre (le Monde daté 20-21 août).

Voilà maintenant qu'il y aurait de la nordestrostérone, une hormone artificielle, dans les raviolis et les tortellinis. C'est du moins ce qu'a indiqué le ministre ouest-allemand de la santé dans un communiqué publié le 27 septembre.

Vendues dans des sachets de plastique de 250 grammes pour les raviolis et d'un kilo pour les tortellinis, ces pâtes ont été retirées de la vente par les firmes Buitoni et Ketner AG, qui les produisaient. Le porte-parole de cette dernière firme a déclaré que « le ministère n'avait pas signalé que des analyses étaient en cours ». Il a précisé que les consommateurs qui ont gardé ces produits dans leurs buffets peuvent les rapporter dans les points de vente où ils les ont achetés.

PICARD ÉDITEUR
82, rue Bonaparte, 75006 Paris

LE TER
A PARIS
ARCHITECTURES

par Bernard Mussy

Couverture Pavillon de l'Arsenal à l'occasion de l'exposition "Le Ter à Paris" au Pavillon de l'Arsenal du 9 mars au 21 mai 1989

Un volume 19 x 20, 235 pages, 130 illustrations dont 40 en couleurs, broché, 180 F

Vient de paraître la 2^e édition revue de

LA CONSTRUCTION ROMAINE
Matériaux et techniques par Jean-Pierre Adam

Collection Grands manuels Picard

Un volume 22,5 x 27, 368 pages, 756 illustrations, relié, 550 F

1939 - 1940
L'ANNÉE TERRIBLE

Reconstituée dans un seul journal illustré de nombreuses photos inédites, les 36 épisodes du feuilleton de l'été parus dans « Le Monde » racontent les événements de cette année terrible.

De l'invasion de la Pologne par la Wehrmacht à la bataille de Narvik, de la « drôle de guerre » au sabotage de la flotte à Mers-el-Kébir, de la rencontre Pétain-Hitler à Montoire aux lois antijuives de Vichy, Jean-Pierre Adam retrace les mémoires de l'effondrement militaire, politique et moral d'un pays qui était l'un des plus puissants de l'Europe.

Le Monde
NUMÉRO SPÉCIAL HORS SÉRIE - 40 pages - 22 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

1939-1940 : L'ANNÉE TERRIBLE

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____

NUMÉRO D'EXEMPLAIRES : _____ x 27 F, frais de port inclus = _____ F

Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter. Bulletin et règlement à renvoyer à : Le Monde, service vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 05.

AVI



ACTIVITE

Le monde est aux téléquestionnaires. Pour les uns, il s'agit de renouveler le débat politique et de donner la parole aux téléspectateurs. Pour les autres, c'est une affaire d'argent. Une enquête à lire dans Le Monde.

ACTIVITE COMMERCIALE

Le monde est aux téléquestionnaires. Pour les uns, il s'agit de renouveler le débat politique et de donner la parole aux téléspectateurs. Pour les autres, c'est une affaire d'argent. Une enquête à lire dans Le Monde.

RESULTAT COMPTABLE

Le monde est aux téléquestionnaires. Pour les uns, il s'agit de renouveler le débat politique et de donner la parole aux téléspectateurs. Pour les autres, c'est une affaire d'argent. Une enquête à lire dans Le Monde.

Le monde est aux téléquestionnaires. Pour les uns, il s'agit de renouveler le débat politique et de donner la parole aux téléspectateurs. Pour les autres, c'est une affaire d'argent. Une enquête à lire dans Le Monde.

LAMBERTI

Le monde est aux téléquestionnaires. Pour les uns, il s'agit de renouveler le débat politique et de donner la parole aux téléspectateurs. Pour les autres, c'est une affaire d'argent. Une enquête à lire dans Le Monde.

Le monde est aux téléquestionnaires. Pour les uns, il s'agit de renouveler le débat politique et de donner la parole aux téléspectateurs. Pour les autres, c'est une affaire d'argent. Une enquête à lire dans Le Monde.

Collection

Le monde est aux téléquestionnaires. Pour les uns, il s'agit de renouveler le débat politique et de donner la parole aux téléspectateurs. Pour les autres, c'est une affaire d'argent. Une enquête à lire dans Le Monde.

128 pages

LA DE

سكيا في الامم

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil de surveillance de SOVAC, réuni le 27 septembre 1989 sous la direction de M. Michel David-Weill, a pris connaissance de l'évolution de l'activité au cours des huit premiers mois de 1989, ainsi que des résultats consolidés du premier semestre, qui lui ont été présentés par le directeur.

ACTIVITÉ DU GROUPE

Les financements nouveaux distribués par le groupe SOVAC au cours des huit premiers mois de 1989 ont atteint 18 563 millions de francs, en augmentation de 29 % par rapport à la période correspondante de 1988.

Cette évolution favorable est liée à une amélioration dans l'ensemble des secteurs d'intervention du groupe :

- les financements distribués par SOVAC et ses filiales ou participations directes ont progressé de 32 %, dont :
 - + 56 % pour les financements aux particuliers, en raison notamment des bons résultats obtenus dans le secteur des crédits directs aux particuliers réalisés dans le cadre des accords de partenariat passés en 1987 et 1988 ; la création récente, en association avec BANCO DI ROMA, d'une société de financement permettra au groupe de poursuivre en Italie son développement dans ce domaine ;
 - + 23 % pour les financements aux entreprises ;
 - + 11 % pour les financements immobiliers, qui ont continué, notamment au premier semestre, à bénéficier du succès rencontré par SOVAC ÉVOLUTION ;
 - Les financements distribués par CREDITAR et ses filiales dans le secteur de l'automobile ont progressé de 27 %.

Les encours gérés atteignent 51 716 millions de francs au 31 août 1989 (+ 17 % par rapport au 31 août 1988) ; les encours consolidés provisoires s'élevaient à la même date à 39 300 millions de francs (+ 15 %).

L'ACTIVITÉ COMMERCIALE DU GROUPE SOVAC AU 31 AOÛT 1989

	En millions de francs		Pourcentage d'évolution	
	Financement nouveau	Encours global	Financement nouveau 6 mois 89/88	Encours global 31-03-89/88
SOVAC et filiales ou par- ticipations directes	8 436	30 438	+ 32	+ 13
- Particuliers	4 507	9 213	+ 56	+ 30
- Entreprises	1 620	3 390	+ 23	+ 27
- Immobilier	2 309	17 835	+ 11	+ 4
Creditar et filiales	9 212	19 908	+ 27	+ 21
Filiales d'entre-mar (1)	695	1 350	+ 14	+ 31
Total général	18 563	51 716	+ 29	+ 17

(1) Provisoire.

RÉSULTAT CONSOLIDÉ PROVISOIRE DU PREMIER SEMESTRE 1989

Pour le premier semestre 1989, le résultat d'exploitation net consolidé, part des tiers exclus, s'élève à 217 millions de francs. Il est en progression de 16 % par rapport à celui du 30 juin 1988. Le résultat d'exploitation de l'exercice 1988 s'était élevé à 404 millions de francs ; il avait inclus les effets favorables de la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés appliqué aux impôts différés et de la reprise de la provision relative à la taxe sur les encours de crédits, qui avait été supprimée par la loi de finances pour 1989. Ainsi, comparé à la moitié du résultat d'exploitation net consolidé de l'exercice 1988, le résultat du premier semestre 1989 fait ressortir une progression de 7 %.

Les éléments caractéristiques du compte de résultat consolidé du premier semestre 1989, comparés à celui de la même période de 1988 et à celui de la totalité de l'exercice 1988, sont les suivants :

	1 ^{er} semestre 1989	1 ^{er} semestre 1988	Exercice 1988
Produit net d'exploitation bancaire	1 214	1 156	2 324
Résultat d'exploitation net	244	221	464
— part SOVAC	217	187	404
— part des intérêts minoritaires	27	34	60
Résultat consolidé	238	215	464
— part SOVAC	211	181	404
— part des intérêts minoritaires	27	34	60

LAMBERT FRÈRES ET CIE

Après avoir pris en août une participation de 35 % du capital des TUILERIES BRIQUETTERIES FRANÇAISES (chiffre d'affaires : 200 millions de francs) qui pourrait être renforcée, LAMBERT FRÈRES ET CIE élargit son activité de distribution de matériaux, en prenant le contrôle de la majorité du capital des ÉTABLISSEMENTS LEBREUR, implantés en Ile-de-France et en Normandie. Le groupe LEBREUR représente actuellement un chiffre d'affaires de 680 millions de francs.

Ces deux opérations conduisent LAMBERT à se situer en année pleine à un niveau de chiffre d'affaires de 4,7 milliards de francs (3 milliards dans la distribution de matériaux et 1,7 dans l'industrie).

Dans sa séance du 27 septembre, le Conseil d'Administration a décidé le principe d'une émission simultanée d'actions et d'obligations convertibles en actions, pour un montant global de 417 millions de francs, en utilisant les autorisations qui lui avaient été délivrées par l'AGE du 23 juin 1987.

Compte tenu des données actuelles du marché, l'augmentation de capital par émission d'actions nouvelles représenterait 70 % de l'émission globale.

L'arrêté des comptes au 30 juin 1989 fait apparaître un bénéfice net consolidé de 63 millions de francs contre 61 millions au 30 juin 1988, étant précisé que l'impôt sur les bénéfices, la participation des salariés et l'amortissement des valeurs d'actifs ont pour leur solde à des opérations de croissance externe.

Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 1989 s'élève à 1 851 millions de francs contre 1 497 millions au premier semestre 1988, la progression du chiffre d'affaires de 23,6 % étant due à l'augmentation de 10,4 % à l'augmentation du volume d'activité et pour le solde à des opérations de croissance externe.

Le bénéfice courant consolidé est de 89 millions de francs contre 67 millions au premier semestre 1988.

Collection Repères

L'EXCELLENCE EN POCHE

Dernières parutions

- L'économie néo-classique
- La protection sociale
- La monnaie et ses mécanismes
- Les revenus en France
- La population française
- La science économique en France
- Et 70 autres titres

128 pages - 38 F

LA DECOUVERTE



Remy & Associés a closé ses comptes financiers le 31 mars 1989 — le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 3,436 milliards de francs, soit + 3,4 %.

Le bénéfice net a atteint 110 millions de francs, en progression de 80 %, le résultat d'exploitation s'élevait à 173 millions, également en progression de 65 %.

L'assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue le 25 septembre 1989, a approuvé la mise en paiement, à compter du 2 octobre 1989, d'un dividende de 3 francs, assorti d'un avoir fiscal de 1,5 franc soit un revenu global de 4,5 francs par action.

Les actionnaires qui le souhaitent peuvent opter pour le paiement du dividende en action au prix de 305 francs.

Pour l'année 1990, le groupe envisage une évolution très prometteuse avec une augmentation significative des résultats. Les bons résultats des ventes, depuis le début de l'année et la consolidation des nouvelles acquisitions industrielles et du champagne Piper Heidsieck devraient permettre au chiffre d'affaires d'opérer un bond de 25 à 30 %. Le résultat devrait progresser d'un tiers 30 %.

Si vous souhaitez recevoir un rapport annuel, envoyez votre carte à Remy & Associés, Direction Financière, R.P. 37 - 16102 Cognac Cedex.

En composant sur votre téléphone 36.16 ACTION, puis Remy, vous pourrez obtenir, actualisée, les principales renseignements et chiffres concernant le groupe.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE LIASONS ÉLECTRIQUES SILEC

Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 1989 s'élève à 144 millions, en progression de 16,3 % par rapport à celui du premier semestre 1988, calculé à méthode identique d'intégration de Satecables, cette progression étant due en partie à l'augmentation des cours des matières premières.

Le résultat net consolidé, part du Groupe, ressort au 30 juin 1989 à 48 138 000 F contre 46 720 000 F au 30 juin 1988.

Les résultats nets respectifs des trois sociétés ainsi consolidées, apparaissent, par rapport à ceux du premier semestre 1988, la même augmentation pour Silec, en bonne progression pour Satecables et pour Satecables.

En ce qui concerne le second semestre 1989, les éléments actuellement en notre possession laissent prévoir que les marchés de nos différents secteurs d'activité devraient se maintenir à un niveau satisfaisant. D'autre part, cependant, nos carnets de commandes ne dépassent jamais traditionnellement deux à trois mois, la concurrence

reste vive et nous continuerons à éprouver certaines difficultés à repérer, dans nos prix de vente des câbles, les hausses survenues aux cours des semaines précédentes.

Pour ces différents raisons, nos résultats globaux devraient, en 1989, sauf événements imprévus, se maintenir à des niveaux voisins ou légèrement supérieurs à ceux de l'année 1988.

D'autre part, le Conseil a approuvé un projet d'apport à la Silec par la Satec de sa branche d'activités câbles, comportant en particulier les immobilisations de la cablerie de Rion, restées propriété de la Satec, la participation de cette dernière dans Satecables ainsi que les fonds de commerce correspondants.

Cet apport, qui sera réalisé probablement d'ici à la fin de l'année et avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1989, sera soumis à l'approbation d'une Assemblée générale extraordinaire de Silec et sera rémunéré par l'attribution à la Satec d'actions Silec à créer.

METALEUROPE

Lors de sa réunion du 27 septembre, qui s'est tenue à Hanovre au siège de Metaleurop GmbH, le Conseil de surveillance de Metaleurop a examiné les comptes sociaux et les comptes consolidés du 1^{er} semestre de l'exercice en cours tels qu'ils ont été présentés par le directeur.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 4,2 milliards de francs, soit une progression à périmètre de consolidation comparable de 24 % par rapport au 1^{er} semestre 1988. Le résultat net part du groupe de 273 millions de francs est conforme aux indications données au cours de l'assemblée générale du 27 juin 1989.

Les restructurations industrielles et financières réalisées antérieurement, les progrès de productivité accomplis et les complémentarités existantes dans le groupe ont permis de tirer parti de l'environnement économique favorable qui prévaut actuellement, notamment en ce qui concerne le cours du zinc.

La forte augmentation du résultat courant du groupe procède des principales activités (fondries de pressions et deuxième fusées, oxydes, galvanisation à l'acide et fondrière sous pression, métaux spéculatifs), les performances du secteur zinc y ayant contribué de façon particulièrement importante.

L'évolution des résultats de la société mère et du groupe s'analyse comme suit, en millions de francs :

	SOCIÉTÉ MÈRE			CONSOLIDÉ (Part du groupe)		
	Exercice 1 ^{er} sem. 1988	1 ^{er} sem. 1989	1 ^{er} sem. 1988	Exercice 1 ^{er} sem. 1988	1 ^{er} sem. 1989	1 ^{er} sem. 1988
Résultat courant avant impôts	115	10	216	314	13	483
Effet LIFO avant impôts	—	—	—	—	—	—
Autres éléments exceptionnels	142	59	—10	—20	46	—7
Impôts	—	—	—	—43	—	—100
Résultat net	257	69	206	251	33	376

Adoptant une politique prudente de valorisation des stocks en vue de limiter l'effet des variations des cours des métaux sur les résultats futurs, Metaleurop a décidé, à compter de cette année, de valoriser les stocks de métaux dans les comptes consolidés au prix de revient selon la méthode LIFO (considérant que le dernier bien entré est le premier sorti). Jusqu'en 1988, les stocks de métaux étaient valorisés à prix de revient moyen pondéré.

Du fait de ce changement de méthode comptable, le résultat net consolidé après impôts, qui aurait été, avec une valorisation des stocks à prix de revient moyen pondéré, de 376 millions de francs pour le premier semestre 1989, se trouve ramené à 273 millions de francs avec la méthode LIFO.

Si les niveaux de cours actuels des métaux se maintiennent durant tout l'exercice 1989, les bénéfices nets pour 1989, malgré l'effet LIFO et une sensible augmentation des impôts dus par les sociétés du groupe, devraient être légèrement supérieurs au double de ceux de l'exercice 1988.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330



COMPAGNIE DE DISTRIBUTION DE MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

En millions de FRF	Premier Semestre 1989	Premier Semestre 1988	Variation %	Rappel Exercice 1988
Chiffre d'affaires	4 962	3 859	+ 28,6	7 621
Résultat net	112	78	+ 43,6	146
Part du Groupe	97,6	69,4	+ 40,7	127

(*) + 10 % à structure constante.

DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS :

Le groupe a renforcé ses positions régionales en prenant des participations chez STENTORUS à Ivry (sécurité, communication, chiffre d'affaires : 50 MF), RINALDI à Greno-

ble (éclairage, chiffre d'affaires : 25 MF), NOVELEC à Brives (chiffre d'affaires : 15 MF), SNEC-ONDIA à Béthune (chiffre d'affaires : 40 MF), ainsi qu'au Canada (ROCMER INC. : 9,5 millions de dollars canadiens de ventes), en Côte-d'Ivoire et au Gabon (120 MF de chiffres d'affaires).

PERSPECTIVES :

Globalement, l'activité semble rester bien orientée pour ce dernier trimestre et le Groupe CDME devrait, en 1989, dépasser le cap des 10 MdF de chiffres d'affaires consolidés (13 milliards de chiffre d'affaires économiques), avec des résultats conformes aux prévisions.

GROUPE CFAO

Paribas a le plaisir de vous présenter ses Sicav de capitalisation

INSTITUTIONS COURT TERME	ENTREPRISE COURT TERME	PARIBAS CAPITALISATION (ex SPECIAL FONDS)
FRANCE INDEX	JAPON-FRANCE INDEX	PARIBAS OPPORTUNITES

Ces Sicav ont décidé de capitaliser leurs revenus dans les limites prévues par la réglementation.

Cette mesure, décidée par les Conseils d'Administration en vertu de la loi du 2 août 1989, sous réserve de l'approbation des Assemblées Générales Extraordinaires respectives, s'appliquera dès l'exercice clos le 29 septembre 1989. Aucune commission de rachat ne sera prélevée pendant un délai de trois mois.

PARIBAS
3, rue d'Antin, 75002 Paris.

Le Monde
PLANTU
DES FOURMIS DANS LES JAMBES



L'ALBUM 89
164 PAGES - 250 DESSINS
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ORDRE, NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION COMMUNICATION

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 28 SEPTEMBRE

Cours relevé
à 17 h 30[illegible]

Comptant (reflection)

SICAV (collection)

28/9

VALEURS			% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rachet net
Obligations																						
Exp. 0.20 % 77	121 95	3 084		C.I.C. (Finan. de	220		Magnat S.A.	...	1117 05	A.A.A.	1144 98		France-Grecs	280 40		287 95	Providence Ranch	177 51		174 00		
0.20 % 78/80	701 40	2 090		C.I. Maritime	810		Maritime Port	...	430	Wintona S.A.	128 78		France-Inde Suez	125 84		125 45	Pender	770 40		770 40		
10.50 % 79/84	104 10	0 740		Chemin de	1350	2600	Chemin de	...	140 80	Acton France	691 18		France-Invest	485 57		479 75	France-Russie	254 71		253 40		
12.25 % 80/88	102 70	0 570		Catol	415		Wint. (Fin. de)	...	230 80	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada	439 20		435 25	Providence Ranch	878 08		878 08		
15.25 % 82/88	101 70	11 461		Wint. (Fin. de)	423		Wint. (Fin. de)	...	423	Acton International	697 41		France-Canada									

Cote des changes

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 25/8	COURS DES BILLETS		MORNAISE ET ET DEVIANTS	COURS prix.	COURS 25/8
			Achat	Vente			
Esterlin (S 1)	6 351	6 355	6 200	6 050	Or du Balla en francs	76800	76500
Alger (100 mil)	6 351	6 355			Or du Balla en francs	76800	76500
Alger (100 mil)	336 670	336 110	327	347	Papier Français (20 fr)	436	432
Alger (100 mil)	10 142	10 135	10 000	10 000	Papier Français (10 fr)	478	473
Alger (100 mil)	200 010	200 010	300	300	Papier Français (5 fr)	452	452
Alger (100 mil)	86 896	87 020	83 500	91 500	Papier Français (25 fr)	432	436
Alger (100 mil)	91 850	91 940	86	90	Sociales	550	550
Alger (100 mil)	42 291	42 291	8 950	9 700	Papier de 20 dollars	2000	2000
Alger (100 mil)	3 871	3 889	3 750	4 050	Papier de 10 dollars	1325	1315
Alger (1 000 mil)	4 672	4 671	378	400	Papier de 5 dollars	885	880
Alger (1 000 mil)	367 010	367 010	470	480	Papier de 100 francs	2025	2010
Alger (100 mil)	40 887	40 290	55	103	Papier de 100 francs	425	425
Alger (100 mil)	98 850	98 110	45 000	45 000	Or Londres		
Alger (100 mil)	5 200	5 190	4 800	4 800	Or Zurich		
Alger (100 mil)	4 007	4 007	3 825	4 000	Or Hongkong		
Alger (100 mil)	5 538	5 538	5 200	5 700	Argent Londres		
Alger (100 mil)	3 825	3 825	3 600	4 000			

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - • : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix négocié - * : marché continu

La France pourrait lancer un emprunt pour la Pologne

L'Etat français pourrait émettre un grand emprunt pour la Pologne. Interrogé à ce sujet, vendredi 29 septembre sur France-Inter, M. Michel Rocard, premier ministre, a confirmé qu'un tel projet était bien à l'étude, mais qu'aucune décision n'avait encore été prise.

M. Rocard a précisé que, compte tenu des difficultés financières de la Pologne, un tel emprunt posait un certain nombre de problèmes techniques, concernant notamment le taux d'intérêt qui devrait être proposé pour que des Français acceptent de souscrire à une telle opération.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 29 septembre

Prudence

La prudence était de mise sur le marché boursier, vendredi, où les opérateurs se voyaient avec inquiétude l'évolution du marché des changes et la tension à la hausse des taux d'intérêt. L'indice instantané perdait 0,19 % après avoir ouvert en progrès de 0,21 %. Parmi les plus fortes progressions figuraient Euromarché (+6,1 %), Exor (+4,1 %) et Cérus (+3,2 %). En baisse on notait Imetal (-4,8 %), Bafip (-4,7 %) et Géophysique (-4,2 %).

A la Cour de justice de Luxembourg

Un arrêt renforce l'autorité de la Commission

La Commission européenne peut perquisitionner les locaux des entreprises, dans le cadre d'enquêtes sur le régime concurrentiel. Telle est la conclusion d'un arrêt qui vient de rendre la Cour de justice des Communautés européennes, en déboutant l'entreprise chimique allemande Hoechst AG.

Francfort, janvier 1987. La firme Hoechst clique sa porte au nez d'enquêteurs de la Commission. Ceux-ci présument l'existence d'accords ou de pratiques concertées concernant la fixation de prix et de quotas de livraison de PVC et de polyéthylène. Au nom de la libre concurrence, ils veulent procéder à quelques vérifications, notamment dans les locaux de Hoechst. « Perquisition illégale », estime l'entreprise, qui refuse catégoriquement de les laisser franchir le seuil.

Les vérifications en question auront lieu deux mois plus tard, une fois les fonctionnaires européens munis d'un mandat délivré par un juge de Francfort. Se voyant par ailleurs infliger deux amendes — l'une de 1 000 écus

(7 000 francs) par jour de retard, l'autre, définitive, de 55 000 écus (385 000 francs) — par la Commission, Hoechst décide de la poursuivre devant la Cour de justice de Luxembourg, en invoquant les droits de la défense et l'inviolabilité du domicile.

Dans son arrêt, rendu jeudi 21 septembre, la Cour a estimé que la Commission n'aurait pas dû envisager d'effectuer des perquisitions sans le concours des autorités nationales. Néanmoins, elle a rejeté les trois recours déposés par Hoechst.

Pour ce qui est de l'inviolabilité du domicile, elle a jugé que, si ce principe s'impose pour les personnes physiques dans la mesure où il est commun à tous les Etats membres, il n'en va pas de même en ce qui concerne les entreprises, car les systèmes juridiques des pays membres présentent des divergences non négligeables.

En cas de refus de collaboration de la part des entreprises, les agents de la Commission peuvent donc, avec le concours des autorités nationales — qui, précise l'arrêt, sont tenues de leur fournir l'assistance nécessaire — rechercher tous les éléments d'information dont ils ont besoin.

CHINE : le quarantième anniversaire du régime

Pékin dénonce les forces réactionnaires internationales... hostiles au système socialiste

PÉKIN

de notre correspondant

Le secrétaire général du Parti communiste chinois, M. Jiang Zemin, a donné, vendredi 29 septembre, le coup d'envoi des célébrations du quarantième anniversaire de la République populaire en prononçant un discours fleuve devant un parterre de milliers de citoyens d'élite au Palais du peuple à Pékin. Il a mis en garde le pays contre « les forces réactionnaires internationales (qui) n'ont jamais abandonné leur position fondamentale d'hostilité envers le système socialiste » et assure que « la lutte contre l'infiltration et la contre-subversion, l'évolution pacifique et la révolution pacifique » des pays socialistes vers le capitalisme « durera longtemps ».

« Le peuple chinois ne s'est jamais courbé et ne se courbera jamais devant les pressions étrangères », a-t-il lancé, tout en reconnaissant que « la tendance à l'extrême démocratisation et à l'anarchisme » avait « une base sociale étendue » en Chine. F. D.

(Lire en première page l'article d'André Fontaine.)

SUR LE VIF

Coup de foudre

— Allô, c'est toi ? C'est Sandra. Ça y est, j'y suis !

— Encolte ?

— Mais non, idiot, amoureux ! Raldis dingue. Un mec sublime. Je l'ai rencontré chez Jean-Pierre et Jeanine. Je l'ai vu... le coup de foudre. Estelle et David Hallyday, c'est rien à côté. Là, ça va faire trois semaines... il m'a pas encore appelée, mais c'est tellement bon, tellement délicieux, l'amour, que...

— C'est chimique, je te signale.

— Ah non, tu vas pas recommencer ! Le fromage sous emballage plastique, le sirop de grenadine, le jambon blanc... Si on t'écouterait, on pourrait plus rien bouffer. Là, tu m'empêcheras pas de le dévorer à pleines dents, mon Loulou adoré.

— Ah ! Parce qu'il s'appelle Loulou ?

— Oui, et il est beau, t'imagines pas. Avec son chemisier ouvert jusqu'à la taille et ses petites fesses serrées dans son jean, il est à se mettre à genoux devant.

— Oui, ben, justement, c'est chimique, on vient de le découvrir. T'as craqué pour un homme qui correspond à... Comment ils disent déjà, les pays, c'est mar- qué dans

CLAUDE SARRAUTE

Vital... A l'empreinte inconsciente du premier être qui ait compté pour toi.

— Gérard ? Qu'est-ce que tu racontes ?... Il lui ressemble pas du tout, Loulou. C'est exactement le contraire.

— Non, pas Gérard, te méfie. Parait que même planqué dans son utérus, elle lui imprime déjà sa marque, au fœtus. Et, après, il la cherche partout.

— Les garçons, je veux bien, mais pas les filles, voyons !

— Pareil. Tu portes en toi l'image indélébile de ses vêtements, de ses gestes, de ses bijoux, et si jamais tu les croises tu tombes comme une tonne de briques.

— T'es peut-être raison, maman adore les boucles d'oreilles et il a un diamant... Elle se maquille à la Marilyn, et lui, ses cils, on croirait qu'il les a passés auimmel. Leurs cheveux...

— Il serait pas un peu... ton Loulou, dis donc !

— Je commence à me le demander. Remarque, avec cette nouvelle théorie, sauf à aimer les femmes, nous les nanas, on va en être réduites à courir après les traveles.

L'ESSENTIEL

DEBATS

« Social : le lion, les renards et les poules », par Max Gallo ; « La laboratoire sud-africain » par Pierre Mayer.

Bibliographie : les Héritiers, de Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhormeau 2

Algérie

Le président Chadli demande au FLN de « s'ouvrir à la jeunesse » 3

Grèce

Le gouvernement transitoire démissionne le 6 octobre avant les élections anticipées prévues pour la fin octobre ou le début novembre 5

La construction européenne

Nouvelle avancée vers l'adoption d'une charte sociale communautaire malgré les protestations de M^{rs} Thatcher 8

La mort de Marcos

L'armée philippine en état d'alerte maximale 10

M. Rocard et le PS

Aux élections parlementaires du PS, le premier ministre a justifié sa politique, conforme aux « orientations » du président de la République. Mais sans convaincre tous les députés 11

Journées parlementaires du RPR

En ouvrant lui-même le débat de politique générale, M. Chirac oblige les parlementaires du RPR à se déterminer par rapport à lui 12

M. Le Pen

Face à ses « horlogers » : Face au discours habituel du chef du Front national, le groupe issu du Club de l'Horloge voudrait faire sortir le mouvement du ghetto où il se trouve 12

SECTION D

L'archevêque de Cantorbéry au Vatican

Mgr Runcie, chef de l'Eglise anglicane, est au Vatican jusqu'au 2 octobre. Pour la première fois, il assistera à la messe du pape 16

« Journal d'un amateur »

« Calvet », par Philippe Boucher 16

Paris : priorité à la circulation

Le Conseil de Paris se prononcera le 10 octobre sur un plan d'ensemble

de la circulation, comprenant peut-être un réseau de voies souterraines 17

Théâtre : de Robespierre à Lumumba

Au Petit Odéon, Michelet « écrit » la Révolution française ; au Théâtre de la Colline, Lumumba revit dans une saison au Congo, d'Aimé Césaire 19

Football : déceptions cannoises

L'AS Cannes, malgré un recrutement impressionnant et un président ambitieux, occupe toujours la dix-neuvième place du championnat de France de football 24

SANS VISA

Les Français et leurs vacances

Un sondage IPSOS-Le Monde sur les attentes des Français en matière de vacances combat beaucoup d'idées reçues. Leurs pays préférés pour l'été : les Etats-Unis, la Grèce et la France 25 à 34

SECTION D

Accord dans la construction nucléaire

L'Etat et la CGE actionnaires de Framatome ont apuré leur contentieux 35

Le conflit chez Peugeot

La visite de M. Krasucki à Mulhouse. Les déclarations de M. Michel Rocard et la décision du tribunal déboutant M. Calvet, qui demandait la saisie du Canard enchaîné 36

Services

Abonnements	22
Campus	22
Carnet	21
Jour	32
Loto sportif	21
Loto	22
Météorologie	22
Philatélie	22
Radio-Télévision	23
Cinéma	20

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Menace de fermeture du Centre Pompidou

Le Centre Pompidou est perturbé par une grève du personnel de nettoyage qui pourrait, si elle n'est pas résolue rapidement, amener la direction à fermer le Centre au public.

Ces interruptions de travail surviennent alors que le contrat passé entre le Centre et l'entreprise (extérieure) qui assure la propreté du bâtiment arrive à expiration. Selon la CGT, M^{rs} Hélène Abbrweiler, la présidente du Centre, désire profiter de l'occasion pour signer de nouveaux contrats avec plusieurs sociétés, « afin qu'il n'y ait plus de section syndicale ». La présidente indique qu'elle a lancé un appel d'offres en direction de plusieurs entreprises puisque la société actuelle — un rapport de l'inspection des finances l'a montré — n'offrait pas des services satisfaisants. Elle réfute l'argument de la CGT : « Les syndicats seront représentés au sein du comité d'établissement ». Elle précise qu'elle a fait appel, jeudi 28 septembre, aux services d'hygiène de la Ville de Paris afin d'assurer « la salubrité des personnes et des biens ». « S'il n'y a pas un minimum de service, je serai amenée à fermer le Centre au public », a-t-elle ajouté. Pour l'instant, les autres catégories de personnels ne semblent pas solidaires du mouvement de revendication.

Le numéro du « Monde » daté 29 septembre 1989 a été tiré à 531 147 exemplaires

L'explosion du DC-10 d'UTA

M. Rocard : « Nous ne gérons pas nos vols commerciaux avec l'idée que nous sommes en guerre »

M. Michel Rocard, vendredi 29 juin sur France-Inter, a affirmé, à propos de l'explosion du DC-10 d'UTA et des mesures de sécurité préventives : « Des tueurs convaincus peuvent toujours, dans le dispositif aéronautique d'une grande nation, trouver une faille dans un système de protection. La France se pensait en paix, et nous ne gérons pas nos vols commerciaux, pas plus ceux d'UTA que

d'Air France, avec l'idée que nous sommes en guerre avec quiconque ».

M. Rocard a encore indiqué que, dans l'attente des analyses complètes des explosifs, plusieurs « hypothèses » restent en présence quant à la personnalité des auteurs de la bombe.

Lire nos autres informations page 21

□ M. Galland (CGT) confirme son adhésion au PCF. — M. Joannès Galland, secrétaire de la CGT, a bien adhéré au Parti communiste français, comme nous l'indiquions dans nos éditions du 28 septembre. L'information a été confirmée par la CGT à l'AFP. M. Galland ayant fait préciser qu'il avait informé le bureau confédéral de sa « décision personnelle », qui entraîne cependant la rupture de la parité communistes-socialistes au sein de cette instance.

□ M. Barre décerne des bons et des mauvais points au budget 1990. — L'ancien premier ministre Raymond Barre, lors d'une réunion à huis clos au Plessis-Trévise le 26 septembre, a délivré « quatre bons points » au projet de M. Bédaride : « La défense de la monnaie, le maintien du principe de la liberté de circulation des capitaux, l'effort pour la recherche et la réduction, malgré tout, du déficit

budgetaire ». Cependant, M. Barre voit « quatre mauvaises menaces » : l'augmentation globale du nombre de fonctionnaires, le maintien des dépenses publiques sans réflexion sur l'efficacité de ces dépenses, notamment pour l'armée, l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), qui va pénaliser les patrimoines transparents de l'immobilier, et enfin la fiscalité sur le logement.

□ FOOTBALL : mort de José Arribas. — L'ancien entraîneur du FC Nantes, José Arribas est décédé jeudi 28 septembre à Nantes.

[Né à Bilbao (Espagne) en 1921, José Arribas avait quitté son pays à la fin de la guerre civile. Réfugié en France, il exerça ses talents de footballeur dans le club de Saint-Jean d'Angély (Charente-Maritime) avant de devenir professionnel au Mans. Entraîneur de l'équipe de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) il fut appelé en 1960 par le FC Nantes qui évoluait alors en deuxième division. Pendant seize années, il dirigea les « canaris » qui remportèrent trois fois le titre de champion de France en 1965, 1966 et 1973.]

NICOLL

La tradition anglaise du vêtement

vous propose

COSTUME 3090 Frs

à vos mesures

à Paris
29 rue Tronchet
depuis 1820

Édition Limitée

Chesterfield dans la pure tradition du XIX^e siècle
Du 15 septembre au 15 octobre 1989

Aura lieu une exposition
vente des 11 plus beaux
modèles de canapés
Chesterfield du XIX^e siècle,
répliques scrupuleuses de canapés

d'époque réalisées dans
la plus pure tradition
par des artisans.
De 13 000 à 35 000 F,
canapés 2 ou 3 places,
nombreux coloris.

LA BOUTIQUE ÉCOSSAISE

Un rendez-vous très British 130, boulevard Diderot
75012 Paris - TEL 43 07 44 41

MODE, LA SOLUTION "IDEALE" EXISTE !

Vous appréciez la Mode, mais vous exigez la qualité + la création + les prix... RODIN vous offre son dessein d'élégance et de finesse, présentés dans son immense magasin. Une variété prodigieuse, l'émancipation des couleurs, le plaisir des fantaisies, et toujours les prix, des prix qui permettent vraiment d'acheter « décontracté ».

Chez RODIN, depuis 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

MICHEL SWISS

MÊMES REMISES
EXCEPTIONNELLES
QU'AU TOURISTES
ÉTRANGERS

PARFUMS, ACCESSOIRES
PRODUITS DE BEAUTÉ
TOUTES LES GRANDES MARQUES
16, rue de la Paix (Paris 75002) 2^e étage est.
TEL : 42.61.61.71

Pure...

Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.

AU PETIT BEDON
Paris 16^e

VOLVIC

Lire nos autres informations page 21

relaxo La relaxation totale

37, Avenue de la République 75011 PARIS
Tel. 43.57.46.36 - Métro : PARENTIS

CAPÉLOU

DISTRIBUTEUR
37, Avenue de la République 75011 PARIS
Tel. 43.57.46.36 - Métro : PARENTIS

ENTRAÎNEMENT CARNEGIE®

Expression Orale et Relations Humaines

Sachez mieux communiquer
• Augmentez votre maîtrise en entretien, en réunion et en public.
• Améliorez votre qualité de contact, votre influence, votre rayonnement.

CONFERENCES D'INFORMATION

PARIS :
de 18h précises à 20h45
2, 3, 4, 5 et 6 Octobre
33 Avenue de Wagram

VERSAILLES :
de 18h précises à 20h45
Lundi 2 Octobre
Théâtre Palace, 1 Bd de la Folie

Entraînements Dale Carnegie®

Le Centre mondial de la Formation Continue

Représenté en France par G. & D. Wayne

2, rue Raymond 75150 La Chapelle
Tel. (1) 39.64.61.06

سكنا من الامل